LE SULTAN

ET LES GRANDES PUISSANCES



MALCOLM MAC COLL

LE SULTAN

ET LES GRANDES PUISSANCES

PAR

MALCOLM MAC COLL

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR JEAN LONGUET

PRÉFACE D'URBAIN GOHIER

Ce sont des esclaves ceux-là qui ont peur d'élever la voix — pour les vaincus et pour les faibles. — Ce sont des esclaves ceux-là qui ne choisissent pas — la haine, la raillerie et l'outrage, — plutôt que de taire lâchement la vérité qu'ils ne peuvent pas ne pas penser. — Ce sont des esclaves ceux-là qui n'osent avoir, — à deux ou trois, raison contre le nombre.

LOWELL.

Maudissez Meroz, dit l'Ange du Seigneur; que soient frappés cruellement ses habitants, car ils ne sont pas venus à l'aide du Seigneur, à l'aide du Seigneur contre les puissants.

JUGES, V, 23.

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE & C[ie]

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, Boulevard Saint-Germain

1899

PRÉFACE

Pour les hommes de bonne foi, qui ne soupçonnent pas les duperies de la grande politique, il semble que la Conférence de La Haye aurait dû avoir comme premier objet d'écarter les causes *de guerre. Le meilleur moyen d'amener les Puissances à désarmer, ou à limiter les armements qui écrasent le monde du travail, ce serait évidemment de supprimer les prétextes de la fureur militariste. S'il est excellent de recommander l'arbitrage quand éclateront les conflits prévus, il serait encore plus sûr de faire disparaître les occasions de conflit.*

De l'avis général, c'est la situation de l'Orient qui constitue le plus grand danger pour la paix du monde. C'est de l'Orient que sont venues plusieurs guerres meurtrières, et de continuelles menaces de guerre durant les trois quarts du siècle finissant; de l'Orient peut jaillir l'étincelle qui mettra le feu demain à tous les explosifs accumulés dans la vieille Europe. Si les gouvernements voulaient sérieusement et sincèrement prévenir l'horrible fléau, ils auraient le courage d'aborder une bonne fois et de résoudre le problème oriental, d'assainir ce foyer pestilentiel qu'est l'Empire ottoman, et d'assurer le règne de la civilisation dans les contrées aujourd'hui livrées, si près de nous, presque sous nos yeux, à la plus atroce barbarie.

Autrement, les chefs et les maîtres des peuples risquent de voir leur loyauté mise en doute. Leur manifestation pacifique passera peut-être pour une mystification, destinée à détourner des grands coupables la responsabilité de crimes prochains

contre l'humanité. La Russie, particulièrement, qui a de bonnes raisons pour connaître la question arménienne, et qui a pris l'initiative de la Conférence de La Haye sans faire même une allusion à l'Arménie, laisse flotter une certaine équivoque autour de sa bonne volonté.

L'honorable auteur de ce livre envisage avec une grande sympathie l'action de la Russie en Orient. Par un désir très louable d'améliorer les rapports entre sa patrie et le grand empire des Tsars, il affecte une belle confiance dans le désintéressement, dans la générosité moscovite. La France aussi se croit obligée d'afficher ces sentiments à l'égard de celui qu'elle appelle son « précieux allié », précieux surtout par la quantité de capitaux français dont il est devenu dépositaire. Cependant, les événements de Finlande ont un peu troublé l'admiration des bonnes gens. Les plus optimistes ont été choqués de voir le Tsar, au moment même où il lançait un manifeste débordant de nobles intentions, violer ses serments, fouler aux pieds les droits et les libertés d'un petit peuple irréprochable, pour accroître d'un contingent insignifiant les effectifs de son immense armée. Une telle contradiction autorise quelque inquiétude. Et dans les affaires mêmes d'Arménie, on hésite à partager les espérances que fonde M. Mac Coll sur l'intervention russe, quand on considère de près le rôle antérieur de la Russie.

Les persécutions que souffrent les étudiants libéraux de Pétersbourg, les violences que subissent les patriotes polonais pour avoir protesté contre l'érection d'un monument à Mouravieff le Pendeur sur le théâtre de ses exploits, la proscription en masse et l'impitoyable expulsion des Juifs, ne sont sans doute pas des traits d'humanité très dignes d'admiration. En ce qui concerne l'Arménie, on ne peut pas oublier que, voilà quinze ans, les Arméniens russes en avaient été réduits à envier le sort des Arméniens sujets du Sultan; que, dans l'Arménie russe, les écoles arméniennes ont été fermées trois ans, puis rouvertes avec interdiction d'enseigner la langue, l'histoire, la religion nationale; que les mauvais traitements, la déportation, l'exil ont été mis en œuvre pour amener la population arménienne à l'apostasie, et que les journaux et les associations furent traqués sans merci. De telle sorte que

l'homme d'Yildiz-Kiosk répondit plus tard aux observations des ambassadeurs : « Eh quoi? mes Hamidiés ne font rien de plus que n'ont fait les Cosaques. » N'est-ce pas, enfin, un diplomate russe qui a trouvé la fameuse formule : de supprimer la question arménienne en supprimant les Arméniens ?

Entre de telles mains, le salut de l'Arménie paraîtrait incertain. Mais si M. Mac Coll avait raison tout de même, si la profonde connaissance qu'il a des affaires d'Orient lui fournit de quoi justifier son espoir, si la sincérité humanitaire du souverain russe arrive à s'affirmer par des résultats pratiques, il n'est pas un honnête homme en Europe qui n'applaudisse à la solution, quelle qu'elle soit, capable de terminer les épreuves du peuple arménien.

Le nœud de l'affaire est à Constantinople. L'auteur de tant de maux est un seul et misérable être humain. Tout le poids du forfait retombe sur le Sultan Rouge, et non sur le peuple ottoman, qu'il ne faut point solidariser avec son tyran. Là comme ailleurs, les erreurs, les fautes, les crimes, sont les erreurs, les fautes et les crimes du maître, non des sujets. Quand nous avons la douleur de constater dans le monde entier un obscurcissement de la conscience humaine, c'est d'abord aux machinations sinistres des gouvernants que nous devons nous en prendre. Le plus souvent, les peuples sont coupables surtout de la complaisance avec laquelle ils se sont laissé tromper par des chefs indignes. S'il est effrayant de réfléchir aux massacres ordonnés par Abdul-Hamid, il n'est pas moins effrayant de réfléchir à l'immoralité des gouvernements prétendus civilisés, prétendus honnêtes, qui n'ont pas cessé un instant d'entretenir avec cette bête féroce des rapports cordiaux, qui lui envoient des ambassadeurs, qui échangent des politesses, des complaisances, des présents avec le bourreau de trois cent mille créatures, et qui répètent diplomatiquement : « Tout va bien » tandis que s'entassent les montagnes de cadavres.

Le monstre d'Yildiz-Kiosk est responsable des horreurs d'Arménie aussi réellement que s'il avait lui-même plongé le couteau dans la gorge de chaque victime. Rien ne s'est fait sans son ordre. Toutes les opérations se sont accomplies avec une régularité en quelque sorte administrative. Dix ans plus

tôt, les Arméniens jouissaient dans l'Empire d'une situation presque privilégiée; ils avaient accès aux postes de confiance, aux conseils du gouvernement, aux faveurs personnelles du maître; soudain, ils ont été condamnés, pourchassés, massacrés, avec ce mot de ralliement uniforme : « Le maître a permis de tuer les Arméniens. » Dans toute l'Asie Mineure, comme plus tard dans les rues de Constantinople, l'extermination de cette race infortunée a été organisée, conduite méthodiquement, de sang-froid, sans hésitation, sans erreur.

A Sassoun, à Diarbékir, c'étaient les soldats réguliers qui « travaillaient » sur les indications des Kurdes. Les préparatifs se faisaient au grand jour; les officiers, les gendarmes dirigeaient tout; quand un officier supérieur, non averti, avait une velléité d'opposition, les autorités lui communiquaient leurs instructions; il participait immédiatement à la tuerie que, de lui-même, il aurait empêchée; pour brûler les villages par centaines, pour violer et saigner les femmes ou les griller toutes vives, pour assommer les hommes après avoir coupé leurs enfants en tranches sur leurs genoux servant de billot, le signal était donné militairement. Trois cent mille personnes furent ainsi assassinées, avec des raffinements de cruauté, sans que le gouvernement responsable pût alléguer une effervescence populaire, une explosion de fanatisme. Il avait tout réglé lui-même.

Deux ans après, à Constantinople, le massacre était annoncé depuis longtemps lorsqu'il commença. Quartier par quartier, rue par rue, les gens de police et les auxiliaires embauchés tout exprès accomplirent leur sanglante besogne durant trois jours; des fourriers officiels avaient marqué les maisons arméniennes; les soldats réguliers surveillaient l'exécution et fusillaient les fugitifs. Sept à huit mille cadavres jonchèrent encore le sol, sans effervescence populaire, sans explosion de fanatisme, par un ordre du maître froidement obéi.

L'Europe s'est tue; l'Europe continue de se taire.

C'est que le Sultan Rouge est riche, prodigieusement riche. En abandonnant une part de butin aux brigands échelonnés depuis son trône jusqu'au peuple, il a organisé le pillage de son empire; il a pompé la richesse, répandu partout

la misère, pour emplir un trésor énorme qu'il administre et fait valoir habilement. Il est un des plus gros capitalistes du monde. Il a ainsi le moyen d'entretenir autour de lui, pour calmer ses hideuses terreurs, une armée de mouchards et de sicaires ; il a surtout le moyen d'acheter dans l'Europe entière les complicités indispensables, la complicité du mensonge, ou mieux encore, la complicité du silence, le silence des gouvernements, le silence des parlements, le silence de la presse. Il a réalisé ce tour de force de torturer et d'égorger tout un peuple, sans que le cri d'agonie sorti de trois cent mille poitrines fût entendu au delà de ses frontières.

Nous avons vu fonctionner en France le mécanisme de corruption. L'honorable M. Mac Coll est un ami de la France ; en faisant traduire son livre, il expose devant le public français l'attitude et les responsabilités de l'Angleterre. Qu'il soit permis à un ami de l'Angleterre d'exposer brièvement ici l'attitude et les responsabilités de la France — gouvernement et nation.

L'Assassin a trouvé en France un affidé, le ministre des affaires étrangères Hanotaux, qu'il avait engagé à son service autrefois, quand cet homme occupait à Constantinople un poste subalterne. M. Hanotaux est un personnage sinistre, dont les menées dans l'affaire arménienne concordent parfaitement avec ses menées dans l'affaire Dreyfus. Pour le malheureux officier qu'il savait innocent, M. Hanotaux se lavait les mains à la façon de Ponce-Pilate, répétant à ses intimes : « Après tout, ce n'est pas moi qui l'ai jugé. » Pour les Arméniens, il dit probablement : « Après tout, ce n'est pas moi qui les ai massacrés. » Mais son silence complice a permis les forfaits du Sultan Rouge, comme son silence complice a permis le crime judiciaire dont la France est encore bouleversée. Il est dans sa destinée de favoriser l'assassinat en gardant le secret aux assassins.

M. Hanotaux est aussi l'auteur, comme ministre des affaires étrangères, de la honteuse violation du droit des gens par laquelle le traité franco-hova du 1er octobre 1895, revêtu de la signature de la France, fut déchiré purement et simplement, et remplacé par l'acte unilatéral du 18 janvier 1896. Et ce trait de perfidie carthaginoise, cet abus cynique de la

force par le vainqueur sur le vaincu, frapperait la diplomatie française d'un terrible discrédit, si jamais le ministre parjure était rappelé aux affaires. Dans l'affaire Dreyfus, M. Hanotaux avait été avisé à trois reprises par l'ambassadeur d'Italie que les pièces produites par l'État-Major général contre sa victime étaient des faux, et il avait donné sa parole d'honneur qu'il n'en laisserait pas faire usage; cependant, il n'empêcha point les généraux de s'en servir au procès Zola, ni le ministre Cavaignac de s'en servir à la tribune, ni la Chambre de les afficher sur tous les murs de France. M. Hanotaux savait aussi par l'ambassadeur d'Allemagne que le capitaine Dreyfus n'avait jamais eu de relations avec cette puissance; il ne s'opposait pas moins énergiquement à la réparation du crime judiciaire.

Il est nécessaire de connaître de pareils actes, pour admettre que le même personnage ait montré la même déloyauté féroce dans le drame arménien.

M. Hanotaux prit possession du ministère des affaires étrangères le 30 mai 1894; il y resta jusqu'au 1er novembre 1895. En arrivant, il avait trouvé les dépêches adressées à son prédécesseur par les agents diplomatiques et consulaires français, notamment une dépêche du 20 février 1894, où M. Cambon, ambassadeur, expliquait l'historique de la question arménienne. Du 3 juin 1894 au 31 octobre 1895, c'est-à-dire depuis les premiers jours jusqu'au dernier moment de son administration, le ministre Hanotaux reçut, au sujet des événements de Sassoun, de Trébizonde, de Constantinople et de tout l'Empire ottoman cent neuf messages, qui remplissent cent cinquante pages du Livre Jaune *français. On y trouve les dépêches lugubres qui annoncent le massacre imminent, puis qui en retracent les péripéties; on y trouve les rapports collectifs des commissions d'enquête et des délégués français, anglais et russes; on y trouve les projets de réformes préparés par les ambassades et soumis au Sultan.*

Ayant dans sa poche le récit des tueries, des supplices, et le dénombrement des victimes, M. Hanotaux se taisait; quand par hasard un député l'interrogeait au Parlement, il attestait que « tout allait bien ». Tombé du ministère le 1er novembre 1895, après avoir lu la cent neuvième dépêche sur les mas-

sacres, il écrivait aussitôt une impudente apologie de l'égorgeur Abdul-Hamid, qui paraissait le 1er décembre dans la Revue de Paris :

Le Sultan, disait M. Hanotaux, a montré envers ses sujets des qualités réelles de douceur, de générosité, d'impartialité.

Les étrangers ont généralement trouvé auprès de lui un bon accueil et même, le plus souvent, des égards. Dans le gouvernement qu'il a voulu personnel, il s'est montré fin, souple, laborieux, mais surtout doué d'une sorte d'instinct vraiment extraordinaire pour sentir, appréhender, fuir le danger. Cela va jusqu'à la divination. Et c'est ainsi qu'il a pu jusqu'ici éviter les pièges innombrables que la destinée tendait devant ses pas.

... C'est un petit homme noir, au teint pâle, aux yeux inquiets, à la main féminine. De cette main frêle, il tient tous les fils qui relient le monde musulman, depuis le centre de l'Afrique et de l'Asie jusqu'aux Balkans; il tient les clés du Saint-Sépulcre et les clés des Dardanelles; il tient le Coran et il tient aussi la Bible; il tient le sabre et il tient la lance; et il tient, par surcroît, pas mal des fils embrouillés de la diplomatie européenne : petite main fine, très occupée en vérité.

Dans chacune de ses lettres, l'ambassadeur français répétait : « Le Sultan a menti; son ambassadeur à Paris ne fait que mentir; les réformes promises ne se font pas, ne se feront pas; on égorge dans tout l'Empire. » Et le ministre courait à la tribune témoigner de la loyauté, de l'humanité du Sultan, de l'ordre parfait qui régnait en Turquie. Renversé du pouvoir, il inondait la presse de ses dithyrambes en l'honneur du glorieux, du suave Abdul-Hamid. Revenu aux affaires en 1896, il recommençait le même jeu, affirmait la tranquillité des Provinces ottomanes, au moment même où Eghin, puis Evereck, puis Orfa étaient noyées dans le sang ou livrées aux flammes.

Comme salaire de tels services, l'Assassin décernait à M. Hanotaux le titre de Pacha, l'Ordre impérial de l'Imtiaz; et l'ironie du bey de Tunis y ajoutait un peu plus tard l'Ordre du Sang. A bout de servilité, le ministre français osait poursuivre en justice le Mechveret, *organe des Jeunes Turcs, coupable d'avoir flétri le boucher de la Turquie. Jamais complicité dans un abominable forfait n'a été plus hautement avouée que celle du ministre français Hanotaux avec le monstre d'Yildiz-Kiosk.*

Il est certain que la France, d'abord, n'a rien su. Mais elle n'est pas exempte de reproche. Elle prétendait à la protection des Arméniens, dont trois cent mille furent anéantis; dans les écoles de Constantinople et de l'Asie Mineure, ses religieuses enseignaient le français aux petites Arméniennes maintenant souillées et livrées aux harems; beaucoup d'Arméniens cultivés lisaient les livres français, croyaient à la légende chevaleresque de la France; ils sont tombés sous le couteau sans entendre une parole de pitié.

M. Mac Coll, qui est un bon citoyen anglais, s'écriera tout à l'heure :

> *Il y eut un temps où l'esclave et l'opprimé, plongés dans le désespoir, puisaient une espérance nouvelle lorsqu'ils voyaient flotter le drapeau de l'Angleterre. Cette grande nation, qui a eu une si glorieuse histoire, est-elle donc tombée si bas qu'elle n'a plus le courage de défendre avec ses propres forces son honneur et les obligations que lui imposent les traités, qu'elle demeure immobile avec l'attitude de l'esclave, la poitrine oppressée, demandant humblement la permission d'agir à quelque potentat étranger?*

Le bon citoyen français peut appliquer, avec angoisse, les mêmes paroles à sa patrie. La défaillance française en cette occasion n'est, hélas! que trop facile à comprendre. Les fautes amènent les fautes; le crime conduit au crime; et la lâcheté est un crime, le plus déshonorant de tous. Nous y sommes tombés, nous aussi, Français, parce que nous subissons une crise de dépression, parce que les éléments corrompus et corrupteurs sont à la surface du pays, gâtant ou défigurant le reste. Il nous faut l'avouer, avec une tristesse infinie, mais sans désespoir : car notre histoire nous montre souvent de telles chutes suivies d'un noble relèvement.

Ce n'est pas par hasard qu'un pays voit tout d'un coup à sa tête des chefs civils et militaires, des ministres et des généraux, pratiquant le faux, le parjure, le mensonge, avec une impudence étrange. Il y a là le symptôme d'un état général morbide. Les actes qui, à toute autre époque, auraient été jugés infamants pour leurs auteurs et même pour la nation qui ne les aurait pas châtiés, trouvent dans une très grande partie des citoyens, des approbateurs, des admirateurs, des apolo-

gistes. La théorie du faux à bonne intention, du parjure honorable, de l'assassinat patriotique, est formulée publiquement, académiquement. Les horribles maximes des Jésuites, qu'on avait crues proscrites à jamais du monde moderne, ont repris chez nous force de loi. Les mots de Droit, de Vérité, de Justice, qui enflamment toujours d'un saint enthousiasme les humbles citoyens, provoquent les huées méprisantes ou furieuses de la classe privilégiée. La moitié au moins de la nation exige le supplice d'un innocent, reconnu et solennellement proclamé innocent.

Cet état d'esprit correspond logiquement à un ensemble d'institutions barbares. Par exemple, à des tribunaux militaires où des hommes couverts de dorures et dénués de conscience prononcent des acquittements scandaleux après des condamnations révoltantes; à des codes militaires, à des bagnes et pénitenciers militaires, qui ressuscitent, contre des hommes accusés d'une bagatelle, la sauvagerie de l'Inquisition; aux horreurs de l'antisémitisme algérien, de la chouannerie bretonne, du fanatisme papiste.

Quiconque a vu les malades juifs repoussés des hôpitaux à Constantine aussi bien qu'à Odessa, ou les rares partisans de la justice menacés de mort par les prétoriens au procès Zola; quiconque a entendu les acclamations adressées aux soldats coloniaux, pour avoir promené l'incendie, le meurtre, le pillage, le viol, à travers Madagascar et le Soudan, peut s'expliquer l'indifférence générale du public français en face des événements d'Arménie, après que la chute du ministre Hanotaux eut déchiré le voile de mensonges.

La France, véritablement, a été trompée par ses gouvernants et par des journaux que subventionnaient presque ouvertement l'ambassade ottomane, la Banque ottomane, les concessionnaires de grands travaux en Turquie; mais la France a été trompée d'autant mieux qu'elle ne demandait qu'à l'être. L'accord se réalise sans peine entre un gouvernement qui cherche à tout cacher, et un peuple qui ne veut rien savoir. C'est par force qu'il a fallu imposer la vérité au public français dans l'affaire arménienne comme dans l'affaire Dreyfus, parce que la vérité troublait sa quiétude, dérangeait ses opinions établies et menaçait de susciter des « complications ».

Les temps sont changés depuis Navarin; le tempérament des peuples aussi; pour la Grèce agonisante, qui avait envoyé en 1870 des millions à la France vaincue, la France relevée a réuni 29,000 francs de souscriptions. Elle eût donné bien davantage pour ignorer le malheur des Grecs aussi complètement qu'elle avait ignoré le malheur des Arméniens. Elle n'a point de rancune pour les ministres dont le mensonge assure sa tranquillité; elle pardonne plus difficilement aux bons citoyens qui la tirent d'erreur et qui la mettent en présence d'un devoir inéluctable, mais importun. L'usage constant du faux ou de la dissimulation par les hommes au pouvoir est pour ainsi dire provoqué par le vœu secret du public.

Il est juste d'observer qu'une intervention française aurait pu se heurter à certaines objections spécieuses. De même qu'il invoquait l'exemple des Cosaques pour justifier les exploits des Hamidiés, le Sultan Rouge aurait peut-être tiré argument des massacres indo-chinois, soudanais, malgaches, et des exploits de nos tirailleurs noirs. Les tribunaux militaires français qui ont condamné l'innocent Dreyfus, acquitté le scélérat Esterhazy, devaient couvrir les tribunaux militaires turcs qui acquittèrent, à Marack et à Alep, le colonel Mahzar Bey, assassin du P. Salvator et de ses compagnons.

Ainsi réduite à déserter les devoirs qui lui venaient de son passé, de ses traditions, de ses légitimes ambitions, la France aura d'autant plus à s'en repentir que l'accomplissement lui en eût été facile. Acoquinée à la barbarie cosaque, à la barbarie turque, maudite et reniée par les anciens amis qu'elle a sacrifiés aux bas intérêts de la finance, des politiciens, des diplomates sans foi ni loi, elle est encore punie par la perspective de la grande guerre toujours à craindre.

Et toute l'Europe, qui encourt le même châtiment, l'a mérité de la même façon.

Nous, Français, nous faisons le compte de la France, parce que nous sommes affligés par dessus tout des égarements de notre patrie; mais il n'est pas un pays dans le vieux monde où les citoyens ne doivent éprouver une pareille déception. L'éclipse de la conscience humaine que nous constatons chez les nôtres se produit en même temps chez les autres peuples. D'un bout à l'autre du monde civilisé, le niveau moral

a baissé. En Amérique, les fils des Washington et des Jefferson, oubliant la sublime déclaration de 1776, traitent comme des rebelles et des pirates les hommes qui défendent leur indépendance. Le pape de Rome, prétendu pontife d'une religion d'amour et de charité, n'a pas trouvé un mot en faveur des trois cent mille chrétiens d'Arménie râlant sous le couteau; le clergé catholique tout entier a conspiré avec le Sultan Rouge l'extermination de ce peuple, comme il a conspiré en France la perte du juif innocent. La banqueroute catholique est complète et répugnante. Il semble que sur toute l'humanité souffle un vent de réaction, de lâcheté, de barbarie.

Il faut pourtant que ces hontes finissent.

L'Assassin d'Yildiz-Kiosk traque en ce moment les débris des Arméniens, et le parti des Jeunes Turcs, c'est-à-dire la partie saine du peuple ottoman; il a détruit cinquante mille de ces musulmans depuis quelques années; de nouveau, le sang coule. En proie à la folie du meurtre, le monstre s'attaque à toutes les religions, à toutes les races. Il organise la famine dans certaines provinces, accaparant tout le blé dans les greniers publics pour le revendre au sextuple de sa valeur. Les hommes expirent d'épuisement le long des routes où la force armée les traîne pour la corvée. Des spectres de femmes offrent leurs misérables corps aux brutalités des bourreaux turcs et kurdes pour un morceau de pain. Quarante mille orphelins expirent, abandonnés. Le massacre, le viol et l'incendie recommencent.

Or, l'Europe ne peut plus fermer les yeux ni se boucher les oreilles; l'Europe ne peut plus feindre de ne rien savoir. Elle voit, elle entend, elle sait. *En restant immobile, elle s'enfonce dans le déshonneur. Pendant que nous nous promenons dans nos villes, bien brossés, vernis, reluisants, que nous pérorons sur les beautés de notre civilisation, que nos gouvernants font des discours et réunissent des conférences humanitaires,* nous savons *qu'à nos portes s'accumulent les cadavres et se multiplient les plus horribles forfaits. Mais nous ne bronchons pas; nos gouvernements ne bronchent pas. La bête fauve de Constantinople déchire et souille la chair humaine, et nos souverains continuent de la traiter fraternellement; nos diplomates et nos ministres continuent d'en recevoir des politesses, des*

décorations, des pierreries, des concessions de travaux fructueux.

Ce drame épouvantable a trop duré.

Que demandent à l'Europe les survivants des Arméniens et les Jeunes Turcs ? De remplir ses engagements.

Au Congrès de Berlin, l'Europe s'est engagée à faire exécuter les réformes nécessaires pour changer en un pays civilisé le camp barbare des Ottomans. Ces promesses formelles, il est plus que temps de les tenir. Il faut mettre le peuple turc en demeure, et aussi le mettre en situation d'adopter un régime compatible avec l'honneur de l'Europe. Autrement, les crimes de l'Assassin Abdul-Hamid paraîtront aux générations futures moins abominables que la lâcheté des Puissances prétendues civilisées.

URBAIN GOHIER.

A

SA GRACE M. LE DUC DE WESTMINSTER

Mon cher Duc,

Je prends la liberté de dédier ce livre à Votre Grâce comme un faible témoignage de l'admiration et de la reconnaissance que je ressens pour tout ce que vous avez fait pour les malheureux chrétiens de l'Empire Turc.

Quand mon cher ami feu le docteur Liddon et moi-même nous sommes revenus d'Orient, vers la fin de 1876, et que nous avons senti la nécessité de donner quelque preuve de la sympathie des Anglais pour les chrétiens malheureux, Votre Grâce accepta avec plaisir la présidence d'un important comité, constitué pour venir en aide aux Russes et aux autres blessés et malades de la guerre de libération. Et, lorsqu'il ne fut pas possible de taire plus longtemps les massacres d'Arménie, vous avez négligé votre santé pour accepter sans hésiter la présidence du comité de Grosvenor House, *formé dans le but d'aider, par tous les moyens en son pouvoir, les Arméniens et les autres chrétiens qui gémissent sous le joug turc.*

C'est à l'ombre du comité de Grosvenor House *qu'a été fondée l'*Armenian Relief Fund (1), *si admirablement organisée par son infatigable trésorier et secrétaire M. Atkin, à qui des*

(1) *Caisse de secours des Arméniens.* (N. du T.)

milliers d'Arméniens affamés doivent la vie. Combien d'autres milliers dépendent encore de lui pour leur existence!

Mais tandis que le comité de Grosvenor House *a laissé, à l'*Armenian Relief Fund, *le soin de porter secours aux plus malheureux — tâche dont il s'est si bien acquitté! — il y a une autre œuvre nécessaire à entreprendre et qui consiste à faire connaître au public la vérité sur la question d'Orient et c'est ce que, pour sa faible part, ce volume se propose de faire.*

Comme co-secrétaire avec M. Atkin du comité de Grosvenor House *je considérerai comme un honneur aussi bien qu'un plaisir qu'il me fût permis de dédier ce livre à Votre Grâce.*

Je reste, mon cher Duc, avec la plus sincère reconnaissance et le plus grand respect,

Votre

MALCOLM MAC COLL.

Londres, Members'Mansions, Victoria Street, S. W., 16 Novembre 1896.

PRÉFACE

La première moitié de ce volume se compose d'articles revus et complétés que j'ai publiés vers la fin de septembre et la première moitié d'octobre 1896, dans le *Daily Chronicle.*

J'ai reçu à cette époque, ainsi que le directeur du *Daily Chronicle,* de nombreuses lettres de tous les côtés de l'Angleterre dans lesquelles on demandait la réimpression de ces articles. En les relisant, pour satisfaire ce désir du public, je vis qu'il était nécessaire de les compléter dans une large mesure pour éclaircir lė sujet et de ces remaniements est sorti le présent volume.

J'ai essayé d'être tout du long équitable et je me suis efforcé d'obéir au précepte « ni atténuation, ni aggravation des faits ».

Il m'aurait été plus agréable de louer que de blâmer des hommes que j'admire et qui m'ont prodigué des témoignages de bienveillance dont je suis indigne. Je puis seulement alléguer — *si parva licet componere magnis* — de l'excuse d'Aristote critiquant la doctrine de son grand maître Platon sur les *Idées :* « Là où l'intérêt de la vérité est en jeu, dit-il, c'est un devoir de sacrifier pour sa défense les intérêts privés les plus chers, y compris les amitiés les plus précieuses. Ces intérêts peuvent nous être, autant que la vérité elle-même, très à cœur, mais c'est un devoir religieux de préférer à tout la vérité elle-même ».

Je me suis trouvé jusqu'ici généralement d'accord en politique avec le parti libéral. Une étude approfondie de la question arménienne m'a convaincu de ce fait que le précédent gouvernement (1) a mal compris ces questions depuis le début. Je l'ai dit et j'ai donné les raisons que j'avais pour le dire.

---

(1) Le gouvernement libéral de Lord Roseberry. *(N. du T.)*

Un des travers de l'esprit de parti est la tendance trop commune de pardonner chez ses amis politiques ce que l'on condamnerait, ce que l'on dénoncerait peut-être même avec indignation chez ses adversaires politiques. Il me semble, au contraire, que l'on devrait être plus sévère pour les fautes de son propre parti que pour celles du parti opposé. D'abord, parce que l'on a le droit d'en attendre davantage, ensuite parce que l'exposé de ses fautes devrait lui servir comme d'un avertissement pour l'avenir. Ce que j'ai condamné dans un gouvernement libéral, je l'aurais condamné de même chez un gouvernement conservateur, et je ne vais pas mentir à mes convictions dans l'intérêt de n'importe quel parti.

Après tout ce sont les Arméniens, privés de tout secours, auxquels je suis anxieux de venir en aide — c'est l'honneur de mon pays qui est en jeu — peu importe l'intérêt d'un parti quelconque pourvu que je réussisse tant soit peu dans ma tentative. Les hommes politiques et les partis survivront facilement à ma critique, mais les milliers d'Arméniens innocents ne passeront pas l'hiver si l'on ne décide pas l'Europe à remplir immédiatement son devoir impérieux, qui est d'arrêter le bras de l'*assassin*. Il est toujours occupé à son œuvre sinistre! Les foules d'Arméniens qu'il a enlevés à la vue de l'Europe pour les transporter jusqu'aux extrémités de l'Anatolie, et les autres milliers restés en Arménie et qu'il a privés de tout, continuent, d'après les renseignements les plus récents, à mourir comme des mouches, de froid et de faim, tandis que les enfants enlevés par les Turcs seront élevés dans la religion musulmane, pour remplir les vides qui se creusent dans la race dégénérée de leurs oppresseurs. Les garçons sont élevés pour servir dans l'armée turque, tandis que les filles, lorsqu'elles auront atteint l'âge de puberté, seront vendues à ces pépinières inqualifiables de vice que sont les harems des Turcs dissolus.

Et l'Europe chrétienne assiste à ces faits en y prêtant beaucoup moins d'attention qu'à une épidémie de typhus dans la race bovine. « Ne me vengerai-je pas de pareils crimes, dit le Seigneur dans la Bible, et mon âme ne punira-t-elle pas une telle nation? »...

Les souverains de la chrétienté sont en rapports familiers avec cet homme, ils traitent comme un égal celui que leurs

ambassadeurs ont deux fois flétri comme un misérable meurtrier ! Peut-être le Dieu que l'Europe chrétienne semble avoir bien méconnu en ces circonstances punira-t-il les grandes Puissances par ce châtiment même, dont la crainte a glacé leurs consciences et paralysé leurs forces — je veux dire une grande guerre européenne.

Un peu de désintéressement, un peu de bon sens et de courage, pourrait encore empêcher cette affreuse calamité dont la simple possibilité les fait trembler comme de faibles moineaux à la vue d'un oiseau de proie dans les airs.

Mais cette crainte même de la guerre est en fait la preuve la plus évidente de l'égoïsme des grandes Puissances, car, qu'est-ce qui pourrait amener une grande guerre, sinon cet égoïsme même des grandes Puissances et leur avidité à mettre la main sur ce qui n'appartient à aucune d'entre elles? Telle une bande de brigands à l'aguet d'un butin dont aucun de la bande n'ose s'emparer par crainte d'être forcé de se battre ensuite avec les autres pour le partage.

C'est là le spectacle le plus ignominieux qu'ait jamais offert l'histoire de l'Europe. Dieu à vrai dire, peut être patient, car il a l'éternité pour lui, mais nous, créatures d'un jour, nous devons accomplir notre œuvre, quelque modestes que soient nos forces, jusqu'à ce que « la tyrannie soit renversée ».

Il y a une puissance qui, même à cette heure tardive, pourrait sauver les Arméniens sans danger. C'est la Russie. Je me suis efforcé de lui rendre justice dans ce volume et j'ai reçu les remerciements du défunt Tsar lui-même, pour avoir défendu la Russie lors des troubles de 1876-78. Va-t-elle laisser exterminer les Arméniens alors qu'une parole énergique d'elle arrêterait le bras des meurtriers? L'Angleterre l'a empêchée de sauver les Arméniens, il y a dix-huit ans. La Russie va-t-elle maintenant empêcher l'Angleterre de les secourir aujourd'hui? Serait-ce là une revanche digne de ses grandes traditions de protectrice des chrétiens d'Orient? Je ne veux pas le croire.

Quant à l'Angleterre, elle a reconnu ses torts dans le passé, et donnera aujourd'hui à la Russie carte blanche.

LE SULTAN

ET LES GRANDES PUISSANCES

CHAPITRE PREMIER

NE PEUT-ON RIEN FAIRE ?

Les deux ou trois organes qui déprécient dans la presse toute agitation entreprise pour mettre fin au règne irresponsable du Sultan et de ses parasites rendent un bien mauvais service au gouvernement. Ils pourraient essayer, aussi bien, d'arrêter le flux de la marée montante.

Je puis peut-être affirmer que, mieux que n'importe qui, je suis à même d'avoir une opinion sur cette question. D'accord avec mon regretté ami le docteur Liddon, j'arrivai à constituer, en 1876, en dehors de tout esprit de parti, un influent comité que présida le duc de Westminster et dont feu le marquis de Bath fut vice-président. Nous organisâmes des sous-comités dans toute l'Angleterre, et je fus, pour ma part, comme secrétaire du comité central, en contact avec un grand nombre de centres, en dehors du milieu des hommes politiques professionnels (1).

Je reçus des monceaux de lettres des pasteurs de province et de tranquilles rentiers qui, tout en envoyant leurs souscriptions à la *Caisse de secours des blessés et malades russes,* m'assuraient qu'ils attendaient avec impatience le jour où ils pourraient témoigner leur mécontentement de la politique de Lord Beaconsfield en votant, pour la première fois de leur vie, contre un gouvernement tory. Très peu de gens, dans chacun des deux partis, avaient une notion exacte du désastre qui attendait le ministère de Lord Beaconsfield.

M. Gladstone le devina avec cet instinct magnétique, qui

---

(1) Le terme *politicians,* que nous trouvons dans le texte anglais, n'a pas la signification péjorative de notre mot « *politicien* ». *(N. du T.)*

plus rapidement que la raison met un *conducteur d'hommes* en contact avec l'opinion d'un grand peuple libre et il sut agir d'après son propre sentiment, alors que certains chefs libéraux, jugeant de l'opinion publique d'après les majorités parlementaires et les conversations des clubs, croyaient que M. Gladstone était en train de ruiner le parti libéral.

A l'ouverture de la campagne du Midlothian le *whip* (1) du parti libéral, M. Adam, me demanda ce que je pensais du résultat des élections générales. « — Je donne aux libéraux, lui dis-je, une majorité de soixante sièges au minimum, de cent au maximum. » Certainement il me crut tant soit peu fou. « — Tout au plus, me dit-il, j'espère voir la majorité du gouvernement réduite à vingt voix. » J'ose penser que jamais une aussi grosse majorité ne fut gratuitement perdue que celle de Lord Beaconsfield, à la suite de cette mémorable campagne.

L'agitation de 1876-1877 naquit spontanément comme l'agitation actuelle. Et il est, en effet, impossible d'organiser, sur n'importe quel sujet, une agitation dans un pays libre et maître de ses destinées, si l'opinion n'a pas été profondément intéressée. Au début de la campagne bulgare il n'y avait aucune différence d'attitude entre libéraux et torys. Ils assistaient aux meetings côte à côte, pour y dénoncer ensemble les massacres perpétrés ou sanctionnés par le Sultan, qui est toujours sur le trône et qui fit alors son noviciat d'infamie en Bulgarie. Cette agitation reçut à son début l'approbation de membres éminents du cabinet de Lord Beaconsfield, tels que Lord Salisbury, Lord Cross, Lord Carnarvon et le défunt Lord Iddesleigh, alors *leader* de la Chambre des Communes.

Le 20 septembre 1876, Lord Beaconsfield prononçait à Aylesburg un discours qui tomba sur la nation tout entière comme une douche glacée. Admettant d'ailleurs « que ce serait affectation de sa part, de prétendre qu'il avait le pays derrière lui », il se lança dans une attaque violente contre l'agitation en cours et en appela *au peuple anglais, se plaçant sur le terrain*

---

(1) Le whip est un des chefs des partis politiques anglais, ses fonctions correspondent à celles d'un *secrétaire général*, chargé d'organiser la propagande et les grandes campagnes politiques et aussi de voter pour les absents au Parlement. *(N. du T.)*

des intérêts de l'Angleterre, en opposition aux *sentiments sublimes* dont l'on faisait montre dans les meetings. Certainement que le grand courage dont fit preuve dans ce discours Lord Beaconsfield doit exciter l'admiration même de ceux qui furent le plus fortement opposés à sa politique, mais il ne fit que jeter de l'huile sur le feu et transforma en effervescence fiévreuse une agitation, qui allait aboutir à son écrasement. Malgré tout son talent il ne comprit pas la portée de ce mouvement, fait de pitié et d'indignation, qui décide parfois un grand peuple à tout oser pour empêcher la perpétration d'atrocités comme celles que commettait le Sultan et ceux qui n'étaient que ses instruments.

Le discours de Lord Beaconsfield ne fit qu'intensifier davantage l'agitation. Libéraux et torys continuèrent à parler ensemble dans les meetings publics. En réalité le discours qui causa le mal fut celui de M. Forster (1), prononcé lors de son retour de Constantinople en octobre 1876. Je voyageais avec lui depuis Vienne jusqu'en Angleterre et nous eûmes de nombreux entretiens sur la question d'Orient. M. Forster se déclarait très fortement opposé à la politique préconisée par M. Gladstone, non qu'il craignît qu'elle pût nous amener la guerre, mais parce qu'il croyait les Bulgares incapables de se gouverner eux-mêmes. Les siècles d'oppression turque les avaient tellement accablés et dégradés, qu'ils ne seraient pas capables, disait-il, de se relever ni même de s'affirmer en face de la petite minorité de musulmans qui resteraient parmi eux, si réussissait la politique de M. Gladstone, qui consistait à délivrer les Bulgares du gouvernement turc et à leur donner l'autonomie. « Les musulmans, disait-il, — je me rappelle encore ses paroles — n'en feraient qu'une seule bouchée. » Je me hasardai à lui dire que l'air de la liberté produisait un effet merveilleusement vivifiant et qu'on pouvait compter là-dessus pour donner aux Bulgares un courage viril, dès qu'ils l'auraient respiré. Je citai l'opinion de Lord Strangford et de plusieurs autres personnalités compétentes. Mais je ne pus

(1) M. Forster était un des membres les plus éminents du parti libéral. Il fit partie dans la suite de plusieurs cabinets présidés par Gladstone. *(N. du T.)*

l'influencer. M. Forster pensait que la servitude était dans le sang des Bulgares et qu'une nouvelle génération serait seule capable de profiter de l'autonomie que M. Gladstone réclamait pour eux.

C'est dans ce sens qu'il parla. à un grand meeting, lors de son retour en Angleterre où il termina son discours en exprimant sa confiance en Lord Derby, en opposition à la politique de M. Gladstone.

Ce discours produisit le même effet que celui de Lord Rosebery (1), mais fit encore bien plus de mal, car la politique actuelle de Lord Salisbury sur la question arménienne est très différente de celle de Lord Derby lors des massacres de Bulgarie en 1876. Le discours de M. Forster encouragea le Sultan à résister à toutes propositions de réformes dans les provinces qu'il avait selon les expressions de M. Gladstone *dévastées et souillées*. Il encouragea aussi Lord Derby dans sa politique du *laisser faire* (2), donna au parti turc l'audace d'organiser une campagne en faveur de la Turquie et amena ainsi un semblant de dissentiment dans la protestation nationale contre l'oppression ottomane.

Mais ce serait une profonde erreur que de supposer qu'il y ait eu alors une réaction dans l'esprit public. Au contraire, le courant en faveur de la politique de M. Gladstone grandit jusqu'à ce que l'opinion publique l'eût porté au pouvoir en 1880 avec une majorité considérable, de plus de cent voix dans le Parlement. La réaction causée par le discours de M. Forster n'atteignit que très superficiellement l'opinion; il n'influença, comme plus tard le discours de Lord Rosebery, que les clubs, quelques journalistes, les hommes politiques et ce que l'on appelle la *Society*.

M. Delane revint en grande hâte d'Écosse et modifia la politique du *Times* qui jusque-là avait soutenu M. Gladstone. D'autres journaux suivirent et les jingoes furent encouragés à se mettre en avant et tenter une contre-manifestation. Prétendre qu'il y eut alors une réaction réelle de l'opinion serait une

---

(1) Il s'agit du discours prononcé par Lord Rosebery à Edinbourg. *(N. du T.)*

(2) En français dans le texte.

grosse erreur, comme le prouva le verdict des électeurs, quand ils purent faire entendre leurs voix.

De même le discours de Lord Rosebery — prononcé, je n'en doute pas, dans une bonne intention, comme celui de M. Forster, — n'a fait qu'augmenter, dans la grande masse du pays, la popularité de la politique préconisée par M. Gladstone dans son discours de Liverpool : aussi elle a donné à Lord Salisbury carte blanche, sans lui imposer aucune des restrictions par lesquelles Lord Rosebery voulait enchaîner sa liberté d'action.

Je puis en donner deux preuves incidentes.

Je reçus, étant en province, le compte rendu du discours de Lord Rosebery le soir même du jour (le samedi) où il avait été prononcé. J'avais promis de prendre la parole dans un grand meeting à Harrogate le lundi suivant et je me déterminai à éprouver l'opinion du meeting en répondant point par point au discours de Lord Rosebery. L'hôtel de ville de Harrogate était bondé d'une foule que le maire, qui présidait la réunion, évaluait à 1,800 personnes et on m'avait annoncé que la majorité était libérale. Eh bien ! dans ma dissection du discours de Lord Rosebery, j'eus toute la salle avec moi, à l'exception d'une seule personne dans l'assemblée et d'une autre à la tribune qui, dans un langage d'ailleurs courtois et sympathique à mon égard, demanda au président (un radical (1) convaincu) de me rappeler à l'ordre parce que je critiquais le discours de Lord Rosebery. Le président refusa au milieu des applaudissements de l'assistance. Je continuai mon discours et un vote unanime de remerciements fut émis en ma faveur à la fin du meeting. Le mardi suivant, ce fut en obtenant un résultat identique que je pris la parole dans un autre grand meeting à Warminster, sous la présidence de Lord Bath. Il n'y eut qu'une seule petite différence, c'est que pas une seule voix ne fit entendre la moindre opposition et que, lorsque je me fus assis, le principal ministre non conformiste (2) de la ville, un libéral

(1) Il y a environ trente ans la fraction la plus avancée du parti libéral s'intitulait radicale. A l'heure actuelle on emploie indifféremment les termes *libéral* ou *radical* pour désigner le vieux parti whig. *(N. du T.)*

(2) On comprend sous le nom général de *non conformiste* toutes les sectes protestantes formées en dehors de l'Eglise anglicane. Elles comprennent la plupart des membres les plus militants du parti libéral. *(N. du T.)*

très estimé, se leva et pensant que ma critique du discours de Lord Rosebery était trop indulgente, il l'attaqua dans un langage ardent, soutenu par les acclamations de toute la salle.

M. Forster trouva des raisons pour changer d'opinion et adopta la politique de M. Gladstone. Quand il revint de son deuxième voyage en Bulgarie, quelques années seulement après, il exprima son admiration pour les résultats de la politique que lui-même avait condamnée en 1876 et exprima sa surprise de ce que l'on eût pu douter des aptitudes des Bulgares à jouir de la liberté, oubliant qu'il avait été lui-même le coryphée de ces sceptiques.

C'est la même source d'informations qu'alors dont j'use maintenant, c'est-à-dire celle que j'ai pu avoir comme secrétaire du Comité de Grosvenor House. Nous y avons eu des sources d'informations auxquelles ne peuvent atteindre les hommes politiques ordinaires. L'agitation est sincère et elle est née spontanément; il est tout à fait impossible de l'arrêter, les tentatives faites dans ce sens ne feront que l'intensifier. Mais on la peut diriger. Elle n'est pas hostile au gouvernement ni n'a besoin de le devenir. Lord Salisbury ne peut pas être tenu pour responsable de la situation actuelle. L'on reconnaît les difficultés en présence desquelles il se trouve et il faut souhaiter vivement que rien ne soit fait ou dit qui rendrait sa tâche encore plus difficile. Je fis tout ce que je pus contre le gouvernement de Lord Beaconsfield pendant l'agitation 1875-1877 et c'est pour cette raison même que je me sens d'autant plus tenu de rendre justice aujourd'hui à Lord Salisbury. Quelle a été sa conduite dans le règlement des affaires d'Arménie? Rappelons d'abord qu'il ne débuta pas avec un terrain déblayé. Il n'inaugura pas une politique mais hérita de celle d'un autre. Et quelle était-elle cette politique? Ma ferme conviction est que si le gouvernement de Lord Rosebery avait saisi l'occasion aussitôt après qu'il eût des renseignements authentiques sur les massacres de Sassun, il pouvait régler la question par une entente amicale avec la Russie. Celle-ci était alors dans les meilleures dispositions à notre égard. Le débordement de sympathie qui s'était produit à l'égard de la nation russe lors des circonstances pathétiques de la mort du défunt tsar, en même temps que le charme des ma-

nières et le tact du prince de Galles dans ces tristes circonstances, avait fait une impression profonde dans l'esprit public russe.

Si le gouvernement libéral avait profité de cet instant propice, je crois que tout aurait pu s'arranger, par notre accord avec la Russie et sans l'intervention des autres puissances. L'on aurait pu se concilier l'amour-propre (1) de la Russie en admettant la caducité de la convention de Chypre et en l'invitant à faire entrer ses troupes en Arménie, tandis que la flotte anglaise, si cela avait été nécessaire, aurait occupé Smyrne ou quelque autre place, à la suite d'un accord entre les deux pays. La seule menace d'une telle entente aurait fait se précipiter à genoux l'abjecte lâche de Yildiz-Kiosk. Mais qu'arriva-t-il ? Le gouvernement de Lord Rosebery invita le Sultan à nommer une commission d'enquête purement turque : on insista même fortement auprès de lui pour l'y décider. Qu'attendaient-ils d'une commission nommée par le Sultan ? Croyaient-ils réellement que l'enquête entreprise par lui serait honnête et loyale ? Ne savaient-ils pas que l'enfer de la tyrannie turque est pavé des rapports mensongers de commissions également turques, dont la seule mission est d'acquitter les coupables et de condamner les innocents. Naturellement le Sultan perdit des mois aux préliminaires et d'autres mois à la lugubre plaisanterie de son enquête. Et pendant ce temps les Arméniens étaient chassés de leurs demeures, se voyaient ravir l'honneur et la vie, tandis que la flotte anglaise, croisant le long des côtes de l'Asie Mineure au lieu de menacer le Sultan, faisait échange d'hospitalité avec les Pachas ottomans.

Tout ce crime ne s'accomplit pas sans un solennel avertissement de la Russie, comme le montre le passage suivant d'une dépêche de l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg :

Son Excellence (le prince Lobanoff) répondit qu'il n'avait jamais eu grand espoir d'un résultat satisfaisant (à attendre de la commission turque) et qu'il doutait que l'on poursuivît jamais ceux qui avaient perpétré les massacres de Sassun. D'après son opinion, cependant, la question la plus importante c'était de savoir ce que

---

(1) En français dans le texte. *(N. du T.)*

l'on ferait lorsque la commission aurait terminé ses travaux. Il espérait sincèrement que des propositions pratiques seraient émises.

C'était là une invitation directe au gouvernement anglais d'entrer en négociations avec la Russie, sur la question d'Arménie. Quelle fut la réponse ? Un silence qui équivalait à un refus. Ceci n'était-il pas fait pour exciter les soupçons de la Russie ? Mais le prince Lobanoff fit une nouvelle tentative pour arriver à une entente avec l'Angleterre.

La Russie était sérieusement alarmée alors par l'abaissement subit de la Chine, comme par l'apparition soudaine du Japon au rang de puissance de premier ordre. Ce ne fut ni l'Autriche, ni l'Allemagne, ni même la France que la Russie invita alors à agir avec elle en Extrême-Orient, ce fut l'Angleterre à laquelle s'adressa son invitation, sous la promesse implicite de concourir avec elle à la pacification de l'Arménie. De nouveau l'offre de la Russie fut repoussée et le résultat ce fut : d'abord que la France et l'Allemagne furent invitées à prendre la place que l'Angleterre avait refusée ; ensuite que l'Arménie fut dévastée et ruinée ; enfin qu'au Japon furent imposées des conditions beaucoup plus dures que si nous avions accepté de la Russie sa proposition d'une action en commun.

Ceci fut le commencement de l'isolement de l'Angleterre. Puis vint le projet avorté de réformes, que le Sultan traita avec une telle désinvolture que pendant trois semaines il ne daigna même pas dire s'il l'approuvait ou non, ni même s'il l'avait lu. Pourquoi endura-t-on cette insolence ? et qu'était ce plan de réformes lui-même ? Il n'avait même pas la valeur du papier sur lequel il était écrit, comme je l'ai démontré à cette époque.

« Le projet de réformes, déclarait l'ambassadeur italien dans une dépêche à son gouvernement — lequel refusa d'avoir rien de commun avec la commission ou avec le plan de réformes — serait inutile » et il donnait, pour justifier cette opinion, d'excellentes raisons. Le prince Lobanoff le qualifia très exactement d' « impraticable ».

Mais d'inutile qu'il était, simplement, dans sa forme originale, il devint en plus ridicule par l'abandon de la seule clause admissible qui s'y trouva — c'est-à-dire qu'un Haut-Commis-

saire serait nommé pour un temps fixé d'avance et que sa nomination devrait être approuvée par les Puissances. Cette clause aurait d'ailleurs été de peu d'effet aussi longtemps que l'on eût admis que le Haut-Commissaire pût être un musulman et un sujet ordinaire du Sultan. « Et cette disposition fut abandonnée, dit l'ambassadeur italien, pour conserver l'entente avec la France et la Russie, qui, d'ailleurs, étaient d'accord sur l'inutilité du projet. » Tel était l'état des affaires lorsque Lord Salisbury prit le pouvoir. La connaissance qu'il avait de l'administration turque lui permit de voir de suite le vice fondamental du projet de réforme — l'absence du contrôle de l'Europe — et il essaya d'y remédier par l'insertion d'une nouvelle clause stipulant une surveillance effective, mais il rencontra naturellement l'objection qu'il était en train de proposer le bouleversement du projet de son prédécesseur au Foreign Office.

A la fin, ce plan de réformes parfaitement futile fut accepté par le Sultan. C'est-à-dire que Lord Salisbury ne fit ici que terminer l'œuvre politique de son prédécesseur.

L'Autriche et l'Allemagne, qui avaient d'abord repoussé l'invitation — faite par Lord Kimberley — d'agir en commun, insistèrent alors pour prendre leur part du gâteau et le « concert européen » suivit. Je n'ai aucun doute que Lord Salisbury fit entendre des avertissements menaçants au Sultan : il y avait dans l'air un projet d'intervention coercitive. Comment il put échouer, c'est là pour l'instant un des secrets de la diplomatie.

Mais, en attendant, examinons les faits. Il y a en ce moment, je crois, une entente entre trois puissances — l'Autriche, la Russie et l'Allemagne — pour résister à toute action qui pourrait menacer la stabilité de l'Empire turc et je suppose que la Russie entraînerait vraisemblablement la France avec elle. Telle est donc la situation exacte en présence de laquelle nous nous trouvons.

Il n'est pas sérieux de parler tranquillement de bombarder Constantinople et de pendre le Sultan. Ce n'est pas là de la politique pratique. Ne peut-on donc rien faire ? Je crois que l'on peut faire quelque chose.

Les ressources de la diplomatie britannique ne sont pas encore épuisées et, en vérité, l'Angleterre n'est pas la puissance

usée et sans forces qu'aime à décrire nos critiques du Continent. Mais ce que j'ai à dire en outre à ce sujet doit être réservé pour un autre chapitre.

Il n'est pas suffisant de faire retentir l'air des clameurs des meetings publics. Nous devons tendre à quelque chose de décisif et à quelque chose de pratique. Au reste ne nous exagérons pas la gravité du projet dont j'ai parlé. Il aboutirait à un bouleversement du *statu quo* territorial en Turquie. Il ne s'ensuit pas qu'il serait en opposition avec une action qui virtuellement atteindrait le même but, en forçant le Sultan à suivre une nouvelle politique qui sans aucun doute prolongerait l'existence de l'Empire ottoman.

CHAPITRE II

CE QUE L'ANGLETERRE PEUT FAIRE

Je voudrais faire précéder les observations qui vont suivre par cette remarque que je considère les vues et sentiments propres de Lord Rosebery sur la question arménienne comme bien supérieurs à la déplorable politique suivie par son gouvernement.

Quelle est l'influence occulte qui dans ses décisions l'emporta sur son sentiment propre, je n'en sais rien. Pourquoi son gouvernement refusa-t-il, avec persistance et presque brutalement, de publier les rapports de ses propres consuls d'Arménie et obligea-t-il ainsi des journalistes entreprenants à découvrir et à publier le récit d'infamies que le gouvernement connaissait et dont il avait les preuves dans les tiroirs du Foreign Office? Le gouvernement de Lord Beaconsfield publia, lui, au moins, les faits, même durant les temps les plus sombres de l'agitation bulgare, si ce n'est dans une seule occasion où Lord Derby supprima certains rapports de consuls et une dépêche de Sir Henry Elliot, accusant le Sultan de permettre à ses fonctionnaires en Bosnie, la perpétration d'atrocités y compris l'empalement (qui, selon le rapport du consul, se commettait journellement).

Pourquoi le gouvernement de Lord Rosebery fit-il nommer presque de force par le Sultan une commission turque pour enquêter sur la véracité de rapports envoyés d'Arménie par les consuls anglais? Avait-il davantage confiance dans les créatures du Sultan que dans la parole de ses propres consuls? Et pourquoi, après avoir perdu six mois d'un temps précieux, terminèrent-ils leurs interminables délibérations par l'élaboration d'un plan de réformes pour l'Arménie qui franchement n'était pas conçu de bonne foi?

Un jour ou l'autre un gouvernement libéral sera de nouveau au pouvoir et pourra avoir à régler quelque autre partie de la question d'Orient. Qu'il fasse son profit de l'échec lamentable du dernier gouvernement et comprenne que la seule politique rationnelle est la prompte action coercitive. Aucun Sultan n'a jamais cédé, ni ne cédera jamais, ni ne peut même jamais céder, à aucun autre argument, dans le cas de réformes qui violent l'immuable loi théocratique de l'Empire ottoman en plaçant les sujets non musulmans du Sultan sur un pied d'égalité avec les musulmans. Ne faites rien du tout ou usez du seul argument effectif : la force. Que les Puissances, dans leur ensemble, ou n'importe laquelle d'entre elles, avec l'aquiescement des autres ou seulement de la majorité, formulent un plan, le présentent au Sultan en lui notifiant formellement que le rejet de ce plan de réformes par lui sera suivi d'une action coercitive et le succès est certain. Mais de purs arguments, des « représentations », des « admonestations », toutes autres choses en dehors de la sommation : « *Faites-le ou je vous y obligerai* » pourraient être adressées avec autant d'efficacité à la surdité des éléments.

Toute réforme non appuyée par l'intervention et le contrôle de l'Europe est nécessairement une imposture et, d'autre part, aucun Sultan n'acceptera le contrôle de l'Europe s'il n'y est obligé par la force. Je répéterai donc ma formule : « *Que l'on abandonne tout ou que l'on emploie la seule arme efficace.* »

Voyons maintenant si actuellement rien de réellement effectif ne peut être tenté pour empêcher le Sultan de continuer sa politique d'extermination des Arméniens.

Selon mes renseignements particuliers, que je crois exacts, le prince Lobanoff et le comte Goluchowski, lors de leur récente entrevue à Vienne, furent d'accord sur la nécessité impérieuse, selon eux, de soutenir l'Empire turc de tout leur pouvoir, mais sans rien décider pour sauvegarder les droits des sujets chrétiens du Sultan. L'Allemagne a adhéré à cette combinaison dont le résultat est de livrer des milliers de chrétiens, pour un temps indéfini, à la merci de l'oppression ottomane. Je crois que la France n'y a pas encore adhéré et j'espère qu'elle refusera de ternir ainsi son blason.

Mais, pour mettre les choses au pire, comprenons la France

dans la ligue turcophile. L'Italie, qui s'est conduite noblement pendant toute la durée des troubles d'Arménie, n'a rien de commun avec cette politique fatale qui consiste à laisser les choses aller toutes seules de mal en pis. Elle serait certainement sympathique à une action de l'Angleterre en faveur des Arméniens, mais je ne suppose pas qu'elle puisse donner son appui effectif. Que pourrait donc faire l'Angleterre toute seule pour mettre fin à ce *pandemonium* qu'est devenu l'Empire ottoman grâce à son maître le criminel de Yildiz-Kiosk?

Diverses alternatives se présentent à nous. Je commencerai par examiner la plus grave, la plus terrible. Nous avons un traité avec le Sultan qui nous donne, je pense, le droit d'insister sur la nécessité de réformes dans ses possessions asiatiques. Par la convention de Chypre, d'autre part, l'Angleterre a acquis le droit d'insister sur les mesures nécessaires pour l'accomplissement des réformes. C'est là une partie essentielle de la convention.

Par une dépêche de M. Waddington à l'ambassadeur français à Londres, datée du 21 juillet 1878, le gouvernement français a admis que par la convention de Chypre l'Angleterre « avait acquis un droit d'intervention active dans l'administration de tous les territoires asiatiques soumis à la juridiction ottomane ». Aucune autre puissance que je sache n'a protesté contre — ou a seulement contesté — le droit que la France nous a implicitement reconnu. Ce droit, il fut tacitement admis par le congrès de Berlin qui connut la convention de Chypre, quoiqu'elle ne lui eût pas été communiquée.

Nous avons donc ainsi un droit indiscutable, garanti par un traité spécial, d'insister auprès du Sultan pour l'obliger à tenir les engagements pris dans la convention de Chypre. Mais, en outre, l'Angleterre a un droit additionnel, de même que les autres Puissances, par l'article 65 du Traité de Berlin. Et, le 11 juin 1880, une note identique fut présentée au Sultan par les ambassadeurs des Grandes Puissances, appelant son attention sur ce fait qu'il n'avait *rien fait* pour remplir ses engagements. La Note de l'Angleterre était signée par M. Goschen, comme ambassadeur spécial de l'Angleterre, et contient ses mots : « Pour ces raisons le gouvernement de Sa Majesté, étant l'une des Puissances signataires du Traité de Berlin, doit

demander l'exécution absolue et immédiate de l'article 61 de ce traité. »

Ensuite, dans ce même document, les six Puissances affirment ensemble et avec force le droit qu'elles ont d'obliger le Sultan à remplir ses engagements.

L'Angleterre a ainsi, doublement, un droit régulier qui lui permet d'exercer une contrainte sur le Sultan et, pour atteindre ce but, d'employer n'importe quelle mesure, pourvu qu'elle ne porte pas atteinte aux droits des autres Puissances. Supposons donc que l'Angleterre invite le Sultan à accepter pour ses provinces asiatiques un contrôle européen suffisant pour sauvegarder les droits des chrétiens et qui donne à la Russie seule ou unie aux autres Puissances, la liberté de déterminer le caractère de ce contrôle en même temps que l'on avertirait le Sultan qu'en réponse à un refus de sa part la flotte anglaise occuperait quelque port turc comme garantie matérielle de l'exécution des conditions qui lui seraient imposées. Y a-t-il le moindre doute que le Sultan ne s'inclinât aussitôt? M. Goschen n'en douterait pas, lui qui, par une action analogue, contraignit le Sultan à une prompte soumission en 1880, quoique l'Allemagne, l'Autriche et la France eussent refusé de s'associer à son action. Est-il concevable qu'aucune des Puissances déclarât la guerre à l'Angleterre dans un cas où elle aurait si évidemment le droit de son côté, dans une cause qui si impérieusement nécessite l'intervention de la conscience de l'Univers civilisé, dans une affaire de laquelle elle ne pourrait retirer aucun avantage matériel? Je ne puis le croire.

Mais pour aller jusqu'au bout de notre raisonnement, supposons que les trois grandes puissances septentrionales refusent de sanctionner l'action de l'Angleterre (je ne parle pas de la France, puisque publiquement elle a admis, ainsi que je viens de le montrer, le droit que l'Angleterre avait d'intervenir seule). Que l'on considère quels risques courraient ces puissances par leur conduite à la fois folle et absurde ? Y a-t-il la moindre vraisemblance que les trois Puissances en question transforment leur refus de sanctionner l'action de l'Angleterre en déclaration de guerre, après que le gouvernement britannique leur aurait donné l'assurance formelle que ce pays n'était poussé par aucune vue personnelle ou égoïste, mais qu'au contraire il veut atteindre

le même but qu'elles-mêmes, par des moyens qui ont plus de chance de succès que les moyens inspirés par la politique impuissante suivie jusqu'alors.

Qu'une quelconque des puissances, à plus forte raison que toutes, pussent répondre à des propositions aussi raisonnables par une déclaration de guerre, c'est là une fantaisie plus en rapport avec les élucubrations d'une politique mystique que digne des sobres réflexions d'un homme d'État raisonnable.

Le cauchemar qui pèse sur tous, c'est la dissolution prématurée (pour ces Puissances) de l'Empire turc. L'Angleterre pourrait renverser l'édifice vermoulu sous leurs yeux en une seule semaine et où en seraient-elles alors ? Elles se précipiteraient alors à la gorge l'une de l'autre tandis que l'Angleterre les regarderait tranquillement faire. Quand viendra ce jour d'*Armageddon,* les Puissances, qui maintenant s'amusent à plaisanter sur l'isolement de l'Angleterre, auront besoin de toutes leurs flottes et de toutes leurs armées pour régler leurs propres querelles, bien loin de pouvoir s'unir contre l'Angleterre.

La possession des Lieux-Saints en Palestine éprouvera bien vite la solidité de l'alliance franco-russe. L'Allemagne, elle aussi, a acquis dans ces dernières années de grands intérêts matériels en Asie-Mineure et en Syrie, et la Russie, aussi bien que la France, aurait à compter avec elle lorsque commencerait la lutte pour la possession des biens de l'homme malade.

Il y a ensuite Constantinople, sur laquelle la Russie et l'Autriche ont également les yeux fixés. Ce sont les conceptions de Bismarck qui dominent toujours la politique étrangère de l'Allemagne, et l'un des principes essentiels de cette politique consiste à faire de l'Autriche une grande puissance slave avec Constantinople pour capitale, comme contre-poids à la Russie, tandis que les populations allemandes d'Autriche seraient annexées à l'empire allemand. On doit aussi considérer quelles seraient les exigences de la Grèce, de la Serbie, de la Roumanie et de la Bulgarie, qui constituent une force considérable, tandis que l'Italie n'a pas abandonné l'idée de l'*Italia irredenta*.

Et les trois grandes puissances septentrionales iraient courir le risque du cataclysme qui certainement se produirait dans le cas d'une action de leur part pour empêcher, *vi et armis*,

l'Angleterre d'obtenir seule — sans aucun risque pour le *statu quo* — l'exécution d'un traité au bas duquel elles ont placé leurs signatures et dont nous ne pourrions retirer aucun bénéfice personnel ! C'est pourtant là ce que dit leur presse. Mais ce ne sont que vantardises et fanfaronnades. Voyez comme, dernièrement, le refus par Lord Salisbury de sanctionner le blocus de la Crète, au lieu d'amener l'union du concert européen contre lui, les força au contraire à adopter sa politique qu'elles réclameraient maintenant volontiers comme la leur (1). Il en serait de même dans la Turquie d'Asie. La France va-t-elle s'enrôler pour une guerre contre l'Angleterre afin d'agrandir l'Allemagne ? ou celle-ci, pour arriver à fortifier la France? Ou l'Autriche et la Russie vont-elles précipiter entre elles la course dont le but est la possession de Constantinople? Il n'y a pas une seule des Puissances que l'on suppose devoir s'unir contre l'Angleterre, qui alors ne rechercherait son alliance par ses plus puissants moyens de séduction. Mais loin de rien demander, l'Angleterre a plus à offrir que n'importe quelle autre Puissance.

La possession de Constantinople, par exemple, est reconnue aujourd'hui comme étant une question sans intérêt au point de vue des intérêts britanniques. Si la Russie abandonnait la cruelle politique autrichienne et reprenait son ancien rôle de protectrice des chrétiens de Turquie, je ne crois pas qu'il serait possible d'organiser un seul meeting public dans ce pays pour protester contre la possession de Constantinople par la Russie, si, ce dont je doute, elle la désire.

Nous avons jusqu'ici perdu notre sang et notre argent afin de tirer les marrons du feu pour l'Allemagne et l'Autriche, qui se sont servis ainsi très habilement de nous pour écarter la

---

(1) Depuis que ceci a été écrit, la presse russe a changé de ton, et ses principaux organes se prononcent en faveur d'une entente cordiale avec l'Angleterre. Ce qui, en outre, est plus remarquable encore, c'est que les *Novisti* et les *Bishwoi Viedemost* ont déclaré, chacun de leur côté, que la concession de son autonomie à la Crète était due à l'Angleterre seule, en même temps que la conduite de ses hommes d'État à l'égard du Sultan peut supporter avantageusement la comparaison avec celle de l'empereur Guillaume ou du comte Goluchowski, qui désirent voir la Crète anéantie dans son existence politique.

Ceci confirme ce que j'ai dit ailleurs, à savoir que la grande coupable dans cette affaire a été l'Autriche, soutenue par l'Allemagne; c'est aussi un témoignage décisif en faveur du succès de la politique de l'*action séparée* de Lord Salisbury. *(Note de l'auteur.)*

Russie de Constantinople et la pousser ainsi vers notre frontière de l'Inde. Si la Russie doit être écartée de Constantinople, c'est à l'Allemagne et à l'Autriche, dont c'est l'intérêt, de s'en charger. Un journal autrichien, qui est en réalité la propriété du gouvernement turc, a essayé d'exciter la Russie contre l'Angleterre en nous accusant de prétendre, sous le masque de notre zèle pour les Arméniens, à la possession de Constantinople. Fort bien. Que l'on mette chacun à l'épreuve ! Que Lord Salisbury propose aux Puissances de signer un traité par lequel elles s'engageront à ne pas acquérir un pouce du territoire turc, quelle que soit l'importance de leur intervention pour obliger le Sultan à améliorer la situation de ses sujets chrétiens. Nous verrons alors lesquelles des Puissances sont les plus sincères dans leurs affirmations de désintéressement.

Une des choses les plus extraordinaires dans cette affaire, c'est la stupidité que je qualifierai presque de surnaturelle des Puissances qui croient pouvoir prolonger l'existence de l'Empire turc en permettant au criminel maniaque de Yildiz-Kiosk de continuer à suivre une conduite destinée vraisemblablement à amener cette catastrophe même, dont la seule ombre suffit à déranger leur équilibre mental ! Il faut certainement très peu d'intelligence pour voir que la seule façon efficace de maintenir les cadres existants de l'Empire turc est d'obliger le Sultan à accorder une vie supportable à ses sujets. Et en fait, c'est dans ce sens qu'avait été dirigée, jusqu'à ces derniers temps, la politique des Grandes Puissances. Prenons en exemple l'action de chacune des deux Puissances les plus intéressées à prévenir un démembrement prématuré et subit de la Turquie, je veux dire l'Autriche et la Russie.

En 1867, le comte de Beust, alors premier ministre autrichien, déclarait que l'Autriche voulait encourager dans les populations chrétiennes de l'Empire turc un développement plus grand de leurs privilèges et favoriser l'établissement d'un système d'autonomie *qui ne serait limité que par un lien de vasselage*. Ceci serait d'ailleurs la manière la plus sûre de faire durer la paix entre le Sultan et les Rajahs. Dans une dépêche ultérieure, le comte de Beust proposait « une consultation médicale » des Grandes Puissances sur l'état de santé de l'homme malade et le partage de ses territoires, suggérant la

nécessité de *remèdes héroïques*, à commencer par l'annexion de la Crète à la Grèce.

Cette même année le prince Gortchakoff défend une politique identique et exprime son opinion que « le seul moyen offert aux Puissances pour échapper aux expédients et aux palliatifs qui n'avaient fait jusqu'ici qu'augmenter les difficultés, était d'encourager le développement graduel des états autonomes dans les populations chrétiennes de Turquie ».

Le gouvernement français soutint cordialement alors la politique du comte de Beust et l'Angleterre y fut seule opposée. Or, cette politique est celle-là même que la Russie et l'Autriche seraient, dit-on, disposées à contrecarrer aujourd'hui par la force des armes. Je ne puis croire que la Russie soit associée dans un projet qui implique une politique non d'hommes d'État, mais de fous furieux.

Et j'en reviens à ma première opinion sur ce que je considère comme praticable dans cette crise. Je pense que la presse anti-anglaise en Allemagne et en Autriche joue gros jeu. En d'autres temps, l'Angleterre s'est affirmée seule en face de l'univers en armes, et elle ne va certainement pas s'abaisser et trembler devant les batailleurs de la presse continentale qui vite commenceraient à chanter un autre air si l'Angleterre les prenait au mot.

J'ai l'espérance que Lord Salisbury amènera à la raison les autres puissances dans cette question d'Arménie comme il y est arrivé dans la question de la Crète. Mais tout dépend de l'appui qu'il recevra du pays. Sa conduite dans la question d'Orient est peu comprise. J'espère trouver le temps de l'expliquer et de la raconter, en même temps que je proposerai quelques autres moyens pour mettre un terme aux amusements homicides d'Abdul-Hamid.

CHAPITRE III

LES MUSULMANS DÉSIRENT LE CONTROLE DE L'EUROPE

J'espère que l'on ne fera aucune tentative dans les meetings organisés au cours de cette agitation pour dicter une politique particulière au gouvernement, par des résolutions ou autrement. Le choix des moyens efficaces doit lui être laissé et si l'on veut que les meetings soient utiles à quelque chose, au lieu de nuire, ils doivent montrer aux autres nations que Lord Salisbury aura derrière lui le peuple anglais tout entier, sans distinction de partis, pour tenter de mettre fin aux orgies de sang inhumaines, auxquelles on a laissé trop longtemps se livrer le méprisable sacripant de Yildiz-Kiosk.

Qu'il n'y ait plus de critiques ou de récriminations sur ce qui a été fait jadis. Que le passé soit dorénavant oublié de part et d'autre. Chacun des deux partis — libéral et conservateur — mérite un blâme sévère pour avoir eu pendant un demi-siècle cette folle conduite qui consistait à protéger un despotisme moribond et corrompu contre l'inévitable Némésis de l'Histoire, châtiment de ses vices incurables.

L'Empire ottoman est maintenant arrivé à cette période si brillamment décrite par l'historien latin : il ne peut pas plus supporter ses vices que les remèdes que l'on veut y apporter. On ne peut pas plus lui redonner la vie que l'on ne pouvait magnétiser le corps moribond dans l'horrible conte d'Edgar Poë.

Tous les cavaliers de l'Allemagne, aussi bien que tous les fantassins de l'Autriche, sont incapables d'asseoir le nouveau Humpty-Dumpty sur le mur, et s'ils comprennent leur propre intérêt, ils se joindront à l'Angleterre pour amener une

dissolution pacifique au lieu d'un démembrement violent du plus abominable despotisme auquel la Providence ait jamais permis d'opprimer le genre humain. Comment régler cette dissolution, c'est ce que je veux examiner dans ce chapitre.

J'ai suggéré une méthode qui me semble toujours la meilleure. Que l'on propose à chacune des Puissances de signer un traité par lequel elle s'engage à ne rien s'attribuer au cours des événements; que l'on persuade à la Russie surtout que l'Angleterre n'a dans cette question aucune arrière-pensée, et je crois que les Puissances septentrionales trouveront qu'il est de leur intérêt d'agir d'accord avec Lord Salisbury plutôt que de contrecarrer ses plans en voulant conserver intact, quelques années encore, la structure politique de l'Empire ottoman. Que le remède soit appliqué non seulement à l'Arménie, mais encore dans toutes les provinces troublées de l'Empire turc; que, sous le contrôle des puissances, des gouverneurs soient nommés avec le pouvoir de maintenir l'ordre, en tenant compte naturellement des conditions particulières de chaque région.

Le mieux serait, vraisemblablement, de laisser la Russie administrer l'Arménie, sous la suzeraineté nominale du Sultan, de la même manière que l'Angleterre administre les États indigènes de l'Inde, c'est-à-dire en plaçant l'Arménie sous la haute surveillance d'un résident.

Des mesures analogues pourraient être prises pour la Macédoine et je pense que les musulmans eux-mêmes — si l'on met à part la classe des fonctionnaires qui se nourrit et s'engraisse de la corruption publique — feraient un bon accueil à cette délivrance du joug intolérable d'Abdul-Hamid. Je doute que l'on puisse trouver cent musulmans dans tout l'Empire, pris en dehors des murs de Yildiz-Kiosk, qui ne se réjouissent pas de la déposition du Sultan ou de l'opération qui consisterait, comme pour une bête malfaisante, à lui couper les griffes, à lui arracher les crocs.

Il est détesté d'un bout à l'autre de l'Empire, qu'il a couvert d'un réseau d'espionnage et de délations dont l'œuvre a été de détruire toute liberté de parole et presque de pensée. A Constantinople et aux alentours de la capitale, il est haï et méprisé autant par les musulmans que par les chrétiens eux-mêmes.

Les Turcs forment, tout au moins, une race brave et ils se sentent humiliés d'avoir à leur tête un misérable lâche qui a peur de sa propre ombre.

D'ailleurs ils ne croient nullement qu'il soit Turc. L'opinion générale également répandue chez les musulmans et parmi les chrétiens de Constantinople est qu'Abdul-Hamid est le fils d'un domestique arménien jadis au service d'Abdul-Medjid. Parmi les musulmans on ne l'appelle — *sotto voce* — que le *bâtard arménien*. Ce bruit est sans doute parvenu jusqu'à lui et c'est probablement là une des raisons de sa politique d'extermination systématique des Arméniens ; poussé qu'il est par l'espoir de se laver ainsi, aux yeux de ses sujets musulmans, de tout soupçon d'origine arménienne.

L'on peut donc affirmer qu'une proposition tendant à le déposer serait reçue avec satisfaction par les musulmans, non seulement à cause de son despotisme cruel, mais aussi parce qu'ils pensent qu'au fond il n'a aucun droit légitime au trône.

Mais en dehors de cet aspect personnel de la question, je crois que les musulmans feraient bon accueil au contrôle européen pourvu qu'ils fussent assurés de voir respecter leurs biens et leur religion. Les récents massacres n'ont pas été causés, comme on l'a dit, par le fanatisme local ; ils ont été organisés au palais de Yildiz-Kiosk. En réalité, tous les grands massacres qui se sont produits en Turquie ont été l'œuvre du gouvernement ottoman et jamais celle de la population des lieux où ils se produisaient.

A vrai dire, lorsqu'on se trouve en présence d'une caste victorieuse dominant une race sujette sans armes et pratiquement sans aucun droit, il est bien évident que celle-là essaiera toujours d'opprimer celle-ci. Cependant les chrétiens et les musulmans de Turquie s'arrangeraient pour trouver un *modus vivendi* quelconque si le gouvernement central et son entourage de policiers et de fonctionnaires rapaces et corrompus voulaient seulement les laisser tranquilles.

Le gouvernement turc est le *fons et origo malorum ;* tous souffrent par lui et à cause de lui, mais naturellement les chrétiens en souffrent beaucoup plus que les musulmans. Quoiqu'ils soient obligés par la loi de n'avoir aucune arme, qu'ils ne possèdent pratiquement aucunes garanties légales, ils

doivent cependant payer tous les impôts que paient les musulmans, et beaucoup d'autres en plus. Parmi ces impôts, le plus lourd est l'*impôt d'hospitalité* qui oblige tout sujet chrétien du Sultan à fournir trois journées de logement et d'entretien à chaque fonctionnaire ou voyageur musulman qui en fait la demande. Les maisons des chrétiens ne sont presque jamais délivrées de ces hôtes désagréables qui constamment (quoique cela ne soit pas sanctionné par la loi) font sortir les hommes de chez eux au crépuscule, les obligeant de laisser femmes et enfants à la merci de l'hôte occasionnel. Les rapports de nos consuls sont remplis de détails navrants sur cette horrible coutume. Les journalistes qui écrivent des articles bien sentis et indignés sur les *forcenés arméniens* savent-ils de quelles provocations ces hommes sont victimes ?

L'envoyé spécial du *Times* en Arménie déclarait, il y a deux ans, qu'après enquête sérieuse, il était arrivé à cette conviction que dans certain district, qu'il nommait, il n'y avait pas une seule femme qui n'eût été violée avant son mariage. Et ce qui est vrai actuellement pour l'Arménie l'a été pour la Bulgarie jusqu'au jour de sa libération et l'est également pour toutes les populations chrétiennes encore sous le joug du Sultan.

C'est là une des abominations de la domination turque dont les étrangers entendent rarement parler, car ce sont là des faits que désirent cacher ceux qui en ont été victimes. Cela suffit cependant pour empoisonner chaque jour de la vie des chrétiens de l'Empire, et je crois que la situation journalière de ces muettes victimes de la brutalité turque constitue quelque chose de plus honteux encore que les massacres qui ont dernièrement inondé de sang les rues de Constantinople.

Ce ne sont pas les paysans musulmans, qui commettent ces attentats, mais bien la police du Sultan, composée de bandits qui vivent sur la population chrétienne, les soldats — les irréguliers surtout — les derviches voyageurs et enfin la malpropre engeance des fonctionnaires qui généralement ne touchent point d'appointements et vivent d'extorsion et de corruption, ayant absolument à leur merci une population chrétienne sans défense.

Voilà l'enfer auquel des gouvernements qui professent, des

lèvres, allégeance au fils de la Vierge, ont condamné, à cause de leurs propres — prétendus — intérêts, des millions de leurs frères chrétiens! L'Angleterre a tourné, enfin, et pour toujours, le dos à cette politique abominable et aucun appel aux *intérêts britanniques* ne pourra même être tenté, dans le but de lui faire lever fût-ce un petit doigt, pour sauver de sa juste condamnation l'Empire ottoman. Comme si les intérêts britanniques pouvaient être servis par une alliance avec Sodome et Gomorrhe!

Lors de son avènement, le Sultan actuel s'efforça de trouver une compensation à la diminution de son pouvoir temporel dans une extension de son influence spirituelle de soi-disant Khalife. A vrai dire, il n'a pas plus de droits au titre de Khalife que l'auteur de ce livre, et en dehors de l'Empire ottoman (où il n'est reconnu comme tel que par les Turcs) il n'a jamais été admis dans aucun pays musulman qu'il fût le successeur spirituel de Mahomet. Les Arabes rejettent avec mépris cette prétention de domination spirituelle du Sultan, car c'est un point capital du *credo* de l'Islam que le Khalife doit être un Arabe de la tribu de Mahomet.

Il peut convenir à des musulmans hybrides, dans le genre du juge Ameer Ali, d'exagérer leur zèle de néophyte en saluant le Sultan du nom de Khalife, mais cela ne prouve que leur manque de sincérité ou leur ignorance.

Ce n'est pas là une question purement académique, car Abdul-Hamid, en se servant de son caractère usurpé de Khalife, n'a cessé d'envoyer pendant des années des prédicateurs de révolte à travers toute l'Inde, prêchant une croisade contre les chrétiens d'un bout à l'autre de son Empire. Lancé dans cette voie, il est arrivé sans aucun doute à réveiller, dans diverses parties de la Turquie, contre les chrétiens, l'esprit de fanatisme endormi. Sa mauvaise influence est heureusement neutralisée, jusqu'à un certain point, par les haines qu'il a soulevées de toutes parts contre lui.

Dans l'ensemble, le sentiment des musulmans de l'Empire qui ne sont pas fonctionnaires est aujourd'hui ce qu'il était lorsque Abdul-Hamid monta sur le trône.

La première chose que fit Lord Salisbury lorsqu'il arriva à Constantinople, en 1877, fut d'envoyer deux des fonction-

naires de son ambassade, Lord Calvert et le capitaine Ardagh (aujourd'hui Sir John Ardagh) dans les différentes parties de la Turquie d'Europe pour se rendre compte de ce que penserait d'un contrôle européen la population musulmane. Le résultat de cette enquête fut publié dans le *Livre Bleu* et je vais en donner ici quelques courts extraits :

Écrivant de Bulgarie, le consul Calvert dit :

J'ai maintenant vu tous les beys ou propriétaires turcs dans chaque localité. Tous commentent avec indignation l'état misérable auquel la population a été en masse réduite par le gouvernement turc qui a causé tout le mécontentement et amené le pays à sa triste situation actuelle. Un bey, sans que j'eusse rien fait pour lui suggérer cette idée, me fit part confidentiellement de son opinion : « Le meilleur remède à ces maux serait que les Puissances étrangères exigeassent le choix d'un Européen expérimenté pour administrer la province, investi du pouvoir de supprimer tous les abus. » Il me fit cette proposition en me la donnant comme le résultat de ses propres réflexions et ignorant apparemment que quelque chose du même genre avait été projeté par les puissances occidentales... Après que je lui eus demandé si la population musulmane ne verrait pas avec défiance des réformes accomplies sous les auspices d'étrangers, il s'exclama énergiquement : « Chacun de nous bénirait les Puissances si elles entreprenaient une aussi bonne œuvre. »

Je sondais les autres beys en leur disant d'un ton indifférent : « Supposons que les Puissances amies de la Turquie voulussent obliger la Porte à faire les réformes administratives nécessaires, qu'en penseriez-vous, vous autres musulmans? » Tous, comme un seul homme, firent la même réponse. Un bey même se mit aussitôt à rire de la simplicité que j'avais de lui poser une pareille question. Un autre remarqua : « Notre religion nous enseigne à apprécier le bien d'où qu'il vienne. Il suffit qu'il soit le bien. Si les Puissances nous donnaient la paix et la prospérité, nous ferions des prières à Allah pour elles. » Il y a parmi les musulmans une plus grande uniformité de caractère et d'idée que chez les Européens et il n'est pas douteux que l'on retrouverait des sentiments analogues à ceux-ci dans toute la Turquie.

Le consul Calvert ajoute que, même s'il e[illegible]ait autrement :

Le gouvernement central a un pou[illegible] complet sur toute la population musulmane... Je [illegible]e consul en Turquie est à même de confirmer [illegible] ne peut y avoir d'excuse plus fausse [illegible] commode de donner sans cesse, [illegible] la popu-

lation. Les musulmans ont au contraire résumé leur opinion que tous les excès, les massacres et les autres crimes sont dus au gouvernement central, dans ce proverbe populaire : « C'est par la tête que le poisson se pourrit. »

Le capitaine Ardagh apporte un témoignage identique. Un court extrait de son rapport suffira à le montrer. Il demanda aux beys leurs opinions sur la réalisation possible des réformes :

Tous, sauf un seul, considèrent que la nomination de commissaires étrangers, choisis par les Puissances garantes, serait très acceptable, et plusieurs affirmèrent avec force que la présence de tels fonctionnaires dans l'administration centrale et régionale ne présenterait que des avantages... A l'exception d'un seul, ces messieurs furent tous d'accord pour affirmer que quelles que fussent les mesures proposées par la Conférence et acceptées par la Porte, elles seraient acceptées sans aucune opposition par la population musulmane si elles étaient exécutées *bona fide* et que l'on ne s'immisçât pas dans leurs affaires religieuses.

La raison donnée, pour expliquer son opinion, par le seul qui fut d'un avis différent est remarquable. Je cite le capitaine Ardagh :

Il justifie son opinion en disant que la Porte et le monde officiel, dans le cas où la Conférence (de Constantinople) leur arracherait malgré eux un consentement à des mesures auxquelles ils sont profondément hostiles, essaieraient de créer un courant hostile dans les couches inférieures de la population afin d'empêcher l'exécution des mesures que l'on prendrait pour faire aboutir ces projets. Ils fomenteraient ou, tout au moins, ils ne feraient rien pour réprimer les troubles qui pourraient éclater. A défaut de telles excitations il pensait qu'il avait tout lieu de croire que les couches inférieures de la population rurale, aussi bien qu'urbaine, accepteraient sans aucune protestation les changements qui seraient vraisemblablement proposés... Il n'y a pas, ou du moins, il y a très peu de probabilité qu'autrement se produise un soulèvement de la population d'origine musulmane, et l'on n'a à craindre que les désordres fomentés d'en haut, c'est-à-dire par le gouvernement central.

En 1860, la Porte essaya en vain d'empêcher l'intervention anglo-française en Syrie en évoquant le spectre terrifiant du fanatisme musulman tout prêt à s'exaspérer, déclarait-elle, si une intervention étrangère se produisait dans les affaires

intérieures de la Turquie. C'était là, comme toutes les menaces du même genre, un *brutum fulmen*. La réponse de M. Thouvenel, le ministre des affaires étrangères de France, mérite d'être citée :

M. Thouvenel fit remarquer qu'il ne pouvait admettre que, parce que le ministre turc craignait des troubles à Constantinople, si des forces étrangères débarquaient en Syrie, les grandes Puissances dussent pour cela abandonner une mesure qui leur était apparue comme absolument nécessaire pour la tranquillité ultérieure de la région. Si elles devaient admettre une fois un tel raisonnement, on ne manquerait pas de le renouveler chaque fois qu'il y aurait quelque abus à réprimer en Turquie (1).

Je pourrai donner d'abondantes preuves, provenant d'autres sources, de l'ignorance et du manque de sincérité de la presse officielle allemande lorsqu'elle répète que la population musulmane de Turquie se soulèverait pour protester contre toute tentative de réformes et de contrôle de la part de l'Europe. Je puis d'ailleurs apporter mon témoignage personnel, ce que j'ai vu moi-même dans les différentes parties de l'Empire ottoman, en Europe, en Asie et en Afrique, qui prouve que la population musulmane accepterait avec empressement le contrôle européen pourvu qu'elle fût assurée du respect de sa religion et de ses biens. Elle se compose d'ailleurs d'une race soumise et patiente, facile à gouverner lorsqu'elle n'est pas poussée par le pouvoir central à commettre des attentats.

Si les Puissances, si anxieuses d'ajourner indéfiniment la dissolution de l'Empire ottoman, voulaient seulement déposer Abdul-Hamid et mettre à sa place quelque *roi fainéant* (2), elles réaliseraient beaucoup mieux de cette manière leurs desseins que par l'imbécile politique du *statu quo*. L'on n'arrête pas les fissures qui se produisent dans un bâtiment en s'en tenant au *statu quo*, mais au contraire en y mettant fin!

En sommes-nous réellement à ce point qu'il n'y ait plus en Europe un seul homme d'État digne de ce nom ? Sont-ils donc tous frappés de cécité mentale comme l'armée syrienne de la Bible, qui fut conduite par le prophète dans la capitale de ses

---

(1) *Correspondance sur les affaires de Syrie* (1860-1861), page 14.
(2) En français dans le texte.

ennemis, les yeux ouverts, mais l'esprit fermé? A cause de leur incapacité même une belle occasion s'offre à Lord Salisbury. Il connaît la Question d'Orient, sous tous ces aspects, mieux que la plupart d'entre eux, et il montra à Constantinople en 1877 qu'il possédait la clef de la situation, c'est-à-dire l'établissement du contrôle européen, par une entente cordiale avec la Russie. S'il avait été loyalement soutenu en Angleterre, il aurait dès cette époque réussi. Il échoua parce que victime des hésitations de certains et des intrigues tramées en sous-main par d'autres. C'est une intéressante histoire que je réserve pour un autre chapitre. M. Frédéric Greenwood vient de lever un coin du voile qui cachait la vérité; j'en relèverai un autre. D'ailleurs, Lord Salisbury a plus d'une corde à son arc pour vaincre la diplomatie absurde de ses adversaires continentaux. J'ai suggéré, pour ma part, un moyen qui aurait, je crois, un succès immédiat.

Il est sans doute facile de conclure une entente pour veiller, alignés sur une seule ligne, au maintien du *statu quo;* mais la première proposition d'attaquer l'Angleterre parce qu'elle accomplirait un devoir qu'elle est tenue de remplir par un traité, et au respect duquel les autres Puissances ont manqué de la façon la plus flagrante, dissoudrait la coalition. Après tout, la Chrétienté existe encore et elle se soulèverait de honte devant un crime aussi monstrueux! En outre, ces potentats auraient à compter aussi avec une partie de leurs propres peuples. Que l'on considère que sous un régime despotique celui qui règne est dans des occasions où il y a lieu de faire appel à la conscience publique, plus justiciable de l'opinion que dans une monarchie constitutionnelle. Dans une autocratie il n'y a aucune barrière entre le monarque et la masse. Que Lord Salisbury offre aux Puissances, à leur choix, d'agir avec lui contre le Sultan en leur proposant à chacune de s'engager d'avance à ne tirer aucun avantage personnel de la situation, ou bien de consentir à son intervention isolée, afin d'obliger le Sultan à se soumettre aux vœux de l'Europe. Je crois pouvoir affirmer que pas une seule Puissance n'oserait s'opposer à ses projets, par simple pudeur, sans parler de la certitude où elles seraient de se disputer bientôt entre elles si elles voulaient s'entendre pour les contrecarrer.

Le talent littéraire de Lord Salisbury lui permettrait d'exposer la situation tout entière, de telle manière qu'il serait impossible à ses adversaires de trouver un argument sérieux contre lui, et, après tout, même des despotes n'oseraient déclarer une guerre s'ils n'avaient pas tout au moins un argument plausible à faire valoir en leur faveur.

Une autre alternative s'offrirait : rappeler l'ambassadeur anglais de Constantinople en confiant la protection des intérêts britanniques de Turquie à l'ambassadeur italien ou au représentant de la France et donner ses passeports à l'ambassadeur turc à Londres. Les Puissances ne pourraient pas dans ce cas nous chercher querelle ; cela les ferait réfléchir et ferait trembler le Sultan ; car il n'y a rien que les lâches craignent plus que ce que leur réserve l'inconnu. L'Angleterre peut faire tant de choses contre la Turquie sans faire bouger ni un régiment, ni un cuirassé ! Une rupture des relations diplomatiques de l'Angleterre avec ce meurtrier aux mains rouges de sang serait suivie d'une profonde agitation dans tout son empire. Cela pourrait amener une rébellion en Arabie et une insurrection en Macédoine. Le Sultan le sait bien et l'Autriche le sait aussi.

La presse mercenaire d'Allemagne et d'Autriche peut lancer des défis à l'Angleterre avec des trémolos ridicules, mais lorsque Lord Salisbury développerait ses arguments et formulerait ses conclusions, cette presse, qui est en grande partie la propriété de financiers agioteurs, montrerait sa faiblesse et commencerait ensuite, comme elle le fit à propos de la Crète, à s'attribuer le mérite d'une action qu'elle aurait de son mieux contrecarré.

Pour la réussite de ces plans, il faut que la nation présente un front uni, et ceci ne peut, je le répète, être obtenu que si côte à côte conservateurs et libéraux apparaissent dans les meetings que le gouvernement ne peut empêcher, mais qui peuvent, s'il le veut bien, lui rendre les plus grands services.

CHAPITRE IV

CONSEILS TIMIDES

L'on semble croire dans certains milieux de ce pays — Mme Novikoff a fait son possible pour répandre la même opinion en Russie et en France — que la politique suivie par Lord Salisbury dans la question d'Orient l'a placé dans une position particulièrement désavantageuse à l'égard de la Russie. J'espère prouver dans un autre chapitre que la Russie a, au contraire, de profondes obligations envers Lord Salisbury. Je veux d'abord exposer aussi clairement que possible la politique que je me permets de recommander comme devant être soutenue dans les meetings publics et ailleurs. Elle consisterait à assurer à Lord Salisbury qu'il aura la nation tout entière derrière lui chaque fois qu'il prendra n'importe quelle mesure pour protéger d'une façon efficace les Arméniens et pour dégager l'Angleterre de toute complicité ultérieure dans une politique consistant en remontrances futiles et en une inaction criminelle, dont le résultat jusqu'ici a été le sacrifice de trois cent mille innocentes victimes, massacrées de sang-froid, politique qui finira par amener un massacre général des chrétiens dans toute la Turquie.

Si le concert des Puissances est d'accord pour agir avec Lord Salisbury et mettre fin, sans aucun délai, à un état de chose, qui a déjà déshonoré la chrétienté, fort bien. Sinon, tant pis pour le concert européen !

En ce moment même des Arméniens remplissent des vaisseaux et sont déportés sous les yeux des ambassadeurs pour être noyés en pleine mer ou massacrés dans quelque coin obscur de l'Anatolie. Et les ambassadeurs ne font rien pour

arrêter le bras de l'assassin! Et ensuite quelques politiciens *invertébrés* et les genoux tremblants de peur viennent nous dire que l'Angleterre ne peut que gémir sur son impuissance et demeurer tranquille dans le concert européen, en levant seulement vers le ciel des bras sans force! Ne peut-elle pas au moins se retirer du concert, refuser d'accepter ainsi la moindre part d'une complicité criminelle avec un meurtrier aux mains rouges de sang et qui, par l'impunité continuelle qui lui est laissée, semble être encouragé à méditer et à exécuter de nouveaux crimes?

Il y eut un temps où l'esclave et l'opprimé, plongés dans le désespoir, puisaient une espérance nouvelle lorsqu'ils voyaient flotter le drapeau de l'Angleterre. Cette grande nation, qui a eu une si glorieuse histoire, est-elle donc tombée si bas qu'elle n'a plus le courage de défendre avec ses propres forces, son honneur et les obligations que lui imposent les traités, qu'elle demeure immobile avec l'attitude de l'esclave, la poitrine oppressée, demandant humblement la permission d'agir à quelque potentat étranger?

Je ne suis pas surpris de voir Sir Charles Dilke recommander une telle politique. Le gouvernement de la Reine a refusé, semble-t-il, de régler sa politique navale sur ses sages conseils, aussi la « faiblesse » de sa flotte — la plus puissante qui jamais vogua sur les mers! — a réduit l'Angleterre à l'impuissance! Sir Charles Dilke, s'il avait commandé la flotte britannique à Trafalgar, eût compté les navires ennemis avec son télescope et, trouvant qu'ils étaient plus nombreux que les siens, se serait enfui. Quand Nelson vit la flotte française, il sut agir sans se préoccuper de son infériorité numérique et il la battit. J'ai suivi les diverses phases de la Question d'Orient avec au moins autant de soin que Sir John Dilke et je n'hésite pas à dire que ses souvenirs de « l'inconstance de l'opinion publique » dans la question bulgare ne sont autre chose que des souvenirs de sa propre inconstance dans ces circonstances. Alors comme maintenant il se laissa porter par les courants superficiels qui se formaient seulement à la surface de l'opinion publique, mais jamais il ne sentit battre le pouls de la nation à l'unisson du sien et il ne comprit pas la force de cette explosion de sympathie pour les opprimés qui ne fit que grandir jusqu'à ce qu'elle

aboutît à la victoire de ses aspirations. Il n'y eut ni incertitude ni réaction, comme je l'ai toujours dit.

Je suis plus que surpris de voir le leader du parti libéral suivre l'exemple de Sir John Dilke. Lord Rosebery n'est pas « préparé à assumer les responsabilités de chef du gouvernement ni à diriger les affaires du pays ». Cependant il n'hésite pas à tracer une politique au gouvernement actuel, comme une condition de son appui, ce qui ne lui laisse aucune responsabilité. « Une action isolée de l'Angleterre entraînerait une guerre européenne. » Pourquoi ? En raison « de la déclaration faite par la Russie en août 1895 : *qu'elle s'opposerait à une action isolée de n'importe quelle puissance* ». Mais la situation en août 1895 n'est pas celle de septembre 1876. Beaucoup de choses se sont produites depuis cette époque qui peuvent modifier profondément la politique de la Russie. D'ailleurs celle-ci n'a jamais fait la déclaration qu'une erreur de mémoire de Lord Rosebery lui a attribuée.

En réponse à la demande de l'ambassadeur britannique tendant à savoir si la Russie consentirait à employer la force contre le Sultan, le prince Lobanoff répondit que « l'emploi de la force répugnait à l'empereur personnellement » et, comme on le pressait de dire ce que la Russie penserait de l'emploi de la force par quelqu'une des autres Puissances, Lobanoff répondit *« que le gouvernement russe jugerait l'emploi de la force également détestable* quelle que fût la Puissance qui y eût recours ». Ceci est toute autre chose que de déclarer que la Russie *s'opposerait* à l'emploi de la force par l'une quelconque des Puissances.

Il pouvait y avoir alors quelque espoir de voir le Sultan se rendre compte du danger que lui ferait courir à lui-même le renouvellement des massacres et de lui faire admettre l'organisation d'un *modus vivendi* pour les Arméniens. Un tel espoir est aujourd'hui perdu. Je ne crois donc pas que la Russie *s'opposerait* à l'emploi de mesures coercitives contre le Sultan, alors qu'une étincelle peut déterminer l'explosion de la soute aux poudres ; pourvu toutefois qu'elle fût persuadée que l'Angleterre ne désire aucun bénéfice personnel et désire arriver à un accord cordial avec le Tsar.

Ce qui est suggéré, c'est que l'Angleterre propose aux

autres Puissances ou à une seule d'entre elles agissant comme mandataire des autres, l'emploi de la coercition contre le Sultan, non en lui déclarant la guerre mais en employant une méthode bien connue en diplomatie, c'est-à-dire s'assurer des garanties matérielles de l'exécution des promesses du Sultan par l'occupation d'une partie du territoire de son empire. C'est là un système auquel toutes les nations ont eu recours à diverses reprises. L'Angleterre l'a employé tout récemment, la Russie s'en servit, avant la guerre de Crimée, avec l'assentiment de l'Angleterre, et l'Allemagne l'employa à son tour, il y a quelques années. Je ne suppose pas qu'il se puisse trouver personne pour contester à l'Angleterre le droit d'employer le moyen qu'elle jugerait bon pour obliger le Sultan à remplir les obligations qu'il a prises vis-à-vis de l'Europe par l'article 61 du Traité de Berlin et même spécialement vis-à-vis de l'Angleterre par la convention de Chypre. Certainement ce ne pourrait pas être la Russie puisqu'elle y a déjà consenti en présence d'une situation beaucoup moins grave que la situation présente. Lorsque le Sultan refusa insolemment en 1880 de transférer à la Grèce et au Monténégro les territoires qu'il avait consenti à abandonner par le Traité de Berlin, M. Gladstone fit rassembler les flottes des Puissances à Dulcigno et lorsque le Sultan eut de nouveau refusé de s'incliner il se détermina à proposer l'occupation de Smyrne, certain d'intercepter ainsi, tant que durerait l'occupation, la source la plus considérable des revenus du Sultan. L'Autriche, l'Allemagne et la France refusèrent d'y consentir. La Russie, au contraire, accepta la proposition. Mais avant que l'on eût reçu la réponse de l'Italie le Sultan eut vent des intentions de M. Gladstone et se hâta de parer le coup en se soumettant sans conditions aux demandes de M. Goschen, alors ambassadeur britannique à Constantinople.

Que la Russie soit persuadée du désintéressement de l'Angleterre et je ne crois pas qu'elle agisse autrement qu'en l'occasion précédente. Mais mettons les choses au pire, c'est-à-dire supposons une déclaration des Puissances disant qu'elles résisteraient par la force à toute tentative de l'Angleterre pour occuper quelque port turc. Où voit-on le danger de la « guerre européenne » dont parle Lord Rosebery? Personne ne dit que

Lord Salisbury devrait alors engager une guerre contre la Russie, l'Autriche, l'Allemagne et la France réunies. Mais il pourrait les avertir des conséquences de leur aveugle égoïsme, rejeter avec solennité sur elles la responsabilité de tout ce qui pourrait se produire dans la suite, rompre toute relation diplomatique avec le Sultan et tranquillement attendre le résultat.

De plus Lord Salisbury pourrait, avec son talent littéraire bien connu, dans une dépêche aux Puissances et en étalant simplement les faits dans leur horreur, faire en sorte que ses adversaires se trouveraient menacés d'être couverts d'une telle honte qu'ils n'oseraient pas en courir les risques. Où est donc le danger d'une guerre européenne?

Les mains de Lord Salisbury ne seraient-elles pas plus libres si l'Europe voyait qu'il a la nation anglaise derrière lui, comme un seul homme, chaque fois qu'il prendrait n'importe quelle mesure pourvu qu'elle fût énergique, en même temps qu'elle lui laisserait, en attendant, le choix de suivre, suivant les circonstances, la politique qu'il jugerait la plus efficace?

Ce que la nation ne supporterait pas, ce serait une continuation de la politique de vaines remontrances et de criailleries que les autres puissances, avec l'honorable exception de l'Italie, semblent considérer comme le *nec plus ultra* de la diplomatie. Je pourrai comprendre qu'il y eût des libéraux, oubliant l'intérêt de l'humanité pour ne songer qu'aux intérêts de leur parti, essayant de détourner Lord Salisbury d'une politique qui, certainement, aboutirait à une grande victoire diplomatique et le placerait d'un seul coup à la tête de la diplomatie européenne. Ce que je ne puis comprendre, c'est que des journaux conservateurs puissent tomber dans le piège. Je me souviens d'un discours de Lord Salisbury, il y a environ seize ans, dans lequel il citait comme un argument en faveur d'une politique énergique la fameuse phrase de Danton : *Il nous faut de l'audace et encore de l'audace et toujours de l'audace*, et j'ai une trop haute opinion de ses connaissances et de son savoir-faire politique pour croire qu'il soit d'accord avec ceux qui voudraient lui persuader que la pusillanimité est la meilleure arme qu'il y ait dans l'arsenal de la diplomatie. Crier par des-

sus les toits que l'Angleterre ne risquera jamais la guerre pour défendre son honneur et faire ce que le devoir lui commande, c'est une invitation aux agressions, un moyen infaillible de nous conduire aux pires désastres.

Il y a une chose qu'il est temps de faire connaître, c'est que la politique de Lord Rosebery n'est pas la politique de M. Gladstone. L'ancien leader du parti libéral a le courage de ses convictions et il ne craint pas de déclarer qu'il soutiendra Lord Salisbury lorsqu'il voudra employer les moyens coercitifs en Turquie, lui laissant le choix des modes d'exécution. Il y a beaucoup de chances que cette déclaration raffermisse considérablement l'action de Lord Salisbury et à un autre degré que ne le font les conseils de timidité et les honteuses lamentations sur l'impossibilité qu'il y a pour l'Angleterre de *marcher seule en avant* pour la défense de ses justes droits. L'Angleterre, au contraire, n'a jamais été davantage à même *d'aller en avant toute seule* là où le devoir l'appelle et personne ne sait cela mieux que nos calomniateurs du continent. Cette crise est décisive pour les libéraux. A mon humble avis leur intérêt, non moins que leur devoir, leur commande de soutenir Lord Salisbury sans mettre comme condition des *si* ni des *mais*, au sujet des moyens qu'il emploiera; quelque énergiques qu'ils soient, ils seront bons s'ils réussissent. Lui dire qu'ils le soutiendront seulement à la condition qu'il ne fasse rien si ce n'est supplier le concert européen, c'est, loin de l'aider, paralyser ses efforts. Avant tout, que l'appui soit cordial et sans réserve. Les hommes d'État étrangers ont suffisamment de perspicacité pour voir la différence qu'il y a entre un tel appui et celui que Pope a si heureusement décrit dans des vers bien connus.

Et maintenant un mot sur l'attitude du parti conservateur en présence de la campagne actuelle. Qu'il s'y montre hostile et il en fera alors certainement, en agissant ainsi, une question de parti et donnera une arme puissante à ses adversaires. Qu'il se souvienne de 1876. Au début de la campagne qui se produisit à cette époque le mouvement était conduit avec autant d'ardeur par le parti tory que par les libéraux. Bien plus, certains membres du gouvernement de Lord Beaconsfield y prirent part. Le leader de la Chambre des Com-

munes (Sir Stafford Northcote), Lord Cross et Lord Carnaryon sont des noms qui me reviennent tout de suite à l'esprit.

Lord Carnarvon disait :

Je me réjouis en pensant que le cœur de mes compatriotes a battu aussi fortement lorsqu'ils ont entendu les récits de telles horreurs. Je me réjouis aussi de ce qu'il n'y a eu ni hésitation, ni retard dans l'expression de ce sentiment et, loin d'affaiblir l'action du gouvernement, je pense au contraire, si elle est bien comprise ici comme à l'étranger, que rien ne pourra davantage renforcer l'action de mon noble ami le ministre des affaires étrangères que l'explosion d'indignation qui s'est produite d'un bout à l'autre du pays.

Sages paroles! Lord Cross et Sir Stafford Northcote parlèrent avec autant d'énergie.

Au début de son admirable campagne, M. Gladstone fut l'hôte honoré des demeures de plusieurs chefs du parti conservateur, de M. Arthur Balfour entre autres et aussi du duc de Northumberland. Je ne me rappelle pas que Lord Salisbury ait parlé alors sur cette question, mais, à la fin de septembre 1876, un grand meeting eut lieu à Guidhall, sous la présidence d'un lord-maire tory et l'un des principaux orateurs était l'honorable J.-G. Hubbard, l'un des représentants conservateurs de la Cité de Londres. Lord Salisbury avait été invité à se rendre à cette réunion et, tout en alléguant de sa position officielle de secrétaire d'Etat pour l'Inde afin d'excuser son absence, il exprima sa cordiale sympathie pour l'agitation en cours.

Son fils s'est prononcé en faveur de l'agitation actuelle par des paroles aussi énergiques que celles de M. Gladstone lui-même et en exprimant l'espoir que dans d'autres pays d'Europe des protestations aussi fortes se feraient entendre.

Les conservateurs ont tout à gagner et rien à perdre en participant à la campagne engagée et je veux supplier ici la presse conservatrice d'accueillir d'un esprit sympathique l'intervention de M. Gladstone. Il a longtemps hésité à sortir de sa retraite et une des raisons de son hésitation était la crainte qu'il avait de dire quelque chose qui pût le moins du monde causer des embarras à Lord Salisbury, ou sembler vouloir lui imposer une ligne de conduite spéciale.

L'atmosphère est en ce moment chargée d'électricité et une

attaque se produisant contre M. Gladstone du côté ministériel amènerait sans aucun doute une explosion.

Qu'il y ait une action commune cordiale et que le point d'entente soit la résolution de soutenir Lord Salisbury dans ses justes tentatives pour obtenir réparation et protection pour les Arméniens, sans lui prescrire aucun mode spécial d'action.

Que l'on lui laisse, je le répète, pleine liberté de décider s'il doit agir d'accord avec le concert européen ou tout seul. Je ne sais d'ailleurs pas de raisons pour laquelle les orateurs ne développeraient pas leurs propres plans d'action.

La seule chose qui ne sera pas tolérée par les meetings c'est que l'on préconise la politique qui consiste à demeurer les bras croisés, sans vouloir rien tenter. Ce n'est pas là, j'en suis sûr, la politique de Lord Salisbury; je suis certain qu'il ressent aussi vivement que n'importe lequel d'entre nous le chagrin et la honte que causent à tous l'insensibilité des autres Puissances et qu'il fait de son mieux pour réaliser par son action ce que le pays désire. La campagne actuelle a pour unique but de donner plus de force à son action diplomatique et certainement elle y arrivera.

Je vais maintenant montrer que Lord Salisbury est particulièrement bien qualifié, en ce moment, pour régler la question arménienne, par son talent, sa connaissance et sa compréhension de la question, sa vive sympathie pour les populations chrétiennes de Turquie et, à un non moindre degré, par toute sa conduite passée.

CHAPITRE V

LA POLITIQUE DE L'AUTRICHE

Avant d'aborder l'intéressant historique du rôle de Lord Salisbury dans la Question d'Orient, il me faut faire un nouvel effort pour bien faire comprendre comment j'entends l'agitation actuelle et quel doit être, selon moi, son but. Il n'y a là, de ma part, aucune intention d'imposer plus spécialement telle ou telle ligne de conduite à Lord Salisbury. Personne ne le presse de déclarer la guerre ou de prendre une mesure quelconque de préférence à telle autre. Mais ce que le pays désire, c'est que les Puissances étrangères sachent que Lord Salisbury, s'il intervient tout seul, dans l'impossibilité de les persuader d'accorder réparation et justice aux Arméniens, aura derrière lui le peuple anglais tout entier. Je l'ai déjà dit : c'est la plus mauvaise politique possible que de déclarer aux Puissances que dans aucun cas l'Angleterre n'agira isolément. C'est là un moyen infaillible de paralyser toute l'action diplomatique de Lord Salisbury et d'encourager le Sultan à continuer ses massacres. Et d'ailleurs ce n'est pas vrai. Le pays agira si Lord Salisbury le juge nécessaire et ce dernier ne peut réellement pas dire d'avance si un jour ou l'autre des circonstances ne surgiront pas qui l'obligeront à agir tout seul. Nous n'avons aucunement l'intention de lui forcer la main, bien moins encore de lui limiter sa liberté d'action dans l'avenir. Que pleine licence lui soit laissée d'agir avec ou sans les Puissances, dans la poursuite de la politique réclamée par la nation, qui est aussi certainement la sienne, et consiste à libérer la conscience de l'Angleterre de toute complicité dans l'assentiment tacite des autres Puissances aux projets d'extermination des Arméniens, froidement conçus par le Sultan.

La campagne poursuivie a déjà obligé la presse de Vienne à changer son ton de menace en un ton de supplication ; mais l'on n'aperçoit aucune indication permettant de supposer un changement de politique de sa part.

Le *Standard* — auquel je veux d'ailleurs payer ici mon faible tribut d'éloges pour sa loyale conduite et le talent qu'il a déployé au cours des récents événements — accepte tranquillement le passage suivant d'un journal de Vienne comme la quintessence de la politique anglaise dans cette question :

« Tant que le présent gouvernement restera à la tête des affaires en Angleterre, il ne permettra pas à la haine de la tyrannie turque — si justifiée qu'elle soit — de faire surgir le spectre d'une guerre européenne. »

Je suis certain que le *Standard* ne se rend pas compte de tout ce que ces lignes contiennent d'odieux. Relisons-les à la lumière des faits suivants :

Le 13 décembre dernier, l'ambassadeur britannique à Constantinople informa Lord Salisbury par télégramme que :

Une évaluation modérée fixait le nombre des victimes à trente mille. Les survivants sont dans un état de complet dénuement et dans beaucoup de localités sont obligés de devenir musulmans. L'accusation portée contre les Arméniens d'avoir provoqué leurs assassins est insoutenable. Les chrétiens qui ne sont pas Arméniens ont été épargnés et les Turcs qui ont été tués, relativement très peu nombreux, ont été frappés par des gens en état de légitime défense.

Quatre jours plus tard, l'ambassadeur britannique à Vienne fit passer une copie de ce télégramme au comte Goluchowski, en le priant d'y accorder toute son attention.

Après l'avoir lu, le comte Goluchowski fit observer que les faits étaient sans aucun doute exacts et très émouvants, mais que comme il l'avait déjà fait remarquer, il n'y avait rien à faire, si ce n'est attendre et voir si le Sultan était capable de tenir ses promesses et rétablir l'ordre. On lui avait fait tous les genres d'observations possibles et Son Excellence ne voyait pas ce que l'on pouvait bien lui dire qui ne lui eût pas déjà été répété avec insistance. Une intervention coercitive, de quelque espèce qu'elle fût, amènerait inévitablement le démembrement de l'Empire ottoman. Or, le comte Goluchowski dé-

clare que d'après ce qu'il connaît de la situation et des intentions des Puissances, c'est la dernière chose qu'elles désirent voir se produire. Il devait donc s'en tenir à ceci : à savoir que quelque lamentable que soit, sans aucun doute, la situation en Anatolie, il n'y avait absolument rien à faire, si ce n'est fournir au Sultan une nouvelle occasion de remplir ses engagements, ce dont il n'avait d'ailleurs aucun espoir.

Quinze jours plus tard, le ministre autrichien recevait la nouvelle de la perpétration d'horreurs encore plus épouvantables, et se confiant de nouveau à l'ambassadeur anglais :

Son Excellence se mit à déplorer que les Puissances, en dehors des représentations adressées au Sultan, ne pussent rien faire pour les Arméniens dont on peut évaluer à des milliers les morts violentes, en même temps qu'il est facile de prévoir que l'hiver, amenant avec lui la famine, le manque d'abri et de feu — en somme le dénuement sous sa forme la plus horrible — en tuerait beaucoup d'autres encore avant la fin du printemps.

Cette prédiction ne s'est que trop bien réalisée. L'estimation *modérée,* évaluant à trente mille le nombre de ceux qui avaient été égorgés de sang-froid, ne s'applique qu'à la période qui s'étend jusqu'à la fin d'octobre et ne concerne qu'une région limitée, enfin ne fait pas entrer en ligne de compte ceux qui sont morts de froid et de faim. Depuis, les massacres ont recommencé dans beaucoup d'autres localités et on peut évaluer au moins à deux cent mille le nombre total des victimes. Le comte Goluchowski était préparé à tout cela et même à bien davantage encore ! Je continue à citer le *Livre bleu :*

L'on comprend qu'en présence d'une situation aussi atroce nombre de gens se révoltent à l'idée que l'Europe soit impuissante et, sans tenir compte des conséquences, ils voudraient qu'une action décisive fût engagée par quelques-unes ou même par une seule des Grandes Puissances afin de mettre un terme à l'extermination des malheureux Arméniens. Mais les hommes d'Etat pratiques doivent considérer la question d'un autre point de vue.

Ce qui veut dire, pour parler franchement, que l'Autriche convoitant la Macédoine, Salonique et Constantinople, l'Angleterre doit être assez débonnaire pour l'aider dans ces desseins et par conséquent assister avec une tranquillité d'âme philoso-

phique — quoique naturellement désolée — à l'extermination graduelle des *malheureux Arméniens* accomplie à travers toutes les péripéties de la plus révoltante cruauté; sans aller courir le risque de faire perdre à l'Autriche la plus petite partie de la proie qu'elle guette. Au moins le ministre autrichien a la franchise d'admettre que les *observations* et les *remontrances* adressées au Sultan sont absolument de nul effet et il sait que celui-ci est cent fois responsable de tout. Car c'est l'ambassadeur autrichien qui, après en avoir délibéré avec ses collègues, alla en personne, comme leur représentant mandaté vers le Sultan, le 18 novembre 1895, et lui remit le message suivant au nom des six grandes Puissances :

Le seul moyen de rétablir la confiance est d'arrêter les massacres. *Ce que le Sultan peut faire, nous en sommes convaincus, si toutefois il est sincère dans ses déclarations*, est de faire faire une enquête sur la participation des soldats aux crimes commis et de punir les coupables, de publier les ordres récemment envoyés aux Valis et aux commandants des corps d'armées, de *donner l'assurance que les ordres antérieurs* (d'exécuter les massacres) *ont été annulés*, enfin de lancer un Hatt (1) par lequel le Sultan inviterait ses sujets à se conformer à ses désirs.

Le Sultan, hypocritement, assurait les ambassadeurs de son *affection paternelle* pour les Arméniens, tandis que, de propos délibéré, il ordonnait à ses soldats de les massacrer et y encourageait la populace. Il y a de cela bientôt un an (2), et le Sultan a continué systématiquement jusqu'à ce jour son œuvre d'extermination des « malheureux Arméniens ». Et ceux qui commandent à quelque quinze millions de soldats exercés, qui ont des flottes telles que le monde n'en avait jamais vu de pareilles jusqu'ici, assistent impassibles à ce spectacle, prennent le ciel et la terre à témoins de leur *impuissance* à empêcher ce monstre à face humaine de poursuivre ses sanglants exploits! Et le gouvernement autrichien se figure, tranquillement, que l'on peut compter sur le peuple anglais et sur ses hommes d'Etat pour se prêter à l'exécution de ce plan abomi-

(1) Décret du Sultan. *(N. du T.)*
(2) Écrit en novembre 1896. *(N. du T.)*

nable! Avait-on jamais fait pareille insulte à la nation anglaise? Je ne veux pas faire au *Standard* l'injure de lui demander si c'est cela qu'il considère comme la *quintessence de la politique de l'Angleterre* dans cette question, ni à Lord Salisbury celle de supposer que de telles propositions puissent exciter autre chose que son dégoût. Ce serait non seulement l'insulter, mais supposer qu'il veut renier toute sa conduite passée dans la Question d'Orient ainsi que je le montrerai dans le chapitre suivant, car il m'est impossible de restreindre ma démonstration aux limites de celui-ci. Ce que j'essaie maintenant, c'est de montrer les raisons que j'ai de croire que la grande coupable dans cette tragédie qui se joue en Turquie est l'Autriche (soutenue par l'Allemagne) plutôt que la Russie : l'Autriche qui toujours a eu une politique étrangère malhonnête, qui n'a jamais, de toute son histoire, donné un seul coup d'épée ni dépensé un seul shilling pour une autre cause ou un autre intérêt que pour le sien propre. La Russie, ainsi que je l'ai montré, a offert dans deux occasions de travailler d'accord avec l'Angleterre à la pacification de l'Arménie. A la suite des refus qu'on lui fit éprouver elle soupçonna que quelque projet était tramé en sous-main contre elle. Il y eut aussi dans ce pays beaucoup de bavardages inutiles sur la possibilité de former un État arménien autonome avec un gouverneur autrichien, proposition tout à fait blessante pour la Russie. Il y eut aussi des plans de démembrement de la Turquie tracés sur le papier par des amateurs et des pseudo-théoriciens sans autorité. Tout cela alarma la Russie et augmenta sa méfiance à l'égard de l'Angleterre.

L'Autriche, d'autre part, a joué, depuis le commencement, un jeu d'un égoïsme sordide. J'aurai d'autres choses à dire sur ce sujet ultérieurement, mais je dois donner ici une preuve qui semble bien montrer que l'Autriche, plutôt que la Russie, a été opposée à l'emploi des mesures coercitives contre le Sultan. Dans une dépêche de Lord Salisbury à Sir E. Monson le 13 novembre 1895, le premier ministre rapporte une conversation qu'il a eue le jour précédent avec l'ambassadeur autrichien qui s'était rendu au Foreign Office, afin de savoir de Lord Salisbury ce qu'il avait l'intention de faire dans le cas — cas que l'ambassadeur craignait de voir se produire — « d'une explosion du

fanatisme musulman à Constantinople ». — Quel remède Lord Salisbury suggérait-il ? Voici la réponse de Lord Salisbury :

Je lui demandai s'il avait l'intention d'agir avec le Sultan ou contre lui. Il répliqua que naturellement son gouvernement ne voulait agir que d'accord avec le Sultan. Je lui répondis que si le bruit seulement se répandait qu'un gouvernement aussi conservateur que celui de l'Autriche était préparé à agir *d'accord avec l'unanimité des Puissances, mais sans le consentement du Sultan,* ce consentement ne serait pas ensuite difficile à obtenir.

N'est-ce pas une conclusion légitime à tirer des mots que j'ai mis en italiques qu'alors l'Autriche était la seule Puissance du concert européen qui s'opposait à l'emploi de la force contre le Sultan ?

CHAPITRE VI

HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DE LORD SALISBURY

Le 4 mai 1858 — sous le ministère de Lord Derby et M. Disraëli étant leader de la Chambre des Communes — M. Gladstone souleva un grand débat parlementaire au sujet de l'union des Principautés Danubiennes, alors soumises à la Turquie et qui forment aujourd'hui le royaume de Roumanie.

En 1856 la question avait été soumise au Congrès de Paris. Les plénipotentiaires de la France et ceux de l'Angleterre y avaient énergiquement soutenu la demande des Roumains auxquels, sous l'influence de ces deux Grandes Puissances, l'article 28 du Traité de Paris avait ainsi donné satisfaction :

Sa Majesté le Sultan s'engage à convoquer immédiatement dans chacune des deux provinces un Divan *ad hoc*, composé de façon à représenter le plus rigoureusement possible toutes les classes de la société. Ces assemblées seront appelées à exprimer les vœux des populations au sujet de l'organisation définitive des Principautés.

L'Autriche et la Turquie — *Arcades ambo*, également ennemies de la liberté — combattirent l'union et, quand on en appela à la population, elles eurent recours, pour étouffer l'expression de sa volonté, aux plus grossiers procédés d'intimidation. L'Angleterre réclama alors l'annulation des élections et une nouvelle convocation des électeurs. L'Autriche et la Turquie naturellement s'y montrèrent opposées, mais ce fut en vain. Lors de cette seconde consultation le peuple des deux Principautés en masse vota en faveur de l'union. L'Autriche et la Turquie n'en continuèrent pas moins à s'y opposer et c'est

ainsi que la question fut de nouveau portée devant un second Congrès de Paris.

Il était réuni au moment où M. Glasdstone saisissait la Chambre des Communes d'une résolution en faveur de l'union. Il faut relire aujourd'hui l'éloquent discours où il déploie la clairvoyance d'un grand homme d'État. Indiquant d'un mot « que la puissance musulmane d'Europe ne pourrait s'y maintenir indéfiniment », il conseillait d'accorder à ses sujets chrétiens une autonomie garantie par les Grandes Puissances sans rompre encore le lien qui les rattachait au gouvernement de la Porte et par conséquent de manière à maintenir le plus longtemps possible le principe de l'intégrité territoriale de la Turquie. On empêcherait ainsi le retour de luttes d'où l'ambition des voisins de la Turquie pouvait un jour faire sortir une guerre générale. Que l'Autriche pût s'unir à la Turquie pour combattre l'union des Principautés Danubiennes, il n'y avait rien là qui pût le surprendre.

Je ne prétends pas, disait-il, qu'il soit agréable pour l'Autriche d'avoir à ses portes des exemples de liberté et de prospérité, mais cela c'est sa faute et non la mienne.

Lord John Russell, dans un noble et vigoureux discours, appuya M. Gladstone que le gouvernement combattit vivement, et Lord Palmerston prononça un discours violent dans lequel il affirmait que les Principautés ne désiraient pas l'union. Tout cela n'était, déclarait-il, qu'une agitation factice provoquée par les desseins sinistres d'agents étrangers. Que la politique préconisée par M. Gladstone fût suivie et au même instant l'on verrait « la Russie se répandre sur la Roumanie, qui deviendrait alors le théâtre des pires désordres et des plus ténébreuses intrigues et finirait par être absorbée par l'Empire russe à moins que celui-ci ne la partageât avec l'Autriche. Mais surtout la politique de M. Gladstone serait funeste à l'intégrité et à l'indépendance même de l'Empire ottoman. Trois ans auparavant, Lord Palmerston avait dit que sa politique à lui consistait à réaliser l'affranchissement des Principautés de toute immixion étrangère et à les rattacher plus étroitement au Sultan ».

Ce ne fut pas seulement l'éloquence des vétérans de la

Chambre des Communes qui signala ce grand débat parlementaire, mais aussi un brillant discours prononcé pour appuyer la motion de M. Gladstone par un jeune orateur siégeant sur les bancs conservateurs.

La Chambre, disait-il, doit réfléchir mûrement au sort qui serait fait aux Principautés Danubiennes dans le cas où elle rejetterait la proposition de mon honorable collègue et ami... Selon toutes les probabilités, si l'Europe donnait son puissant appui aux prétentions de la Turquie, les Principautés seraient pour le moment rendues au Sultan, au gouvernement de tous le plus oppressif et le plus rapace. Tant que durerait la Turquie elles seraient soumises à ce régime et lors du démembrement de l'Empire ottoman, qui finira bien par arriver, elles deviendraient la proie de quelques autres Puissances qui s'en partageraient les débris. Il avait, quant à lui, le ferme espoir que la Chambre des Communes se montrerait en cette occasion le défenseur de la liberté. On avait fait beaucoup d'efforts et beaucoup parlé de la nécessité de répandre dans les autres pays les principes qu'elle professe et les institutions qu'elle vénère.... Aujourd'hui se présentait une occasion, qui peut-être ne se représenterait jamais, de défendre ces principes que nous révérons, d'établir ces institutions auquelles nous devons notre propre prospérité et d'assurer la liberté et le bien-être à des milliers de nos semblables. Cette occasion, elle est la conséquence d'un engagement que nous avons pris nous-mêmes. Si par notre indifférence nous la laissons échapper, c'est nous qui en porterons toute la responsabilité. On dira que tout a été perdu par notre trahison et notre déloyauté.

Le nom du jeune orateur était Lord Robert Cecil, aujourd'hui marquis de Salisbury. Ce discours fit une grande impression sur le Parlement et irrita profondément M. Disraëli qui consacra une grande partie de son propre discours à en atténuer l'impression. L'extrait suivant de ce discours montre bien quelle était sa colère en face d'un tel acte d'indépendance de la part d'un membre de son propre parti :

Si les opinions qu'a exprimées le noble Lord représentant de Stamford sont justes, vous aurez raison d'appuyer l'adresse à la Couronne que l'on vous propose. S'il faut en effet considérer la chute de la Turquie comme un fait accompli... vous aurez raison de ratifier par votre vote les sentiments du noble Lord. Mais quant à moi qui crois que ce sont là des opinions aventurées, simplistes, qui ne sont partagées par aucun homme ayant suffisamment étudié le sujet sur lequel le noble Lord vient de parler avec tant d'assurance, je dois refuser de suivre son exemple. Que de semblables idées soient

à un degré quelconque sanctionnées par l'honorable représentant de l'Université d'Oxford (1), c'est là pour moi un sujet de profond étonnement.

Ce discours, si complètement turcophile et russophobe, tournait en ridicule « l'idée de créer avec les Principautés Danubiennes un royaume de fantaisie » et d'établir une indépendance qui en réalité « ne serait qu'un fantôme d'indépendance ».

Grâce à la coalition des partisans de Lord Palmerston avec ceux de Disraëli, la proposition de M. Gladstone fut repoussée par 292 voix contre 116. En cette circonstance Lord Palmerston et Disraëli s'accordèrent pour agiter devant le Parlement le spectre d'une guerre européenne. Ils arrivèrent à l'effrayer suffisamment pour qu'il refusât de tenir un engagement pris par la nation et en somme de remplir le devoir de l'Angleterre.

Quelle clairvoyance politique, quelles vues dignes de véritables hommes d'État [nous trouvons dans les paroles de M. Gladstone, de Lord John Russell, de Lord Robert Cecil, aujourd'hui que nous lisons leurs discours à la lueur des événements ! Et les hautes considérations de Lord Palmerston et de Disraëli, quel fatras de piètre politique !

Le vote de la Chambre des Communes était une victoire pour l'Autriche — et la Turquie — victoire sur le papier, il est vrai. Car si, sous l'influence du gouvernement anglais, le Congrès de Paris serra plus étroitement le joug du Sultan au cou du peuple roumain, en revanche les discours des champions de la liberté au Parlement anglais encouragèrent les Roumains à prendre eux-mêmes en mains leurs propres destinées.

Ils élurent le même prince pour les deux Principautés, et par cet ingénieux procédé déjouèrent le plan conçu par l'égoïsme des hommes d'État et cimentèrent leur union nationale. Lesdits hommes d'État durent laisser faire, impuissants et ridicules ; car, tout braves qu'ils fussent dans la politique d'inaction, leur courage s'évanouit dès qu'il fut question de contrecarrer la tactique hardie du petit peuple roumain.

Et pourtant il se trouve aujourd'hui des politiques timorés qui nous assurent à voix basse et en tremblant qu'il va se former une coalition des Puissances contre l'Angleterre si cette

---

(1) M. Gladstone.

grande nation décide, ce que lui commande son honneur et les traités diplomatiques, d'employer tous moyens légitimes et qui n'empiètent ni sur la sécurité ni sur les droits des autres peuples. Le lien qui unit les adversaires de l'Angleterre en une politique d'inaction et les empêche de rien faire pour mettre un terme au règne de la terreur et des massacres en Turquie est un lien sans force qui se briserait en mille morceaux si l'un d'eux proposait le moindre mouvement offensif. La timorée Autriche (qui déclare aujourd'hui que six États les plus puissants du monde sont impuissants à empêcher le misérable lâche d'Yldiz-Kiosk d'exterminer les Arméniens de son empire) irait-elle se jeter dans une guerre folle contre l'Angleterre — guerre qui aurait bien plus de chances de ruiner l'Empire turc qu'une action isolée d'aucune Puissance? Les hommes de bon sens se décideront-ils à envisager le problème que l'action séparée de l'Angleterre impliquerait pour l'Autriche? Le démembrement de la Turquie avant que l'Autriche soit prête à saisir tout ce qu'elle convoite : voilà la seule chose qu'elle redoute. Mais, en se prolongeant, la désorganisation de la Turquie aboutira, selon toutes les probabilités, à une catastrophe. L'Angleterre dit en effet : « Je veux bien contribuer avec vous à maintenir pour le moment l'Empire ottoman, mais à une seule et unique condition : c'est que les sujets chrétiens du Sultan se voient accorder toutes les garanties de sécurité pour leur religion, leurs biens et leur existence même. Vous avez reconnu que la simple intervention diplomatique ne serait d'aucun secours sans l'emploi de la force. Mais si les Puissances sont unanimes pour exiger du Sultan qu'il se soumette à leurs désirs et qu'elles ne lui laissent à choisir d'autre alternative que la soumission ou de voir employer la force contre lui, le Sultan cédera aussitôt. Si pourtant vous refusez d'en venir là, mes traités me donnent le droit de contraindre le Sultan, et je puis le faire grâce à ma flotte, sans courir le moindre risque de guerre. En même temps je garantirai aux Puissances ma volonté expresse de ne point annexer un arpent du territoire du Sultan et de retirer ma flotte dès que je l'aurai forcé à se soumettre à la volonté de l'Europe ».

Peut-on sérieusement prétendre que les Puissances répon-

draient à une proposition aussi raisonnable par une déclaration de guerre à l'Angleterre? C'est là une supposition incroyable, absurde.

L'autre point saillant dans l'historique de la politique de Lord Salisbury dans la Question d'Orient est son action en 1877-1878. Le manque de place m'oblige à n'en donner que les traits principaux. Dès le début de cette discussion historique il indiqua son mépris des *russophobes* par son exemple de la « grande carte du monde », de même qu'il y a quelques années, une absurde panique s'étant produite à la suite de l'occupation de Port-Arthur, il déclara qu'il y avait assez de place en Asie à la fois pour la Russie et l'Angleterre. A la fin du printemps de 1877, il partit pour la Conférence de Constantinople avec un ensemble d'instructions admirables, signées par son chef Lord Derby, mais rédigées, à ce qu'il me semble, par lui-même. Elles tendaient à une protection parfaite du pays avec la sanction d'une action coercitive au cas où le Sultan rejetterait les réformes qui lui étaient proposées. Mais Lord Salisbury avait à peine quitté les rivages de l'Angleterre que Lord Derby déclara à l'ambassadeur ottoman que dans aucun cas l'Angleterre n'adhérerait à une politique coercitive contre le Sultan ou n'admettrait même son emploi par une autre Puissance, langage plus grave que celui tenu par le prince Lobanoff en août 1895, auquel l'on prête pourtant une signification si terrible. Musurus Pacha télégraphia aussitôt cette importante nouvelle à son gouvernement et reçut en retour du grand-vizir, en même temps que l'avis de réception de ce télégramme, « l'assurance de la reconnaissance profonde qu'il avait pour Lord Derby » et la certitude que « la Sublime-Porte compte plus que jamais sur l'appui gracieux du gouvernement de Sa Majesté britannique », qui offrit de son côté l'assurance de son appui ultérieur en cas de besoin.

Ainsi, il arriva que lorsque la Conférence s'ouvrit, l'arme efficace dont son gouvernement l'avait muni s'était brisée dans sa main. Il en restait une autre, la présence de l'armée russe sur la frontière, la seule sanction des volontés de la Conférence, ainsi que l'appela Lord Salisbury à la Chambre des Lords, après son retour en Angleterre. Mais cette arme elle-même se trouva bientôt brisée à son tour. La presse *jingo* de Londres, la *Pall Mall Gazette* en particulier, s'efforçait sans cesse de persuader

au public anglais et au Sultan que l'armée russe était dans un état tel de désorganisation et de faiblesse qu'elle ne pouvait lutter contre les Turcs. Lord Salisbury témoigna lui-même de la mauvaise influence exercée par ces bruits sur son action diplomatique dans le discours auquel je viens de faire allusion.

Quant à moi, je crois que l'une des causes qui ont déterminé les Turcs à prendre cette malheureuse résolution (le refus d'accepter les propositions des Puissances), c'est la croyance, entretenue avec tant de ténacité, je ne sais par quels gens inconscients, que les armées russes regorgeaient de malades, que la mobilisation n'avait pas réussi, et que par conséquent il n'y avait pas à craindre la guerre.

Il y avait alors, sans aucun doute, un parti influent en Angleterre, ainsi que je vais le montrer, qui désirait vivement une guerre entre la Russie et la Turquie, dans l'espoir que l'Angleterre serait ainsi obligée de s'allier au Sultan.

L'autre coup, plus effectif encore, qui neutralisa l'usage diplomatique que l'on pouvait faire de l'armée russe comme « force agissante de la Conférence », fut le discours de Lord Beaconsfield dans lequel il menaçait la Russie de « trois campagnes » dans le cas où elle ferait la guerre à la Turquie. Ce n'est pas là une conclusion tirée de raisonnements ou de simples suppositions. C'est Lord Salisbury lui-même qui se plaint dans une dépêche adressée à Lord Derby de ce que « le grand-vizir croyait pouvoir compter sur l'appui de Lord Derby et de Lord Beaconsfield ». Et le grand-vizir (Midhat Pacha) a déclaré lui-même dans la suite, au cours d'un article de la *Nineteenth Century*, que le Sultan n'aurait jamais rejeté les propositions des Puissances et couru le risque d'une guerre avec la Russie, s'il n'avait pas compté au fond sur l'appui de l'Angleterre.

Tout de même, Lord Salisbury travailla avec énergie, de concert avec les plénipotentiaires russes qui, après que le plan de la Russie eût été rejeté par l'Angleterre, soutinrent loyalement Lord Salisbury, défendant pied à pied les termes de son projet, jusqu'au « minimum irréductible » auquel il était obligé de réduire, à la suite des instructions envoyées d'Angleterre, les excellentes propositions qu'il avait d'abord faites à la Conférence. Sur un point surtout, les plénipotentiaires russes et Lord Salisbury furent d'accord tout le temps, à savoir qu'au fond l'on n'obtiendrait rien du Sultan si l'on n'employait pas la

force, étant donné que tout projet de réformes tendant à placer les non-musulmans et les musulmans sur un pied d'égalité était une violation des lois théocratiques de l'Islam que n'accepterait aucun Sultan, si ce n'est dans un cas de force majeure.

La sagacité et les connaissances de Lord Salisbury lui permirent de comprendre que la solution de la situation était dans la conclusion d'une entente cordiale de la Russie et de l'Angleterre et ce fut vers cette fin qu'il dirigea ses négociations. Mais la presse turcophile de Londres, avec la *Pall Mall Gazette* à sa tête, commença une campagne de calomnies contre Lord Salisbury et fit tout son possible pour diminuer son autorité à Constantinople et son influence en Angleterre. Les absurdités insignes que l'on répandait alors à Londres quotidiennement sur lui sembleraient aujourd'hui incroyables, mais rencontraient beaucoup de gens pour y ajouter foi. Lord Salisbury était la dupe d'Ignatieff. Son véritable but était l'union des Églises orthodoxe et anglicane, et il sacrifiait à ce rêve l'honneur et les intérêts de son pays. L'on ne pouvait pas voir Lady Salisbury en voiture avec M[me] Ignatieff ou échangeant un *shake-hand* avec le plénipotentiaire russe sans que ces faits graves fussent télégraphiés à Londres comme autant de preuves de la folie ou de la perfidie de Lord Salisbury.

Telles étaient les nouvelles absurdes que la *Pall Mall Gazette* répandait presque journellement, dans les périodes enflammées, les plus vigoureuses de la langue anglaise. Aujourd'hui, elles nous semblent ridicules; mais elles produisaient à cette époque un grand effet. D'autres journaux suivirent la *Pall Mall* et cette campagne de calomnies et de dénigrement de sa politique contribua à rendre incertaine la position de Lord Salisbury, aussi bien à Constantinople qu'à Londres. D'autre part, des influences occultes agissaient en même temps. Ce n'est un secret pour personne que le collègue de Lord Salisbury à la Conférence était plus d'accord avec Midhat Pacha qu'avec Lord Salisbury lui-même. Et ce fervent disciple de David Urquhart, qui prouva plus tard la sincérité de ses convictions en perdant toute sa grande fortune pour la cause du Sultan — je veux parler de ce pauvre M. Butler Johnston — ne cessait d'aller et de venir vers la Porte, l'exhortant à ne pas tenir compte des paroles de Lord Salisbury, puisque Lord

Beaconsfield était de tout cœur avec elle et l'aiderait au cours des difficultés qui pourraient survenir.

C'est ainsi que la mission de Lord Salisbury à Constantinople échoua et que Abdul-Hamid, illusionné par un espoir trompeur, fut assez fou pour déclarer la guerre à la Russie. Il était si confiant dans la force de sa position qu'il pensa pouvoir donner cours à son esprit vindicatif en essayant de faire un affront à Lord Salisbury.

En effet, lorsque celui-ci vint prendre congé de lui, il prétexta un mal de dents diplomatique et refusa de le recevoir.

M. Frédéric Greenwood a levé dernièrement un coin du voile qui jusqu'ici avait caché les intrigues qui firent échouer la mission de Lord Salisbury à Constantinople. Dans un article de la *Pall Mall Gazette*, du 16 septembre dernier, signé, il affirme que :

> La politique de Disraëli pendant la guerre russo-turque fut une politique d'intervention à main armée. Il voulait lutter contre les Russes, d'accord avec la Turquie. S'il avait pu, à la même époque, il aurait soulevé le Turkestan contre la Russie afin de dégager notre frontière de l'Inde : des mesures furent envisagées à cet effet, sinon prises en fait. C'est d'ailleurs ce qu'il aurait fait, s'il n'avait rencontré une forte opposition de la part de ses collègues du ministère. Sa raison d'agir ainsi ? Il est vrai que Disraëli était juif d'origine, aimait le grandiose et qu'il lui aurait plu de laisser son nom attaché à une mémorable entreprise politique en Orient, qu'il était probablement reconnaissant aux Turcs musulmans de leurs bons procédés à l'égard de la race dont il était issu, mais Disraëli croyait cette politique excellente parce qu'elle grandissait l'Angleterre non pas tant en soutenant la Turquie qu'en abaissant la Russie.

Je pensais, lors de sa campagne de presse contre Lord Salisbury, que M. Greenwood avait connaissance de certains secrets d'État et cet article de lui prouve que je ne me trompais pas.

Comme il n'a pas eu scrupule de divulguer une aussi grande partie de ce qu'il savait, il faut que le public en sache un peu plus. Un plan de campagne contre la Russie fut bien tracé en effet après la mission de Lord Salisbury à Constantinople. Une tentative devait bien être faite pour soulever contre elle le Turkestan tandis que serait préparée une invasion venant de l'Inde; je pense que des troupes anglaises

devaient débarquer également à Trébizonde et qu'une attaque devait être faite contre la Russie, de ce côté également. Ce plan de campagne est connu du ministère des affaires étrangères de Saint-Pétersbourg, car les secrets politiques sont toujours connus de ceux qu'ils visent. Est-il donc surprenant que la Russie soit excessivement méfiante à l'égard de l'Angleterre ? Comme les révélations incomplètes de M. Greenwood sont calculées de manière à nuire à l'action diplomatique de Lord Salisbury dans la situation grave en présence de laquelle nous nous trouvons; j'ajouterai, pour ma part, que l'homme qui mena l'opposition contre les projets de Lord Beaconsfield était Lord Salisbury lui-même. C'est ce que m'a révélé Lord Carnarvon au cours d'une tranquille promenade dans le parc de Longleat, en 1878. Je n'avais pas répété sa confidence jusqu'à ce jour, mais je crois que les circonstances m'y obligent. Peut-on maintenant éviter cette conclusion à savoir que la mission de Lord Salisbury à Constantinople n'avait jamais été décidée, par quelques-uns, dans l'espoir qu'elle réussirait, mais simplement pour gagner du temps et permettre à l'Angleterre et à la Turquie, alliées ensemble, de se préparer aux « trois campagnes » de Disraëli ?

Quant à cette politique elle-même, il n'est pas besoin de la discuter aujourd'hui. Je pense que M. Greenwood, cet Abdiel enthousiaste d'une cause perdue, en est maintenant le seul partisan. Il croit à la possibilité d'« abaisser la Russie » et lance cette idée avec toute la véhémence du Dante. Abaisser une Puissance grandissante de 125 millions d'âmes et de ressources illimitées grâce à une alliance avec un empire despotique moribond de 17 millions de musulmans ! Une alliance Mezentienne (1) en vérité !

Mortua quin etiam jungebat corpora vivis
Componens manibusque manus atque oribus ore,
Tormenti genus ! et sanie taboque fluentes
Complexu in misero, longa sic morte necabat (2).

J'ose espérer que je ne blesserai aucun des admirateurs de Lord Beaconsfield en exprimant humblement l'opinion que

(1) Allusion au Mezence de l'*Énéide*, allié de Turnus. *(N. du T.)*
(2) *Énéide*, ch. VIII — 485.

sa politique en Orient était plutôt celle d'un romancier que celle d'un homme d'État. Il essaya de réaliser le rêve exprimé dans *Tancrède*. Il y réussit en partie. Qu'il s'imaginât servir en même temps les intérêts de l'Empire britannique, je n'en doute nullement. Mais supposons — car je n'ai pas de renseignement à ce sujet — que Lord Salisbury puisse seulement faire échouer cette politique de Mezence par un arrangement comprenant la convention de Chypre et la division de la Bulgarie et je pense que ces négociations prendront un autre aspect, pour ses compatriotes comme pour la Russie elle-même.

Je crois en avoir assez dit pour montrer que Lord Salisbury, depuis son premier discours sur la Question d'Orient jusqu'au Traité de Berlin, a été un adversaire de l'alliance avec la Turquie et un partisan d'une entente cordiale avec la Russie. Dans le chapitre suivant j'espère pouvoir montrer que c'est cette politique qu'il a continué à suivre jusqu'à ce jour et qu'il en a donné une preuve par le service rendu dernièrement à la Russie, plus grand encore que lorsqu'il défaisait la politique des « trois campagnes » de Lord Beaconsfield.

Ce sera la fin émouvante d'une grande carrière politique si la dernière apparition de M. Gladstone sur la scène politique et à la tribune d'un meeting est motivée par le désir de soutenir le ministre qui, jeune gentilhomme conservateur, abandonna son chef Disraëli pour appuyer, dans son premier discours sur la Question d'Orient, l'éloquent plaidoyer de M. Gladstone en faveur de la libération de la Roumanie du joug odieux du Sultan.

CHAPITRE VII

LORD SALISBURY ET BISMARCK

Il semble, en vérité, qu'il faille une espèce spéciale de tube Roëntgen permettant de lire dans les cerveaux ce qui s'y passe pour arriver à comprendre le raisonnement de ces personnes nerveuses qui, en proie à la panique la moins raisonnée du monde, continuent à déclarer qu'une action séparée de l'Angleterre amènerait infailliblement une guerre européenne. Est-ce que Lord Salisbury amena une guerre européenne lorsqu'il suivit sa propre inspiration dans la question de la Crète sans le concours des autres Puissances? Est-ce que M. Gladstone amena une guerre européenne lorsqu'il agit sans le concours des autres Puissances en 1880? Au contraire, dans ces deux occasions, l'action séparée, suivie par ces deux hommes d'Etat, écarta le danger d'une guerre européenne en même temps qu'elle sauvait l'honneur de l'Angleterre. Lord Rosebery a dernièrement reproché à Lord Salisbury de suivre une politique qui n'était « ni énergique ni habile ». Est-ce faire preuve d'énergie et d'habileté que de dire aux autres Puissances de l'Europe et au Sultan que, dans aucune circonstance imaginable, nous ne nous séparerons du concert européen, après que le comte Goluchowski a déclaré, ainsi que le constate le Livre Bleu, que la politique du concert européen — du moins autant que cela dépendra de l'Autriche — est d'assister tranquillement au massacre par le Sultan de ceux que le ministre autrichien appelle « les malheureux Arméniens »? Au contraire, combien était plus avisée et plus habile la politique de M. Gladstone, ainsi définie par lui dans son discours de Liverpool :

Si j'admets qu'il importe que nous étudiions tous les moyens de connaître les sentiments des autres Puissances et de les entraîner

dans la même voie que nous, je ne pense pas cependant que le moyen d'y arriver soit de montrer la résolution servile de toujours mesurer notre conscience à l'aune de la leur, quelles que soient les circonstances et quoi qu'elles puissent décider.

Le noble sentiment qui animait M. Gladstone fut également acclamé par conservateurs et libéraux. Il semble bien maintenant que la politique des reculades n'est pas plus la politique de Lord Salisbury qu'elle n'est celle de M. Gladstone, car l'ordre du jour voté à Liverpool, rédigé d'accord avec Lord Derby, « assure les ministres de Sa Majesté qu'ils peuvent compter sur l'appui cordial des citoyens de Liverpool *quelles que soient les mesures* qu'ils croient nécessaire de prendre ».

Une action isolée peut être de différentes espèces. Elle peut consister dans le refus de jouer plus longtemps un rôle dans la politique absurde des « remontrances » et des « observations » au Sultan, politique dénoncée par Lord Salisbury lui-même, comme non seulement inutile, mais encore nuisible. Elle peut consister dans la cessation de toute relation diplomatique avec un individu convaincu d'assassinat. Elle pourrait aussi consister dans une proposition faite aux autres Puissances de laisser l'Angleterre agir seule, et, dans le cas où celles-ci répondraient en menaçant de s'y opposer par la force, se retirer du concert européen en rejetant sur elles, à la face du monde civilisé, la responsabilité de tout ce qui pourrait en résulter, responsabilité que les Puissances ne tiennent nullement à endosser.

C'est demander certainement trop à notre intelligence que de vouloir que nous comprenions comment l'une de ces mesures pourrait déchaîner une guerre européenne. Ce serait au contraire le meilleur moyen de l'éviter. La récente pacification de la Crète est un exemple d'action séparée couronnée de succès, action engagée par Lord Salisbury. Nous en trouverons d'autres exemples dans le cours de mon historique de la politique de Lord Salisbury en Orient.

Lord Beaconsfield semblait croire que la confirmation à Berlin de l'article du Traité de San-Stéfana maintenant la Bulgarie divisée (1) était pour lui une suprême victoire et marquait

(1) Une partie indépendante sous le gouvernement du prince de Cobourg, l'autre (la Roumélie Orientale) restant sous la domination du Sultan. *(N. du T.)*

l'apogée de sa gloire. L'on raconte qu'il avait ordonné que l'on préparât un train spécial pour rentrer aussitôt en Angleterre si la Russie refusait d'accepter cette clause. Je doute que Lord Salisbury (1) ait approuvé cette politique. Pourquoi, alors, la sanctionna-t-il ? Il y a des circonstances dans lesquelles un homme d'Etat, pris entre plusieurs obligations contraires, doit peser mûrement sa décision et se prononcer, non pour la décision qu'il considère comme la meilleure théoriquement, mais pour celle qu'il pense devoir faire le moins mal. Tous les hommes d'Etat, même les plus puissants, doivent parfois agir par transactions. Mais laissons les événements eux-mêmes nous renseigner.

En 1881, une députation, venue des deux parties séparées (par le Traité de Berlin) de la Bulgarie, vint tour à tour dans les cours des six Grandes Puissances, dans l'espoir qu'elle leur persuaderait de permettre l'union des deux parties de la Bulgarie. Un gouvernement libéral était alors au pouvoir et en conséquence ce fut à Londres que la députation se rendit tout d'abord. Mais Lord Granville, alors ministre des affaires étrangères, refusa de recevoir les délégués. Très surpris et très peinés, ils vinrent me rendre visite, car plusieurs d'entre eux m'avaient précédemment connu. J'essayai de leur faire comprendre combien il était impossible à Lord Granville, membre du ministère Gladstone, dans sa position officielle, d'épouser leur cause et faire quoi que ce soit qui pût l'exposer à la suspicion des autres Puissances et aux imputations de vouloir par des intrigues réouvrir la Question d'Orient. Mais à la fois comme homme d'Etat n'étant plus au pouvoir et en tant qu'un des signataires du Traité de Berlin, Lord Salisbury pouvait agir beaucoup plus librement.

Il reçut aimablement la députation bulgare et, tout en refusant d'encourager leurs espérances, les exhorta à la patience. Naturellement sa mission échoua partout et les délégués m'écrivirent sur le ton du plus complet désespoir. Dans ma réponse je leur dis : « Votre situation n'a rien de désespéré. Prenez pour exemple l'union des deux Principautés Danubiennes, qui cons-

(1) Lord Salisbury était l'un des plénipotentiaires de l'Angleterre au Traité de Berlin. *(N. du T.)*

tituent aujourd'hui le royaume de Roumanie. Evitez de donner aucun sujet légitime de plaintes à la Porte ou aux Grandes Puissances. Refaites vos finances, organisez une armée solide, prouvez à l'Europe que vous êtes capables de vous gouverner vous-mêmes et ensuite, un beau matin, unissez-vous à ceux des vôtres que l'on a maintenus sous le joug de la Turquie, sans demander la permission de personne, et vous verrez que de nouveau la crainte stupide que l'on a de réouvrir la Question d'Orient, ce qui toujours empêchera les Puissances de se mettre d'accord pour réaliser votre union, les empêchera alors également de s'unir pour revenir sur le fait accompli. » Ils suivirent mes conseils; les années passèrent et un beau jour l'Europe fut tout étonnée de voir que la Bulgarie, divisée jusque-là en deux, avait réalisé son unité de la manière la plus tranquille et la plus pratique du monde, sans bruit et sans effusion de sang.

Lord Salisbury était à cette époque, comme maintenant, président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères. Que fit-il? Il ne plaça pas son intelligence et sa conscience aux pieds des autres Puissances. Il n'écouta pas ceux qui, terrifiés, auraient pu lui dire qu'il allait amener une guerre européenne, pas plus qu'il ne montra aucune satisfaction misérable d'*amour-propre* de ce que l'œuvre de Lord Beaconsfield était détruite. Il sut agir promptement et tout seul. Il sanctionna l'union des deux Bulgaries avant qu'une seule des Puissances eût eu le temps de bouger et ainsi prévint, selon toutes probabilités, une guerre européenne.

Lord Rosebery aurait, lui, consulté le concert européen avant d'agir, à commencer par le Sultan et serait ainsi arrivé sans le vouloir justement à faire tout ce qu'il fallait pour déchaîner cette guerre générale. La Turquie avait un droit sanctionné par le Traité de Berlin, lui permettant de faire entrer ses troupes en Bulgarie pour empêcher l'union de se faire et aurait eu l'appui de l'Autriche, de l'Allemagne et de la Serbie. Mais la décision prise par Lord Salisbury sauva la situation. A vrai dire l'Autriche poussa bien la Serbie à déclarer une guerre injustifiable à la Bulgarie — tandis qu'elle se tenait à l'écart, suivant son habitude, dans l'espoir de ramasser quelque chose des dépouilles gagnées par un autre. Mais l'Autriche

n'appréciait pas à sa juste valeur la force et la valeur de l'armée bulgare et les capacités militaires de son hardi chef. La Serbie fut complètement battue et n'échappa à un désastre complet que grâce à l'intervention autrichienne. Quant au Sultan, un avertissement énergique de Lord Salisbury avait suffi pour l'empêcher d'intervenir. Que pense-t-on des résultats obtenus par *l'action isolée* dans les circonstances que nous venons de relater ?

C'est là de l'histoire. Mon deuxième exemple est emprunté à un fait demeuré jusqu'ici, du moins pour ce qui est de sa connaissance complète, un secret diplomatique. L'avertissement donné par Lord Salisbury au Sultan dans son discours de Guidhall et plus tard à Brighton, a été considéré par un certain nombre de gens comme un simple *brutum fulmen*. Je crois au contraire que Lord Salisbury fit alors un acte pratique et effectif. Que l'on se rappelle le discours de M. Goschen en mars dernier dans lequel il dit que « l'isolement superbe » de l'Angleterre était volontaire, puisqu'elle avait refusé les propositions faites par certaines puissances d'agir en commun dans la question d'Arménie. Que voulait dire M. Goschen? J'étais sur le continent à cette époque et j'appris d'une source autorisée que l'Autriche avait proposé une démonstration navale des flottes des six Puissances devant Constantinople afin d'amener à la raison le Sultan en le menaçant de le déposer. La Russie et la France refusèrent, soupçonnant sans aucun doute quelque dessein caché visant Constantinople. L'Autriche et l'Allemagne proposèrent alors que les flottes des autres Puissances exécutassent tout de même le programme proposé; les flottes de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Autriche passeraient les Dardanelles, tandis que l'Allemagne attendrait pour se joindre aux autres Puissances que la Russie et la France eussent fait quelque tentative pour s'opposer à leurs projets.

Lord Salisbury, prêt à prendre part à une démonstration navale de toutes les Puissances ou de quelques-unes d'entre elles d'accord avec les autres, ne voulut pas entendre parler d'une entreprise qui comprenait la possibilité d'une attaque combinée contre la France et la Russie.

Voilà l'histoire qui me fut racontée par quelqu'un à même d'être au courant; elle n'a d'ailleurs rien d'improbable. La

politique séculaire de l'Allemagne et de l'Autriche consiste à écarter la Russie de Constantinople et de la région du Danube et jusqu'ici l'Angleterre a été assez naïve pour faire leur jeu et se battre pour eux. L'alliance franco-russe est un fait d'une énorme importance pour les deux Puissances septentrionales et il leur plairait de décider l'Angleterre et l'Italie à les aider à s'emparer de Constantinople par un coup de main. La combinaison aurait pu amener l'écrasement des flottes franco-russe, l'Angleterre eût été attirée dans la Triple Alliance, et l'Allemagne et l'Autriche délivrées du cauchemar de l'alliance franco-russe. Ou bien, si cela avait mieux convenu à son jeu, « l'honnête courtier », (1) aurait laissé en plan ses dupes et se serait arrangé avec la France et la Russie. Car c'est toujours l'esprit de Bismarck qui dirige le ministère des affaires étrangères de Berlin.

L'on raconta, il y a quelque temps, que l'empereur d'Allemagne fit une courte visite à Friedrichruhe avant d'envoyer le fameux télégramme à Krüger. Le système de Bismarck a toujours consisté à d'abord duper, ensuite à trahir et à écraser ses victimes. Sa néfaste acquisition des duchés de l'Elbe, ses tromperies à l'égard de la Confédération germanique suivies de l'absorption par la Prusse des petits Etats; ses guerres contre l'Autriche et la France, après avoir d'abord endormi leurs soupçons par de fausses promesses et de vains espoirs; la manière dont il se servit de la Russie pour paralyser l'Autriche tandis qu'il écrasait la France et ensuite sa trahison envers la Russie au Congrès de Berlin en mettant l'Autriche en état de dominer les Etats balkaniques et d'attendre l'occasion de s'emparer de Constantinople : voici des exemples de la diplomatie du Prince de Bismark. Il a été le plus grand ennemi qu'ait eu l'Angleterre depuis Napoléon Ier et sa haine contre nous a deux causes. En 1870 M. Gladstone refusa d'ajouter foi implicitement à l'histoire du traité secret Benedetti-Bismarck pour le partage de la Belgique et mit la Prusse et la France également en demeure de signer avec l'Angleterre un traité par lequel elles s'engageaient mutuellement à respecter la Belgique, sous peine, pour celle qui manquerait à cet engagement, d'avoir à considérer l'Angleterre

(1) Bismarck s'était ainsi qualifié lui-même. *(N. du T.)*

comme l'alliée de l'autre. En 1875 le gouvernement de Lord Beaconsfield se joignit au gouvernement russe pour empêcher Bismarck et de Moltke de déclarer une guerre injustifiable contre la France, dont le relèvement rapide de sa grande défaite était pour eux une cause de surprise et d'inquiétude, et qu'il voulait cette fois, selon l'expression du prince de Bismarck, « saigner à blanc ».

« Je ne permettrai pas, déclara le Tsar à l'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, que toutes les lois du monde civilisé soient violées et que l'on plonge de nouveau l'Europe dans les horreurs de la guerre » (1). « Le vieil empereur (2), déclara au chargé d'affaires français de Londres Lord Derby, ne désire nullement une nouvelle guerre et ignorait, d'après ce que nous avons vu, le complot qui se tramait autour de lui. Au contraire le prince de Bismarck désire cette nouvelle guerre, qu'il est très anxieux de voir se produire durant le règne de l'empereur Guillaume » (3). Il est également certain que la Reine intervint aussi d'une manière efficace par une lettre à l'empereur d'Allemagne, car le prince de Bismarck a publié dernièrement à ce propos une insolente attaque contre Sa Majesté et contre l'Impératrice Frédéric, dans son organe de Hambourg, en réponse à la demande d'une explication faite par l'empereur Guillaume II.

Le prince de Bismarck semble être un homme qui, malgré tout son génie, est incapable de pardonner à qui lui a fait éprouver un échec ou qui l'a seulement offensé ; n'a-t-il pas été jusqu'à se venger sur un pauvre malheureux imprimeur qui avait publié un pamphlet défavorable au grand homme d'Etat? Il n'a jamais pardonné à l'Angleterre de l'avoir tenu en échec en 1870 et en 1875.

Mais son hostilité contre nous tient à une cause plus profonde. Ses énormes armements sont un fardeau intolérable pour le pays et la conscription chasse d'Allemagne des milliers de jeunes gens pleins de force et de santé. L'Allemagne a donc besoin de colonies assez riches et assez attrayantes

---

(1) Voir *Alexandre II, sa vie, son œuvre*, page 272.

(2) Guillaume Ier.

(3) Voir les notes de M. Gavard dans le *Correspondant* du 25 novembre 1894.

pour attirer des Allemands, qui, ainsi, ne seraient pas perdues pour l'armée. Si Bismarck pouvait détruire la suprématie navale de l'Angleterre, il l'évincerait de l'Afrique méridionale et la supplanterait dans sa suprématie commerciale. Il a, en conséquence, déployé toute son habileté pendant un quart de siècle pour amener une guerre contre l'Angleterre et la France — guerre qui aurait en outre l'avantage, pour lui, de mettre hors de combat, pour un certain temps, une des Puissances qu'il redoute. Voilà ce qui nous explique l'émotion qu'a causée à la presse allemande et autrichienne la visite du Tsar et de la Tsarine à Balmoral. C'est aussi ce qui motive les *canards* sur la visite des fortifications des Dardanelles par un général russe et sur la prétendue démarche du drogman russe conseillant secrètement au Sultan de rejeter les propositions des Puissances. L'Autriche et l'Allemagne ont une peur mortelle de voir l'Angleterre et la Russie arriver à une entente cordiale, et leur presse se livre à son habituelle occupation consistant à semer la discorde entre elles. Mais c'est en vain « que le filet est posé pour attraper les oiseaux qui passeraient ». La nation anglaise se rend compte aujourd'hui que peu lui importe qui possédera Constantinople (ce qui importe beaucoup, il est vrai, à l'Autriche) et qu'en somme il n'y a aucunes raisons qui puissent opposer l'Angleterre à la Russie ou à la France.

Un important journal français suggérait dernièrement que la France pourrait demander en Syrie une compensation à l'occupation de l'Egypte par les Anglais. Pourquoi pas? L'Angleterre ne s'y opposerait vraisemblablement pas.

En somme, tout nous entraîne vers une entente cordiale entre l'Angleterre, la Russie, la France et l'Italie.

CHAPITRE VIII

PRÉCÉDENTS EN FAVEUR DE L'ACTION ISOLÉE

Je reproduis ici la lettre suivante, non seulement par loyauté à l'égard de M. Greenwood, mais aussi pour montrer combien fut grand en cette occasion le service rendu par Lord Salisbury à la fois à l'Angleterre et à la Russie :

Au Directeur du Daily Chronicle

Monsieur,

Dans un article paru dans le *Daily Chronicle* de ce matin, M. Mac Coll déclare que « je suis de ces gens qui croient encore à la possibilité d'abaisser la Russie ». Depuis que M. Mac Coll a lu, ce qu'il a fait certainement, mon article dont il donne des extraits mesquinement tronqués (voyez la *Pall Mall Gazette* du 16 septembre) je ne puis pas croire qu'il ne se rende compte que ce n'est pas là mon cas. Le sens et contenu de ce que j'ai écrit peut se résumer ainsi : « La Russie ne peut pas être abaissée; sa prédominance sur l'Angleterre et sur toute l'Europe (mais particulièrement sur l'Angleterre) est complète et la dernière chance d'écarter la Russie du rôle de puissance dictatoriale qu'elle joue en ce moment a été perdue lorsque la politique préconisée par Disraëli en 1878 eut été désaprouvée par ses collègues. » Ici s'arrête l'extrait que M. Mac Coll donne de mon article. Permettez-moi de le compléter par quelques courts extraits de ce qui suit. « Ce que Disraëli tenait tant à empêcher en 1878 s'est pleinement réalisé en 1895 : je veux dire la prédominance absolue de la Russie en Europe et dans tout l'Orient. Son but, c'était d'ajourner aussi longtemps que possible cette éventualité de la prédominance russe que l'Angleterre doit aujourd'hui admettre comme un fait accompli. Ce que l'on appelle inintelligemment *sa tentative de relèvement de la Turquie* consistait simplement à saisir l'occasion qui se présentait de refouler les armées russes à moitié ruinées, de briser le prestige de la Russie en Asie et de détruire de cette manière pour bien des années toute idée de prépondérance

russe en Europe. » Et j'ajoutai que « sans aucun doute cette occasion, si elle était perdue, ne se retrouverait plus » et en fait ce *fut* la dernière. Il faudra que l'Europe soit retournée sens dessus dessous avant qu'une autre ne se présente.

Par conséquent bien loin de croire qu'il soit « encore possible d'abaisser la Russie », je me plains de ce qu'on lui ait laissé prendre une situation telle qu'elle domine absolument l'Europe, position d'où il n'y a aucun espoir de la déloger. Ce qui ne plaît pas, sans doute, à M. Mac Coll, c'est ma conclusion, à savoir que « si la politique de Disraëli avait été acceptée et qu'elle eût réussi, il n'y aurait ni dictature russe en Turquie, ni domination russe en Europe.» C'est la voix de l'Angleterre qui aurait eu le plus d'autorité auprès de la Porte. M. Mac Coll ne peut sincèrement trouver mauvaise une politique qui, si elle avait été suivie, eût empêché cette dictature russe sous laquelle les Arméniens périssent et qui protège le Sultan. Ou bien alors, s'il trouve mauvaise cette politique, combien il doit trouver bonne la dictature en question!

Comptant sur votre esprit d'impartialité pour publier cette réponse, à ce qui est, ainsi que vous pouvez vous-même le voir, une manière tout à fait inexacte et injustifiée de présenter les faits, je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments très distingués.

Londres, le 25 septembre.

FREDERICK GREENWOOD.

J'ai trop de respect non seulement pour l'honnêteté et le talent de M. Greenwood, mais encore pour les règles de la polémique pour ne pas me laver de l'accusation de présenter les faits « d'une manière tout à fait inexacte et injustifiée ». La vérité, c'est que j'ai cité de l'article de M. Greenwood des extraits beaucoup plus longs que ceux qu'il a lui-même donnés dans cette lettre au *Daily Chronicle.* Mais mon article était ainsi tellement long lui-même que je ne pus donner mes citations en entier et je n'en ai laissé que ce que je considérais comme le plus important en indiquant le numéro de la *Pall Mall Gazette* qui contenait l'article afin que l'on pût vérifier l'honnêteté scrupuleuse de ma citation. Je considère l'opinion de M. Greenwood, d'après laquelle de l'insuccès de la politique préconisée par M. Disraëli en 1877 est résulté la prédominance absolue « de la Russie en Europe et en Orient » comme une exagération de rhétorique plutôt que l'expression d'une conviction réfléchie et j'ai mieux que des conjectures pour arriver à cette conclusion. Car bien après 1877 M. Green-

wood a exhorté ce pays (sans cesser depuis jusqu'à cette année) à se joindre à la Triple Alliance pour empêcher l'établissement de cette prédominance de la Russie dont la réalisation date, nous déclare-t-il maintenant, de l'insuccès (dû à Lord Salisbury) du complot tramé contre la Russie en 1877, par Lord Beaconsfield. Je ne vois donc pas en quoi j'ai pû ne pas rendre fidèlement sa pensée. En fait la Russie est beaucoup moins prédominante en Europe maintenant qu'elle le fut pendant la période qui s'étend de 1848 à la guerre de Crimée.

Mais je dois dire un mot de ce projet consistant à « saisir l'occasion qui se présentait de refouler les armées russes à moitié ruinées, de briser le prestige de la Russie en Asie et de détruire de cette manière, pour bien des années, toute idée de prédominance russe en Europe ».

L'Angleterre devait remporter ce facile triomphe sur une courageuse nation qui comptait déjà à cette époque cent millions d'habitants, avec « Abdul le damné » pour unique allié. Napoléon Ier essaya de réaliser ce projet avec une armée incomparablement plus grande et plus forte que toutes celles que l'Angleterre et la Turquie eussent pu faire entrer en ligne et il échoua pourtant désastreusement.

M. Greenwood a-t-il oublié qu'il fallut les forces militaires et navales combinées de l'Angleterre, de la France, de la Sardaigne et de la Turquie, pendant plus de deux ans, pour vaincre la Russie il y a quarante ans de cela, alors qu'elle n'avait, pour ainsi dire, pas de chemins de fer et était, d'autre part, beaucoup moins préparée à la guerre qu'en 1877 ? Cependant la Russie est, d'après lui, absolument prédominante en Europe.

Et tandis que se serait déroulée cette funeste lutte, que désire si ardemment M. Greenwood, l' « honnête courtier » (1) serait resté caché, en embuscade, jusqu'à ce que la Russie et l'Angleterre eussent été épuisées, alors il serait intervenu pour s'entendre avec la Russie aux dépens de l'Angleterre et peut-être réaliser son projet, longtemps caressé, de réduire notre pays au rang de puissance de deuxième ordre.

Mais que penser de l'honnêteté de ce complot ? Où aurait

---

(1) Bismarck. *(N. du T.)*

été le *casus belli* de l'Angleterre? La Russie faisait la guerre à la Turquie, avec l'approbation de l'Europe, pour la délivrance de millions de chrétiens qui souffraient comme souffrent en ce moment les Arméniens, sous le joug du Sultan et elle avait donné des garanties complètes de sa bonne foi, que le gouvernement de Lord Beaconsfield avait jugées satisfaisantes. M. Greenwood nous a maintenant révélé qu'au milieu de la guerre la plus légitime, Lord Beaconsfield trama un complot « pour refouler les armées russes à moitié ruinées » et river ainsi le joug d'Abdul-Hamid au cou de ses victimes déjà à demi délivrées.

Ainsi fut perdue, selon M. Greenwood, une occasion de donner à l'Angleterre « la voix la plus autorisée auprès de la Porte » lorsque la politique de Disraëli en 1877-1879 eût été désapprouvée par ses collègues.

M. Greenwood croit-il qu'il honore la mémoire de Lord Beaconsfield, en nous le montrant pratiquant une politique de flibustier, hanté par de « folles rêveries », au lieu de nous faire voir en lui un homme d'État moderne? Lord Salisbury n'eût-il rendu d'autre service à son pays que d'écarter ce terrible péril en même temps que cette honte éternelle qu'il eût déjà mérité une reconnaissance immortelle.

Je vais maintenant montrer de combien de précédents Lord Salisbury pourrait alléguer en faveur de l'*action séparée* s'il croyait utile de faire cette proposition aux Puissances. Et qu'il me soit permis en passant de répéter encore une fois que ceux-là montrent une singulière confiance en Lord Salisbury qui lui disent qu'ils le soutiendront tant qu'il agira d'accord avec les Puissances, mais pas dans le cas contraire. Il y a tout lieu de croire que la résolution votée au meeting de Liverpool et qui reçut l'approbation de Lord Derby, aussi bien que celle de M. Gladstone, est en conformité parfaite avec la pensée de Lord Salisbury et par cette résolution un appui cordial est promis au gouvernement, *quelles que soient les mesures* qu'il juge nécessaire de prendre, pour remplir les obligations contractées par la nation. Lord Salisbury a ainsi carte blanche et pourrait agir suivant sa propre inspiration sans se laisser décourager par les conseils de timidité de ceux qui croient que le meilleur moyen de renforcer son action est de proclamer à la face du

monde que l'Angleterre peut être effrayée et détournée de ses justes desseins par un simple froncement de sourcil d'une Puissance étrangère. Personne ne presse Lord Salisbury de déclarer la guerre. Le pays a dit qu'il avait confiance en lui pour agir au mieux, suivant les circonstances. Ceci non pas tant dans l'intérêt de Lord Salisbury lui-même, que pour montrer aux nations étrangères qu'il n'y a pas ici une agitation artificielle comme celles qui ont été parfois organisées en Autriche, en Allemagne et en Turquie, mais au contraire le soulèvement spontané des consciences d'une nation libre, dans un pays où la liberté de la presse et de la parole est pleine et entière.

Je veux maintenant indiquer les précédents que l'Angleterre peut tirer des *Livres Bleus* de 1876-1877 en faveur de l'action séparée, pour le cas où elle croirait utile d'y recourir. En répondant à l'invitation de Lord Derby d'assister à la conférence de Constantinople, le prince Gortchakoff, après avoir déclaré qu'il approuvait les termes généraux indiqués comme base des négociations, fit entendre les avertissements suivants sur l'inconvénient qu'il y aurait pour le succès des négociations, à reconnaître trop formellement l'indépendance du Sultan :

Si les Grandes Puissances veulent faire un travail sérieux et non pas s'exposer au retour périodique et sans cesse aggravé d'une crise dangereuse, il n'est pas possible qu'elles persévèrent dans le système qui laisse vivre et se développer les germes de cette crise, par l'inflexible logique des faits. Il est nécessaire de sortir de ce cercle vicieux et de reconnaître que l'indépendance et l'intégrité de la Turquie doivent être subordonnées à l'établissement des garanties demandées par l'humanité, par les sentiments de l'Europe chrétienne et l'intérêt de la paix générale. La Porte a été la première à manquer aux engagements contractés par le Traité de Paris envers ses sujets chrétiens. C'est le droit et le devoir de l'Europe de lui dicter les conditions sans la réalisation desquelles elle ne peut, de son côté, consentir au maintien du *statu quo* établi par ce traité, et puisque la Porte est incapable de les remplir, c'est le droit et le devoir de l'Europe de se substituer à elle dans la mesure nécessaire à leur exécution. La Russie peut, moins que toute autre Puissance, consentir à renouveler l'expérience des palliatifs, des demi-mesures, des programmes illusoires qui ont produit les résultats que nous voyons et qui réagissent sur sa tranquillité et sa prospérité propre; mais si elle est intéressée plus directement et plus vivement à mettre une fin à cette situation par des améliorations réelles et sérieusement

garanties, elle n'en considère pas moins la question comme étant d'intérêt général, désirant l'accord de toutes les Puissances pour amener une solution pacifique. Quant à ses vues personnelles elles sont libres de toutes arrière-pensées : les assurances les plus formelles ont été faites à ce point de vue par le cabinet impérial (1).

Quelle réponse pourrait faire la Russie et les autres Puissances, si Lord Salisbury leur présentait cette admirable dépêche russe et les invitait à agir en conséquence aujourd'hui *mutatis mutandis?*

Ou bien cette autre, du prince Gortchakoff, le 13 novembre 1876 :

Le cabinet impérial se trouvant en présence d'une situation dans laquelle les intérêts politiques doivent céder la place aux intérêts universels de l'humanité et de la paix européenne, a fait tout son possible pour amener une entente entre les Grandes Puissances. Pour sa part, il fera tous ses efforts pour que cet accord amène un résultat pratique et efficace et qui satisfasse les exigences de l'opinion publique et celles de la paix générale. Mais tandis que la diplomatie délibérait pendant toute une année pour réaliser dans la pratique les vœux de toute l'Europe, la Porte a eu le temps d'appeler des extrémités de l'Asie et de l'Afrique le *ban* et l'*arrière ban* des forces disciplinées de l'Islamisme, de soulever le fanatisme musulman et d'écraser sous le poids du nombre les populations chrétiennes qui luttent pour leur existence. Ceux qui ont perpétré les horribles massacres qui ont tellement indigné l'Europe, sont restés impunis et en ce moment même leur exemple tend à propager et à rènouveler dans tout l'Empire ottoman et sous les yeux de l'Europe indignée des actes semblables de violence et de barbarie... Sa Majesté Impériale ne désire pas la guerre et fera l'impossible pour l'éviter, mais elle est décidée, elle, à ne pas hésiter tant que les principes reconnus par l'Europe comme justes, humains, nécessaires, et dont l'opinion publique en Russie a pris chaudement la défense, ne seront pas appliqués et garantis d'une manière efficace.

Quoi de plus semblable à la situation actuelle et à la position de l'Angleterre que la situation de cette époque et la position de la Russie alors, y compris l'appel à l'opinion publique que ne craint pas de faire l'autocrate de toutes les Russies? Il n'y a qu'une seule petite différence, c'est que les crimes actuels du Sultan sont infiniment plus atroces par leur

---

(1) *Livres Bleus;* Turquie n° 1 (1877), p. 719.

caractère et leur importance en même temps que commis avec une plus grande insolence à la vue entière de l'Europe.

Le 5 décembre suivant, le prince de Bismarck prononça un discours au Reichstag. Après avoir cité la déclaration du Tsar et avoir dénoncé les massacres de Bulgarie comme « révoltant la conscience de l'Europe tout entière », il disait :

> La Conférence n'aurait-elle aucun résultat et la Russie se déterminerait-elle à obtenir par la force des armes ce qu'elle n'a pu obtenir par des moyens pacifiques, que nous n'opposerons aucun *veto* à son action, puisque le but qu'elle poursuit est aussi le nôtre, et nous n'avons aucune raison de croire qu'elle ira au delà de ce but. Personne ne réussira à rompre nos relations amicales avec la Russie, car l'alliance des trois empereurs, formée il y a quelque temps, subsiste intégralement (1).

C'était en présence de cette alliance que Lord Beaconsfield proposa, avec l'appui énergique de M. Greenwood, de faire la guerre à la Russie, alors que nous avions pour unique allié Abdul-Hamid ! Les autres Puissances prirent la même position que l'Allemagne et l'Autriche. Le duc Decazes, ministre des affaires étrangères, s'engagea, au nom de la France, dans le cas où la Russie imposerait au Sultan, à la pointe de l'épée, la volonté de l'Europe, à garder une neutralité absolue, garantie par l'engagement de non-intervention le plus formel (2).

M. Depretis, premier ministre italien, choisit l'occasion d'un discours à ses électeurs, quelque temps avant la Conférence de Constantinople, pour réprouver une « prudence excessive qui sacrifierait les grands principes de civilisation et d'humanité aux traditions de la diplomatie et aux froids calculs des hommes d'État ».

Je ne crois pas que depuis dix-neuf ans que ces paroles furent prononcées soit morte la conscience de l'Europe chrétienne. Elle n'est pas morte : elle est endormie. Le noble discours de M. Gladstone aura beaucoup contribué à la réveiller, et si Lord Salisbury définissait l'action actuelle de l'Angleterre d'après celle de la Russie en 1877 (qui reçut la sanction de l'Europe), je crois qu'il entraînerait l'Europe avec

---

(1) *Nouvelle étude sur la Question d'Orient*, page 22.
(2) *Livres Bleus;* Turquie, n° 25 (1877), p. 138.

lui. Cela ne signifierait donc pas la guerre. Il n'y aurait pas eu de guerre en 1877 si le Sultan, ainsi que Lord Salisbury l'a dit, n'avait pas compté sur l'appui de l'Angleterre. Mettons les choses au pire (quoique je pense pour ma part que Lord Salisbury pourra maintenant, avec la nation tout entière derrière lui, persuader aux autres Puissances d'adopter sa politique coercitive). Supposons qu'il propose de faire occuper quelque point du territoire turc par la flotte anglaise jusqu'à ce que le Sultan donne satisfaction à l'Europe, en même temps qu'il offrirait des garanties de désintéressement comme celles de la Russie en 1877. Ce ne serait pas là la guerre. Ce serait une méthode pacifique, bien connue de la diplomatie, pour appuyer de justes demandes, méthode souvent employée et par tous les gouvernements. A coup sûr aucune personne sensée ne soutiendra que cette seule proposition provoquerait une guerre européenne. La supposition est absurde, et ceux qui la font sont simplement en train de proposer à l'Angleterre de perdre son rang de Grande Puissance. La nation qui n'aurait pas le courage de faire une proposition aussi modérée à l'Europe, aurait abdiqué sa situation de Puissance de premier ordre et aurait tout fait pour s'exposer aux insultes et aux agressions.

Il est plus vraisemblable de supposer que les autres Puissances se joindraient à l'Angleterre pour une solution aussi pacifique de la crise qui maintenant les menace de cette catastrophe qu'ils craignent tant, c'est-à-dire la chute de l'Empire ottoman. Ma propre conviction est qu'une fois que la Russie sera convaincue que l'Angleterre ne trame aucun complot contre elle, comme en 1877, elle retournera à ses vieilles traditions de protection des chrétiens de Turquie, et fera peut-être entrer des troupes en Arménie, tandis que la flotte britannique aiderait son action là où cela serait jugé le plus nécessaire. Le simple avis donné au Sultan que la Russie et l'Angleterre envisagent une telle action, le précipiterait aussitôt à leurs pieds, comme en 1880, et la question serait réglée sans amertume ni danger.

C'est l'intérêt de chaque Puissance de la régler rapidement, à l'exception de l'Autriche et peut-être de l'Allemagne. L'Autriche a les yeux fixés sur la Macédoine, et ce n'est pas son intérêt de voir se réaliser dans la Turquie d'Asie des réformes qui

pourraient servir ensuite de précédents pour la Macédoine. Le défunt Lord Derby accusa l'Autriche, devant toute l'Europe, d'avoir, pour réaliser ses desseins, fait naître et durer l'insurrection de la Bosnie et l'Herzégovine. Maintenant, sa politique est de laisser couver le mécontentement et la révolte en Macédoine, dans l'espoir d'obtenir quelque jour l'autorisation de l'Europe d'occuper la Macédoine, grâce au précédent de la Bosnie. L'Allemagne, de son côté, convoite, elle aussi, un bon morceau de la Turquie d'Asie, quand le fruit sera mûr. Elle a dernièrement déclaré une fois de plus que pour elle « la Question d'Orient ne valait pas les os d'un grenadier poméranien ». Nous en avons assez du grenadier poméranien et de ses os. Personne n'en veut, et j'espère que ses amis lui donneront maintenant une sépulture convenable et que l'on n'en parlera plus. La vérité, c'est que l'Allemagne a l'intention, avec l'aide de l'Autriche ou au moyen de toute autre combinaison qu'elle pourra tenter, de jouer un rôle prédominant dans la solution finale de la Question d'Orient et nullement au profit de la France ou de la Russie. Toutes ces considérations sont autant de raisons en faveur d'un règlement pacifique de cette question par l'entente cordiale de la Russie, de la France, de l'Italie et de l'Angleterre.

CHAPITRE IX

LA POLITIQUE TRADITIONNELLE DE L'ANGLETERRE

Nous avons beaucoup entendu parler, ces temps derniers, de « la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne en Turquie » et aussi du Sultan « notre ancien allié ».

En fait, c'est notre politique traditionnelle en Turquie qui a infligé au gouvernement du Sultan la flétrissure de la barbarie, a mis complètement au ban des peuples civilisés la Turquie, qui a été considérée en conséquence comme un État contre lequel il fallait, pour y maintenir l'ordre, employer les mesures coercitives.

Sous l'influence de Lord Palmerston, cet État barbare fut admis dans le comité des nations européennes, lors du Traité de Paris, « une des plus grandes fautes, sinon un des plus grands crimes de l'histoire », me disait, en 1877, le docteur Dollinger, un des hommes les mieux qualifiés pour parler de cette question. Mais notons que si Lord Palmerston fit admettre cette puissance irrémédiablement barbare dans le concert politique de l'Europe, c'était sous la condition que le Sultan serait pour ainsi dire bridé et qu'il aurait à obéir aux ordres des Puissances. Dans le débat qui eut lieu à la Chambre des Communes en 1856, à propos du Traité de Paris, Lord Palmerston essaya d'expliquer que le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman n'impliquait pas nécessairement le maintien de la domination de la race turque dans cet Empire. « Nous ne nous sommes pas engagés, déclara-t-il, à maintenir dans l'Empire ottoman la domination de telle ou telle race ou de tel ou tel parti. »

Lord Palmerston pensait qu'il était impossible de mettre en pratique des réformes fondamentales dans l'administration turque pendant le gouvernement d'Abdul-Medjid, qui régnait lors de la guerre de Crimée, mais il espérait beaucoup de son successeur et il écrivait à l'ambassadeur britannique à Constantinople pour insister sur la nécessité de certaines réformes importantes. Il recommandait au futur Sultan de « mettre en pratique le système de tolérance libérale et d'améliorations intérieures progressives que son prédécesseur n'avait fait que de décrire sur parchemin... Mais pour cela il devait commencer par renvoyer ses architectes et tous ses grands constructeurs de palais, donner congé à ses ministres pillards » (1).

La politique de l'Europe, jusqu'au moment de l'insurrection crétoise de 1866-67, fut celle-ci : intervention diplomatique dans les affaires turques pour la protection des sujets non musulmans du Sultan, et quand l'intervention diplomatique n'atteignait pas le but visé on avait recours aux mesures coercitives. Voilà quelle fut la politique qui se rattache à celle des hommes qui représentent les meilleures traditions de la diplomatie anglaise, des libéraux comme des torys : Burke, les deux Pitt, Fox, Lord Holland, Mac Intosh, Canning, Peel, Lord Aberdeen, Lord Palmerston, Lord Russell, M. Gladstone, Lord Salisbury.

Quelques exemples suffiront pour le démontrer. Lord Holland était loin d'avoir un tempérament violent et intolérant. Cependant il n'a pas hésité à émettre les opinions suivantes :

La race antisociale qui occupe le pays où régnèrent les Constantins, se considère comme étant en état de guerre avec toute nation qui n'a pas conclu un traité de paix formel avec elle. M. Addison, qui n'est pas seulement un philosophe mais aussi un des hommes les plus sages et les plus éminents de l'Angleterre, me fit remarquer un jour que certainement les nombreux journalistes de notre pays faisaient beaucoup de mal, mais que, de quelques méfaits que l'on puisse supposer capables les gens pris de cette démangeaison de parler et d'écrire sur les questions politiques, il ne pensait pas qu'il pût se rencontrer des gens, en Angleterre, pour croire que nous avions intérêt à voir prospérer l'Empire ottoman...

---

(1) Asley. *Vie de Lord Palmerston*, p. 213.

presque tous ceux qui avaient joué un rôle politique à cette époque, témoignent que Lord Chatam jugeait que nous n'aurions jamais dû avoir de relations avec la Porte et cette opinion s'était encore fortifiée pendant la guerre de Sept Ans, de l'adhésion du roi de Prusse. En 1772, nos alliés les Russes envoyèrent une grande flotte dans la Méditerranée pour abattre la Puissance turque. Quelle fut la politique de notre pays? aider la flotte russe. Elle se ravitailla dans nos ports, et grâce aux munitions et à l'armement que nous lui donnâmes, elle put brûler une ville et une flotte turque, et continuer ensuite sa croisière dans les eaux de l'Archipel pendant cinq ou six ans.

En l'année 1791 il y eut un grand débat à la Chambre des Communes, sur une proposition faite par Pitt de se joindre à la Turquie et à la Prusse pour obliger la Russie à rendre au Sultan le territoire qu'elle lui avait enlevé en Crimée. Burke combattit cette proposition avec force, avec son éloquence habituelle, et avec une solennité émue il déclara que c'était là « la proposition la plus extraordinaire qui eût jamais été faite devant la Chambre depuis qu'il avait l'honneur d'y siéger ». Il ne pouvait pas s'expliquer comment « M. Pitt venait proposer quelque chose d'aussi opposé et même contraire à toutes les traditions britanniques ». Quelques extraits de son discours montreront ses tendances :

Comme selon toutes probabilités c'est la dernière fois que je parlerai sur un sujet politique devant cette assemblée, je demande la permission d'abuser de votre patience pendant quelques minutes. Peut-être croirez-vous que parce que je suis un vieillard je ressens une sorte d'appréhension chaque fois que les hasards de la politique me mettent face à face avec de nouveaux principes politiques, mais je vous déclare formellement que depuis que je siège ici je n'ai jamais entendu formuler quelque chose d'aussi *nouveau* que ce que j'ai entendu soutenir ce soir. Le vote de confiance demandé par le ministre de Sa Majesté est nouveau, le principe de l'alliance avec la Turquie et les doctrines qui en découlent sont entièrement nouvelles... Je n'ai jamais entendu dire jusqu'aujourd'hui que la Turquie fût une des puissances du concert européen. La Turquie n'a rien d'un pouvoir européen. Les Turcs se considèrent comme étant entièrement de souche asiatique. Ils méprisent et exècrent tous les princes chrétiens et rêvent de subjuguer et d'exterminer leurs peuples. Qu'est-ce que ces gens, cent fois pires que des sauvages, ont à faire avec les Grandes Puissances européennes si ce n'est pour leur amener la guerre, la destruction ou

la peste même? Le ministère et la politique qui donneront à ces gens accès au concert européen mériteront tout le mépris et toutes les malédictions de la postérité. Tout ce qui est saint dans notre religion, tout ce qui est moral et humanitaire, nous commande d'abhorrer ce qui pourrait étendre le pouvoir de cet Empire cruel et dévastateur.

L'on doit préférer n'importe lequel des États chrétiens à ces barbares malfaisants... La Russie est notre alliée naturelle et l'alliée la plus utile que nous ayons au point de vue commercial.

Fox suivit la même ligne de conduite dans un puissant discours. Il dénonça la proposition de se joindre aux Turcs et à la Prusse pour attaquer la Russie, comme étant « la plus déraisonnable, la plus injuste, la plus insolente qu'il eût jamais entendu formuler ».

Ce serait de notre part de la folie que de montrer une vive jalousie du pouvoir grandissant de la Russie dans la mer Noire. L'on pouvait prétendre que si les Russes devenaient les maîtres de la mer Noire on les verrait bientôt apparaître dans la Méditerranée. Pour lui cela lui était indifférent car les deux Puissances qui y dominent étant alliées, il est évident que nous pourrions être aidés par une troisième (la Russie).

Pitt fit voter sa proposition par les deux Chambres, mais la nation se déclara si clairement hostile à la politique turcophile que son auteur l'abandonna presque aussitôt et que depuis il se déclara partisan d'une politique d'entente cordiale avec la Russie.

Un des incidents curieux de ce débat fut la dénonciation qui y fut faite de la politique de la Prusse qui alors, comme maintenant, sacrifiait sans scrupules la liberté et le bonheur des chrétiens d'Orient à ses desseins d'un égoïsme sordide.

« Les Prussiens, déclara le comte de Fitzwilliam, désirent obtenir la Moldavie (alors sous la domination russe) simplement pour la céder ensuite aux Turcs. Mais ne valait-il pas mieux qu'elle restât aux mains d'un souverain chrétien plutôt que d'être sous le joug d'un prince mahométan » (1)?

---

(1) Hansard, vol. XXIX, pages 32-81 (1791).

Sir James Mac Intosh déclare dans une autre séance :

C'est simplement rendre justice à la Russie de dire que ses procédés à l'égard de la Turquie, pendant ces onze dernières années, ont été autant empreints de modération que ceux de la Turquie à son égard l'ont été d'insolence continuelle et de perpétuelle obstination. Les faits sont là qui prouvent que si l'on peut reprocher quelque chose à la Russie, c'est plutôt sa longue inaction qu'une action prématurée... La guerre contre les Grecs a été faite contre des femmes et des enfants sans défense, avec différentes circonstances aggravantes : incendies de villages entiers, destructions et mutilations, non seulement des œuvres d'art, mais encore des productions de la nature, tels que les arbres et les récoltes.

Sir Robert Peel, dans un discours à la Chambre des Communes, le 24 mars 1828, disait :

Avant la ratification du traité (le 6 juillet), le gouvernement de Sa Majesté reçut avis que le gouvernement turc avait l'intention d'enlever toutes les femmes et tous les enfants de Morée, dans le but de les vendre comme esclaves en Égypte. Ibrahim Pacha fut alors nettement averti que l'exercice par lui de pareils droits — si l'on pouvait appeler cela des droits — qu'un procédé qui répugnait tellement aux idées des nations civilisées, ne serait jamais admis par Sa Majesté et que ce pays s'opposerait certainement par la force à toute tentative faite pour réaliser un pareil projet.

Voilà quel était le langage viril et patriotique du parti conservateur à cette époque et je crois que telle est aussi l'opinion du parti conservateur de nos jours.

Sir Robert Peel avait l'avantage d'être soutenu cordialement par son adversaire ordinaire, le *leader* du parti libéral, au lieu de se voir supplier de ne pas déchaîner une guerre européenne. La menace seule de Sir Robert Peel fut suffisante, car le Sultan savait qu'il avait affaire à un gouvernement s'appuyant sur la nation anglaise tout entière, et qui avait la volonté aussi bien que le pouvoir de mettre ses menaces à exécution. Deux mois auparavant, Lord John Russell avait tenu le langage suivant à la Chambre des Communes :

Nous pensons que la bataille [de Navarin] a été une glorieuse victoire et une conséquence nécessaire du Traité de Londres et aussi une bataille loyale entre toutes... On disait que la Turquie

avait été notre ancienne alliée. Or, la vérité, c'est qu'il n'y a jamais eu d'alliance entre la Turquie et nous avant 1799 et il n'y avait pas alors vingt ans d'écoulés depuis le jour où M. Arbuthnot avait été forcé de s'enfuir secrètement de Constantinople, tant il savait sa vie menacée d'une violation des droits élémentaires des ambassadeurs.

L'alliance dont parle Lord John Russell fut de courte durée et il n'y en eut pas d'autre jusqu'à la guerre de Crimée. Le noble touriste, l'athénien qu'était d'Aberdeen n'était pas homme à se passionner soit en écrivant, soit en parlant; il fut un des plus remarquables et des meilleurs secrétaires d'État que l'Angleterre ait jamais possédés, et c'était au début de la guerre de Crimée et en qualité de premier ministre responsable d'Angleterre que résolument il émit l'opinion suivante :

Quoique beaucoup de gens aient une opinion opposée sur cette question, je considère qu'il est peu probable que les Turcs puissent s'améliorer. A vrai dire, sous la pression des circonstances, de bonnes mesures sont parfois prises; mais, à moins que quelques fonctionnaires européens n'en contrôlent l'exécution, elles resteront lettre morte. Le système est mauvais dans son ensemble et aussi tout à fait inhumain. Je ne m'en rapporte pas à des contes qui peuvent avoir été inventés à Saint-Pétersbourg ou à Vienne (en réponse à Lord Palmerston), mais je m'appuie sur les nombreuses dépêches de Lord Stratford, sur celles de nos consuls qui décrivent des scènes horribles, citent des quantités d'actes d'oppression et de cruauté. Cela est si vrai que si la guerre continue et que les armées turques soient battues, nous pouvons nous attendre à voir les populations chrétiennes de l'Empire se soulever contre leurs oppresseurs; si cela arrive, nous ne pouvons pas employer la force dans le Levant pour aider les musulmans à les remettre sous le joug (1).

Dans un memorandum sur les affaires grecques envoyé à Lord Goderich, le 6 décembre 1827, Lord Palmerston disait :

Il est maintenant tout à fait évident que la Porte est décidée à refuser obstinément les demandes des Alliés, au sujet de la Grèce, et à moins que ceux-ci ne soient décidés à abandonner les projets

(1) *Vie du Prince Consort*, vol. II, p. 528.

pour la réalisation desquels ils se sont unis, et par cette renonciation se ridiculiser aux yeux du monde civilisé, il faut qu'ils décident quelles résolutions ils prendront en vue d'assurer l'exécution des décisions du Congrès de Londres. La persuasion, le raisonnement et les menaces n'ayant rien donné, il n'y avait plus que la force à employer.

Lord Palmerston avait la nation derrière lui, comme c'est le cas pour Lord Salisbury maintenant, et en tenant un langage énergique, l'on voyait qu'il était décidé à brusquer les événements. Aurait-il réussi si un chœur de voix pleurardes l'avait entravé dans son action en le suppliant de ne pas tenir un tel langage qui pouvait déchaîner une guerre européenne. Ce n'est pas en agitant le drapeau blanc devant l'Europe que l'Angleterre a remporté des victoires triomphantes, sur les champs de bataille aussi bien que dans les luttes diplomatiques. Dans le Hatt-I-Humaioun de 1856, le Sultan s'engagea à mettre ses sujets, chrétiens aussi bien que musulmans, sur un pied de parfaite égalité. « Le Traité de Paris, déclara Lord Palmerston dans un débat qui eut lieu à cette époque à la Chambre des Communes, ayant établi qu'un *firman* a été signé par le Sultan, il me semble tout à fait évident que l'on ne peut pas plus revenir sur ce que décide ce décret que faire retourner le soleil en arrière. » Et après il déclara encore :

Jusqu'à présent l'on peut comparer le Sultan à une personne n'ayant qu'un bras pour se défendre et une jambe pour se tenir debout; une moitié de ses sujets n'a aucun intérêt à maintenir son empire, à la défense duquel elle est même empêchée de prendre part. Maintenant, au contraire, si le *firman* est loyalement exécuté, tous les sujets du Sultan auront les mêmes droits et contribueront également à défendre l'Empire (1).

Tout le monde sait que depuis ce jour aucun Sultan n'a fait le moindre effort pour tenir les promesses solennelles faites à l'Europe et dans lesquelles Lord Palmerston avait autant de confiance que dans les lois de la Nature.

La situation de la masse des populations chrétiennes sujettes du Sultan n'a fait qu'empirer depuis lors. Il n'y eut pas

---

(1) Hansard. Troisième série, vol. CXLII, pages 125-126.

besoin de révoquer le Hatt-I-Hamaioun car il ne devint jamais un acte valable. En effet aucun acte politique ou décret du Sultan n'est valable pour ses ministres et pour tous ses sujets avant que le Scheikh-Ul-Islam n'y ait donné sa sanction (fetva) et celui-ci ne donnera jamais sa sanction (à moins d'y être forcé) à un *firman* du Sultan qui promet de placer les sujets de l'Empire, musulmans et non musulmans, sur un pied d'égalité. Car l'Empire ottoman est une théocratie et sa politique est basée sur des dogmes religieux immuables qui défendent absolument et éternellement l'établissement de toute égalité entre musulmans et non musulmans. Les Hatts et les *firmans* sont donc de la poudre que l'on jette aux yeux de l'Europe et ne doivent jamais être appliqués. C'est à cause de leur ignorance absolue de ces faits que les hommes d'État européens ont si complètement échoué dans leur politique en Turquie.

Les diplomates russes, aussi bien que Lord Salisbury, le savent bien. De là vient l'opinion du prince Lobanoff qui de son vivant disait que le plan de réformes à faire exécuter en Turquie et que Lord Rosebery a légué à son successeur était « impraticable »; par là aussi s'explique que Lord Salisbury se soit plaint lorsqu'il prit les rênes du gouvernement qu'il eut « les mains liées ».

A moins d'y être forcé, le Sultan ne se laissera jamais imposer aucun plan de réformes ayant quelque valeur, ou s'il en accepte un il n'en exécutera jamais un seul article, *s'il n'y a pas un contrôle effectif de l'Europe.* Ce fut quand Lord Palmerston se fut aperçu que les promesses du Sultan fournissaient seulement une occasion d'employer le papier sur lequel elles étaient écrites, qu'il profita des massacres de Syrie pour donner une bonne leçon à la Turquie.

Il commença par « l'action isolée » très énergiquement, puis la France se joignit à lui et une flotte fut envoyée en Syrie, en même temps que Lord Dufferin s'y rendait, comme *Commissaire spécial* pour punir les fonctionnaires organisateurs des massacres et délivrer le Liban du joug musulman. La Russie, ceci dit à son éloge, joignit un cuirassé à la flotte anglo-française comme témoignage d'adhésion à l'action engagée.

Je me suis efforcé de montrer que la politique tradition-

nelle de notre pays a été non une alliance avec la Turquie mais une politique coercitive à son égard, parfois de concert avec les autres Puissances, ou d'accord avec quelques-unes d'entre elles, parfois aussi par une « action isolée » doublée d'une entente avec la Russie, chaque fois que les circonstances l'ont permis. Cette politique prévalut jusqu'en 1867, époque où pour la première fois une nouvelle conception triompha (1).

(1) J'ai mentionné l'article de Midhat Pacha dans la *Nineteenth Century*, dans lequel il déclare que la Turquie ne se serait pas lancée dans une guerre contre la Russie si elle n'y avait pas été encouragée par la promesse formelle de l'appui de l'Angleterre.

A ceci, il faut ajouter le message dicté par Server Pacha, ministre des affaires étrangères du Sultan, qui fut publié alors que la Turquie râlait aux pieds de son vainqueur. Il déclarait que l'Angleterre portait toute la responsabilité de la guerre et que dorénavant la Turquie serait l'alliée de la Russie. Un des envoyés turcs ajoutait : « L'Angleterre nous a encouragé à continuer la guerre quand notre bon sens nous commandait d'accepter la paix, sous quelles conditions que ce fût. Nous aurions signé la paix avant la chute de Plevna et cela aurait satisfait la Russie, si l'Angleterre ne s'y était opposée. Je ne m'en réfère pas aux notes officielles de Lord Derby. Si nous y ajoutions foi, nous n'aurions eu rien à espérer du gouvernement anglais, mais ce n'est pas aux notes officielles que les diplomates croient le plus, c'est plutôt aux documents « officieux ». Ce sont les conversations privées de Lord Beaconsfield avec Musurus Pacha, de M. Layard avec Server Pacha et avec le Sultan qui nous ont fait agir et qui nous ont trompé. Server Pacha a des documents qui prouveront de la façon la plus évidente la vérité de ce que j'avance. »

Sir Layard et Lord Beaconsfields nièrent à cette époque, mais Server Pacha aima mieux démissionner que de retirer un seul mot de ce qu'il avait dit et aujourd'hui les révélations de M. F. Greenwood, dans la *Pall Mall Gazette* et le *Cornhill Magazine*, prouvent sa sincérité. (Voir le *Daily News* du 7 février 1877 et Thomson.)

CHAPITRE X

LA NOUVELLE POLITIQUE ET SES CAUSES

J'ai dit dans le chapitre précédent que lorsque Pitt s'aperçut que non seulement les principaux hommes politiques, mais encore la nation anglaise tout entière condamnait son attitude russophobe, attitude qu'il avait prise sous l'influence de la Prusse, par laquelle il était trompé, il l'abandonna aussitôt et depuis resta partisan d'une politique d'entente avec la Russie. Comme jusqu'ici j'ai basé mon argumentation sur des faits autorisés, je veux donner des preuves indiscutables de ceux-ci.

D'abord dans un débat ultérieur à la Chambre des Communes, Pitt fit l'éloge d'Alexandre Ier, l'appelant le « prince le plus magnanime comme le plus puissant de son époque ». Comme cet éloge provoquait les railleries de M. Tierney, Pitt lui fit aussitôt cette réponse : « Alors que les armées de nos alliés (les Russes) s'avancent de victoire en victoire, obtenant les plus brillants succès qui aient jamais couronné de grands projets, ne nous promettent-ils pas ainsi la délivrance de l'Europe? »

Cette politique fut continuée jusqu'à la guerre de Crimée — guerre à laquelle l'Angleterre fut habilement entraînée par trois hommes : l'empereur français, qui avait des raisons particulières pour essayer de briser le pouvoir de la Russie, comme je le montrerai ultérieurement; Lord Stratford de Redcliffle, qui voulait satisfaire un ressentiment personnel contre l'empereur Nicolas, et Lord Palmerston, qui semble avoir été hypnotisé par Napoléon III. J'ai rapporté ailleurs (et il y est fait allusion dans les mémoires de Greville et de Mal-

mesbury) une triste histoire qui me fut racontée en 1877 par feu Lord Bath, avec la permission de la faire connaître; elle vaut la peine d'être rapportée ici.

Lord Palmerston, aidé de l'ambassadeur anglais à Constantinople, avec l'appui tout puissant de Louis Napoléon, décida le cabinet de Lord Aberdeen à consentir l'envoi de la flotte anglo-française à Constantinople, alors que la Turquie avait auparavant déclaré la guerre à la Russie, déclaration que la Russie, conseillée par la France et l'Angleterre, n'avait pas prise au sérieux puisque les négociations au sujet de la paix étaient encore en cours.

Ce fut à ce moment critique que nos trois conspirateurs, qui voulaient la guerre, envoyèrent les flottes alliées devant Constantinople, dans l'espoir d'amener la Russie à commettre quelque imprudence, ce qui fournirait à la France et à l'Angleterre un *casus belli* ou ce qui (mieux encore) déciderait Nicolas à déclarer à la fin la guerre à ces deux Puissances.

Pendant que les flottes alliées, dont beaucoup d'unités de combat étaient des navires à voiles, attendaient dans les Dardanelles le vent favorable qui devait les mener jusqu'à Constantinople, Lord Bath arriva sur son yacht. L'amiral Dundas, commandant les deux flottes, lui rendit visite et lui demanda d'aller trouver l'ambassadeur anglais à Constantinople dès son arrivée et de l'avertir que les flottes alliées étaient dans les Dardanelles et qu'elles arriveraient à Constantinople aussitôt que les vents le leur permettraient. « Lorsqu'il reçut mon message, m'a dit Lord Bath, Sir Stratford Canning se leva soudain et, oubliant apparemment ma présence, il marcha çà et là dans sa chambre, murmurant : Ah! les flottes seront donc bientôt ici... Quand elles seront arrivées il faut qu'il y ait la guerre. C'est inévitable. Je prendrai d'ailleurs soin que cela ne soit pas évité. J'ai juré de me venger de cet homme [Nicolas, qui avait refusé de le recevoir comme ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg] et maintenant, Dieu merci, je tiens ma vengeance ». Et en effet il la tenait. Sur ses conseils les Turcs usèrent de tout leur savoir-faire pour exciter les Russes à les attaquer. Ils employèrent leurs vaisseaux à transporter des Bachi-Bouzoucks sur la côte de Circassie, d'où ceux-ci partirent pour faire une

guerre de guerilla contre la Russie, tandis que la flotte turque, insolemment, manœuvrait devant Sébastopol. A une de ces expéditions de pirates et à ces provocations la Russie répondit en faisant sortir sa flotte de Sébastopol pour attaquer la flotte turque qui prit aussitôt la fuite. La flotte russe la poursuivit et l'anéantit dans le port de Sinope — opération de guerre légitime et justifiée entre toutes. Elle fut cependant immédiatement flétrie par Sir Stratford Canning comme le *massacre de Sinope* et la presse de Londres poussa les hauts cris excitant le gouvernement à déclarer la guerre.

Lord Aberdeen et la plupart des membres du cabinet essayèrent d'arrêter le courant, tandis que Palmerston et Napoléon III travaillaient de leur côté à déchaîner la guerre. Ce dernier proposa que la France et l'Angleterre missent la Russie en demeure de ne pas faire sortir ses vaisseaux de ses ports si elle ne voulait les y voir ramener par les flottes anglaise et française. C'est cette proposition que Palmerston voulut en vain faire adopter par ses collègues. N'y pouvant réussir, il démissionna sous le prétexte d'un dissentiment survenu sur une question de politique intérieure. Il y eut alors une clameur populaire pour réclamer son retour au pouvoir. Devant l'orage, Lord Aberdeen s'inclina, reprit Palmerston dans son ministère en même temps qu'il acceptait sa proposition insultante pour la Russie. Elle fut faite et Nicolas Ier, voyant que la France et l'Angleterre désiraient la guerre, refusa d'encourir d'autres humiliations et coupa court aux relations diplomatiques.

La Russie savait que l'empereur français voulait la guerre et abandonna tout espoir de s'entendre avec lui. Mais jusqu'à ce qu'on lui eût fait ce dernier affront, de lui adresser une telle proposition, le Tsar nourrissait encore l'espoir d'éviter la guerre avec l'Angleterre. Dans une *Étude diplomatique sur la guerre de Crimée,* publiée officiellement par le gouvernement russe, je lis (Vol. Ier, p. 337) :

M. Drouyn de l'Huys (le ministre des affaires étrangères français) proposa que les amiraux (des flottes française et anglaise) reçussent l'ordre de déclarer aux autorités navales russes que les gouvernements alliés étaient résolus à empêcher toute réédition de l'affaire de Sinope ; qu'en conséquence tout navire russe rencontré

en pleine mer serait invité à rentrer dans le port de Sébastopol et que toute agression contre le territoire ou le drapeau turc serait réprimé par la force.

Cependant la Turquie avait déclaré la guerre à la Russie et avait commis plusieurs actes agressifs parmi lesquels l'occupation d'une ville russe. Le « cabinet anglais, continue l'auteur du livre que je viens de citer, hésitait à prendre une décision aussi grave que celle proposée par le gouvernement français » et le gouvernement russe, « espérant que les ministres anglais n'avaient pas perdu tout sentiment de justice et d'honneur », leur adressa un appel émouvant :

Le gouvernement russe, pour sa part, déclare que rien n'était plus faux que la supposition que l'on faisait qu'il avait eu l'intention d'offenser la France ou l'Angleterre.

Ce qui est arrivé, déclare le Chancelier impérial russe à Sir Hamilton Seymour (l'ambassadeur anglais en Russie) est le résultat inévitable de la position prise par les deux Puissances et de celle qu'elles voulaient faire accepter à la Russie. La Turquie nous déclare la guerre, elle entre en campagne avant la période qu'elle-même a fixée, elle nous enlève le fort Saint-Nicolas qu'elle occupe encore à l'heure actuelle et vous nous reprochez de répondre à ses hostilités par des actes semblables. Rappelez-vous que nous sommes en guerre avec la Turquie et qu'il nous serait par conséquent impossible de citer une guerre dans laquelle des faits analogues à ceux que vous nous reprochez ne se soient pas produits. En outre, notre soi-disant agression n'a été en réalité qu'une mesure défensive. Tout le monde sait que l'escadre turque s'employait à transporter des munitions et des troupes dans le but d'aider et d'armer les tribus qui nous font la guerre sur nos frontières.

Mais c'est en vain que cet appel fut lancé. Le mensonge du *massacre de Sinope* enflamma le public anglais, effraya Lord Aberdeen qui reprit Palmerston dans son cabinet, acceptant son programme, c'est-à-dire la proposition qui était un affront pour le fier empereur Nicolas.

De nouveau je cite l'ouvrage officiel russe :

Lord Aberdeen était complètement submergé par le flot de l'exaspération publique. Celle-ci était si grande qu'à la rentrée du Parlement le prince Albert, époux de la reine, compris parmi les gens détestés qui voulaient la paix, fut l'objet des insultes popu-

laires. Lord Aberdeen n'essaya pas de dissimuler la vérité à notre ambassadeur : « Je suis accusé, lui dit-il, de lâcheté, de livrer mon pays à la Russie. Je n'ose plus me montrer dans les rues. Je suis perdu ».

Il serait inconvenant de mêler gratuitement le nom de la Reine dans cette discussion, mais elle a elle-même mis ses sujets dans ses confidences et révélé le rôle qu'elle et le Prince Consort jouèrent dans cette déplorable affaire. Ils étaient derrière la scène et virent clairement le péril extrême qu'il y avait à laisser la flotte anglaise se joindre à la flotte française dans une démonstration d'hostilité contre la Russie.

Les extraits suivants de la *Vie du Prince Consort* montrent combien la Reine et le Prince furent alors plus sages et plus prévoyants que la nation et le ministère :

La Reine pense que nous avons pris, d'accord avec la France, tous les risques d'une guerre européenne sans avoir imposé à la Turquie des limites dans la liberté qu'elle a de la provoquer. Les cent vingt fanatiques turcs qui constituent le Divan de Constantinople sont laissés seuls juges de la ligne de conduite à suivre et informés en même temps que l'Angleterre et la France se sont engagés à défendre le territoire ottoman. C'est leur confier un pouvoir que le Parlement n'a pas même voulu donner à la Couronne d'Angleterre. C'est une question de savoir si l'Angleterre devrait partir en guerre pour la défense de la soi-disant indépendance turque, mais du moment qu'elle le fait elle devrait être le seul juge de ce qui constitue un attentat contre cette indépendance.

Le Prince Consort, écrivant au baron Stockmar, le 27 novembre 1853, dit :

L'espérance que l'on pouvait avoir de voir tout se régler pacifiquement en Orient ne semble pas se fortifier. Lord Stratford remplit les instructions qui lui sont envoyées à la lettre, mais il contribue ainsi à nous enfoncer encore plus profondément dans une politique belliqueuse. Il y a six semaines, Lord Palmerston et Lord John [Russel] ont fait voter (au Conseil des ministres) une résolution par laquelle nous déclarions que toute attaque de la flotte russe contre la flotte turque amènerait l'intervention des flottes anglaise et française. Et en ce moment les vapeurs turcs passent le long de la côte allant d'Asie en Crimée et devant Sébastopol même. Ceci ne peut avoir qu'un but : provoquer la flotte russe, l'engager à sortir afin de rendre ainsi possible le conflit avec la Russie, selon les

dernières instructions de Lord Stratford et rendre la guerre inévitable. Naturellement ce ne sont là que des suppositions...

La conséquence de tout cela c'est qu'un ensemble de mesures sont prises, que le défunt Lord Liverpool aurait comparé à la tentative de maintenir une porte *ni ouverte ni fermée*.

L'auteur de la biographie, Sir Théodore Martin, continue :

Le 16 décembre le monde politique fut stupéfait en apprenant la démission de Lord Palmerston. Le 25 nous apprenions qu'il avait décidé de retirer sa démission et que de nouveau la concorde régnait dans le ministère. Ce fut alors que la flotte turque fut détruite à Sinope par une escadre sortie de Sébastopol. Cet événement amena la réalisation de tout ce que l'on avait pu appréhender de l'envoi d'une flotte dans le Bosphore où sa présence, qui était un défi pour la Russie, ne pouvait cependant pas prévenir un sérieux désastre pour la Turquie.

Le 29 décembre, le Prince écrivit au baron Stockmar, de Windsor :

La défaite des Turcs à Sinope sur notre élément — la mer — a rendu le peuple furieux. L'on déclare que Lord Aberdeen a été acheté par la Russie et que Palmerston est le seul ministre vraiment anglais.... L'on se demande si l'on n'est pas dans une maison de fous.

Le Prince lui-même, comme nous l'avons vu, n'échappa pas à ses calomnies. Le 27 décembre il écrivait :

La défaite de Sinope a affolé l'opinion publique. *Trahison* est le cri du jour et, guidée par une main amie, toute la presse a fait la semaine dernière « une vigoureuse attaque contre le Prince » (comme l'on dit ici). Ma situation inconstitutionnelle, ma correspondance avec les cours étrangères, le peu de sympathie que j'ai pour Palmerston, mes relations avec la famille d'Orléans, mon intervention dans les affaires de l'armée, etc... sont, déclare-t-on, les causes du déclin de l'État, de la Constitution, du Pays, et, en fait, tout ce rebut de littérature stupide est servi au public, tout cet amas infect (comme l'on dit à Cobourg) que vous ne voudriez pas donner aux porcs pour leur servir de litière.

L'idée que j'ai acquise sur la guerre de Crimée depuis que j'en ai étudié l'histoire diplomatique à fond est donc confirmée ici par le témoignage de la Reine et du Prince Consort. Le

duc d'Argyll et M. Gladstone (1) sont aujourd'hui les seuls survivants du ministère Aberdeen et ils ont tous les deux voulu justifier la guerre de Crimée, déclarant qu'elle avait été entreprise pour faire respecter les lois internationales de l'Europe violées par l'Empereur Nicolas. Les faits tels que ces illustres hommes d'État les connaissaient semblaient justifier cette opinion. S'ils avaient connu la vérité, je suis certain qu'ils n'eussent jamais sanctionné une guerre dont l'idée naquit dans le cerveau de l'empereur Napoléon III, qui fut tramée par lui, dans son propre intérêt; préparée avec une habileté consommée, pour venger une rancune personnelle, par l'ambassadeur anglais à Constantinople et aussi par Lord Palmerston qui par sa dextérité fit céder le cabinet anglais.

Un dernier extrait des écrits du Prince Consort doit encore être cité. Il envoya au Cabinet un mémorandum très remarquable, compréhensif et clair sur l'objet et le but de la guerre de Crimée, après qu'elle fut devenue inévitable à la suite des manœuvres que j'ai décrites. Le sens de la politique qu'il conseillait peut être distingué dans le passage suivant :

> La guerre devrait être faite sans remplir aucune obligation envers la Porte et aboutir à une paix, d'où pût sortir une organisation de l'Empire turc plus en rapport avec les intérêts bien compris de l'Europe, de la chrétienté, de la liberté et de la civilisation, et non à la constitution d'un despotisme ignorant et barbare des musulmans sur les plaines les plus fertiles de l'Europe (2).

Nous voyons donc que le Prince Consort fut le promoteur de la politique appelée par ses adversaires politique de la *malle et des paquets* (3). Lord Aberdeen et son ministère en étaient partisans, à l'exception de Lord Palmerston, qui déclara qu'elle aboutirait à expulser d'Europe le Sultan et ses deux millions de sujets musulmans, appréciation aussi injustifiée

---

(1) Ecrit en 1896. *(N. du T.)*
(2) *Vie du Prince Consort*, t. II, pp. 521-533.
(3) Les Turcs seraient, d'après les adversaires de cette politique, dans la position de gens que l'on invite à faire leurs malles pour les chasser. *(N. du T.)*

que la critique que l'on fit, vingt-deux ans plus tard, de la politique de M. Gladstone.

Le Prince Consort, comme plus tard M. Gladstone, proposait de mettre fin au gouvernement et à l'administration turque en Europe. Il n'était pas question d'expulser un seul musulman. Malheureusement l'opposition de Lord Palmerston eut raison du profond et remarquable projet du Prince.

Je suis un ardent admirateur du gouvernement constitutionnel; mais cependant il faut avouer qu'il a parfois des désavantages et cause des malheurs. Il est impossible, quand on lit l'histoire diplomatique de la guerre de Crimée d'une façon impartiale, de ne pas conclure que si la Reine et le Prince Consort avaient pu réaliser leurs projets, sans être arrêtés par un parlement et un pouvoir irresponsable, ils eussent réglé la Question d'Orient sans guerre et d'une façon définitive.

J'ai maintenant montré ce que la politique de l'Angleterre avait toujours été, avant la malheureuse exception de la guerre de Crimée. D'ailleurs cette période ne fut qu'une interruption dans le cours de la politique ordinaire de notre pays qui, jusqu'à l'insurrection crétoise de 1867, fut basée sur une entente cordiale avec la Russie, avec intervention diplomatique dans les affaires de la Turquie pour protéger les populations chrétiennes, sans que l'on hésitât à recourir à la force quand la diplomatie était de nul effet.

En 1867 cette politique fut de nouveau abandonnée et une nouvelle ligne de conduite suivie, à savoir : non-intervention dans les affaires turques et menace de déclaration de guerre à toute puissance qui attaquerait l'Empire ottoman. L'on considère dorénavant que l'on doit laisser la Porte s'arranger toute seule avec ses sujets de la manière qu'elle jugera la plus profitable à ses intérêts, ou, si des conseils lui sont donnés, ils ne doivent avoir comme but que de l'inviter à réprimer aussi promptement que possible tout effort des populations sujettes pour s'affranchir.

Je n'ai pas sous la main en ce moment les documents parlementaires de 1867 dans lesquels cette politique est longuement exposée. Mais elle se retrouve dans plusieurs dépêches du

secrétaire du Foreign Office en 1876-77. En voici un spécimen :

Le gouvernement de Sa Majesté a, depuis les insurrections de Bosnie et d'Herzégovine, dissuadé les autres Puissances d'intervenir dans les affaires de l'Empire ottoman. Le gouvernement de Sa Majesté ne veut pas assumer la responsabilité de donner des conseils à la Porte qui doit être laissée juge de ce qu'elle croira nécessaire, après réflexions, pour le bien de la Turquie. Il ne faut pas s'attendre à çe qu'il (le gouvernement anglais) fasse autre chose, si on lui demandait son opinion, que d'inviter le gouvernement turc à suivre la politique qui serait la plus conforme à ses intérêts.

Même une intervention des consuls :

Était incompatible avec l'autorité indépendante de la Porte; elle offrirait un prétexte aux insurrections, parce qu'elle constituerait un appel aux sympathies étrangères contre la domination turque et il est possible qu'elle ouvrît la voie à des interventions diplomatiques ultérieures dans les affaires intérieures de l'Empire.

Cette politique est affirmée avec plus de force encore dans plusieurs dépêches de Lord Derby (1) et dans un discours adressé à une députation qui avait à sa tête Sir John Bright, le 14 juillet 1876. Je cite le compte rendu du *Times* le lendemain :

Pour ce qui est d'intervenir dans les relations entre la Porte et ses sujets ou entre la Turquie et les États semi-indépendants qui forment une partie de l'Empire ottoman, il faut avouer que l'on n'y a même jamais pensé.

Nous ferons tout notre possible pour faire partager nos vues par les autres Puissances, et nous avons toutes raisons de croire que nous y réussirons... Ceci, Messieurs, est en quelques mots le résumé de notre politique en ce qui concerne la guerre présente. Nous n'interviendrons pas, nous ferons tout notre possible si cela est nécessaire, mais je ne le crois pas, pour engager les autres à ne pas intervenir.

Telle sera la politique par nous suivie dans la « guerre » en cours.

La « guerre » était un soulèvement de paysans misérablement armés, exaspérés par les persécutions, contre des troupes

(1) *La Turquie*, n° 2, p. 96; n° 3, p. 174, 188, 192, 236.

disciplinées et bien armées, aidées par des gens que Lord Derby lui-même appelait des « bandes d'assassins et de voleurs en armes ». Et la politique de Lord Derby était de former autour de ces combattants de forces si inégales, un cercle, sans intervenir lui-même ni laisser (du moins autant qu'il le pourrait) intervenir les autres. Le Sultan s'était engagé, vingt ans auparavant, devant l'aréopage de l'Europe, à placer ses sujets chrétiens sur un pied d'égalité avec ses sujets musulmans, il avait manqué de la façon la plus flagrante à tous ses engagements; l'oppression des chrétiens avait été sans cesse en s'aggravant et à la fin était devenue intolérable. Ils avaient donc un droit bien évident à l'insurrection contre un gouvernement tyrannique et parjure, et les Puissances avaient, elles, le droit non seulement d'intervenir, mais encore elles avaient un *casus belli* contre le Sultan. Cependant elles se contentèrent d'insister sur la nécessité de quelques réformes très modérées, qu'il aurait indubitablement été obligé d'accepter si elles avaient été unanimes. Mais Lord Derby repoussait avec obstination les propositions faites par l'unanimité des autres Puissances, puis il se déroba devant la conclusion logique de sa politique — une guerre avec la Russie — et l'appela une « politique de poudre et de gloriole ».

Ceci fut une nouvelle époque, une modification complète de la politique traditionnelle de l'Angleterre. Elle commence lors de l'insurrection crétoise de 1866-67, l'année où Lord Beaconsfield devint premier ministre.

L'Autriche à cette époque invita les Puissances à prendre une décision au sujet de la situation de plus en plus désastreuse de la Turquie. Le Sultan avait manqué à toutes ses promesses et le Traité de Paris n'avait pas donné les garanties que l'on en attendait, concernant le gouvernement des chrétiens de l'Empire ottoman. Le comte de Beust proposa en conséquence « de placer les populations de l'Empire ottoman sous la protection de l'Europe, en leur accordant une indépendance qui serait garantie par toutes les Puissances, avec des institutions indépendantes en accord avec les différentes races ou religions » (1). Toutes les Puissances y consentirent, mais Lord

(1) Voyez Émile de Girardin, *La Honte de l'Europe*, p. 53.

Derby s'opposa énergiquement et avec succès à toute idée d'intervention en faveur des chrétiens de Turquie. Le gouvernement anglais alla jusqu'à blâmer le courageux capitaine d'un navire de guerre anglais qui voyant une foule de femmes et d'enfants, poursuivis par les Turcs en armes, se diriger vers la plage en criant au secours, les recueillit à bord, sous la protection de ses canons !

C'est ainsi que l'on perdit une magnifique occasion de régler la Question d'Orient d'une manière définitive. (Lord Salisbury ne fit pas partie de ce ministère.)

J'ai cité le nom de Lord Derby parce que c'est lui qui, comme secrétaire d'État au Foreign Office, a joué le premier rôle dans ce changement de politique.

Et cependant il est difficile de croire que cette nouvelle tactique ait été réellement inspirée par Lord Derby lui-même. Car dans un discours prononcé à King's-Lion, en 1864, il en préconisait une toute différente, comme le montre le passage suivant de son discours :

Je crois que la dissolution de l'Empire turc n'est plus qu'une question de temps et de peu de temps. Les Turcs ont maintenant joué leur rôle dans l'histoire. Ils ont eu leur moment et ce moment est passé. Je ne puis comprendre, à moins de l'attribuer à l'influence des traditions diplomatiques (1), ces tendances des plus éminents hommes d'État à soutenir le gouvernement turc, qu'il ait raison ou non. Je crois que nous sommes en train de nous aliéner des jeunes races qui bientôt seront prédominantes dans l'Europe orientale, en même temps que nous empêchons le développement de contrées dont les progrès économiques profiteraient, plus qu'à n'importe qui, à nous les grands commerçants du monde. Cette fausse route, nous la suivons sans pouvoir en retirer aucun avantage, ni dans le présent, ni dans l'avenir.

En réalité, cette politique nouvelle était celle de Lord Beaconsfield et tant qu'elle sembla être une garantie de la paix et écarter la guerre, Lord Derby en fut partisan, resta le disciple de Lord Beaconsfield. Avec toutes ses qualités brillantes et un esprit assez clair, Lord Derby était un homme politique tout à fait dépourvu d'imagination et de sensibilité.

---

(1) C'est une erreur, ainsi que je viens de le démontrer.

Ayant bien étudié la situation politique de l'Europe en 1876, il était arrivé à cette conclusion que la guerre était impossible : la France, l'Italie et l'Allemagne ne voulaient pas la guerre ; quant à l'Autriche, ses soldats slaves l'eussent empêchée de se battre avec la Russie qui, de son côté, serait arrêtée par « sa situation financière ». La nature flegmatique, sans imagination, de Lord Derby ne lui permettait pas de se rendre compte de l'inimaginable état de misère des chrétiens de Turquie, pas plus que du courant formidable de pitié débordante et d'indignation qui amena cet enthousiasme indescriptible du peuple russe, qu'aucun gouvernement n'aurait pu empêcher de voler au secours de ses frères de race et de religion.

Mais quels motifs guidaient Lord Beaconsfield lorsqu'il prenait le contre-pied de la politique traditionnelle de l'Angleterre ? J'ai le vif désir de ne rien dire qui pût blesser ses admirateurs ; j'admire sa merveilleuse persévérance et son dévouement à la race à laquelle il appartenait, son indomptable énergie en face d'obstacles qui eussent semblé insurmontables à la plupart des hommes, ses vertus domestiques.

Mais il avait à l'excès ce qui manquait à Lord Derby : une imagination tout orientale et une nature tout émotive cachée sous un extérieur impassible. Qu'il ait toujours recherché la gloire de l'Angleterre, je n'en doute pas, mais il était *avec nous* plutôt que *des nôtres*. C'était en Orient qu'était son idéal et ses plus fortes admirations. Il croyait à la supériorité innée de certaines races et il pensait probablement qu' « en refoulant pour plusieurs dizaines d'années les Russes », comme dit M. Greenwood, il donnerait une vie nouvelle à la Turquie en y amenant au premier plan de la scène politique les Arabes, qu'il considérait presque comme des gens de sa race (1). Il admirait dans les Anglais le courage et la force physique, mais les méprisait jusqu'à un certain point pour leur manque

(1) « Depuis près de cinq cents ans, le véritable esprit oriental a été opprimé. L'Arabie seule est restée libre et fidèle aux traditions divines. De son sein nous sortirons pour balayer le système tartare et ainsi, quand l'Orient aura recouvré son esprit propre, quand les anges et les prophètes se mêleront de nouveau à l'humanité, le coin sacré du monde aura sa suprématie : il agira sur les empires modernes et l'Europe, dont la foi n'est que l'ombre d'une ombre, deviendra aussi vigoureuse qu'il convient à un continent dont les citoyens sont en communication directe avec le Créateur ». (*Tancrède*, page 427.)

d'idéal et parce qu'il y avait dans leurs veines du sang de trop de races, ce qui les assujettissait, disait-il, à « la loi d'extermination qui pèse sur les races de sang mixte ». Cette idée perce à travers tous ses écrits, et il s'imaginait probablement qu'il était lui-même prédestiné à mettre en mouvement les forces qu'il avait imaginées dans ses rêves. Car à sa sagacité et à son sens pratique s'ajoutait, dans la nature de Lord Beaconsfield, une forte dose de mysticisme.

C'est ainsi que j'essaie d'expliquer la modification totale qu'il fit subir à la politique anglaise dans la Question d'Orient. Ce n'est pas un mince tribut à son génie que de croire que les complications qui se produisent à l'heure actuelle en Orient sont, dans une large mesure, la conséquence des rêveries de cet esprit extraordinaire et complexe dont l'organisme était beaucoup plus oriental qu'anglais.

CHAPITRE XI

LA POLITIQUE DU TSAR NICOLAS

« Il est réellement douloureux, disait le prince Gortchakoff lors de la crise de 1877, de voir deux grands États qui pourraient régler les questions pendantes en Europe pour-le plus grand bien de tous, s'animer l'un contre l'autre et troubler le monde par un antagonisme fondé sur des préjugés et des malentendus » (1). Dans une autre dépêche de la même année il disait — provoquant ainsi la colère violente du prince de Bismarck — que si la Russie et l'Angleterre arrivaient à une entente amicale, on ne pourrait pas tirer un coup de canon en Europe sans leur consentement. C'est l'Angleterre et non la Russie qui a toujours mis des obstacles à la réalisation de cette entente. Une cordiale entente avec notre pays, pour régler toutes les questions aussi bien en Europe qu'en Asie, fut toujours un des articles du programme politique de l'empereur Nicolas, article auquel il croyait presque autant qu'à un dogme religieux. Il avait été témoin des horreurs des guerres napoléoniennes, dont le couronnement pour lui avait été le sacrifice patriotique de Moscou, et il croyait que la meilleure garantie de paix serait l'union des deux Puissances qui dominaient, l'une sur la plus grande étendue de terres, l'autre sur les mers du globe.

Ce fut dans le but de faire disparaître toutes les difficultés qui existaient entre les deux pays qu'il vint à Londres en 1864, rendit visite à la Reine et qu'il eut des entretiens cordiaux avec

(1) *La Turquie*, n° 2, p. 736.

Sir Robert Peel et avec le secrétaire d'État aux affaires étrangères, Lord Aberdeen. Le résultat fut la réalisation d'un accord parfait entre le gouvernement conservateur et l'empereur Nicolas au sujet de l'Inde, de la Perse, de l'Asie centrale et de la Turquie.

A son retour en Russie, Nicolas ordonna d'exposer dans un mémorandum l'entente conclue avec le gouvernement anglais, mémorandum qu'il envoya à sir Robert Peel. Cet important document n'a jamais été publié que je sache par aucun de nos ministres des affaires étrangères, ou du moins je n'en ai jamais trouvé aucune trace dans nos *Livres Bleus*. J'ose dire que Lord Salisbury ne pourrait pas rendre en ce moment de plus grand service à la cause de la paix que de publier l'accord conclu entre les deux Puissances en 1866, cet accord ne contenant d'ailleurs aucune violation, à ce que je sache, des droits des autres Puissances. J'ai reçu une copie de ce mémorandum il y a vingt ans, du baron Jomini, « l'écrivain du Foreign Office », comme on l'appelait à Saint-Pétersbourg, et ce document jette un tel flot de lumière sur la politique traditionnelle de la Russie, que la publication de tout ce qui s'y trouve relatif à la Turquie serait très utile en ce moment. Voici cette partie du mémorandum :

La Russie et l'Angleterre sont également convaincues qu'il y va de leur commun intérêt de maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Porte, cette combinaison diplomatique étant étroitement liée au maintien général de la paix.

D'accord sur ce principe, la Russie et l'Angleterre ont un égal intérêt qui les pousse à unir leurs efforts pour consolider l'existence de l'Empire ottoman et aussi pour écarter les dangers qui pourraient menacer sa sécurité. Pour réaliser ce but, le point essentiel est de permettre à la Porte de vivre en paix, sans l'agiter par des soucis diplomatiques et sans intervenir dans ses affaires intérieures. Pour cela, il importe de ne pas perdre de vue deux choses : d'abord, la Porte a une tendance à se libérer sans cesse des engagements que les traités conclus avec les autres Puissances lui ont imposés, et elle compte pouvoir agir ainsi impunément, se reposant sur la jalousie qui règne entre les différents cabinets. Elle pense que si elle manque à ses engagements envers l'un d'entre eux, les autres la soutiendront et lui éviteront toute responsabilité.

Il est essentiel de ne pas laisser cette illusion s'ancrer dans l'esprit de la Porte. Chaque fois qu'elle manque à ses obligations envers

l'une des Grandes Puissances il est dans l'intérêt de toutes les autres de lui faire comprendre ses torts et de l'exhorter à rendre justice au cabinet qui demande réparation. Aussitôt que la Porte verra qu'elle n'est plus soutenue par les autres cabinets, elle s'inclinera et les différends qui pouvaient exister disparaîtront, grâce à la conciliation, sans qu'aucun conflit puisse se produire.

Il y a une autre cause aux complications inhérentes à la situation de la Porte : c'est la difficulté qu'il y a à concilier le respect dû à l'autorité souveraine du Sultan basée sur la loi musulmane, et les concessions dues aux intérêts des populations chrétiennes de l'Empire.

On ne peut nier l'existence de cette difficulté. D'après les dispositions d'esprit actuelles de l'Europe, les cabinets ne peuvent pas voir avec indifférence les populations chrétiennes sujettes à de flagrantes vexations et à l'intolérance religieuse. C'est là une vérité qu'il faut sans cesse répéter aux ministres ottomans, qui doivent être persuadés qu'ils ne peuvent compter sur l'appui amical des Grandes Puissances que sous la condition que les sujets chrétiens de la Porte soient traités avec tolérance et bonté.

Tout en insistant là-dessus, les représentants des Puissances doivent d'autre part user de toute leur influence pour que les sujets chrétiens de la Porte restent soumis à l'autorité du Sultan. Guidés par ces principes, les représentants étrangers doivent agir ensemble dans un esprit d'union parfait. Si des remontrances sont faites au gouvernement de la Porte, elles doivent porter un caractère de manifestation unanime et il ne faut pas qu'une des Puissances se mette en avant toute seule.

En agissant de cette façon avec calme et modération, les représentants des Grandes Puissances auront les plus grandes chances de réussir sans risquer de provoquer des complications, qui mettraient en danger la tranquillité de l'Empire ottoman. Si toutes les Grandes Puissances veulent bien suivre franchement cette ligne de conduite, elles peuvent espérer, à bon droit, qu'elles prolongeront l'existence de la Turquie.

Il est impossible cependant de ne pas voir les éléments de dissolution qui existent et se développent dans cet Empire. Des circonstances impérieuses peuvent en hâter la chute sans qu'il soit possible aux Puissances réunies d'empêcher ce résultat, d'autant plus qu'il est impossible à la prévoyance humaine de tracer d'avance un plan d'action dans le cas où se produirait un événement aussi inattendu. Il serait prématuré d'envisager des éventualités qui ne se produiront peut-être jamais. Dans l'incertitude qui enveloppe l'avenir, une seule idée fondamentale semble d'une réalisation pratique. C'est que le danger qui pourrait résulter d'une catastrophe en Turquie serait très diminué, si dans cette occurrence la Russie et l'Angleterre s'entendaient pour suivre une ligne de conduite identique. Cet accord n'en serait

que meilleur s'il recevait l'assentiment de l'Autriche. Il existe déjà entre l'Autriche et la Russie une conformité de vues parfaite en ce qui regarde les affaires de la Turquie, l'intérêt de chaque Puissance étant le maintien de la tranquillité et de la paix. Pour rendre cette union de l'Autriche et la Russie plus efficace, il n'y a qu'une seule chose à désirer : ce serait que l'Angleterre consentît à s'unir à elles dans le même but. Les raisons en sont très simples. Sur terre, la Russie exerce sur la Turquie une influence prépondérante : l'Angleterre occupe la même position sur mer. Isolée, l'action de ces deux Puissances peut faire beaucoup de mal : combinée, elle ne peut être que salutaire. Voilà donc bien établie l'utilité d'un accord préliminaire avant toute action.

Cette idée fut adoptée en principe pendant le séjour de l'Empereur à Londres. Il en est résulté un engagement conditionnel par lequel la Russie et l'Angleterre s'engagent à se concerter sur l'attitude à prendre si quelque chose d'imprévu se produisait en Turquie.

Les points sur lesquels la Russie et l'Angleterre auraient à se mettre d'accord peuvent être ainsi formulés :

1° *Maintien de l'Empire ottoman dans sa condition politique présente aussi longtemps que cela sera possible.*

2° *Si nous voyons que sa dissolution est imminente, entente préliminaire nécessaire pour l'établissement d'un nouvel état de choses, destiné à remplacer celui qui existe et précautions prises en commun afin qu'aucun des changements survenus dans la situation intérieure de l'Empire ne trouble la sécurité de nos propres États et ne menace les droits garantis par les traités à chacune d'elles ou le maintien de l'équilibre européen.*

C'est sur ce programme ainsi formulé que la politique de la Russie et de l'Autriche est solidement établie. Si l'Angleterre, la plus grande puissance maritime, agissait d'accord avec elles, il y a tout lieu de croire que la France se verrait obligée de suivre la ligne de conduite décidée entre Saint-Pétersbourg, Londres et Vienne. Toute possibilité de conflit entre les Grandes Puissances étant ainsi écartée, l'on peut espérer que la paix de l'Europe serait maintenue, quelle que fût la gravité des circonstances.

C'est pour assurer ce résultat, si désirable pour le bien de tous, que la Russie et l'Angleterre devraient s'entendre, ce qu'ont également jugé l'Empereur et les ministres de Sa Majesté Britannique durant son séjour en Angleterre.

Huit ans après, le Tsar arriva à cette conclusion que l'on ne pouvait pas faire vivre l'Empire turc beaucoup plus longtemps et, de nouveau, il se confia à l'Angleterre pour savoir quelle serait l'attitude la plus sage à prendre lorsque se produirait la

catastrophe imminente. Avec une grande franchise il s'ouvrit à Sir Hamilton Seymour, l'ambassadeur anglais à Constantinople, dans toute une série de conversations confidentielles que le gouvernement anglais — à mon avis sans en avoir aucunement le droit — publia, au début de la guerre de Crimée, pour enflammer l'opinion (déjà beaucoup trop échauffée) contre la Russie. « L'*homme malade* de Constantinople, disait l'Empereur, est sur son lit de mort. » Plus que n'importe quelle Puissance, l'Angleterre et la Russie sont intéressées au sort futur de son Empire. Il faut qu'elles s'entendent sur ce qu'elles feront lorsque se produira cet écroulement. Et il continuait en esquissant une politique que la plupart de ceux qui ont étudié la question trouveront sagace et digne d'un véritable homme d'État. La France devait avoir ses légitimes aspirations satisfaites aussi bien que l'Autriche elle-même. Quant à l'Angleterre et à la question de Constantinople, l'Empereur s'exprimait ainsi :

Pour ce qui est de Constantinople, je n'ai pas les mêmes illusions que Catherine II. Je considère au contraire que l'immense étendue de territoire appartenant à la Russie constitue un réel danger. J'aimerais à voir la Turquie assez forte pour se faire respecter par les autres Puissances, mais si elle est destinée à périr, la Russie et l'Angleterre devraient s'entendre sur ce par quoi on la remplacera. Je propose de constituer les Principautés Danubiennes, la Serbie et la Bulgarie en un seul État indépendant, placé sous le protectorat russe. Je déclare que la Russie n'a nullement l'ambition d'étendre sa souveraineté sur le territoire de la Turquie. L'Angleterre pourrait prendre l'Egypte et la Crète, mais je ne pourrais admettre qu'elle voulût s'établir à Constantinople, si l'arrangement que je propose était conclu. Si cependant l'Empire turc s'en allait en morceaux avant la conclusion de cette convention, je ne pourrais, naturellement, faire les mêmes promesses (du moins temporairement).

Dans une autre occasion l'Empereur déclara :

Je ne permettrai pas à une puissance aussi forte que l'Angleterre d'occuper le Bosphore qui est la route par laquelle, du Dniéper et du Don, l'on va vers la Méditerranée. L'occupation de ce détroit détruirait le commerce de la Russie et fermerait à ses flottes la route de la Méditerranée. Mais si un empereur de Russie tentait un jour de s'emparer de Constantinople ou se voyait obligé de l'occuper d'une façon permanente, de ce jour daterait la décadence de la

Russie. Si je ne transférais pas ma résidence à Constantinople, mon fils ou en tout cas mon petit-fils le ferait. Ce transfert s'opérerait tôt ou tard, car sur les bords du Bosphore le climat est plus doux, plus agréable et plus beau que celui de la Néva ou de la Moskowa, et si jamais le Tsar résidait à Constantinople, la Russie ne serait plus la Russie. Aucun Russe n'accepterait cela. Il n'y a certes pas un Russe qui n'aimât à voir une croisade pour la délivrance de Sainte-Sophie,—j'en serai partisan autant que n'importe qui,— mais personne ne voudrait voir le Kremlin transporté aux Sept-Tours.

Voilà des réflexions qui montrent quelle est la conviction et la politique mûrement réfléchie de tous les Russes clairvoyants, quel que soit le sentiment populaire sur la possession de la *Ville Impériale* (Tsargrad). Nicolas Ier avait raison : du jour où la Russie posséderait Constantinople, daterait sa ruine, et c'est ce que savent tous les souverains et les hommes d'État russes. Le véritable cœur de la Russie bat à Moscou et à Saint-Pétersbourg. Transférer le siège de la capitale de l'empire à Constantinople *dé-russianiserait* l'empire des Tsars aussi sûrement que ce même transfert dé-romanisa l'empire des Césars. La Russie deviendrait byzantine, et croire que le peuple russe souffrirait une telle dégradation c'est mal connaître l'ardeur de son patriotisme. Il aurait, à l'égard d'un tel projet, les sentiments qui animent les Anglais à l'égard de ce rêve de Disraëli : Calcutta remplaçant Londres comme capitale de l'Empire britannique.

Nous devons donc abandonner cette idée que la Russie est affamée de la possession de Constantinople. La vérité c'est qu'elle est prête à dépenser son dernier rouble et à faire tuer son dernier soldat pour empêcher l'une ou l'autre des Grandes Puissances de régner sur le Bosphore. Si, au lieu de nous laisser entraîner dans la guerre de Crimée par Napoléon III, par Sir Stratford et par Lord Palmerston, nous nous étions entendus avec le Tsar en 1853, et que nous nous fussions unis à lui pour créer un puissant État balkanique, qui même aurait pu se fédérer avec la Grèce agrandie, tandis que Constantinople serait devenue une ville libre sous la protection de l'Europe, il n'y aurait plus de Question d'Orient aujourd'hui.

Combien de dépenses d'argent, mais surtout que de perte de sang et que de misères auraient été évitées si le Gouvernement

britannique s'était accordé à régler cette question une fois pour toutes, au lieu d'entreprendre une guerre inutile dans le vain espoir de maintenir debout un despotisme cruel, corrompu et moribond, qui a toujours été un fléau pour le genre humain!

Ce fut dans le cerveau de Napoléon III que naquit l'idée de la guerre de Crimée. A peine avait-il été élu président de la République qu'il commença à parler à mots couverts de la possibilité de modifier le Traité de Vienne et de refaire la carte d'Europe. Rien de plus naturel, car son ambition était de rétablir l'Empire et de fonder une dynastie, deux choses interdites par les clauses du Traité de Vienne par lequel toute la famille Bonaparte était écartée du rang royal. Nicolas s'alarma, car le Traité de Vienne était pour lui un document sacro-saint sur lequel reposait la paix de l'Europe. C'est pourquoi il voulut s'opposer à la résurrection de l'Empire français ; mais, ne recevant aucun appui des autres Puissances, il consentit à reconnaître Napoléon comme empereur sa vie durant, mais en lui déniant le droit de transmettre le trône. Napoléon vit ainsi qu'il n'y avait pas de sécurité pour le régime qu'il désirait tant établir s'il n'arrivait pas à briser la puissance de la Russie. Ce sentiment prit encore plus de force chez lui par suite de la manière dont Nicolas accueillit son accession au trône; car, tandis que les autres souverains le saluaient du titre de « Monsieur mon frère », Nicolas, fidèle à ses convictions, l'appela « Mon cher ami ». A partir de ce moment Napoléon fut décidé à se venger en même temps qu'à assurer la sécurité de sa dynastie. Il n'y avait rien à tenter sur les territoires dont le Traité de Vienne avait décidé le régime et les limites, car cela aurait amené une coalition contre lui. Il devait donc chercher un autre champ de bataille et il le trouva à la suite d'une série d'agressions contre les droits de la Russie en Palestine; stratagème qui avait de plus l'avantage de lui attirer la sympathie de tous les catholiques en France et ailleurs.

Heureusement pour lui et malheureusement pour l'Angleterre il trouva deux complices d'une habileté consommée pour l'aider et l'encourager : l'ambassadeur anglais à Constantinople et le membre alors le plus populaire du cabinet anglais. Voilà quelle fut la cause secrète de la guerre de Crimée. Il n'y avait pas à cette époque de ligne télégraphique aboutissant à Cons-

tantinople et l'ambassadeur avait les mains beaucoup plus libres qu'il ne les aurait de nos jours.

L'heure n'est-elle pas venue où l'Angleterre et la Russie devraient passer l'éponge sur tout ce passé ? Et notre pays ayant été dans son tort, à mon avis, ne devrait-il pas faire les premiers pas ? Lord Salisbury, ainsi que je l'ai montré, est dans une excellente position pour inaugurer une nouvelle politique ou plutôt pour revenir à la politique traditionnelle des deux pays. Qu'il reprenne la question là où elle en était lors du mémorandum de Nasselrode et de l'entente entre les gouvernements de Nicolas Ier et de Robert Peel. C'est d'ailleurs là la propre politique de Lord Salisbury, qui a donné, comme je l'ai plusieurs fois montré, deux preuves de sympathie envers la Russie. Il est arrivé que la France, la première coupable dans la guerre de Crimée, a été la première à s'amender. Il reste à l'Angleterre à en faire autant de son côté.

CHAPITRE XII

DE L'ISLAMISME COMME SYSTÈME DE GOUVERNEMENT

L'opinion publique se rend enfin à l'évidence et reconnaît la vérité de cette doctrine que j'ai propagée par la parole et par mes écrits pendant ces vingt dernières années, à savoir que tout projet de réforme ayant pour but de conférer aux sujets non musulmans du Sultan les droits de citoyens ne sera jamais sanctionné par lui, s'il n'y est contraint par la force. L'histoire de la Turquie ne nous offre pas l'exemple d'une seule exception à cette règle de conduite. La raison en est que le gouvernement turc, comme celui de tout État musulman, est un gouvernement exclusivement théocratique. Sa politique civile est basée sur des dogmes religieux immuables, à l'observation desquels est soumis tout musulman orthodoxe, depuis le Sultan jusqu'au dernier de ses sujets. Toute proposition tendant à placer les rajahs (1) sur un pied d'égalité avec les musulmans, constitue une violation des articles fondamentaux du Credo de l'Islamisme, qu'aucun Sultan ne pourrait admettre sans apostasie et par conséquent sans encourir le risque de recevoir un *fetva* de déposition du Sheikh-ul-Islam, qui est chargé en Turquie de veiller à la fois au respect des lois et de la religion. Même les personnes instruites en Angleterre, y compris les principaux hommes d'État et les diplomates, ont de si vagues notions de cette question qu'il est bon d'en donner un exposé succinct.

D'après la croyance des musulmans orthodoxes, le Koran diffère de la Bible et de tous les autres livres religieux sur un point essentiel : c'est qu'il a existé de toute éternité, écrit en

(1) Sujets non musulmans. *(N. du T.)*

langue arabe sur des tablettes, dans les régions les plus hautes des cieux, placé plus près du trône du Tout-Puissant. L'ange Gabriel le copia de ces tablettes, en chapitres ou *suras,* et le dicta à Mahomet à haute et intelligible voix à diverses occasions, pendant vingt années, tandis qu'au contraire les révélations du Pentatèuque furent communiquées à l'esprit, non aux oreilles de Moïse, par l'intermédiaire d'idées qui lui étaient suggérées par Jéhovah et qu'il était libre d'exprimer au peuple dans le style qui lui semblait être le meilleur. De plus, les révélations de Moïse n'avaient pas la prétention d'être définitives, il les donnait au contraire comme provisoires et préparatoires, laissant entendre explicitement que viendrait un autre prophète plus grand que lui et dont les révélations compléteraient même les siennes. Ce fut Mahomet, et son Apocalypse est le Koran, qui est par conséquent la dernière expression de la volonté divine connue des hommes; par conséquent aussi absolument et éternellement immuable.

Cette doctrine est développée en termes simples et clairs par Ibn Khaldun, le plus savant et l'un des plus autorisés parmi les écrivains musulmans. Arabe lui-même, il remplit plusieurs fonctions pendant la domination maure en Espagne, puis il voyagea beaucoup dans les différentes régions musulmanes de l'Asie et de l'Afrique et connut les plus savants théologiens musulmans. Fait prisonnier par Tamerlan, il devint son plus intime conseiller et se fixa en dernier lieu au Caire, où il remplit la fonction de grand Mufti jusqu'à sa mort, qui survint quelques années après. Il n'existe pas dans le monde musulman de plus haute autorité pour l'explication et le commentaire des doctrines de l'Islam. On peut même, sans exagérer, le considérer comme le premier théologien de l'Islamisme.

Mais il ne suffit pas de consulter le Koran pour connaître exactement la doctrine et la loi musulmane. Il faut lire en même temps que le Koran les *hadis* ou collection comprenant tout ce que l'on rapporte sur les dires et les actes du prophète, qui sont un supplément du Koran et renferment son interprétation universellement admise comme infaillible. Ces *hadis* sont pour le Koran ce que sont les décrets infaillibles des Conciles pour l'interprétation de la Bible chez les catholiques.

Vous ne pouvez pas réfuter l'argument de quelqu'un qui croit à l'infaillibilité du pape en lui opposant des citations de la Bible, car il ne croit qu'en la Bible interprétée par les décrets du Vatican. De même les apologistes de l'Islamisme dans la presse anglaise arguent d'un sophisme grossier quand ils opposent à toute doctrine musulmane, qui les gêne, des passages du Koran d'un sens opposé. Car la loi sacrée de l'Islam comprend le Koran *plus* les *hadis*. Or, parmi les doctrines immuables des textes sacrés on trouve que : « Si le rajah refuse de devenir musulman, il sera mis dans la dure alternative de payer un lourd tribut ou d'être mis à mort. S'il devient un Zimmi ou tributaire, ce sera dans certaines conditions, pénibles et dégradantes. » En voici quelques-unes : Il doit payer un tribut annuel pour obtenir la *permission de vivre* et, sur le reçu qui lui est délivré en échange, il est dit que la taxe lui est imposée comme une rançon de la permission qu'il reçoit *de porter sa tête sur ses épaules cette année;* de telle sorte que s'il est en retard dans le paiement de cet impôt, comme c'est en ce moment le cas des Arméniens ruinés, sa vie ne lui appartient plus. L'on ne peut recevoir en justice le témoignage d'un rajah contre un musulman. Il ne lui est pas permis de porter sur lui ou de posséder des armes. Il doit fournir une hospitalité gratuite de trois jours à tout fonctionnaire ou voyageur musulman qui la lui demande. Les pachas en voyage et leurs suites de serviteurs rapaces, la police composée de bandits, les percepteurs d'impôts, les Bachi-Bouzouks, les malpropres derviches se cantonnent sans pitié chez les malheureux chrétiens de l'Empire ottoman, et leurs femmes (quoique ceci ne soit pas sanctionné par la loi) sont à la merci de ces hôtes malencontreux. Si un chrétien arrive à convertir un musulman, il est passible de la peine de mort, ainsi que celui qu'il a converti. Le rajah n'a pas le droit de faire bâtir aucun édifice consacré à son culte. Tout ce qu'il peut obtenir de l'autorité (et jamais sans corruption de fonctionnaires), c'est qu'il lui soit permis de faire réparer ou rebâtir un édifice religieux qui existait déjà dans le pays quand le conquérant musulman l'envahit; mais la nouvelle construction doit se faire sur le même plan, exactement au même endroit et avec les mêmes dimensions que l'ancien édifice.

Des gens qui ne connaissent rien à la question affirment parfois que les musulmans de Turquie sont plus opprimés encore que les chrétiens. C'est absurde ; car si musulmans et chrétiens sont les uns et les autres abominablement opprimés par la tyrannie atroce du Sultan, il y a cette grande différence entre les deux cas, c'est que les musulmans sont opprimés *contrairement* aux lois ; qu'au contraire, l'oppression des chrétiens est *ordonnée* par ces mêmes lois. Les musulmans possèdent deux remèdes à leurs maux qui, jusqu'à un certain point, sont efficaces et qui sont refusés aux chrétiens : ils possèdent des armes pour se défendre et, d'autre part, ils peuvent en appeler au respect des lois.

En outre des incapacités que je viens d'énumérer, les chrétiens sont soumis à de nombreux impôts qui ne pèsent pas sur les musulmans : j'ai déjà mentionné la *taxe de rançon.* Il y en a beaucoup d'autres : par exemple, les prestations en nature, dont le nombre est illimité, et la taxe qui frappe chaque chrétien du sexe masculin, depuis l'âge de trois mois jusqu'à sa mort, et par laquelle il doit fournir un remplaçant à l'armée, car les chrétiens en sont exclus par la loi. En somme, d'après les rapports des consuls britanniques, les chrétiens sont obligés de payer dans tout l'Empire un ensemble de contributions que l'on peut évaluer au minimum à 67 p. 100 du produit de leur sol et de leur travail. Il y a, naturellement, quantité d'extorsions de toutes sortes que nous ne faisons pas entrer en ligne de compte. De telle sorte que les malheureux chrétiens ne pourraient arriver à prolonger leurs malheureuses existences s'ils n'avaient recours à la fraude et à la corruption de leurs oppresseurs. Et c'est alors que des écrivains et des orateurs anglais très vertueux, qui n'ont jamais souffert aucune oppression ni aucune injustice, se mettent à entonner leurs litanies sur le caractère dégradé et servile des sujets chrétiens du Sultan ! Mais qui donc les a dégradés, en admettant qu'ils le soient tellement ? Combien y en aurait-il de ceux qui les critiquent et les calomnient qui endureraient la torture, le déshonneur et une mort atroce pour la défense de leur foi ou la défense de n'importe quelle doctrine, cause ou principe ? C'est cependant ce que les chrétiens de Turquie ont fait pendant des siècles. Il y a là-dessus un noble passage dans les

Mémoires sur les Affaires d'Europe, de Lord Russell, que j'ai cité il y a bientôt vingt ans et qui mérite d'être cité de nouveau ici :

On nous demande perpétuellement si les nations qui, maintenant, proclament leur indépendance ou qui réforment leurs institutions sont dignes de liberté. Il serait déplorable d'admettre que l'on pût se servir de cette excuse pour s'opposer aux généreux efforts des nations longtemps opprimées. La situation de l'humanité serait désespérée si l'on permettait au despotisme de profiter de ses propres torts et de se servir du témoignage de ses crimes comme des garanties de ses prétendus droits. Ce serait, en effet, une étrange perversion de la justice que de permettre aux gouvernements absolus de dire : « Voyez combien les peuples placés sous mon pouvoir sont devenus ignorants, bas, déloyaux et cruels. Cela nous donne le droit de les maintenir dans une sujétion et un esclavage éternels. » Mais ce n'est pas vrai ! Lorsqu'on vient me demander si telle ou telle nation est mûre pour la liberté, je demande à mon tour : Est-il un homme fait pour être despote ? Non, me répondra-t-on, pas plus musulman que chrétien, que ce soit en Grèce ou en Amérique. L'effet évident du despotisme, c'est que partout où il montre sa tête hideuse, il produit les maux qu'il feint ensuite de déplorer. Et quoique ceux qui secouent les premiers leurs chaînes puissent garder les marques des anneaux infamants, ces stigmates s'effacent bien vite, et une fois la première fureur de l'affranchi apaisée, la vengeance de l'esclave fera place aux vertus de l'homme libre.

On m'a parfois dit que j'étais intolérant en ce qui concernait l'Islamisme. Je ne suis pas plus intolérant dans cette question que dans une autre. Je suis partisan de la liberté religieuse la plus large, compatible avec les droits inaliénables de l'être humain. Ma tolérance religieuse n'admet pas l'oppression des droits naturels d'un homme par les doctrines religieuses d'un autre, ce qui est, ce qui a toujours été le cas, sans une seule exception, dans les Etats où règne l'Islamisme. Les non-musulmans ne peuvent jamais obtenir les droits de citoyens et sont irrévocablement destinés à subir une servitude dégradante et cruelle sous la domination musulmane. Ce n'est pas répondre à mon argumentation que de me citer les noms de quelques chrétiens et de quelques juifs qui occupent des postes élevés dans l'administration du Sultan, qui est obligé de les employer à défaut de musulmans capables de remplir leurs fonctions ou par

politique. Il est arrivé qu'en Russie, dans la période du servage, un propriétaire fit l'éducation d'un de ses serfs et lui fit administrer ses propriétés ou même qu'il lui permit de se créer une situation indépendante. Cela n'améliorait nullement la condition générale des serfs ou même de ceux qui étaient à demi émancipés. Il en est de même en Turquie. Les rares exceptions ne sont qu'une confirmation de la règle générale ; d'ailleurs même les privilèges de quelques-uns peuvent être annulés en un instant. Ils n'ont aucun droit. L'ambassadeur actuel du Sultan, à Londres, est un chrétien, comme ses deux prédécesseurs ; mais il n'est ni ne peut devenir citoyen de l'Empire ottoman, car le seul moyen d'acquérir le droit de citoyen est de professer l'Islamisme. L'ambassadeur turc étant un Grec chrétien est un rajah, arrivé à sa haute position par la volonté arbitraire du Sultan, tout comme un esclave américain aurait pu occuper une haute situation dans l'administration de ses plantations ; son cas ne prouve rien quant à la situation légale des non-musulmans. En fait, la position du rajah est pire que celle de l'esclave des plantations américaines ou de l'Empire romain. Le planteur américain ou le maître des esclaves romains pouvaient les affranchir, ce qu'ils faisaient parfois. Au contraire, le Sultan lui-même ne peut faire d'un seul des rajahs de son Empire un homme libre, puisque le privilège de la liberté et du droit de citoyen est réservé aux seuls musulmans. C'est parce que nos hommes d'Etat et nos diplomates ont toujours ignoré ce fait capital, de Lord Stratford de Redcliffe jusqu'à nos jours, que leur politique en Turquie a été couronnée par une série d'échecs aussi honteux et aussi désastreux. Je l'ai répété pendant des années et quelques-uns finissent par me croire. Il me fut agréable de lire dans le *Morning Post* du 17 septembre dernier un article *leader* qui saisissait parfaitement le sens de la situation, ainsi qu'on va le voir :

De même que dans l'Occident chrétien l'on divise les êtres vivants en êtres humains et en animaux, de même dans l'Orient musulman on les divise en croyants et en infidèles, ces derniers n'étant pas considérés comme supérieurs de beaucoup aux animaux. Et de même que dans un état chrétien les animaux seraient égorgés en masse s'ils devenaient dangereux pour le bien de la communauté,

de même en Turquie, partout où l'on a jugé que les rajahs étaient dangereux, on les a tués en grand nombre. Il n'est pas possible dans une contrée musulmane d'en appeler aux principes d'humanité, car ce serait supposer la fraternité d'homme à homme, niée par la religion musulmane, dans son essence même. C'est pourquoi les juges les plus compétents, Ranke, l'historien des transformations modernes en Orient, et de Moltke, le perspicace observateur qui étudia l'origine de ces transformations, ont expliqué, il y a longtemps déjà, que l'on ne pourrait procurer aucune sécurité aux rajahs tant qu'ils ne seraient pas soustraits à la domination turque et placés sous l'administration de gouvernements de leur choix.

L'on dit souvent qu'il faut agir avec prudence à l'égard du Sultan qui, comme khalife et Commandeur des Croyants, est regardé par les musulmans de notre empire indien comme leur souverain spirituel. C'est là une invention de date récente. Nos musulmans hindous ne sont pas plus sous l'obédience du Sultan que sous celle de l'émir d'Afghanistan ou de l'empereur du Maroc. Le Sultan n'est pas, comme je l'ai déjà montré, khalife ou Commandeur des Croyants et jamais il n'a été reconnu comme tel soit aux Indes, soit même dans l'Empire turc. Abdul-Hamid s'est posé indirectement et sournoisement en khalife, mais réclamer ce titre ouvertement et formellement serait de sa part un acte d'hérésie et d'illégalité, qui lui vaudrait certainement une bulle d'excommunication, même de déposition, et en somme lui coûterait problement la vie ; car alors ses gardes du corps, quelque bien payés et choyés qu'ils soient, l'abandonneraient. Voici quels sont les titres réguliers du Sultan (on peut voir que le titre de khalife n'y figure pas) : Il est « par la grâce du Tout-Puissant Créateur, Seigneur des Seigneurs, Souverain Maître de l'Arabie, de la Perse, de la Grèce, Empereur invincible et toujours victorieux de Constantinople, Celui qui distribue les couronnes à tous les autres Princes de la Terre, Souverain Seigneur de Deux-Mers et de tous les pays environnants, Seigneur de l'Orient et de l'Occident, Protecteur des cités augustes et sacrées de la Mecque et de Médine et d'innombrables pays, royaumes, empires, îles et peuples ».

Le monde musulman se divise en deux grandes sectes : les Shiahs et les Sunnis qui se considèrent réciproquement comme hérétiques. Les Shiahs occupent la Perse, il y en a en outre

environ cinq millions dans l'Hindoustan et quelques autres millions disséminés dans les pays musulmans. Les Sunnites sont répandus sur l'Empire turc, l'Afghanistan, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, le Soudan et la plus grande partie de l'Asie et de l'Afrique centrale. D'après la loi sacrée des Shiahs le khalife doit être un descendant, en ligne directe, du Prophète, d'après celle des Sunnites il doit appartenir à la tribu de Mahomet. C'est là un article de foi irrévocable de l'Islamisme. Les plus hautes autorités de l'Empire turc sont, d'une part, les docteurs de la Mecque avec le shériff (ou descendant du prophète) à leur tête, et de l'autre, les docteurs de l'Université du Caire.

Ces derniers sont plus spécialement les représentants des tendances arabes, tendances de révolte dissimulée, qui souvent se transforment en insurrection ouverte contre la domination ottomane. Les autres constituent le corps le plus autorisé et le plus influent de l'Islam. Le livre principal de la théologie musulmane de l'Université du Caire déclare :

> C'est une condition essentielle pour être khalife d'appartenir à la tribu de Koreish. Tout le monde l'admet à l'exception de la secte Khawąry et de quelques Mutazilites. Tous nous disons avec le Prophète : « Le khalife doit appartenir à la tribu de Koreish ! » C'est donc là une chose établie de la manière la plus incontestable.

Le livre sacré de Delhi, qui exprime la croyance des musulmans de l'Hindoustan, dit :

> C'est une condition nécessaire que le khalife soit issu de la tribu de Koreish.

J'ai déjà parlé (1) d'Ibn Khaldun comme de l'autorité la plus haute pour tout ce qui touche la religion ou la loi de l'Islam. On a de lui une dissertation sur les qualités requises pour le khalifat, dans laquelle il s'étend longuement sur la nécessité qu'il y a pour le khalife d'appartenir à la tribu de Mahomet. Il cite la réponse de Abu Bakr, qui, salué du titre de « lieutenant

---

(1) Page 114.

de Dieu », répondit en disant : « Je ne suis pas le lieutenant de Dieu, mais le lieutenant du Prophète de Dieu », et dit que le khalife « occupe la place du législateur inspiré (Mahomet) chargé de la défense de la religion et par conséquent aussi du gouvernement du monde ». Celui qui occupe ce poste est appelé indifféremment khalife ou Iman. Le khalife est désigné également sous ce nom d'Iman parce que, de même qu'à la tête de la congrégation il y a un iman dont elle imite les mouvements et qui dirige ses prières, de même le monde de l'Islam tout entier suit chaque mouvement du khalife, le *grand Iman*.

Le monde musulman tout entier est donc tenu par des liens religieux au respect et à l'accomplissement des ordres du khalife. S'il donne, par exemple, le signal du massacre des chrétiens quelque part, il doit être obéi sans hésitation, non seulement sur les territoires de sa domination temporelle mais partout où il y a des adeptes de l'Islam. Un des titres du khalife, ainsi que le dit Ibn Khaldun, est de se proclamer « gouverneur du monde ». Il réclame en fait une papauté universelle d'une manière plus absolue et plus incroyable que ne le rêva jamais le plus arrogant des Papes. Il s'ensuit que si le khalife ordonnait aux sujets musulmans de l'Angleterre de se soulever contre la domination anglaise, ils seraient obligés de lui obéir. C'est en quelque sorte un *imperium in imperio* qui fait du khalife un maître tout puissant dans chaque État où il y a un nombre suffisant de musulmans pour obéir à ses ordres avec quelques chances de succès. Ce serait donc un acte grave de la part de la Grande-Bretagne de reconnaître dans le Sultan le khalife et le Commandeur des Croyants, car ce serait le reconnaître comme maître tout puissant d'une grande partie de l'Hindoustan. Mais il n'y a pas lieu de nous alarmer : depuis près de quatre cents ans le monde mahométan s'est passé de khalife et le Sultan est absolument incapable par son origine de prétendre à ce titre. « La grande majorité des docteurs (musulmans), dit Ibn Khaldun, persiste à regarder la qualité de Khoreishite comme si essentielle qu'il faudrait en tenir pleinement compte même dans le cas où l'on serait en présence d'un khalife incapable de diriger les affaires des peuples musulmans. » Il déclare, en tous cas, que « tant qu'il y aura des Koreishites capables de

gouverner, l'opinion unanime des anciens docteurs est que le khalife doit appartenir à la tribu de Koreish », et il explique ainsi cette croyance :

Les compagnons du Prophète, dans leur voyage de Skifa, décidèrent que le khalife devrait toujours être de la tribu de Koreish. Ce jour-là, les Ansars (ou habitants de Médine) voulaient elever Saad Ibn Abada au rang de khalife : « que l'émir soit choisi tour à tour par notre tribu et par celle de Koreish. » Mais les Koreishites leur opposèrent ces paroles du Prophète : « Choisissez les Imans dans la tribu de Koreish ! » en ajoutant : « Notre saint Prophète nous a recommandé d'être bons pour ceux qui l'étaient à notre égard et de vous pardonner les offenses que vous nous aviez faites. S'il avait supposé chez vous la capacité de gouverner les autres tribus, il ne nous aurait pas fait cette recommandation. » Les Ansars furent convaincus et renoncèrent à leur projet de porter Saad au khalifat. L'on trouve aussi dans le Sahih ces paroles suivantes du Prophète : « Ne laissez pas échapper la suprématie à la tribu de Koreish. » Je pourrais citer d'innombrables textes qui disent la même chose (1).

La vérité, c'est que l'ignorant conducteur de chameaux de la Mecque connaissait très peu le monde en dehors de l'Arabie, et, dans son ignorance, il s'imagina que les Arabes, s'ils étaient réunis en une seule nation, pourraient détruire la domination chrétienne et la remplacer par un empire musulman qui s'étendrait définitivement sur le monde entier, ayant à sa tête l'ensemble de la race arabe et plus spécialement sa propre tribu, naturellement la plus noble et la plus brave. Il réalisa, pour une large part, ses rêves; mais il n'avait pas prévu l'apparition sur la scène du monde d'autres races qui, soumettant les guerriers arabes, ensuite se convertiraient à leur religion et fonderaient enfin des royaumes et des dynasties, sans tenir compte le moins du monde des conditions qu'il avait fixées pour arriver au pouvoir suprême. Les souverains musulmans de l'Hindoustan, de la Perse, de l'Asie centrale et même de l'Andalousie et de Sicile, ne s'en préoccupèrent nullement. De telle sorte que même avant que le khalifat se fût éteint, il avait en fait cessé d'être un pouvoir réel. En tout cas, il y a un point incontestable :

(1) *Prolegomena*, p. 387-397.

c'est que les Sultans ottomans sont certainement exclus du khalifat, car n'étant pas d'origine arabe, à plus forte raison ils n'appartiennent pas à la tribu de Koreish.

D'ailleurs le khalifat est une fonction éligible et non héréditaire — autre réponse sans réplique à opposer aux prétentions du Sultan.

Cela peut satisfaire l'amour-propre de quelques musulmans hindous de se poser ici en champions de l'Islamisme ; mais ils sont soit ignorants des doctrines et de l'histoire de l'Islam, soit membres de sectes musulmanes rationalistes comme M. le juge Ameer Ali, qui est mutazilite. Ils ne doivent en aucun cas être regardés comme représentant les croyances et les sentiments des musulmans des Indes, dont la fidélité à notre domination dépend de la manière dont nous les traitons et non de notre conduite à l'égard du Sultan de Turquie, dont ils ne se préoccupent pas plus que de n'importe lequel des Souverains musulmans. Est-ce que les sentiments de loyauté des sujets musulmans de la Russie cessèrent à un degré quelconque de se manifester parce qu'elle déclara, en 1877, une guerre à la Turquie, qui aboutit à l'écrasement de celle-ci ? La Russie, au contraire, n'hésita pas à employer contre les armées du Sultan des troupes musulmanes commandées par des officiers musulmans. Et d'autre part, où a-t-on vu que la fidélité des musulmans de l'Inde ait été accrue par notre politique de défense de la Turquie, pendant la guerre de Crimée ? Bien au contraire, c'est alors qu'ils se soulevèrent contre nous, en profitant des circonstances. Les chefs de la rébellion pensèrent que puisqu'il nous avait fallu deux ans pour vaincre la Russie, alors que nous étions alliés à la France, à la Sardaigne et à la Turquie, il fallait faire peu de cas de notre puissance et ils crurent le moment venu pour nous chasser de l'Inde et y établir la domination de l'Islam.

La stabilité de notre domination dans l'Inde repose sur la reconnaissance par tous de notre force et de notre équité, et cette domination serait plutôt affermie si nous agissions énergiquement sur le Sultan, pour l'obliger à remplir ses obligations, que si nous lui pardonnions ses crimes par déférence envers les musulmans hindous. La grande majorité d'entre eux se soucient peu du Sultan, mais les émissaires que le Sultan a employés pendant des années à semer les germes

d'une nouvelle insurrection, seront encouragés si notre presse ou nos hommes politiques montrent le moins du monde des signes de frayeur. M. Forster fit une excellente réponse à cet argument des « musulmans hindous » en 1876, dont voici quelques extraits :

Il y a aussi un autre danger que celui dont je viens de parler et l'on rappelle non seulement la nécessité de défendre notre empire indien contre l'extérieur, mais encore que « nous avons de trente à quarante millions de musulmans dans l'Inde. Que penseront-ils si nous ne soutenons pas leur souverain spirituel? » Je doute fort qu'ils aient ce sentiment et je crois que cette crainte a été considérablement exagérée. Mais vrai ou faux, fondé ou non fondé, j'affirme que c'est là un danger dont *nous n'avons pas le droit de tenir compte*. Il n'y a personne qui soit persuadé plus que moi de la nécessité de maintenir intact notre grand empire... mais je ne consentirai jamais à ce que son maintien signifie pour nous que les décisions de l'Angleterre sur ce qui est juste ou inique dépendront non de la conscience de la nation, mais de l'opinion et de l'action possibles de nos sujets de l'Inde.

Ces arguments sont souvent employés par ceux qui parlent d'une vigoureuse politique étrangère et qui se réclament de l'intérêt de l'Empire. Mais ce serait la fin de notre domination impériale que de consentir à une telle humiliation. Il y a de ces dangers dont aucune nation n'a le droit de se préoccuper; c'est là une crainte que nous ne devons pas avoir. Nous ne pouvons consentir à gouverner les Indes en admettant que nos principes de gouvernement s'inspireront non de la justice mais des préjugés ou de la peur de n'importe lesquels de nos sujets hindous. Mais vous imaginez-vous un seul instant qu'une telle politique pourrait réussir? Que deviendrait notre prestige si l'on découvrait nos véritables motifs d'action? Les Orientaux, perspicaces et subtils, trouveraient la raison d'être de notre politique, ils exagéreraient encore nos craintes et parleraient d'une singulière façon de ce prestige... il serait en fait détruit en Hindoustan. Après tout nous n'avons pas affaire qu'aux musulmans. L'énorme majorité est au contraire brahmaniste, et que penseraient-ils de ce pays dont toute l'action vis-à-vis des chrétiens d'Orient est uniquement inspirée par le souci de ménager les préjugés musulmans?

Ces menaces et ces craintes au sujet des musulmans de l'Inde sont aussi insultantes pour eux que honteuses de la part des quelques Anglais qui les propagent.

Le gouvernement turc est un monstre hétéroclite, un despotisme *sui generis* parmi les divers genres de despotisme.

Dans le système politique mahométan, nous pouvons distinguer trois périodes. D'abord c'est une pure théocratie, durant la vie de Mahomet, qui, comme Moïse et Josué, nous apparaît sous le double caractère de chef militaire et de législateur inspiré. Ensuite, c'est le gouvernement des khalifes. Eux aussi tenaient en main le double sceptre du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, mais sans prétendre recevoir les communications directes du Tout-Puissant ; le caractère religieux de leurs actes et de leurs décrets repose sur le Koran et les traditions dont ils étaient eux-mêmes *ex-officio* commentateurs et interprètes. Le pouvoir temporel des khalifes fut détruit en 1258 par Houlakon Khan, fils de Genghis Khan. Mais les attributs spirituels de leur puissance furent conservés jusqu'en 1516 par les khalifes fatimites, qui résidaient en Egypte. En cette année, le khalifat fut aboli par le conquérant ottoman de l'Egypte, Selim Ier, et n'a pas été rétabli depuis. Alors commence la troisième période dans le gouvernement théocratique de l'Islam. Le pouvoir spirituel est désormais, dans chaque État musulman, séparé et distinct du pouvoir temporel, le souverain régnant exerçant le pouvoir temporel et l'Uléma, représenté par le Sheikh-ul-Islam ou grand Mufti, exerçant le pouvoir spirituel.

Afin de s'assurer la prompte obéissance de leurs sujets, les khalifes avaient l'habitude de donner aux principaux actes de leur gouvernement la sanction de la religion, en imprimant à leurs décrets et aux mesures législatives qu'ils prenaient le caractère sacré, ce qui assurait aux « vrais croyants » qui s'y conformaient la gloire d'avoir soutenu leur foi s'ils triomphaient et la couronne des martyrs s'ils trouvaient la mort. Afin d'obtenir le même résultat, les Sultans ottomans furent obligés de solliciter l'appui de l'Uléma, c'est-à-dire de la hiérarchie sacrée, qui est en même temps gardienne et interprète de la loi et de la religion dans tout le monde musulman. Les membres de l'Uléma exercent leurs fonctions, sous chaque souverain musulman, par l'intermédiaire du grand Mufti ou Sheikh-ul-Islam. L'Uléma représente donc le caractère théocratique du gouvernement turc et leurs *fetvas*, dont les effets sont équivalents à ceux d'une bulle pontificale, sont lancés par le Sheikh-ul-Islam et constituent une partie des lois fondamentales

de l'Empire, car sans leurs sanctions, aucun acte politique du Sultan ne possède la moindre valeur. Le *fetva* du Sheikh-ul-Islam est tellement important que le Sultan qui oserait promulguer n'importe quel *hatt*, firman ou *iradé*, de sa propre autorité, et sans qu'il fût ainsi confirmé, se verrait traité comme un infidèle et serait jeté à bas de son trône par un *fetva* de déposition.

L'importance de ceci sera bien comprise si j'ajoute que tous les engagements pris par les divers Sultans dans les traités signés depuis la guerre de Crimée jusqu'à nos jours sont absolument dépourvus de toute valeur aux yeux de tout musulman orthodoxe, car pas un seul d'entre eux n'a été sanctionné par un *fetva*. Ils sont donc en droit aussi inexistants aux yeux des musulmans que le serait une loi anglaise votée par la Chambre des Communes, mais repoussée par la Chambre des Lords ou qui aurait rencontré le *veto* de la Couronne.

On voit donc quelle folie il y a à se confier aux promesses ou aux engagements du Sultan, si le contrôle de l'Europe ne le force pas à les exécuter. Même s'il le voulait, le Sultan ne pourrait tenir ses engagements si ce n'est par une intervention des Puissances. Mais la même Loi sacrée qui lui interdit de se soumettre, s'il n'y est pas forcé, lui ordonne de s'incliner sans hésiter, s'il y est obligé par la force majeure, « de peur qu'il n'arrive pis encore à l'Islam ».

L'intervention coercitive est donc la seule mesure qui puisse être efficace en même temps que la plus douce, car, exercée par une force supérieure, elle amènera la soumission du Sultan sans qu'il soit besoin de tirer un seul coup de fusil. La lecture des dépêches de Lord Stratford de Redcliffe, quelque énergique qu'il fût, est lamentable par suite de l'ignorance où il est de ces faits élémentaires. Il ne cesse de tâtonner, arrachant au Sultan des promesses, se plaignant ensuite que ces promesses n'aient pas été tenues, ignorant que le Sultan ne pouvait même pas les tenir à moins d'y être contraint par une *force majeure*. En voici un exemple. Plusieurs musulmans, convertis au christianisme, furent mis à mort dans diverses parties de l'Empire turc, tandis que Lord Stratford de Redcliffe était ambassadeur à Constantinople même, pendant et après la guerre de Crimée. L'ambassadeur reçut des instructions

péremptoires de son gouvernement, l'invitant à demander l'abolition de la loi qui condamnait à mort le musulman converti au christianisme et celui qui l'avait converti. Les dépêches de Lord Stratford de Redcliffe montrent qu'il n'avait pas la moindre notion de la question, c'est-à-dire que la loi dont il demandait l'abolition constituait un dogme immuable de la foi musulmane. Et il continuait, pataugeant de plus en plus :

Le gouvernement turc sait très bien, ainsi que je le lui ai souvent répété, que la régénération de l'Empire est humainement impossible tant que les principes et les formes de législation appliqués aux affaires administratives et judiciaires seront donnés comme des vérités divines immuables. Nous avons pensé que le pouvoir de suspendre l'exécution de certaines lois et d'en supprimer d'autres était confié à celui qui est à la tête de l'Etat, ce qui lui permettrait de donner, sous des formes nouvelles, une grande vitalité à des institutions en décadence.

Soliman le Magnifique ne s'écarta pas moins des maximes établies du Koran quand il conclut son premier long traité d'alliance avec la France que ne le ferait Abdul-Medjid en apposant son scellé au bas d'un décret abolissant à jamais toute mesure pénale contre l'apostasie. Ce grand et glorieux monarque (Soliman) se rendait compte des besoins de son empire dès qu'ils naissaient, et avec la prévoyance du génie, il posa la première pierre de ce large pont qui a permis aux nations occidentales d'arriver jusqu'aux successeurs de ses descendants, non pas seulement avec la pompe et la puissance guerrière, mais plus efficacement encore avec les arts de la paix et les merveilles de la science (1).

Ceci est un spécimen des absurdités grandiloquentes (écrites en 1855 pendant la guerre de Crimée) avec lesquelles Lord Stratford de Redcliffe s'illusionnait lui-même en même temps qu'il illusionnait ses chefs. L'ambassadeur se trompait complètement en croyant que le Sultan avait le pouvoir de « suspendre l'exécution de certaines lois sacrées ou de les supprimer ». Le traité de Soliman avec la France ne le prouve pas du tout. Sans aucun doute ce traité fut sur le papier une violation des lois du Koran, comme les Traités de Paris ou de Berlin eux-mêmes ; mais de tels traités, n'ayant pas, comme je l'ai

---

(1) *Eastern Papers*, pages 26-28. Cf. les *Dépêches de Lord Aberdeen à Sir Stratford Canning* en 1843 et 1844.

déjà expliqué, reçu le *fetva* du Sheikh-ul-Islam, sont nuls et sans valeur aux yeux de tout musulman.

Ce différend fut arrangé comme il l'avait déjà été onze ans auparavant, c'est-à-dire par la promesse faite par le Sultan à l'ambassadeur que la loi qui ordonnait la persécution des chrétiens et la mise à mort des apostats, quoique immuable, serait rapportée. De fait, elle continua à être appliquée dans toute sa vigueur, mais les exécutions se faisaient secrètement. En 1880, un incident fit tout apparaître au grand jour. Un musulman instruit de l'Uléma, Ahmed Tewfik Effendi, professeur dans un collège de Constantinople, fut soudainement jeté dans une forteresse et condamné à mort par le Sheikh-ul-Islam pour avoir traduit, dans un but purement littéraire, le livre anglais de *Prières courantes,* et il fallut l'intervention des Grandes Puissances et une pression diplomatique de trois mois pour faire commuer la condamnation à mort en bannissement dans l'île de Chios, où, d'ailleurs, le malheureux eût été tranquillement assassiné s'il n'était parvenu à s'échapper en Angleterre, grâce à l'aide de quelques pêcheurs grecs. Dans ce cas aussi le Sultan dut reconnaître devant Sir Henry Layard, après plusieurs mensonges successifs, que la loi en question ne pouvait être abrogée et qu'il n'avait pas le pouvoir de l'empêcher d'être appliquée. Et Sir Henry Layard, qui connaissait pourtant très bien et à tous les points de vue l'empire turc, fut très étonné.

Il admet cependant qu'en effet il n'y a pas eu de modifications depuis le temps de Sir Stratford Canning jusqu'au sien et consacre une longue dépêche à la démonstration et à l'illustration de cette assertion.

La dépêche commence ainsi :

En relisant les dépêches adressées par Lord Stratford de Redcliffe (alors Sir Stratford Canning) à Lord Aberdeen, dépêches envoyées au sujet de l'exécution d'un jeune Arménien, qui fut décapité en 1843 comme apostat de l'Islamisme, j'ai été très frappé par la ressemblance qu'il y a entre cette affaire et celle de Ahmed Tewfik Effendi. En substituant aux noms des principaux acteurs de cette tragédie ceux des hommes d'État turcs actuels, j'aurais pu employer les mots mêmes de Lord Stratford, en entretenant Votre Excellence du fanatisme turc.

Comment peut-il se faire qu'un peuple aussi pratique que le peuple anglais choisisse, pour occuper les postes de ministre des affaires étrangères et d'ambassadeur en Turquie, des gens qui ne savent pas le premier mot de l'organisation de l'Empire ottoman? Envoyer à Paris un ambassadeur qui ne saurait pas un mot de français ne serait rien en comparaison de l'absurdité de notre conduite à l'égard de la Turquie. Ce qui s'en rapprocherait le plus ce serait de nommer à une chaire supérieure d'enseignement du grec un homme qui ne connaîtrait même pas l'alphabet hellénique.

La Russie agit très différemment et tant que nous n'agirons pas avec le même bon sens qu'elle, nous irons de faute en faute, arrachant des promesses aux Sultans les unes après les autres et ensuite nous lamentant que le résultat soit nul. « Un Amurath succède à un Amurath »; mais en quoi cela modifie-t-il quelque chose, puisque le système général de gouvernement reste le même? C'est l'Uléma qui possède la clef de la situation, car c'est en lui que tout est concentré : les fonctions sacerdotales, judiciaires et législatives. C'est un corps tout puissant. Plus des trois quarts du territoire de l'Empire lui appartiennent. En outre les biens de ses membres sont exempts de tout impôt et ils constituent la seule classe de la population dont les biens sont héréditairement attachés à leur famille.

Depuis cinq ans, Lord Salisbury a été seul à comprendre le gouvernement théocratique de la Turquie et voilà, d'ailleurs, pourquoi je ne puis croire qu'il pourra continuer à suivre une politique qui se contente de promesses vaines d'une part, en même temps que l'on fait des remontrances futiles aux coupables.

Pour terminer ce chapitre, je voudrais faire une remarque. Je n'ai jamais, dans le présent ouvrage ou ailleurs, écrit ou dit un mot qui puisse justifier le moins du monde l'accusation que l'on m'adresse parfois de demander une croisade contre l'Islamisme en tant que religion. Les musulmans de l'Inde jouissent de la liberté religieuse la plus complète, y compris l'exercice de la polygamie. J'en suis heureux, quoique je considère la polygamie comme dégradante pour la femme et nuisible à l'homme. Mais l'on ne permet pas aux musulmans de l'Inde d'avoir des esclaves, quoique cela aussi soit permis

par leur religion, pas plus que l'on ne permet aux juges musulmans de rejeter le témoignage d'un chrétien contre un musulman, ce qui pourtant est aussi sanctionné par la religion islamique. Je propose une ligne de conduite qui est celle même du gouvernement anglais dans l'Inde; liberté pour le musulman de pratiquer sa religion tant qu'elle n'empiète pas sur le terrain sacré de la justice naturelle, ainsi que c'est le cas en Turquie. La religion chrétienne commettrait-elle les mêmes abus, que je les combattrais avec autant d'énergie. D'ailleurs le gouvernement turc est, ainsi que je l'ai déjà montré, un gouvernement ecclésiastique, ce que je considère comme la plus mauvaise forme de gouvernement, même quand le gouvernement est chrétien ; mais surtout quand ce gouvernement ecclésiastique se déclare théocratique. De là s'ensuit que les règlements qui décident de la situation civile des chrétiens ne sont pas de simples institutions civiles qui souffrent des amendements, mais des dogmes religieux qui n'admettent aucune modification tant que le pouvoir des lois musulmanes ne sera pas limité.

Je combats un tel système, non parce qu'il est musulman, mais parce qu'il est inhumain.

CHAPITRE XIII

LE DISCOURS DE M. GLADSTONE A LIVERPOOL

Je dois maintenant examiner les modifications amenées dans la situation par le discours de Lord Rosebery à Édimbourg. Revenu en Angleterre à la fin d'août, de retour d'une croisière en yacht durant laquelle je n'avais lu les journaux que d'une façon très décousue, j'appris comme premières nouvelles les horribles massacres commis dans les rues et aux environs de Constantinople, dont le Sultan a été rendu responsable par la déclaration unanime des ambassadeurs des Puissances. Je ne fis que traverser Londres, me dirigeant vers l'Irlande, et pendant les dix jours que je séjournai dans ce pays, je fus agréablement surpris de voir toute la nation irlandaise, sans distinction de religion ou de parti, enflammée d'indignation à ce défi lancé aux Puissances européennes par le « lâche roquet » qui occupe le trône de Constantinople, grâce à leur faiblesse. Whigs et tories, catholiques romains et orangistes, parnellistes et anti-parnellistes s'étaient, pour une fois, unis, pour réclamer le châtiment du criminel et demander que l'on vînt au secours de cette vieille race dont Abdul-Hamid (tel Haman dans son complot contre les juifs) avait juré l'extermination. D'Angleterre et d'Écosse également pouvaient être entendus les symptômes avant-coureurs d'une tempête d'indignation qui, je le jugeai dès cette époque, pouvait être dirigée mais non arrêtée. Je fus pour ma part accablé de lettres venues de tous les coins du pays, dans lesquels on avait recours à moi, en tant que secrétaire du Comité de « Grosvenor House », pour organiser l'agitation qui d'ailleurs allait se produire fatalement.

J'avais jusque-là prêché de mon mieux la patience et tâché de persuader à mes correspondants que Lord Salisbury faisait

tout son possible pour décider les Puissances à quelque mesure décisive pour arrêter les orgies de sang du Sultan. Un gentleman, d'ailleurs conservateur, déclara que puisque les Grandes Puissances de l'Europe n'avaient pas le courage, quelque puissantes que fussent leurs armées, de mettre ce fou criminel dans l'impossibilité de nuire, on devait, tout au moins en Angleterre, suppléer à la diplomatie par des efforts individuels, comme lors de la guerre de l'indépendance grecque, et il offrit, pour sa part, cinq mille livres sterling (1) pour acheter des armes que l'on distribuerait aux chrétiens privés de tout secours en Turquie; des bataillons de volontaires même pourraient peut-être débarquer sur les points de la Turquie accessibles par la mer. Je rappelle ceci comme un des nombreux exemples qui montrent à quel point l'opinion publique était surexcitée.

Voyant que l'agitation se produisait fatalement et qu'il pouvait être dangereux de la laisser se développer sans la guider, je retournai à Londres, en passant par Hawarden, afin de conférer avec M. Gladstone qui, retiré de la vie publique, pouvait parler avec une plus grande liberté.

Il jugea que l'agitation, dirigée avec habileté, pourrait contribuer à convaincre les autres nations d'Europe que l'Angleterre n'était mue que par le désir désintéressé de mettre fin aux horreurs qui se perpétraient depuis deux ans dans les provinces asiatiques de la Turquie, et pourrait ainsi donner plus de portée aux efforts du gouvernement qui essayait de décider les Puissances à prendre quelque mesure efficace.

Ce fut dans l'espérance d'arriver à ce résultat que M. Gladstone, après de longues hésitations, se laissa persuader de parler à un meeting à Liverpool, meeting organisé par le maire de cette ville, Lord Derby, sur la demande de citoyens appartenant à tous les partis politiques.

La résolution que l'on demanda à M. Gladstone de bien vouloir proposer à l'assemblée était ainsi conçue :

Ce meeting compte sur les ministres de Sa Majesté, lorsqu'ils se seront rendu compte d'une façon complète de la terrible situation dans laquelle se trouvent leurs coreligionnaires chrétiens, pour

(1) 125,000 francs. *(N. du T.)*

tenter tout ce qu'ils pourront afin de leur assurer la sécurité et la protection la plus complète. Ce meeting assure aux ministres de Sa Majesté qu'ils peuvent compter sur le cordial appui des citoyens de Liverpool, quelles que soient les mesures qu'ils jugent nécessaires de prendre.

Cet ordre du jour est conçu dans l'esprit que m'avait indiqué M. Gladstone, pour toutes les résolutions des meetings, c'est-à-dire que rien ne s'y trouve qui semble indiquer que l'on veuille imposer plus spécialement telle ou telle politique au gouvernement; on se contente de lui offrir le cordial appui des citoyens s'il prend les quelques mesures effectives nécessaires à la protection des Arméniens. M. Gladstone, dans son discours de Liverpool, parla dans cet esprit qu'il m'avait recommandé.

L'examen le plus attentif de son discours ne pourrait y relever une phrase tendant à dicter au gouvernement de Sa Majesté plus spécialement tel ou tel mode d'action. Il déclara bien en effet — ce qui n'est à vrai dire qu'un lieu commun politique sur lequel Lord Salisbury a insisté à maintes reprises — que vis-à-vis du Sultan la seule politique effective était une politique coercitive, mais il eut soin de ne pas spécifier aucun mode particulier d'action coercitive. Comme son discours a été très souvent tronqué et que l'on a défiguré le sens de ses paroles, il est nécessaire d'en citer les principaux passages. Après avoir lu la résolution que venait de lui faire passer Lord Derby (1), M. Gladstone dit :

Cette résolution possède, me semble-t-il, Monsieur le Maire, de grandes qualités. Elle est énergique et en même temps prudente et elle ne nous attribue pas des pouvoirs que nous n'avons pas. Elle exprime au gouvernement de Sa Majesté la confiance que nous avons en lui pour faire tout ce qui lui sera possible, dans un but glorieux. Elle implique très clairement que nous n'avons pas les moyens d'information ni la situation qui nous permettraient de spécifier quelles mesures doivent être prises plus spécialement, mais elle assure le gou-

---

(1) En Angleterre il est d'usage, dans les meetings, de lire tout d'abord l'ordre du jour proposé à un meeting. Un premier orateur prend la parole pour le développer; un deuxième et un troisième pour appuyer cet ordre du jour, puis l'on donne la parole aux contradicteurs ou aux autres orateurs inscrits. Mais un ordre du jour ne peut être mis aux voix s'il n'a pas tout d'abord rencontré l'appui de trois « supporters ». *(N. du T.)*

vernement que toute mesure par lui adoptée pour atteindre ce noble but recevra notre appui immédiat, ardent et sans réserves. C'est dans cet esprit que je vous invite, Mesdames et Messieurs, à agir et permettez-moi de déclarer, tout d'abord, que les expressions de cet ordre du jour doivent être comprises selon les règles du bon sens et que lorsque nous disons que nous espérons que le gouvernement de Sa Majesté prendra n'importe quelle mesure qu'il jugera nécessaire, nous voulons dire n'importe quelle mesure raisonnable. Je pense par conséquent et quoique la résolution ne le dise pas, que ce meeting n'a pas l'intention de demander que l'on fasse tout ce qu'il serait *abstraitement* possible de faire. L'on doit se conformer aux règles de la prudence et les règles de la prudence, à ce qu'il me semble et ainsi qu'on l'a répété plusieurs fois au cours de cette discussion, ne réclament ni même ne permettent — pas plus que le devoir d'ailleurs ne l'exige, que nous nous plaçions sur le pied de guerre contre l'Europe tout entière, fût-ce pour la défense de la grande cause qui nous préoccupe, ni que l'on agisse de manière à plonger l'Europe dans un état de guerre générale. Mais quand je dis d'une guerre générale, je veux parler d'une guerre réelle et non de ces fantômes de guerre européenne que tant de gens — à vrai dire moins dans notre pays — font surgir devant nos yeux, pour empêcher que l'on ne tente rien en faveur des Arméniens, déclarant que le pays qui agira énergiquement et de sang-froid, se considérant comme seul juge de son propre devoir, plongera l'Europe dans les horreurs d'une guerre générale. Je dis qu'il faut faire tout ce qui est raisonnable, tout ce qui est possible.

Je crois qu'il ne serait pas raisonnable de faire quoi que ce soit qui pût nous jeter dans une guerre générale contre l'Europe ou amener cette guerre d'une façon quelconque, mais je proteste énergiquement contre cette idée que cela implique que l'Angleterre doit, en toutes circonstances, abandonner et renier le droit qu'elle a de juger seule et en dernier ressort quels sont ses moyens d'action et surtout quel est son devoir impérieux. Je proteste contre cette idée qu'elle doit se traîner à la remorque des autres Puissances ou de quelques-unes d'entre elles qui peuvent avoir des raisons d'agir différemment et ne pas considérer les questions du même point de vue que nous. Quant à cette idée d'une guerre possible, je dirai à propos de ce qui a été dit par des journaux insignifiants et aussi dans quelques milieux officiels — que c'est l'erreur la plus déplorable parmi toutes celles qui ont été commises dans l'histoire de la diplomatie que de croire que toute action isolée de ce grand pays peut être la cause d'une guerre en Europe.

Par conséquent, Monsieur le Maire, si d'une part j'admets et reconnais pleinement que le recours à tous les moyens pratiques — à ceux-là seuls — ne signifie pas l'application d'une politique qui pourrait donner de légitimes sujets de plainte à l'Europe (car je

comprends que si elle avait des motifs de se plaindre elle pourrait à juste titre s'opposer à notre action, même par la force des armes), d'autre part, je n'admets pas que nous devions mentir à nos convictions, à nos devoirs, ou que nous puissions juger de ce que sont nos devoirs et nos convictions d'après la notion que d'autres en ont.

Nous avons à remplir un rôle indépendant. Nous l'avons assez souvent joué pour défendre nos intérêts. Voyons quelles sont maintenant les obligations qui nous incombent; car si j'admets qu'il est de la plus haute importance pour nous de connaître de la manière la plus complète le sentiment des autres Puissances et de leur faire partager le nôtre, je ne crois pas que le moyen d'y arriver soit de montrer en toutes circonstances la détermination arrêtée de prendre, quoi qu'elles puissent décider, leur conscience comme règle de la nôtre.

La première question est celle-ci : Avons-nous qualité et serait-il politique (c'est-à-dire serait-il possible d'obtenir le consentement des autres Puissances) — d'employer contre la Turquie des mesures coercitives? Ce qui ne veut pas dire nécessairement, Mesdames et Messieurs, déclarer la guerre au Sultan. Employée à juste titre et avec habileté, l'intervention coercitive a souvent été le moyen d'éviter la guerre.

Naturellement M. Gladstone admettait que l'emploi de la force pour faire céder le Sultan pourrait nous amener la guerre, mais il croyait cette éventualité si peu probable qu'elle méritait à peine qu'on l'examinât sérieusement. Il considérait que le concert européen pouvait être un instrument puissant et imposant pour le bien. « Mais si le concert européen devait se contenter de ne rien faire si ce n'est d'envoyer au Sultan, après chaque nouvelle horreur, des remontrances inutiles, même après qu'il leur eût offert un argument péremptoire par le massacre de milliers de chrétiens, accompli sous leurs yeux, dans les rues de Constantinople, l'Angleterre allait-elle demeurer indéfiniment la complice de leur politique? Il vaudrait mieux, déclarait-il — *après que tous les moyens auraient échoué* — rappeler notre ambassadeur de Constantinople et donner ses passeports à l'ambassadeur de la Turquie près la cour de Saint-James.

Mais il avait bien soin de faire précéder cette proposition par ces paroles :

Maintenant je dois dire que j'espère, que je fais même plus qu'espérer, que je suis convaincu que l'Angleterre n'aura pas à agir

seule dans cette question, mais je le déclare encore une fois, je ne renoncerai jamais pour ma part au droit que nous avons d'agir tout seuls. Nous sommes en présence d'une situation dans laquelle les motifs d'indignation et les griefs que nous avons sont non seulement suffisants, mais forment encore par leur quantité quelque chose d'effrayant et où nous ne faisons que nous en tenir strictement à demander ce que la situation exige. Je n'ai pas l'intention de demander au gouvernement de Sa Majesté de tenir plus spécialement telle ou telle conduite. En ce faisant, je m'écarterai absolument de la ligne de conduite que je me suis tracée et je vous entraînerai tout à fait loin du but de ce meeting, mais il y a certaines décisions auxquelles peut être entraîné à prendre, selon la marche des événements, celui qui a pris la résolution d'agir d'une façon bien définie. Je commencerai par supposer que tous les efforts faits pour amener n'importe laquelle des Puissances à agir avec nous ont échoué. C'est là une supposition aventureuse, mais faisons-la — car je vais, mettant les choses au pire, de manière à ce que vous puissiez vous rendre compte de ce qui pourrait se produire en mettant les choses au pis. Naturellement la première chose à faire serait d'inviter la Turquie à remplir ses engagements, d'adresser cette mise en demeure d'une façon péremptoire et non par une de ces invitations que l'on diffère de remettre par déférence pour la Porte, dont on retarde ensuite la remise par respect pour la Commission, puis que l'on ne remet pas parce que l'on attend que le rapport de la Commission ait été examiné... Le système que j'espère voir adopter et qui, j'en ai la conviction, devrait l'être, consisterait dans une mise en demeure péremptoire, ce qui peut être fait lorsque l'on a des droits qui vous permettent d'en user et une nécessité urgente qui vous presse. Si cette mesure ne produisait aucun effet, la première mesure à prendre serait, selon moi, de rappeler notre ambassadeur à Constantinople et de donner ses passeports à l'ambassadeur turc à Londres. Je ne crois pas qu'agir ainsi amènerait une guerre européenne.

L'interruption des relations diplomatiques aurait l'avantage d'être d'abord une marque d'absolue désapprobation des actes du Sultan, et enfin dégagerait complètement notre responsabilité pour tout ce qui se produirait ultérieurement. Si une autre action était jugée nécessaire, M. Gladstone proposait que l'Angleterre adressât un manifeste aux Puissances pour affirmer son désintéressement, comme lors de la guerre de Crimée, et il aurait pu ajouter, comme lors de la proposition faite par l'Angleterre, en 1880, d'occuper Smyrne jusqu'à ce que le Sultan eût rempli les engagements par lui contractés lors du Traité de Berlin.

Les Puissances (ou n'importe laquelle d'entre elles), pourraient-elles avoir ainsi aucun juste sujet de plainte, à plus forte raison encore aucun *casus belli* contre l'Angleterre ?

Eh bien, Mesdames et Messieurs, si l'on en croit des articles anonymes parus dans les journaux et les bruits dénués de tout fondement qui courent, et que j'attribue soit à la seule imagination, soit à des buts égoïstes, soit encore à de simples erreurs de raisonnement, la conduite que je viens de recommander amènerait une guerre dans laquelle l'Europe tout entière serait unie contre nous. J'affirme de nouveau qu'à mon avis, en parlant ainsi, l'on est bien injuste à l'égard des Grandes Puissances en même temps que foncièrement absurde, car cela signifierait, signification soulignée par la force des armes, qu'un État n'a pas le droit de faire respecter les droits qu'il tient des traités eux-mêmes. Je ne crois donc pas du tout ni je n'ai jamais cru à ce fantôme de guerre européenne imaginé pour nous effrayer, dirigé contre des projets généreux, justes, et destinés à empêcher des massacres féroces et horribles perpétrés dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour. Je ne crois pas que l'Europe ou qu'un pays d'Europe fera une guerre pour assurer la continuation de ces massacres. Ce que nous voulons et la seule chose que nous voulons, c'est qu'ils cessent et que nous ayons l'assurance qu'ils ne se renouvelleront pas. Mais cette assurance, il nous la faut effective, réelle et non illusoire. Elle ne doit pas consister en simples promesses couchées sur le papier, ce dont nous nous sommes trop souvent et trop longtemps contentés.

Mais en admettant même ce que M. Gladstone considérait comme complètement absurde et moralement impossible ?

Maintenant, supposons tout de même, Monsieur le Maire, que cette monstrueuse hypothèse se réalise et qu'alors que nous aurions limité avec modération notre action à la suppression du mal sous sa forme intolérable, les Puissances européennes nous eussent répondu par une déclaration de guerre générale. J'envisage cette hypothèse et je vous dis franchement ma pensée : Le peuple anglais, en présence d'une telle guerre, engagée seulement pour maintenir le présent état de choses en Turquie, aurait à considérer froidement la situation.

Supposons qu'il arrive à cette conclusion, en mettant les choses au pire, que son devoir est de renoncer à toute tentative pour modifier d'une façon effective la situation en Turquie, supposons qu'il avoue qu'il n'est pas prêt à encourir la responsabilité d'une guerre européenne, et qu'il dise : « Nous vous laissons toute la responsabilité des actes abominables et honteux qui se commettent là-bas, nous nous en lavons les mains, nous ne voulons plus avoir

rien de commun avec vous dans ces affaires, nous refusons de reconnaître comme un des souverains de la grande famille des nations civilisées le Sultan, auteur responsable de ces crimes, mais comme nous ne voulons pas plonger l'Europe dans les horreurs de la guerre, nous ferons comme la France en 1840, sans rien perdre de son honneur, réservant notre appréciation des événements et tous nos droits de faire prévaloir, quand nous le pourrons, notre manière de voir ; mais, nous le répétons, ne voulant pas amener une guerre européenne, nous laissons à ceux qui en sont cause toute la responsabilité de l'état de choses actuel. » Ne serait-ce pas encore là quelque chose qui vaudrait mieux que la prolongation de l'état de choses actuel ?

M. Gladstone eut le meeting tout entier avec lui, sans distinction de parti et sans que s'élevât une seule voix discordante. Sir A. B. Forwood, un vieux conservateur, qui doutait d'abord qu'il fût prudent d'inviter M. Gladstone à parler dans ce grand meeting, fut tellement convaincu par la modération et la force de son argumentation qu'en prenant la parole en faveur de l'ordre du jour il déclara :

La seule question était de savoir quelles mesures l'Angleterre comptait prendre pour faire cesser les abominables excès qui s'accomplissaient en Turquie. Il était d'accord avec M. Gladstone pour penser qu'elle avait le droit d'intervenir d'une manière coercitive dans le cas où le Sultan ne ferait rien pour arrêter les massacres.

Le résultat de l'intervention de M. Gladstone, à la suite d'une décision qu'il ne prit qu'à contre-cœur et sur les instances des citoyens de sa ville natale, sans distinction d'opinions politiques et ayant à leur tête le maire de la ville — un homme d'État conservateur très distingué — fut d'élever la question en delà des limites étroites des partis, d'unir toutes les croyances et toutes les opinions dans une imposante protestation nationale contre les horreurs commises en Turquie en même temps que le gouvernement recevait l'assurance de l'appui de toute la nation, « quelles que fussent les mesures qu'il jugerait nécessaire de prendre », pour accomplir le devoir et sauver l'honneur du pays. Il eût été presque impossible de parler complètement de cette question sans proposer quelques mesures positives et M. Gladstone en indiqua bien quelques-unes.

Mais indiquer quelques solutions au gouvernement ou le

mettre en demeure d'agir de telle ou telle façon, c'est là deux choses très différentes, et M. Gladstone se garda bien d'agir de cette dernière manière. Comme le dit la résolution qu'il proposa au meeting, le gouvernement était laissé libre d'agir pour le mieux selon les diverses alternatives qui se produiraient.

Afin de ne pas laisser aux « hypercritiques » le moyen de dire qu'il recommandait une politique qui aboutirait à une guerre européenne, il examina, pour aller jusqu'au bout, l'éventualité (ce qu'il croyait impossible), d'une coalition européenne contre l'Angleterre pour l'empêcher de faire respecter les droits qu'elle tient des traités. Et il indiquait que dans ce cas notre pays pourrait suivre sans déshonneur l'exemple de la France en 1840 en rejetant sur les autres Puissances toute la responsabilité de ce qui pourrait se produire, refuser d'agir plus longtemps de concert avec elles dans une politique qu'il jugeait mauvaise et nuisible à tous. C'est ainsi qu'a agi Lord Salisbury en Crète. « Je déclare, disait-il, qu'il serait préférable de courir le risque (et je ne crois pas que cela soit un risque) de se retirer du concert européen plutôt que de jouer le rôle de complices du Sultan, en lui assurant l'impunité et en l'encourageant à continuer ses agissements odieux. » Mais, de toute manière, c'est au gouvernement qu'on laissait le soin de prendre les mesures qu'il jugerait nécessaires. Quant aux citoyens de Liverpool, ils l'assuraient « qu'ils n'hésiteraient pas un instant à lui apporter tout leur appui, quelque énergique que fût sa conduite et sans tracer d'autres limites que celles de la raison ».

Est-il possible, dans les circonstances où il était prononcé, d'imaginer un langage plus modéré, plus prudent, plus patriotique et qui fût moins de nature à être considéré comme une provocation à une guerre européenne? Cette modération fut reconnue de tous et la presse libérale, surtout, se répandit en éloges enthousiastes.

CHAPITRE XIV

LE DISCOURS DE LORD ROSEBERY A EDIMBOURG

Quelques jours après, Lord Rosebery stupéfia l'univers entier en annonçant qu'il abandonnait son poste de *leader* du parti libéral. La principale raison qu'il en donnait était le discours de M. Gladstone et l'approbation que ce discours recevait des libéraux. La raison donnée était aussi étonnante que la démission elle-même. En effet, l'opinion de M. Gladstone sur la question turque en général et sur les massacres d'Arménie en particulier était connue de tous depuis des mois et même depuis des années. Aussi le public attendait-il avec une vive curiosité le discours dans lequel Lord Rosebery promettait de tirer les choses complètement au clair, mais la surprise générale fut encore plus grande lorsque ce discours eut été prononcé. Au point de vue oratoire, il mérite bien tous les éloges que l'on en a faits et il est, à mon humble avis, très supérieur à tous ceux qu'il ait jamais prononcés, et ce n'est pas peu dire. Pourrait-on en faire un éloge plus grand que de déclarer qu'il rendit bien des gens perplexes qui, jusque-là, semblaient très convaincus de l'opinion contraire et fit « que les plus mauvaises raisons semblèrent les meilleures et les propositions les plus abstraites et les plus téméraires parurent les plus sages ».

Je crois qu'il produisit peu d'effet dans les couches populaires, ou du moins un effet contraire à celui que son auteur en attendait. J'en ai déjà donné les raisons. Lord Rosebery réussit, il est vrai, à répandre une conception tout à fait fausse du discours et de la pensée de M. Gladstone, mais il n'y a pas de doute qu'il ait été sincère. C'est là un exemple frappant de

cette facilité qu'ont beaucoup de gens de remplacer la signification grammaticale et naturelle des mots employés par leurs adversaires, par la signification qu'ils leur attribuent.

Le lecteur connaissant maintenant l'argumentation du discours de M. Gladstone, je vais examiner impartialement celui de Lord Rosebery à la lumière des faits et de la raison, enfin d'après les antécédents politiques de l'orateur. J'essaierai de le faire avec la courtoisie dont il fit lui-même preuve en critiquant le discours de M. Gladstone et avec la même franchise. Mais je dois dire d'abord que j'ai un vif regret de me trouver en opposition avec Lord Rosebery sur quelque question que ce soit. J'ai été, comme beaucoup, conquis par ses rares qualités personnelles. Il a toujours été très aimable pour moi et je n'ai eu qu'à me louer des relations que nous avons eues. J'ai toujours pensé qu'il avait une belle carrière ouverte devant lui et j'ai applaudi à son entrée en fonctions comme premier ministre, parce qu'il n'est pas seulement un homme ayant des idées, mais aussi un homme ayant un idéal, en même temps que de profondes convictions morales. J'ai conversé et correspondu avec lui sur la question d'Arménie; j'ai cru et je crois encore à la sincérité de son indignation au moment des massacres et aussi à son vif désir d'en prévenir le renouvellement. Ce ne sont pas ses intentions que je mets en cause, pas plus que son esprit d'humanité ou que son patriotisme, mais bien sa politique et sa prévoyance d'homme d'Etat. Je pense que son discours a fait un tort très sérieux, peut-être fatal, à la cause arménienne. Il a déjà conduit nombre d'Arméniens à la torture et à la mort. Le grand discours de M. Gladstone, l'approbation unanime de ses auditeurs, les meetings qui suivirent la lettre excellente de Lord Hugh Cecil, tout cela avait touché la conscience des peuples d'Europe, tiré leurs gouvernements d'une criminelle apathie et arrêté les massacres ordonnés par le Sultan. Le discours de Lord Rosebery, recevant l'approbation de toute la presse ministérielle et de quelques-uns des principaux organes de l'opposition, neutralisa les effets de la manifestation de Liverpool et donna aux autres nations et au Sultan l'impression que l'agitation provoquée par les horreurs d'Arménie, n'était pas l'explosion spontanée de l'indignation nationale comme on voulait le faire croire, mais plutôt une excitation artificielle destinée à

servir les intérêts du gouvernement. C'était vraiment là une singulière façon de soutenir Lord Salisbury !

Voyons maintenant quels sont les points saillants de la critique que Lord Rosebery fit du discours de M. Gladstone. Le sophisme qui vicie complètement son raisonnement est contenu dans le passage suivant de son discours d'Edimbourg.

En présence de la possibilité d'une intervention isolée en Orient je me suis préparé (le parti qui défend la cause de la paix doit être, lui aussi, vigilant et prêt à agir) à la combattre de toutes mes forces. M. Gladstone — défendant indirectement, me semble-t-il, cette idée — déclare que l'évocation du fantôme d'une guerre européenne n'est justifiée par rien. Pour moi, je ne crois pas que ce soit là un fantôme. Je suis convaincu, par tout ce que je sais et par ma connaissance personnelle de la question, que — quoique la situation se soit peut-être améliorée — il y a de la part des Puissances une parfaite entente pour s'opposer par la force à toute intervention isolée de l'Angleterre en Orient.

Ceci est le développement d'une idée que l'on trouve dans son discours au Eighty Club, le 3 mars dernier.

Le 13 août, il (Lord Salisbury) reçut un télégramme de Saint-Pétersbourg lui annonçant que dans aucun cas la Russie n'approuverait ni ne permettrait une action vigoureuse de l'Angleterre dans la question d'Arménie.

Je vais examiner la façon dont Lord Rosebery interpréta ce télégramme. Mais d'abord allons jusqu'au bout de son attaque passionnée contre une « intervention isolée » ou une « action séparée ». Depuis quand Lord Rosebery ressent-il cette horreur d'une intervention isolée dans la question d'Orient ?

Il est important de préciser les dates. Nous pouvons tirer des indications du discours de Lord Rosebery au Eighty Club, il y a huit mois, prouvant que lui-même fut alors partisan de l'action isolée. Il reproche à Lord Salisbury la violence de son langage à propos du Sultan et les « nombreuses et mystérieuses évolutions du *Dryad* » (1). Quand nous eûmes été rassurés par la présence de ce navire, par son attitude, par les discours de Lord Salisbury et par l'assurance qui nous fut donnée que le concert

(1) Navire de guerre.

européen n'était pas un vain mot, tout s'écroula comme un château de cartes à la rentrée du Parlement.

Il déclarait encore :

Je dis qu'ils ont employé de propos réfléchi un langage qui ne se pouvait justifier que s'il amenait d'importants résultats. Je déclare, en second lieu, que ces résultats ne furent pas obtenus et qu'il n'y eut comme conséquence que de nouveaux massacres et de nouvelles atrocités en Arménie.

Enfin, je dis qu'ils manquent totalement des ressources nécessaires pour remédier à cet état de choses autant que de méthode pour y arriver. Après tout, la pression diplomatique n'est pas limitée à la guerre, au bombardement et au blocus.

Je ne vais pas développer ces trois points. Les deux premiers sont tout à fait évidents, quant au troisième je ne le discuterai pas. Mais personne ne peut lire les récentes dépêches sans se rendre compte que l'on n'y trouve pas d'autre idée *que de persuader aux autres Puissances de se joindre à nous pour exercer la plus forte pression possible sur le Sultan; après que cela eut échoué, rien ne fut plus tenté du tout.*

Il est certain que cela signifie qu'après que la pression diplomatique du concert européen avait échoué auprès du Sultan il ne restait plus au gouvernement britannique qu'à agir seul, et il semble bien indiquer dans ce passage que l'action isolée aurait dû se manifester par le blocus de quelque port turc. Mais si j'interprète bien le discours de Lord Rosebery au *Eighty Club*, comment puis-je le concilier avec sa lettre du 26 septembre dernier dans laquelle il dit : « J'ai toute confiance que l'action diplomatique, forte, désintéressée et encouragée par la nation unanime, amènera les Puissances, ou du moins une partie d'entre elles, à entrer en ligne. Si cet effort échoue, rien d'autre ne réussira. » Il n'y a dans cette lettre que cette idée de persuader aux autres Puissances de se joindre à nous pour exercer la pression la plus forte possible sur le Sultan et, si cela échoue, absence complète de toute action que Lord Rosebery critiquait dans son discours du *Eighty Club*.

Quand Lord Rosebery écrivit sa dernière lettre et fit son discours d'Edimbourg, recommandant la seule action suivie jusqu'à ce jour par la diplomatie, protestant énergiquement contre l'action isolée, il savait que la diplomatie du concert européen avait échoué et qu'elle avait en vain épuisé toutes ses

ressources. Voici son propre réquisitoire contre le concert européen :

Quel est le résultat? Le triomphe de la Porte sur toute la ligne. C'est un résultat terrible et dont les conséquences sont graves. L'état dans lequel se trouvent les Arméniens n'a fait qu'empirer. Quant à l'accord complet de l'Europe dont on nous a si souvent parlé et qui, nous a-t-on dit à Guildhall, est inspiré par la Grande-Bretagne, nous pouvons en apercevoir les résultats. Je ne crois pas qu'il soit possible de trouver dans toute l'histoire de la diplomatie d'aussi lourdes responsablités. Elles ressortent pleinement d'une dépêche de Sir Edmund Monson, envoyée de Vienne après une conversation avec le comte Goluchowski, ministre autrichien des affaires étrangères. Sir Edmund Monson écrivit le 14 janvier de cette année : « Nul ne voit mieux que lui (le comte Goluchowski) l'horreur de la situation et personne ne sent mieux que lui l'impuissance dans laquelle l'Europe se trouve d'y porter aucun remède. »

Le langage du comte Goluchowski est en fait beaucoup plus grave que ne le ferait supposer le passage cité par Lord Rosebery. Je le reproduis tout entier dans le chapitre suivant. Je n'en citerai donc ici que deux phrases principales :

En présence des événements tragiques dont nous sommes témoins, l'on comprend que bien des gens se révoltent à l'idée de l'impuissance de l'Europe et que, sans se préoccuper des conséquences, ils souhaitent que quelques-unes ou même une seule des Puissances mette un terme à l'extermination des malheureux Arméniens par le Sultan. Mais les hommes d'État sont obligés de considérer la question d'un autre point de vue.

En termes plus clairs, l'Autriche qui jusqu'à présent a, dans cette question, d'accord avec l'Allemagne, dominé le concert européen, est décidée à rester simple spectatrice de l'extermination par le Sultan des malheureux Arméniens dont, en août 1893, le Sultan lui-même évaluait le nombre à un million et M. Hanotaux, dans son récent discours, à trois millions. Mais continuons à examiner les commentaires que Lord Rosebery fit au sujet de la conversation du comte Goluchowski avec l'ambassadeur britannique.

C'est une terrible déclaration, grosse de conséquences. C'est la déclaration par l'Europe de l'abdication de ses droits dans les

affaires de l'Empire ottoman. Voilà donc le résultat auquel nous aboutissons après dix-neuf siècles de christianisme, avec une Europe qui compte le nombre de ses soldats sur le pied de guerre non par milliers, ni par centaines de mille, mais par millions et par millions, en présence d'un empire dont la population n'atteint pas vingt-huit millions d'habitants (1). De telle sorte que nous pouvons dire que l'Europe, dont les habitants croient, avec de très légères différences dans la forme, au même Christ et aux doctrines du même nouveau Testament, va laisser d'autres chrétiens à la merci de Kurdes barbares dirigés ou inspirés par un gouvernement plus barbare encore. Voilà un terrible résultat! Je ne blâme personne. Je ne demande pas à ce Club, qui est une association politique bien définie, de prononcer un verdict. Je vous demande cependant de ne pas vous désintéresser de la question arménienne et de la considérer comme un des problèmes les plus graves et les plus tristes de l'histoire de la civilisation. En tout cas, je vous demande de vous souvenir que si les victimes en appellent au peuple anglais, rien ne doit ni ne peut toucher davantage votre cœur que la cause de l'Arménie.

Ces paroles sont très belles et pleines de vigueur. Elles me réchauffèrent le cœur à l'époque où elles furent prononcées. Mais l'orateur, qui reprochait alors au concert européen sa cruelle insensibilité, nous recommande aujourd'hui la conduite qu'il flétrissait si bien à cette époque.

Le comte Goluchowski, parlant au nom du concert européen, a déclaré au monde, dans la dépêche que j'ai citée, que les horreurs qui avaient été commises en Arménie et en Anatolie étaient épouvantables, qu'il s'attendait à voir de plus grands crimes encore se perpétrer jusqu'à « l'extermination complète des malheureux Arméniens ». Il le déplorait pour eux, mais « les hommes d'État pratiques étaient obligés de considérer la question d'un autre point de vue ». Ce qui veut dire que l'Autriche a des intérêts qu'elle considère comme trop importants pour courir le moindre risque de les compromettre en levant le bras pour sauver des millions d'hommes que l'on égorge avec toutes les circonstances capables de rendre leur mort encore plus atroce. Lord Rosebery semble s'être maintenant converti

(1) Si on laisse de côté l'Egypte, les sujets musulmans du sultan (les seuls dont il y ait à tenir compte au point de vue où se plaçait Lord Rosebery) ne sont pas beaucoup plus de seize millions.

aux doctrines de l'homme d'État autrichien. Quelle autre signification puis-je donner au discours d'Edimbourg?

La politique de notre pays est faite de mille intérêts différents; nous ne pouvons pas sacrifier neuf cent quatre-vingt-dix-neuf de ces intérêts à un seul, si grand qu'il puisse être.

Et Lord Rosebery donna plus de force encore à cette déclaration en ajoutant :

Je ne dis pas que je ne serais pas disposé à tirer un jour l'épée pour la défense d'une grande cause et si c'était d'une absolue nécessité. J'ai moi-même, étant ministre, failli déclarer la guerre. Je ne crois pas que tout ministre anglais puisse, avec la charge de défendre des intérêts si considérables, éviter dans tous les cas le risque d'une guerre. Mais je dis que tout ministre qui s'engagerait dans une guerre européenne, sans une nécessité impérieuse et pour défendre autre chose que des intérêts britanniques immédiats, serait un criminel envers son pays, indigne de sa fonction.

Les journaux de Paris nous apprenaient le lendemain que l'occasion de guerre à laquelle avait fait allusion Lord Rosebery s'était produite à cause d'un lambeau de territoire dans le Siam, territoire que Lord Salisbury a d'ailleurs cédé depuis à la France. On voit quel risque était couru : celui d'une guerre avec la France appuyée par la Russie, tandis que l'Allemagne, en embuscade, s'apprêtait à occuper le Transvaal pour s'en faire un point d'appui à sa domination dans l'Afrique Australe. Je vais m'efforcer de montrer maintenant qu'une action séparée d'un caractère efficace peut être tentée en Turquie sans courir aucun risque réel de guerre. Au contraire, Lord Rosebery courait de cœur léger à un danger qui menaçait gravement l'empire britannique, pour un lambeau de territoire que de simples plénipotentiaires pouvaient attribuer à celle des deux nations qui y avait le plus de droits, un territoire que la France possède aujourd'hui sans que l'honneur ou les intérêts britanniques en aient aucunement souffert! La plupart d'entre nous se rappellent encore l'indignation ressentie lorsque l'on connut, en 1877, une dépêche envoyée par l'ambassadeur anglais à Constantinople et dans laquelle il disait :

Nous pouvons et nous devons même être indignés par les actes de férocité inutiles autant qu'abominables qui ont accompagné la

répression de l'insurrection de Bulgarie, mais le fait que dix ou vingt mille hommes ont été massacrés n'altère nullement cette vérité que des changements dans ce pays ne peuvent s'accomplir qu'au détriment de nos intérêts. Nous avons soutenu une nation que nous ne considérons que comme à demi civilisée, capable de commettre de terribles excès. Le fait qu'elle fait ce dont nous la croyions très capable ne justifie pas un changement de politique qui ne se pourrait opérer qu'au détriment de tous nos intérêts.

Lord Rosebery va beaucoup plus loin que cela. Il admet avec chagrin et horreur, mais il admet tout de même — comme une nécessité politique — l'extermination de milliers et de milliers d'Arméniens, placés sous l'autorité turque, plutôt que de faire courir le plus petit risque aux intérêts anglais. Je sais bien que Lord Rosebery nous a dit qu'il avait placé sa confiance en l'action diplomatique, « forte et désintéressée. » Son énergie, à cette diplomatie, a surtout consisté à jeter des discours enflammés à la tête d'Abdul-Hamid qui, de son côté, a trouvé encore plus d'énergie pour faire massacrer les Arméniens. Lord Rosebery pourrait aussi bien compter sur l'action diplomatique pour enlever à un tigre ses instincts carnassiers. C'est aussi ce que dit le comte Goluchowski dans la dépêche qui fit une si grande impression sur Lord Rosebery. « On a adressé, disait-il, toutes les observations possibles au Sultan et Son Excellence ne voit pas bien ce que l'on pourrait lui dire qui ne lui ait pas été plusieurs fois répété. » Que les intérêts de l'Autriche pussent souffrir? que périssent plutôt tous les Arméniens !

Les intérêts britanniques sont-ils seulement matériels, consistent-ils seulement en livres sterling, en shillings, en pence et en extension territoriale ? Le devoir et l'honneur ne constituent-ils pas, eux aussi, des intérêts ? Lord Rosebery nie que nous soyons tenus par des obligations envers les Arméniens ni que notre devoir nous commande de leur porter secours. Voici ce qu'il dit dans son discours d'Edimbourg à ce sujet :

M. Gladstone prétend que nous sommes, par la Convention de Chypre, obligés d'intervenir et que si, ayant — je crois rapporter exactement ses paroles — certaines responsabilités nous n'y faisons pas face parce que les autres Puissances nous en empêchent, nous devrons alors rayer le mot *honneur* de notre dictionnaire.

J'ai toujours jugé et j'ai toujours agi selon cette idée, étant au ministère des affaires étrangères, que le Sultan ne remplissant pas ses engagements nous étions de notre côté relevés des nôtres.

Et les Arméniens? « Ces brebis qu'ont-elles fait », comme dit l'Évangile? N'avons-nous donc pas envers eux des obligations? Par le Traité de San Stefano la Russie obligeait le Sultan à accorder des réformes satisfaisantes aux Arméniens. Mais elle savait ce que valent les promesses turques, c'est pourquoi elle décida que les troupes russes occuperaient l'Arménie jusqu'à ce que les réformes eussent été accomplies. Le Congrès de Berlin, sur l'initiative de l'Angleterre, décida — après que la Russie eut, de mauvaise grâce d'ailleurs, donné son assentiment — que l'on devait s'en rapporter aux promesses du Sultan pour ce qui était du Traité de San Stefano. Ce fut encore l'Angleterre qui assura à la Russie que le concert européen veillerait à ce que les Arméniens n'eussent pas à souffrir de l'évacuation de leur pays par les troupes russes. La Russie accepta.

Et maintenant Lord Rosebery nous assure que le Sultan n'ayant pas rempli ni même jamais essayé de remplir ses engagements nous sommes déliés des nôtres! Voilà qui est étonnant! Oublie-t-on que les délégués de l'Arménie furent admis à représenter leur pays au Congrès de Berlin et que le Congrès leur promit la protection de l'Europe? Est-ce que les Arméniens nous ont relevés des engagements deux fois pris par nous lors du Traité de Berlin et lors de la Convention de Chypre?

Lord Rosebery a-t-il toujours pensé que la Convention anglo-turque fut *lettre morte*, qu'elle était *mort-née?* Le passage suivant de son discours au *Eighty Club*, en mars dernier, nous fournit la réponse :

Si nos forces peuvent si peu répondre aux besoins, pourquoi avons-nous signé la Convention nous donnant l'obligation de protéger ces frontières? Pourquoi avons-nous pris spécialement et avec solennité l'engagement de faire respecter la Convention de Chypre pour la protection des malheureux chrétiens d'Orient? Devons-nous admettre que nous n'avons pas les moyens de la faire respecter maintenant alors que nous pouvions le faire en 1878? Vous savez

bien qu'au contraire nos moyens d'action sont trois fois plus grands... En voilà assez pour ouvrir les yeux d'un certain nombre d'entre nous.

La Convention anglo-turque ne nous offre pas le seul exemple du changement d'attitude de Lord Rosebery. J'ai démontré clairement que jusqu'à la veille du discours de M. Gladstone à Liverpool, Lord Rosebery fut un chaud partisan de « l'action séparée », dans le cas où le concert européen ne réussirait pas à arrêter Abdul-Hamid dans le cours de ses sanglants exploits. Ceci me semble bien ressortir des faits tels que je viens de les exposer. Mais nous n'avons pas que des suppositions et des rapprochements. En effet, le 15 août 1895, Lord Rosebery fit un discours à la Chambre des Lords dont il importe de relever le passage suivant :

Nous arrivons maintenant à cette autre question dont le précédent gouvernement à beaucoup eu à s'occuper — la question d'Arménie. Elle a dépassé les questions de parti. Je ne doute pas un instant que le noble marquis (1) ne voie aussi bien que nous la nécessité d'exiger du Sultan des garanties réelles et permanentes contre le renouvellement des atrocités qui ont frappé d'horreur la conscience de l'Europe. Je crois qu'une action dans ce sens est aussi nécessaire dans l'intérêt du gouvernement du Sultan lui-même que pour la protection des malheureux chrétiens d'Asie Mineure; car une chose est certaine, c'est que le renouvellement de ces atrocités abrégerait l'existence du gouvernement du Sultan, parmi les nations civilisées où il se trouve placé.

Je sais bien qu'il n'est pas aisé de maintenir l'accord entre les Puissances. Il est possible, comme nous l'avons lu dans les journaux, que les gouvernements de la France et de la Russie n'aient pas à tort craint de réveiller le terrible fantôme de la Question d'Orient en prenant des mesures vigoureuses de concert avec nous, mais je crois (et j'espère que tel n'est pas le cas) que si cela était, le noble marquis, *même en agissant seul et d'une façon énergique pour régler la question,* verrait qu'il a derrière lui non un parti, quelque puissant qu'il puisse être, mais la nation tout entière.

Voici qui va beaucoup plus loin que tout ce qu'a pu dire M. Gladstone dans son discours de Liverpool. En recommandant, de sa place de leader de l'opposition et d'ex-Premier, cette

---

(1) Lord Salisbury. (*N. du T.*)

« action isolée », Lord Rosebery n'a pas soin d'entourer la proposition des précautions qu'employa M. Gladstone. De plus celui-ci ne croyait pas que l'on courût aucun risque de guerre à suivre la ligne de conduite qu'il ne recommandait qu'en *dernier ressort*.

Lord Rosebery, lui, ne croyait pas seulement que l'action isolée qu'il recommandait alors pourrait nous faire courir les risques d'amener une guerre européenne. Il croyait à la certitude de cette guerre. Et maintenant il nous dit que « tout ministre anglais qui s'engagerait dans une telle guerre serait un criminel envers son pays ».

Je suis très perplexe. Ma perplexité augmente encore lorsque j'apprends ensuite que Lord Rosebery a abandonné son poste de leader du parti libéral parce que, dans son discours de Liverpool, M. Gladstone avait apporté son appui à une politique qui était celle-là même que le leader du parti libéral avait recommandée à la Chambre des Lords, dans un langage moins modéré que le sien.

CHAPITRE XV

EXAMEN DE LA POLITIQUE D' « ACTION ISOLÉE »

Cherchons maintenant les avantages que présente la politique « d'action isolée » ou « d'action séparée », selon les expressions de Lord Rosebery, car je ne crois pas que M. Gladstone les ait employées et, pour ma part, je ne l'ai fait qu'en critiquant les discours et les lettres de Lord Rosebery. En effet, ce sont là des termes auxquels on peut prêter des significations diverses. Il est malheureux que Lord Rosebery n'ait pas dit quel sens exact il leur donnait. Selon lui, « l'action isolée » (et c'est cette idée qu'il est arrivé à faire partager par une partie de l'opinion publique) consisterait dans le passage des Dardanelles par la flotte anglaise, la prise ou le bombardement de Constantinople.

Je déclare que, pour ma part, je n'ai jamais entendu personne sensée émettre semblable proposition. M. Gladstone ne l'a certainement jamais faite. Si l'on peut admettre comme un axiome incontestable (et tout ce que j'ai dit dans ce volume le prouve) que le Sultan n'améliorera jamais la situation des chrétiens de son empire s'il n'y est obligé par une force extérieure, il est d'autre part évident que cette action coercitive n'a aucun besoin de prendre d'autre forme que celle de la *menace*, consistant dans un ultimatum auquel le Sultan aurait à répondre dans un délai fixé. Cet ultimatum serait présenté par toutes les Puissances, ou même par une seule d'entre elles au nom de toutes les autres, ou seulement au nom de la majorité. Le pouvoir de déclarer la guerre ou même d'accepter une déclaration de guerre n'appartient pas, ainsi que je l'ai montré, au Sultan

mais au Sheikh-ul-Islam. Ceci est, entre parenthèses, une des preuves irréfutables que le Sultan n'a pas droit au titre de khalife, puisque la prérogative de déclarer la guerre ou de maintenir la paix appartient en propre au khalife, Commandeur des Croyants.

Quand le khalifat fut aboli, ce droit passa à l'Uléma, dont les membres sont maintenant gardiens de la Loi et de la Religion dans tous les pays musulmans où ils exercent leur influence par l'intermédiaire du grand Mufti ou Sheikh-ul-Islam. Il est écrit dans le Multeka — qui est pour les Turcs ce que les décrets du Vatican sont pour les catholiques, c'est-à-dire une loi religieuse sans appel — que le Sultan ne peut déclarer la guerre, même en cas de légitime défense, sans le *fetva* du Sheikh-ul-Islam, dont l'importance est aussi grande que celle d'une bulle papale. Jamais le Sheikh-ul-Islam ne sanctionne une déclaration de guerre s'il n'est absolument sûr que les ressources du Sultan sont suffisantes pour offrir des chances de succès à la cause de la Turquie. Le *fetva* est un préliminaire tellement indispensable à tout acte politique du Sultan qu'en réalité, s'il essayait de s'en passer, il serait déclaré infidèle par un *fetva* du Mufti, ce qui suffirait pour soulever contre lui la soldatesque et la populace et, par conséquent, amènerait sa chute immédiate du trône (1).

Lors de la guerre de 1877, le Sultan fut obligé de demander la permission du Sheikh-ul-Islam pour pouvoir accepter la déclaration de guerre du Tsar, et la permission ne lui fut accordée qu'après qu'il eut assuré l'Uléma que le pays possédait les ressources nécessaires pour résister à l'ennemi et qu'il y avait des chances de succès.

Les nations européennes commettent donc une erreur fondamentale dans leurs relations avec le Sultan, en le traitant comme un homme absolument libre de ses actes, ce qui est faux. Le *fetva* de l'Uléma peut en un instant délier ses sujets de tout lien de fidélité envers lui et pas un soldat de son armée ni

---

(1) Voir Eton, *Survey of the Turkish Empire*, édition de 1809, page 22. Un des meilleurs livres qui aient jamais été écrits sur la Turquie. L'auteur passa plus de vingt ans dans les diverses parties de la Turquie et de la Russie comme fonctionnaire, et fit une étude très approfondie de la Question d'Orient.

même un de ses gardes du corps, si bien payés et si choyés, n'oserait tirer un coup de fusil pour le défendre.

J'insiste sur ce fait essentiel, car c'est là ce qui montre la nécessité absolue d'une action coercitive. Le Sultan ne peut pas résister à un ultimatum envoyé par une Puissance qui dispose de forces supérieures aux siennes. Or, toute Puissance navale, même le Danemark ou la Grèce, est supérieure sur mer à la Turquie et peut paralyser sa puissance, car il ne possède pas un seul vaisseau de guerre en état de combattre. J'ai vu, il y a quatre ans, sa flotte pourrissant à la Corne d'Or, sans équipages et sans armements. Aucun de ses navires de guerre n'était en état de prendre la mer pour porter au nouveau khédive le firman d'investiture et il fut obligé d'envoyer son propre yacht. Pour s'expliquer ceci, il faut se rappeler que la flotte prit une part active dans la révolution de palais qui amena la déposition de l'oncle du présent Sultan. Depuis, Abdul-Hamid, craignant qu'un autre n'employât contre lui le moyen qu'il avait employé contre son prédécesseur, a laissé pourrir sa flotte, complètement désarmée, reléguée au fond de la Corne d'Or. Il est donc à la merci de la plus petite Puissance de l'Europe. Je me permettrai de suggérer plusieurs espèces « d'action isolée » que l'Angleterre pourrait adopter sans courir le moindre risque de déchaîner une guerre. D'abord nous avons la proposition de 1880 et d'après laquelle la flotte anglaise devait s'emparer de quelque port turc et le garder jusqu'à ce que le Sultan se fût soumis aux volontés de l'Europe. En même temps, l'Angleterre promettait d'évacuer la ville, par elle occupée, une fois que le Sultan se serait soumis et s'engageait à ne tirer aucun avantage personnel de la situation. Je serais très surpris d'apprendre que les Puissances s'opposent à une proposition aussi modérée, dont l'effet serait certainement d'amener le Sultan à la raison sans que l'on fût obligé de tirer un seul coup de canon et servirait même les intérêts de l'égoïste Autriche en prolongeant le *statu quo*. Cette proposition ne pourrait pas, en tout cas, porter ombrage à aucune Puissance : encore bien moins aucune d'elles pourrait-elle y trouver un *casus belli* contre nous.

Mais supposons que les Puissances, par jalousie, rejettent la proposition britannique. Lord Salisbury pourrait offrir alors qu'un autre membre du concert européen prît l'initiative de

l'action par lui suggérée. Je ne puis croire que les Puissances seraient assez folles pour s'opposer à l'action de n'importe laquelle d'entre elles, entourée que serait cette action des garanties que j'ai spécifiées. Cependant supposons-le. Eh bien! Lord Salisbury pourrait encore émettre une proposition semblable à celle qui fut faite à la Conférence de Constantinople en 1877 par quelques-unes des Puissances, qui demandèrent que des troupes suisses occupassent la Bulgarie ; de même aujourd'hui le Danemark ou la Grèce pourraient occuper une partie du territoire ottoman jusqu'à ce que le Sultan eût accepté les propositions des Puissances pour la protection de ses sujets chrétiens.

Ces diverses propositions venant *spécialement* du gouvernement anglais montreraient ses intentions pacifiques et désintéressées. Si, ce que je ne crois pas, tous ces projets étaient repoussés par les Puissances, le gouvernement anglais pourrait en revenir aux droits qu'il tient des traités et qui l'autorisent à s'assurer une garantie matérielle (en même temps qu'elle fournirait aux Puissances toutes les garanties qu'elles demanderaient) afin d'obliger le Sultan à remplir ses obligations. Comment peut-on croire que les Puissances se coaliseraient pour s'y opposer par la force des armes? Est-il concevable qu'elles veuillent créer un précédent aussi dangereux dans le droit international, empêchant une Puissance de faire respecter, sans le consentement des autres, les droits qu'elle tient des traités, par la force des armes, même si elle fournit, comme la Russie le fit en 1877 à l'égard de l'Angleterre, toutes les garanties nécessaires. Ce n'est pas chose croyable. Il est encore plus invraisemblable que la Triplice et la Duplice, pour employer la phraséologie continentale, s'unissent contre l'Angleterre pour l'empêcher d'accomplir sans arrière-pensée ce qu'elles déclarent toutes désirer. Le trait qui caractérise les relations des Puissances continentales, c'est la défiance qu'elles ont les unes des autres.

La trahison, récemment connue, et dont Bismarck s'est rendu coupable envers ses collègues de la Triplice, rend impossible une entente de ces Puissances contre l'Angleterre, surtout lorsqu'elles seraient convaincues que celle-ci n'a pas de desseins égoïstes. Quoi qu'en dise la presse de Berlin et de Vienne,

je crois que l'Angleterre est certainemeut le pays dont l'on suspecte le moins les intentions en ces matières.

D'autre part, la Duplice et la Triplice sont à peu près de forces égales et l'épée de la Grande-Bretagne, jetée d'un côté ou de l'autre de la balance, la ferait pencher complètement de ce côté-là. Pouvons-nous croire que l'un des deux commettrait l'imprudence de donner à l'autre un avantage énorme en s'aliénant à jamais la puissance contre laquelle il proposerait une coalition? Je puis difficilement m'imaginer l'état d'esprit de ceux qui peuvent croire un instant à une chose aussi impossible. Trois des Grandes Puissances faisaient des objections à la proposition de l'Angleterre de saisir Smyrne en 1880, et cependant aucune ne s'y opposa par la force. Il fut alors suffisant que les intentions anglaises fussent connues pour que le Sultan se soumît. Il en serait de même aujourd'hui.

Un autre exemple d' « action isolée » peut être donné dans le refus que fit Lord Salisbury de bloquer la Crète, ce qui, loin d'amener la guerre, l'évita. Ce n'est pas, en effet, au concert européen, comme l'ont dit Sir Michael-Hicks Beach et M. George Curzon, que nous devons alors la pacification de la Crète, mais à Lord Salisbury, qui n'hésita pas à agir seul.

Nous désirons certainement tous agir d'accord avec le concert européen, mais l'action isolée d'une Puissance peut être, comme elle l'a déjà été, le moyen à employer parfois pour faire agir ensuite tout le concert. Il sera toujours temps de parler du danger d'une guerre quand la Triplice et la Duplice nous informeront qu'elles sont tombées d'accord contre nous. « Quand le ciel tombera, il y aura bien des alouettes de prises. » Et je ne croirai à cette menace de guerre, pour une raison aussi futile, que lorsque nous aurons l'assurance que les Puissances, hostiles les unes aux autres comme elles le sont, nous en informeront. Les *Livres Bleus*, comme je vais le prouver, ne laissent rien apercevoir qui puisse faire croire à cette éventualité. Je suis patriote; mais je ne crois pas qu'il soit très patriotique de renoncer à des droits qui vous sont conférés formellement par les traités sous prétexte que les autres Puissances vont se liguer contre vous pour vous empêcher de les faire valoir. Cette façon d'agir serait, selon moi, la meilleure pour amener

une coalition contre nous. L'Évangile nous dit que lorsqu'on nous frappe sur une joue il faut tendre l'autre. Mais je ne connais aucun précepte chrétien qui nous ordonne d'offrir nos joues aux coups avant que personne ne nous ait menacé de nous frapper. N'est-ce pas cependant cela que veulent nous faire faire ceux qui s'efforcent de semer la panique parmi nous ? Je ne puis me figurer une politique plus apte à diminuer notre influence en Europe.

Pour mettre les choses au pire et si je dois envisager une éventualité chimérique, permettez-moi de croire qu'il n'y aurait aucune honte ni aucun déshonneur à refuser de nous battre seuls contre toute l'Europe ; mais il y aurait une grande honte et il serait déshonorant de rester membre d'un concert européen qui approuverait la politique féroce et abominable du comte Goluchowski, proposant d'assister les bras croisés, quoique naturellement « désolés », à l'extermination des Arméniens par le Sultan.

Lord Rosebery admettrait-il que l'Angleterre fasse partie d'un concert européen qui accepterait les propositions de l'Autriche limitant l'action de l'Europe à des remontrances au Sultan, remontrances qu'elle reconnaît elle-même être parfaitement inutiles ? Il semblerait que oui, d'après ses discours d'Edimbourg et de Colchester. Il fait même des objections à la proposition qui a été faite de rappeler notre ambassadeur à Constantinople et donne à l'appui les raisons suivantes :

Je dois déclarer que je suis opposé à la proposition que l'on a faite de rappeler notre ambassadeur de Constantinople. D'abord cela signifierait notre retrait du concert européen et nécessiterait le transfert de nos intérêts dans les mains de l'ambassadeur de quelque nation amie. Mais si amie que puisse être cette Puissance, je préférerais que nos intérêts restassent confiés à notre propre ambassadeur, surtout quand je considère le ton général de la presse européenne.

Ensuite, en agissant de la sorte, nous perdrions le seul moyen qui nous reste d'exercer quelque influence sur la politique du Sultan. Vous pouvez dire que ce moyen est bien faible et bien inefficace mais je regarderai à deux fois avant de l'abandonner, surtout quand je me rends compte de l'état de choses présent en Orient. Le retrait de notre ambassadeur aurait un autre effet déplorable ; il rendrait

pour ainsi dire tout à fait inutiles nos consuls d'Asie Mineure et même de tout l'Empire ottoman.

N'ayant plus que des fonctions commerciales, ils seraient sans cesse contrariés et harcelés par les autorités turques, tandis que maintenant du moins ils servent de guides et de conseils aux Arméniens, qui comptent toujours sur le secours de l'Angleterre. C'est par eux et par eux seuls que nous obtenons des renseignements exacts sur la situation des malheureux Arméniens.

Je déclare donc que je suis tout à fait opposé au rappel de l'ambassadeur, dont je viens de montrer quels seraient les effets. Mais j'irai encore plus loin. Suivre cette politique serait un des moyens les plus rapides pour amener, sans le vouloir, la guerre.

Le retrait d'un ambassadeur et la remise de ses passeports à un ambassadeur étranger constituent en somme un grand affront fait par une Puissance à une autre.

Examinons ces arguments. « D'abord cela signifierait le retrait de l'Angleterre du concert européen. Mais si l'Autriche y domine comme elle l'a fait jusqu'ici, notre présence ne servira qu'à sanctionner la politique qui aboutit à l'extermination des Arméniens. Personne n'a recommandé cette mesure consistant dans le rappel de notre ambassadeur autrement que comme une décision prise en dernier ressort, alors que serait évident l'échec complet des efforts diplomatiques. Ces efforts ont été, ces dernières années, sans cesse suivis par de nouveaux crimes du Sultan. L'impunité perpétuelle, sanctionnée par la présence des ambassadeurs, l'a enhardi, comme un tigre qui, ayant une fois goûté au sang humain, avance par bonds dans sa carrière de meurtre. N'est-ce pas une honte, pour ne pas dire plus, que la Reine de ce grand pays ait à reconnaître comme égal et à considérer comme un frère le plus grand criminel du dix-neuvième siècle, le misérable assassin auprès duquel Jack l'éventreur lui-même semble presque un honnête homme ? Il y a un an que les ambassadeurs de Constantinople lui jetèrent à la face l'accusation d'avoir au moins sanctionné, sinon ordonné, les massacres qui avaient eu lieu jusque-là. Sachant que leurs accusations resteraient à l'état de réclamations sur le papier, il put prendre avantage de son triomphe sur la chrétienté pour ordonner de nouveaux massacres jusqu'à ce que, satisfaisant enfin sa soif de sang, de plus en plus près de l'Europe, il eût ensanglanté, sous les yeux des ambassadeurs, les rues de sa capitale par le massacre

d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. Il y a huit mois, Lord Salisbury déclara que le Sultan « avait triomphé sur toute la ligne ». La ligne s'est terriblement étendue depuis et le triomphe du Sultan a crû, *pari passu,* en même temps que s'accroissaient ses crimes impunis.

Permettra-t-on que cela continue jusqu'à ce que le dernier Arménien ait été égorgé et que l'égorgeur étende ses massacres aux autres sujets chrétiens de son empire ? L'Angleterre va-t-elle rester tranquillement dans un concert européen qui tolère de semblables crimes ? Je vois que Lord Rosebery répond affirmativement ! Il se déclare admirateur de Cromwell. Croit-il que Cromwell eût continué à accréditer un ambassadeur auprès d'un monstre semblable au Sultan ? Ce qui attriste et étonne, c'est que l'Europe civilisée puisse rester insensible à la honte de voir les relations diplomatiques continuer tranquillement avec l'homme que les ambassadeurs des Grandes Puissances ont deux fois marqué au fer rouge — il y a un an et de nouveau lors des récents massacres de Constantinople — l'accusant des crimes les plus grands et les plus effrayants qui soient dans l'histoire du dix-neuvième siècle.

Comme les raisons données par Lord Rosebery pour maintenir les relations diplomatiques sont de peu d'importance comparées à la honte qu'il y a à les continuer plus longtemps ! Mais examinons-les une à une.

Le rappel de notre ambassadeur réduirait les fonctions des consuls anglais en Asie Mineure à de « pures fonctions commerciales ». Mais, pendant ce règne de la terreur, leurs fonctions n'ont-elles pas été exclusivement commerciales ? Ont-ils empêché un seul massacre ? Aucun, quelque zélés et braves qu'ils se soient montrés. Les délégués consulaires et l'infâme commission turque ont fait beaucoup de mal et aucun bien. L'argument de Lord Rosebery montre que, quelque intelligent qu'il soit, il a une singulière ignorance du caractère oriental en général, du caractère du Sultan en particulier. Celui-ci est un homme dont la lâcheté égale la cruauté, et la défiance, qui est une caractéristique générale du tempérament oriental, est, dans la personne d'Abdul-Hamid, encore augmentée par ses perpétuelles et lâches terreurs. L'inconnu est pour lui plein de dangers. Semblable à une bête de proie traquée, il soupçonnerait qu'une cessation de relations

diplomatiques cache quelque piège redoutable et craindrait de recevoir quelques coups au moment où il ne s'y attendrait pas. Chaque mouvement de la flotte anglaise le ferait trembler. Tant que l'Angleterre reste dans le concert européen il est tranquille. Il considère qu'elle est un peu dans la situation de l'éléphant sauvage entouré et contenu par cinq éléphants apprivoisés. Son succès sans précédent lui donne tellement confiance en ses propres ruses, qu'il pense pouvoir continuer à se moquer de John Bull *ad libitum,* tant qu'il y a un ambassadeur anglais à Constantinople et un ambassadeur turc à Londres. N'ayons plus de relations avec lui, et l'incertitude où il sera des mouvements de l'Angleterre, l'ignorance forcée où il sera de nos actions, auront plus d'effets sur lui que toute « la forte pression diplomatique » dans laquelle Lord Rosebery a tellement confiance.

Mais nos consuls, ajoute Lord Rosebery, « forment le seul canal par lequel ont pu arriver jusqu'au monde civilisé, des renseignements sérieux sur les malheureux Arméniens ». Ceci est un argument que Lord Rosebery ferait mieux de ne pas employer, car, étant au ministère d'abord à la tête du département des Affaires étrangères, puis comme premier ministre, il prit grand soin qu'aucun rayon de lumière ne nous vint d'Asie Mineure par l'intermédiaire des rapports consulaires. L'on demanda avec instance et à plusieurs reprises, dans la presse et à la Chambre des Communes, que fussent publiés les rapports de nos consuls, mais à tous ces appels il répondit par le silence ou par des refus brefs et péremptoires. Nous pouvons donc, à mon avis, passer sur cet argument.

La dernière objection que fait Lord Rosebery au rappel de notre ambassadeur auprès de la Porte, c'est que ce serait là, « en somme, un grand affront fait par une Puissance à une autre ». Un affront fait par la Grande-Bretagne à Abdul-Hamid ! Avons-nous à juger de notre devoir d'après les susceptibilités de cet individu ? Ou Lord Rosebery a-t-il peur qu'Abdul-Hamid nous déclare la guerre...?

Je pense avoir maintenant démontré que ni M. Gladstone, ni aucune autre personne de bon sens, sympathique aux Arméniens, n'a jamais émis ou suggéré aucune proposition qui pût amener une guerre européenne ; tandis qu'au contraire Lord

Rosebery a défendu longtemps une certaine politique d'action isolée qui était bien plus de nature à déchaîner une guerre européenne que celle dont parle M. Gladstone dans son discours de Liverpool. Certainement que ce que M. Gladstone était le plus en droit de demander, c'était de voir son successeur et ami, Lord Rosebery, le consulter avant de l'accuser d'avoir fait dans son discours l'apologie d'une politique qui forcerait le ministre qui s'y conformerait à commettre un crime contre son pays. Etait-ce loyal de venir, sans avoir pris aucun renseignement, rendre M. Gladstone responsable de la démission de Lord Rosebery du poste de leader du parti libéral? Quel était le crime de M. Gladstone? Etait-ce d'avoir prononcé un discours? Lord Rosebery ne peut pourtant pas prétendre que M. Gladstone, parce qu'il s'était retiré de la vie politique, devait garder pour toujours le silence sur toutes les questions d'intérêt public. Est-ce que M. Gladstone avait, dans ce discours, attaqué la politique de Lord Rosebery? Au contraire, il s'abstint de commentaires à son égard et la politique qu'il défendit peut bien moins que celle défendue par Lord Rosebery il y a un an, être accusée d'offrir les inconvénients d'une action isolée. De plus, Lord Rosebery, étant leader de l'opposition, n'était nullement responsable du discours de M. Gladstone. Si quelqu'un avait le droit de se plaindre de l'intervention de M. Gladstone, c'était Lord Salisbury. Mais celui-ci ne se plaignit pas et je n'ai aucune raison de croire qu'il ait même regardé le discours prononcé cette année par M. Gladstone à Liverpool ou celui qu'il prononça l'année dernière à Chester comme ayant un caractère d'hostilité contre son action diplomatique. Il sait que le but poursuivi était au contraire de l'appuyer. Lord Rosebery se plaint-il de ce que M. Gladstone a rallié derrière Lord Salisbury les forces libérales, donnant ainsi à ce dernier une force que jamais n'eut jusqu'ici aucun premier ministre? Sous l'inspiration de M. Gladstone, la nation a donné à Lord Salisbury le pouvoir d'un dictateur, — pouvoir si grand qu'il pourrait faire démissionner celui de ses collègues qui voudrait s'opposer à ses desseins et ne s'en trouver que plus fort. C'est une position exceptionnelle qu'occupe Lord Salisbury à laquelle est attachée une responsabilité unique. Ce-

pendant ce ne devait pas être un sujet de plainte pour Lord Rosebery, puisqu'il a déclaré à Colchester que sa politique était celle de Lord Salisbury. En somme, je dirai que je ne puis trouver dans le discours de M. Gladstone une justification à la démission de Lord Rosebery, pas plus qu'à l'attaque qu'il fit ensuite contre M. Gladstone à cause de son intervention.

Qu'il considérât que sa situation de leader du parti libéral était devenue intenable pour diverses raisons, c'est ce qu'il n'essaya même pas de cacher et, selon mon humble opinion, il aurait de beaucoup fortifié sa situation s'il avait donné les vrais motifs de sa démission au lieu de vouloir faire de M. Gladstone le bouc émissaire.

CHAPITRE XVI

LA PRÉTENDUE COALITION CONTRE L'ANGLETERRE

Considérons maintenant sur quelles bases s'établirait cette coalition contre l'Angleterre. Lord Rosebery déclare à Edimbourg qu' « il y avait chez les Grandes Puissances — chez toutes ou du moins presque chez toutes — une entente absolue et définitive pour s'opposer par la force à toute action isolée de l'Angleterre en Orient ». Il ajoutait : « Un accord règne certainement en Europe, mais cet accord est conclu contre nous. » Au *Eighty Club*, le 3 mars dernier, Lord Rosebery déclarait : « Le 13 août, Lord Salisbury reçut un télégramme de Saint-Pétersbourg lui annonçant que, dans aucun cas, la Russie n'approuverait ni même ne permettrait une action vigoureuse de l'Angleterre seule à propos de l'Arménie. » Dans une lettre datée du 17 septembre, Lord Rosebery parle de la déclaration que la Russie fit en 1895 qu'elle s'opposerait à l'action séparée de n'importe laquelle des Puissances ; ce qui est, comme il l'explique dans une lettre du 26, une allusion à la déclaration du prince Lobanoff telle qu'elle fut transmise dans la dépêche du 9 — déclaration qui, d'après Lord Rosebery « est parfaitement claire pour ceux qui comprennent le langage diplomatique ».

C'est donc sur ces faits seuls que Lord Rosebery s'appuyait, selon ses propres déclarations, jusqu'à ce qu'il prononçât son discours de Colchester, trois semaines après. Dans ce discours il déclara *savoir* qu'existait la redoutable coalition en question qui devait s'opposer par la force à toute action

isolée de l'Angleterre. Avait-il reçu de nouveaux renseignements qui lui permettaient de connaître autre chose que ce que nous apprenaient les *Livres Bleus?* J'ai de bonnes raisons de croire que le seul fait nouveau qu'il connut — c'était le seul qu'il y eût — était le suivant : lors de leur récent entretien à Vienne, le prince Lobanoff et le comte Goluchowski avaient été d'accord pour juger que l'on pouvait maintenir le *statu quo* en Turquie pendant quelques années encore et s'étaient engagés mutuellement à employer toutes les ressources de leurs gouvernements dans ce but. Par cet accord les deux Puissances s'engageaient à résister à toute action isolée dont le résultat serait de détruire le *statu quo* territorial. Elles n'étaient pas obligées de s'opposer à toutes autres formes d'action isolée d'une Puissance. J'ai attiré l'attention publique sur ce point important à la fin de septembre et quelques jours après (29 septembre) le correspondant du *Times* à Vienne confirmait officiellement mes déductions d'après des renseignements de source officielle. Le gouvernement autrichien déclara formellement que la Russie et l'Autriche s'étaient seulement engagées à « maintenir le *statu quo* territorial en Turquie » et, ajoutait-il, elles ne s'opposeraient pas au passage des Dardanelles par la flotte anglaise si, en les forçant, celle-ci n'avait pas l'intention de modifier le *statu quo*.

Nous sommes ainsi ramenés aux déclarations du prince Lobanoff en date des 9 et 13 août 1895, comme à l'unique source de la sensationnelle affirmation de Lord Rosebery : « toutes ou presque toutes les Grandes Puissances d'Europe s'opposeraient par la force des armes à une action isolée de quelque espèce qu'elle fût, de la part de l'Angleterre ».

Examinons ces déclarations.

Rapportant une conversation avec le prince Lobanoff, le 9 août 1895, l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg écrit :

J'ai demandé au prince Lobanoff jusqu'à quel point le gouvernement russe était décidé à exercer une pression sur le Sultan dans le cas où il refuserait d'agir. Son Excellence me répondit qu'elle m'autorisait à assurer Votre Seigneurie que l'idée d'employer la force répugnait personnellement à l'Empereur, et, comme je lui renouvelais, dans la suite, ma question, Son Excellence me dit que

l'emploi de la force par l'une quelconque des Puissances déplairait également au gouvernement russe.

Quatre jours plus tard (13 août), l'ambassadeur écrit :

Le prince Lobanoff m'a déclaré en réponse à la question que je lui ai posée (jusqu'à quel point le gouvernement impérial serait disposé à imposer les réformes au Sultan), que l'Empereur autant que lui-même étaient très nettement opposés à l'emploi de la force par une seule ou par l'ensemble des Puissances.

Ici donc nous saisissons l'origine de cette opinion de Lord Rosebery qu'il y a une alliance de toutes ou de presque toutes les Grandes Puissances pour nous attaquer dans le cas d'une « action isolée » de notre part. Mais il n'y a là aucunement les preuves de cette coalition contre nous. Au contraire il ne s'agit nullement de l'Angleterre. Le gouvernement russe se déclarait simplement opposé, il y a quatorze mois, à l'emploi de la force contre le Sultan par une seule des Puissances autant que par toutes, et alors qu'il s'agissait de lui *imposer un plan de réformes impraticables*. Il ressort des *Livres Bleus* que par l'emploi de la force le prince Lobanoff entendait l'invasion de l'Empire ottoman par une armée ou l'occupation de Constantinople par des forces navales. La Russie avait conçu des soupçons (et non sans raisons) sur les intentions de la Triple Alliance et de l'Angleterre. Aussi s'opposait-elle à une action qui pouvait avoir pour résultat de renverser l'Empire turc ou se terminer définitivement par l'occupation de Constantinople à la suite d'un coup de main.

La Russie avait eu probablement vent du complot (dont nous avons parlé dans un chapitre précédent) que l'Autriche et l'Allemagne étaient en train de tramer contre elle : il s'agissait d'entraîner l'Angleterre dans une combinaison navale avec la Triple Alliance. Le but dernier était l'écrasement des flottes russe et française et par suite la délivrance de l'Autriche et de l'Allemagne du cauchemar de la Double Alliance, tandis que l'Angleterre eût été attirée dans la Triple Alliance qui n'aurait plus eu à redouter aucune combinaison hostile. Mais rien dans aucune des déclarations du prince Lobanoff ne peut faire supposer qu'il dût s'opposer à une

action séparée du genre de celle que la Russie elle-même sanctionna en 1880, c'est-à-dire la prise d'une garantie matérielle par une des Puissances qui ne serait pas nécessairement l'Angleterre, qui pouvait être la Russie elle-même.

J'ai déjà fait remarquer que Lord Rosebery avait attribué aux paroles du prince Gortchakoff un sens qu'elles ne comportaient nullement et avait essayé de justifier sa traduction en faisant allusion au « langage de la diplomatie », ce que je déclarais ne pas comprendre. J'oserai arguer, humblement, que je n'ai pas pendant vingt ans étudié l'histoire de la Question d'Orient dans les documents diplomatiques de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie, de l'Italie, ct en outre occasionnellement de l'Allemagne et de l'Autriche sans avoir acquis quelque connaissance du langage diplomatique, et je puis dire par expérience que la langue de la diplomatie est tout simplement la langue de la grammaire et du sens commun, plus ou moins claire et plus ou moins obscure selon le talent littéraire du diplomate, et qu'elle n'a rien d'une franc-maçonnerie linguistique. Cependant essayons de le prouver.

En 1876-77 la question de l'action coercitive ayant été agitée comme elle l'est actuellement dans les chancelleries d'Europe, Lord Derby, alors ministre des affaires étrangères, fut questionné à plusieurs reprises comme l'a été le prince Lobanoff l'année dernière, pour savoir si l'Angleterre accepterait l'emploi de mesures coercitives pour obliger le Sultan à accomplir des réformes importantes en Bulgarie. Je donnerai la réponse qu'il fit en trois occasions différentes. A une députation anglaise il déclara :

Nous n'interviendrons pas ; nous ferons tous nos efforts si c'est nécessaire pour décourager les autres de tout projet d'intervention.

Dans une dépêche à l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, il dit :

L'ambassadeur de Russie est venu me rendre visite et m'a demandé si, dans le cas où la guerre éclaterait entre la Turquie et la Serbie, le gouvernement de Sa Majesté avait l'intention, ainsi qu'il avait été amené à le penser, de donner son adhésion à une politique de stricte et absolue non-intervention. J'ai dit que, sans aucun

doute, telle était la situation mais qu'il fallait qu'il fût bien compris que le gouvernement de Sa Majesté ne prenait aucun engagement de s'abstenir, dans la suite, de toute intervention au cas où, ce que cependant je n'envisage pas comme probable, les autres Puissances tiendraient une autre conduite (1).

Le jour qui précéda l'ouverture de la Conférence de Constantinople, Lord Derby écrivit à Lord Salisbury (2) que le gouvernement de Sa Majesté avait décidé que l'Angleterre ne consentirait pas à prêter son concours à des mesures coercitives militaires ou navales contre la Porte (3).

Toutes ces déclarations de Lord Derby sont beaucoup plus énergiques, beaucoup plus péremptoires que le langage très modéré et courtois du prince Lobanoff, auquel Lord Rosebery attribue une portée si redoutable.

Lord Derby voulait-il dire alors qu'il s'opposerait par la force à une action isolée de la Russie? Il nous répondra lui-même. En effet, rapportant un entretien avec l'ambassadeur ottoman, Lord Derby dit :

Je l'ai informé que bien que le gouvernement de Sa Majesté ne songeât pas personnellement à menacer la Turquie de mesures coercitives pour le cas où les propositions de la Conférence seraient rejetées par la Porte, la Turquie cependant ne devait pas compter sur l'Angleterre pour une aide ou une protection au cas où son refus entraînerait une guerre avec d'autres Puissances.

Nous trouverons peut-être que le prince Lobanoff lui aussi nous a donné la clef du langage sur lequel Lord Rosebery appuie son argumentation. Cette explication de son langage, je la trouve dans une dépêche de Sir Philipp Currie, datée du 29 août 1895 et dans une dépêche de l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg datée du 28 août 1895. Lord Salisbury vit du premier coup que le plan de réforme que lui avait transmis son prédécesseur n'était pas seulement composé de mesures, inutiles séparément, mais qui, par leur rapprochement, devenaient dangereuses.

Il proposa donc qu'au lieu d'une commission internatio-

(1) *Livres Bleus,* Affaires de Turquie, n° 3 (1876), p. 35.
(2) Alors ambassadeur anglais à Constantinople. (*N. du T.*)
(3) *Livres Bleus,* Affaires de Turquie, n° 2 (1877), p. 56.

nale siégeant à Constantinople une commission de surveillance fût envoyée en Arménie composée de la manière suivante, indiquée dans la dépêche de Sir Philipp Currie :

La Sublime Porte a reçu un télégramme de son ambassadeur à Saint-Pétersbourg déclarant que le prince Lobanoff l'a informée le 27 courant que la Russie acceptait la proposition de l'Angleterre de nommer une Commission de surveillance composée de trois Européens (représentant la Russie, la France et l'Angleterre) et de quatre Turcs, d'après le Traité de Berlin. Le prince Lobanoff a déclaré que c'était la dernière concession qu'il pouvait faire, à la demande de Votre Seigneurie et qu'autrement il n'y aurait plus qu'à laisser l'Angleterre et la Turquie en présence.

La veille l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg avait envoyé une dépêche dans laquelle il rapportait une conversation qu'il avait eue avec le prince Lobanoff et dont je donne ci-dessous un extrait. En apprenant que la Russie acceptait la proposition de Lord Salisbury, l'ambassadeur de la Turquie s'empressa de demander confirmation de cette nouvelle :

Husny Pacha fut très troublé en apprenant qu'il en était ainsi et exprima sa surprise et son regret de voir la Russie adopter cette conduite ; le prince Lobanoff a répondu qu'il n'y avait là rien qui dût le surprendre, que la résolution actuellement prise était entièrement justifiée par le Traité de Berlin et que le gouvernement turc n'avait à s'en prendre qu'à lui-même s'il n'avait pas accompli plus tôt les réformes. On avait été amené à penser, croyait-il, que le récent changement de gouvernement en Angleterre apporterait une modification dans les vues du gouvernement de Sa Majesté et que Votre Excellence serait moins disposée à appuyer les demandes des ambassadeurs auprès de la Porte. En cela cependant le gouvernement turc s'est fourvoyé et, d'après l'opinion du Prince, les demandes qui avaient été formulées constituaient le minimum de ce que Votre Excellence pouvait accepter eu égard à l'état de l'opinion publique en Angleterre. Le prince Lobanoff déclara que les reproches de Husny Pacha lui semblaient plutôt injustes après les efforts qu'il avait faits pour modérer l'action du gouvernement de Sa Majesté Britannique qui semblait à un certain moment être sur le point d'agir isolément dans cette question, ce qui pouvait, craignait-il, amener de graves complications et qui, en fait, avait réouvert la question d'Orient.

Nous tenons donc de la propre bouche autorisée du prince Lobanoff lui-même que, dans le cas où le minimum des de-

mandes de Lord Salisbury ne serait pas accepté, on ne mettrait pas d'obstacle à l'action isolée de l'Angleterre « qui serait laissée seule en face de la Turquie » (1). Ces paroles furent prononcées une quinzaine de jours après les observations si modérées du prince Lobanoff dont Lord Rosebery se servit pour évoquer des images de guerre, de ruine et de massacres « qui dépasseraient vingt fois ceux de Flodem, et l'ange de la mort apparaîtrait ». On semblait, en effet, le voir apparaître à Edimbourg et aussi dans chaque hameau, dans chaque village, dans chaque ville de l'Angleterre « pour annoncer à nos fils et nos frères, à la fleur de la jeunesse et de l'âge viril qu'elle va perdre la vie dans cette conflagration européenne ». Ce sont là de pures phrases dites par un ancien Premier et ministre des affaires étrangères devant une assemblée ignorant tout à fait les faits exacts; mais elles sont aussi inconsistantes que les « fils de la vierge qui flottent paresseusement dans l'air voluptueux de l'été » lorsqu'on les rapproche de la réalité.

En voilà assez au sujet des paroles du prince Lobanoff. Le défunt chancelier a expliqué son propre langage, et son interprétation est précisément l'inverse de celle de Lord Rosebery. La vérité est que l'attitude du prince Lobanoff dans la question d'Arménie fut déterminée par la direction prise dans cette question par le gouvernement de Lord Rosebery. Afin de comprendre le point de vue du prince et de lui rendre justice il faut que nous ayons une idée nette des négociations qui précédèrent la chute du cabinet Rosebery; c'est ce que je veux essayer maintenant de présenter au lecteur avec toute la concision compatible avec un exposé précis des faits.

(1) *Livres Bleus*, Affaires de Turquie, n° 1 (1896), p. 135-137.

CHAPITRE XVII

UN MAUVAIS DÉBUT

Au moment de quitter le ministère en 1892, Lord Salisbury publia un *Livre Bleu* sur l'Arménie qui prouvait, sans laisser place au moindre doute, que pendant plus d'une année le Sultan avait organisé soigneusement le massacre des Arméniens. Après avoir encouragé les Kurdes et tous les Musulmans en général à attaquer dans leur vie, leur religion et leur honneur, les chrétiens, afin de les pousser apparemment à quelque imprudence qui lui donnerait le droit devant l'Europe de crier à la rébellion et de « diminuer la population » (euphémisme turc pour massacrer), il constitua une cavalerie kurde de 30,000 hommes, lui donna son nom, l'*Hamidié,* et mit à sa tête comme officiers les pires scélérats de l'Asie Mineure. Un certain Hussein Agha avait été quelque temps *Mudir* de Patnoss, en Arménie ; ses crimes étaient connus de tous tant par leur nombre que par leur férocité. Une énumération sèche de ses exploits remplit plus d'une page in-folio des *Livres Bleus* et, en envoyant cette liste sinistre à Lord Salisbury, l'ambassadeur d'Angleterre parlait de lui comme d'un « monstre ». Qu'on me permette de donner un spécimen de ses hauts faits tels que les rapporte le Consul d'Angleterre à Erzeroum en 1891 :

> Il y a quinze jours, Hussein Agha entra avec son neveu, la nuit, dans la maison d'un Arménien nommé Caspar, à Patnoss, dans l'intention d'enlever sa belle-fille, jeune femme d'une grande beauté ; les habitants de la maison appelèrent à l'aide. Alors Hussein sortit son revolver et tua sur place la jeune femme.

On a, d'après ceci, une idée de ce que peut être la vie ordinaire des chrétiens sous la domination turque.

Le gouverneur d'un district important s'éprend de la jeune femme, très belle, d'un chrétien, va avec son neveu pour l'enlever et la mettre dans son harem et comme son mari et ses parents appellent au secours, il châtie ce qu'il considère comme l'insolence de ces *chiens de chrétiens* en tuant sur place la jeune femme. Et notez bien que le fait ne se passe pas dans une époque de trouble ou de démence publique, mais que c'est là un incident ordinaire de la vie des chrétiens. Journellement ils sont exposés à ces outrages. Chaque village, chaque maison presque, a dans ses annales quelque tragédie analogue. Et le criminel était un haut officier, un gouverneur de district.

Mais voici d'autres exemples de la méthode d'Hussein pour administrer le district de Patnoss :

Il y a de cela quatre ou cinq ans (ceci fut écrit en janvier 1891), Hussein était en train de voler et de piller. Il mit le feu à neuf villages, tua dix hommes, coupa la main droite, le nez et les oreilles à onze autres, dont quelques-uns pourraient au besoin être produits comme témoins. Il enleva 2,600 moutons, 9 chevaux, beaucoup de bétail et de biens de toute sorte. De la maison du frère d'Avani (qui était présent lorsqu'on racontait ceci), il enleva pour 3,000 livres sterling de biens et aveugla la mère d'Avani d'un coup de fusil. Il y a un an, il enleva cinq jeunes filles chrétiennes de Patnoss. A son retour de Van, il continua ses anciennes prouesses et, durant les mois de septembre et d'octobre, recueillit par la violence 300 livres sterling dans le district de Patnoss (1).

Quand Lord Salisbury reçut la dépêche qui contenait le récit des crimes de cet homme, il la lut à la Reine et donna à notre ambassadeur des instructions formelles pour réclamer la punition du coupable. Quelle fut la réponse du Sultan à cette juste réclamation? La même qu'il fit lorsque Lord Derby demanda, au nom de la Reine, le châtiment de Chefket Pacha, le triste héros du massacre de Betak. Il décora immédiatement Chefket et lui donna un poste d'honneur dans son palais. De même aucun compte ne fut tenu des réclamations de Lord Salisbury, mais quand l'équipement de la nouvelle cavalerie turque fut complété, il invita une délégation de ces troupes à Yildiz-Kiosk, où il la fêta pendant une semaine, puis

(1) *Livres Bleus :* Affaires de Turquie, n° 1, pages 6-25.

la renvoya dans ses quartiers après lui avoir ordonné de « harceler les Arméniens ». Hussein était parmi ces hôtes d'honneur et le Sultan l'éleva à la dignité de pacha, lui donnant également un haut commandement dans la cavalerie kurde. Depuis il a été un des pires bourreaux de l'Arménie. Ai-je tort de croire que si une insulte pareille était faite à notre pays par un souverain européen, elle aurait pour immédiate conséquence le rappel de l'ambassadeur accrédité près ce souverain? Pourquoi traite-t-on ce barbare féroce avec des ménagements qu'on n'aurait pas pour un souverain européen?

Telle était la situation en présence de laquelle se trouva Lord Rosebery quand il devint ministre des affaires étrangères en 1892. Le Sultan faisait tout son possible pour provoquer les Arméniens à quelque semblant de résistance qui donnerait une excuse plausible aux massacres qu'il organisait depuis quelque temps.

Non content de lâcher les Kurdes contre eux, il envoya des agents provocateurs prêcher la révolte aux Arméniens et encourager les malheureux torturés à l'insurrection. Tout cela se trouve dans les *Livres Bleus*. Cependant notre gouvernement ne prit encore aucunes mesures. Alors arriva au commencement de l'automne de 1894 le massacre de Bitlis. Deux mois après, le bruit de ce massacre commença à se répandre dans le monde entier, malgré le cordon de troupes dont le Sultan avait entouré le district. Eh bien! que fit notre gouvernement? Il avait été assez tôt informé par ses consuls, mais il ne laissa rien de la nouvelle pénétrer jusqu'au public. Le Parlement et l'opinion publique auraient dû, à mon humble avis, demander à tous ceux qui en étaient responsables des explications de la suppression complète des rapports consulaires d'Arménie pendant toute la durée du précédent gouvernement. C'est à Lord Salisbury, en effet, que nous devons notre connaissance des négociations de cette époque. Je les passerai rapidement en revue en indiquant seulement les jalons qui marquent la route.

On peut poser en axiome que dans les négociations avec le gouvernement ottoman, on ne doit jamais abandonner une demande que l'on juge équitable. Il faut agir comme la Sybille lorsqu'elle offrait, à un prix bien fixé, ses livres à Tarquin.

Soyez plus impératif après chaque refus, bientôt viendra le moment où l'on ne refusera plus d'accéder à votre demande. Malheureusement le gouvernement de Lord Rosebery suivit une ligne inverse, cédant toujours en présence des refus de la Porte. Le Sultan lui-même accusa un vice-consul anglais de pousser les Arméniens à la révolte.

Sir Philipp Currie eut alors l'habileté de répondre qu'il allait envoyer immédiatement le colonel Chermside, attaché militaire de l'ambassade, faire une enquête; si l'accusation était fondée, elle entraînerait la destitution immédiate du vice-consul, mais dans le cas contraire l'accusation devait être retirée, en même temps que des excuses seraient présentées par le gouvernement ottoman. Le Sultan abandonna aussitôt l'accusation et le gouvernement eut la faiblesse de s'incliner devant la « résolution bien ferme du Sultan de s'opposer au départ du colonel Chermside pour l'Arménie ». « La résolution bien ferme du Sultan » d'empêcher un officier anglais de faire une enquête sur une accusation infamante portée contre un vice-consul d'Angleterre! Le Sultan savait que la mission du colonel Chermside confirmerait le récit des massacres, aussi voulut-il l'empêcher et le gouvernement anglais, par faiblesse, fit son jeu, alors que plus il s'y opposait, plus il fallait insister pour que le colonel Chermside accomplît sa mission.

La suppression des rapports consulaires ne servit à rien. L'initiative privée fournit en partie les informations refusées par le gouvernement. Les révélations faites par les correspondants spéciaux de quelques-uns de nos grands journaux soulevèrent à tel point l'opinion publique que le gouvernement sentit qu'il fallait faire quelque chose. Et que fit-il? Il approuva la nomination d'une Commission exclusivement turque, nommée par le Sultan, pour examiner la véracité des rapports envoyés par les consuls d'Angleterre. Le 26 novembre 1894, Sir P. Currie écrivit à Lord Kimberley :

M. Hallward rapporte en détail les horreurs qu'a racontées le *Times* du 17 novembre. M. Graves, dans sa dépêche chiffrée, confirme les faits rapportés par M. Hallward (1).

---

(1) *Livres Bleus :* Affaires de Turquie, n° 1 (1895), page 29.

Le gouvernement pensait-il qu'une Commission nommée par le Sultan était plus digne de foi que le Consul anglais à Erzeroum et que notre vice-consul de Van? Et il n'y avait pas que les preuves fournies par les Consuls britanniques. L'ambassadeur d'Angleterre à Vienne écrivait à Lord Kimberley le 12 décembre 1894 :

Les rapports reçus par Votre Excellence sont entièrement confirmés par les nouvelles reçues du Consul d'Autriche à Trébizonde, qui craint que l'on ne trouve pas de preuves contre les coupables à cause de la terreur qui règne.

Le 18 décembre 1894, l'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg écrivit à Lord Kimberley :

Au reçu du télégramme de Votre Excellence en date du 6 courant, je n'ai pas manqué d'en communiquer la substance au comte Kapnist, qui m'a déclaré de son côté que l'ambassadeur russe à Constantinople lui avait télégraphié le récit des horribles massacres du vilayet de Bitlis et le remède insuffisant de la Porte, qui avait annoncé la nomination d'une commission chargée de faire une enquête sur les massacres (1).

Et cependant, malgré ces preuves accumulées que « d'horribles massacres » avaient eu lieu, le gouvernement anglais accepta la Commission d'enquête du Sultan et pressa les autres Puissances d'en faire autant.

L'Autriche et l'Allemagne refusèrent en alléguant qu'elles n'avaient pas de consuls en Arménie. La Russie et la France y consentirent par amitié pour l'Angleterre, mais en déclarant qu'elles ne croyaient pas que rien de bon pût résulter des travaux d'une Commission exclusivement turque.

Le gouvernement de Lord Rosebery s'imaginait-il réellement qu'une Commission nommée par le Sultan et composée de ses créatures ferait une enquête loyale? Si sa crédulité atteignait ce degré inouï, le Sultan prit soin de lui enlever le plus tôt possible ses illusions. Le 23 novembre 1894, Sir Philipp Currie télégraphiait ce qui suit à Lord Kimberley :

Le gouvernement ottoman a publié des décrets conférant des décorations au Mufti de Mush, qui est accusé d'avoir excité ses

(1) *Livres Bleus :* Affaires de Turquie, n° 1 (1895), page 48.

troupes contre les chrétiens, et à Zeki Pacha, commandant du 4e corps d'armée. Le Mutessarif de Mush, qui a protesté contre les massacres, a été révoqué. La nomination de la commission a été notifiée officiellement à la presse. La note déclare que la commission est envoyée pour faire une enquête sur la conduite criminelle des brigands arméniens et nie absolument l'authenticité des massacres.

Voici en substance la note officielle à laquelle fait allusion le télégramme de Sir Philipp Currie. Elle se présente sous la forme d'une circulaire envoyée par le ministre des affaires étrangères du Sultan aux ambassadeurs turcs près des cours étrangères :

Mes communications précédentes vous ont informé qu'en conséquence des actes criminels commis par une troupe d'Arméniens insurgés dans les districts de Sassun et de Talori les troupes régulières ont été envoyées sur les lieux pour punir les coupables ; l'ordre et la tranquillité ont été rétablis. Malheureusement. certains organes de la presse européenne, ayant cédé à des intentions malveillantes, publient des récits imaginaires et contraires à la vérité. Etant donnée cette attitude inconcevable, le gouvernement impérial a décidé d'envoyer sur les lieux une commission d'enquête composée de Leurs Excellences le général de division Abdullah Pacha, aide de camp de Sa Majesté Impériale le Sultan, notre auguste souverain; le directeur des Caisses d'Epargne Impériales, Enmer Bey ; le premier Secrétaire du bureau de la Correspondance au ministère de l'intérieur, Medjid Effendi et Hafviz Tewfik Pacha, général de brigade du Grand État-Major de Sa Majesté.

C'était là un défi direct et souverainement insolent qui était lancé à l'Europe en général et à l'Angleterre en particulier. Comment le reçut-on? Immédiatement, au reçu du télégramme de Sir Philipp Currie, Lord Kimberley répondit ainsi :

Ce que vous m'annoncez concernant la commission de Bitlis, dans votre télégramme d'aujourd'hui, est si grave que le gouvernement de Sa Majesté doit donner sans retard la plus sérieuse attention à ce que vous nous avez fait connaître. Je dois cependant dès maintenant exprimer la surprise et la peine que je ressens en apprenant que l'enquête est annoncée comme devant être faite « sur la conduite criminelle des brigands arméniens » et non pour rechercher la vérité sur le massacre des Arméniens; qu'ainsi, bien avant que l'enquête ait été faite, le rapport remis au Sultan et au gouvernement turc par Votre Excellence se trouve publiquement accusé de

fausseté; que des décorations ont été données aux deux officiers turcs les plus compromis dans les derniers événements et que le Mutessarif qui a protesté contre les massacres a été privé de ses fonctions. Votre Excellence recevra des instructions dès que j'aurai consulté mes collègues, car on ne peut pas laisser les choses en cet état.

Rien à reprendre dans ces paroles dignes d'un homme d'honneur et d'un véritable Anglais, et Lord Kimberley les répétait trois jours plus tard à l'ambassadeur turc à Londres en y ajoutant les menaces que l'on va lire :

Je lui ai dit que je ne pouvais lui faire sentir assez énergiquement la gravité et la portée des résultats pouvant se produire dans le cas où l'enquête promise n'aboutirait à rien. Cela pouvait devenir même une question purement européenne.

Que le lecteur considère bien la gravité des faits en question. Le gouvernement anglais a donné des instructions à son ambassadeur auprès de la Porte tendant à mettre sous les yeux du Sultan le rapport envoyé par un consul britannique, confirmé par les autorités autrichiennes, russes et italiennes, rapport contenant le récit d'atroces massacres commis sur l'ordre ou avec la connivence des officiers du Sultan et l'invitant à demander une enquête impartiale. Comme si l'enquête du consul anglais, confirmée par les autres consuls, n'avait pas été impartiale! Le Sultan profite habilement du doute ainsi jeté par un gouvernement sur l'impartialité de son propre consul. il accuse le rapport d'être « un produit de l'imagination, contraire à la réalité » et annonce la nomination d'une commission composée de parasites de son palais chargés d'enquête, sur « la conduite criminelle des bandits arméniens ». Sir Philipp Currie proteste auprès du Grand Vizir :

Si des mesures ne sont pas prises pour satisfaire le gouvernement de Sa Majesté, si la promesse du Sultan n'est pas tenue, il sera nécessaire et conforme au 61e article du Traité de Berlin d'envoyer le colonel Chermside faire une enquête sur les traitements subis par les Arméniens et le gouvernement anglais sera forcé d'autre part de publier des rapports consulaires qui lui ont été adressés des provinces asiatiques et qu'il a si longtemps tenus secrets.

Nous voyons ici le Sultan donner un démenti direct à l'ambassadeur d'Angleterre et par suite au gouvernement et au

souverain qu'il représentait. Avant l'époque de la diplomatie invertébrée que nous traversons, devant une telle insulte à la dignité de la Grande-Bretagne, on aurait exigé immédiatement une rétractation et des excuses ou l'ambassadeur turc aurait reçu ses passeports et le nôtre aurait été aussitôt rappelé. Le langage de Lord Kimberley que j'ai rapporté laisse à penser qu'il songeait bien à quelque chose de semblable, mais il conféra avec ses collègues en conseil de cabinet et le résultat de cette conférence fut qu'il envoya simplement ce qu'on appelle, sans doute par euphémisme, une « protestation », exprimant tristement « le grand regret et la surprise » éprouvés par le gouvernement de Sa Majesté devant l'affront que lui faisait le Sultan dans la note officielle concernant la nomination de la Commission.

Une telle note en opposition absolue avec les assurances antérieurement reçues du Sultan ne permet pas au gouvernement de Sa Majesté de croire la Commission capable de faire une enquête impartiale et satisfaisante sur les événements en question.

Ce fut là — avec la menace jamais mise à exécution de publier les rapports consulaires « tenus si longtemps secrets » — tout ce que le gouvernement de Lord Rosebery eut le courage de faire. Il pressa encore le Sultan de réunir cette commission dont il avait lui-même condamné la nomination comme une infâme comédie. C'était simplement ridicule. L'Italie, qui avait accepté à contre-cœur l'invitation de l'Angleterre de sanctionner la nomination de la Commission turque, se retira aussitôt que le Sultan eut rendu manifeste le caractère et les intentions de cette Commission et nomma M. Monaco consul général, avec la mission de faire lui-même une enquête particulière.

Le Sultan tenta de l'empêcher tantôt par des cajoleries, tantôt par des menaces, comme lorsqu'il avait été question d'envoyer comme enquêteur le colonel Chermside. Mais le gouvernement italien, contrairement au nôtre, alla son chemin, sans s'occuper du Sultan, et M. Monaco se livra sur le théâtre des massacres à de minutieuses investigations sans se limiter au district désigné par la Commission du Sultan.

Il fit un rapport très complet et estima le nombre des

victimes, à cette date, à plus de 50,000 au lieu de 900, le chiffre ridicule de M. Shipley.

L'enquête de ce dernier ne s'étendit, ainsi que je l'ai déjà montré, qu'à une faible partie de la région où eurent lieu les massacres. Mais même pour ce district très restreint, M. Shipley admet lui-même que l'enquête, « particulièrement pour ce qui concerne les événements qui se sont produits dans la région même de Talori, a été faite d'une façon déplorable par les commissaires » de telle sorte qu' « il était impossible de fixer même approximativement le nombre des victimes. Si c'est là le cas pour ce qui concerne les districts que j'ai visités en personne, en même temps que la Commission, cela sera encore bien plus vrai pour la région de Talori, que nous n'avons pas eu l'occasion de visiter, et au sujet de laquelle quatre témoins seulement, indépendamment des dix prisonniers, furent interrogés par la Commission ».

Le malheur, c'est que M. Shipley, n'ayant pas de données pouvant le guider, si ce n'est les preuves maquillées des Commissaires turcs, se soit contenté de pures conjectures et les ait ensuite consignées dans un rapport officiel. Une simple remarque montrera le côté fallacieux de sa méthode superficielle. Il veut évaluer, sans preuves dignes de foi, le nombre de maisons qui ont été complètement détruites dans les villages. Puis il fixe le nombre des habitants d'une maison à dix, soustrait le nombre des survivants et croit tenir le chiffre des morts. Mais le chiffre de dix est ridiculement bas pour une maison arménienne. Évaluer de vingt à trente le nombre de ses habitants serait beaucoup plus près de la vérité. Souvent plusieurs familles vivent sous le même toit : les grands-parents, les enfants et les petits-enfants.

Mais je n'ai pas à m'occuper pour l'instant du rapport honnête, mais tout à fait indigne de créance, de M. Shipley. Ce qui m'intéresse en ce moment c'est la façon dont le gouvernement de Lord Rosebery envisagea la question.

L'Italie, nous l'avons vu, refusa d'avoir rien de commun avec la Commission nommée par le Sultan. Le gouvernement de Sa Majesté déclara que c'était une imposture et, cependant, fit fond sur elle.

Les gouvernements russe et français n'avaient dès l'ori-

gine aucune confiance en la Commission; mais après la note officielle indiquant l'objet de l'enquête, ils refusèrent d'envoyer des délégués consulaires pour surveiller ses actes : le gouvernement anglais, au contraire, continua à suivre la même voie et elle fut ainsi accompagnée de drogmans russes et français et d'un jeune vice-consul anglais étranger au pays et qui en ignorait la langue.

La Commission se révéla comme une telle fumisterie que les envoyés russes, anglais et français envoyèrent le même télégramme identiquement à leurs ambassades :

Comme l'enquête de Murad est terminée et que la Commission d'enquête refuse définitivement d'entendre les témoins que nous lui avons indiqués en dernier lieu, nous avons cessé nos investigations, selon les ordres de Votre Excellence.

Néanmoins, le gouvernement anglais prit l'initiative d'ordonner à son envoyé de continuer à se prêter à cette comédie de l'enquête turque, donnant ainsi indirectement un caractère sérieux à ses procédés iniques (1).

Neuf mois précieux furent ainsi gratuitement perdus et le résultat de tout cela fut un projet de réformes que le prince Lobanoff, avec sa profonde connaissance des affaires turques, déclara impraticable. L'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg écrit le 9 août 1895 :

Le prince Lobanoff m'a rappelé qu'il ne m'avait jamais caché son opinion sur le projet de réforme élaboré par les ambassadeurs à Constantinople et qu'il considérait comme impraticable (2).

Impraticable, oui certes ; je l'ai prouvé en détail dans une critique que je lui consacrai dans le *Times* dès sa publication ; — impraticable et, de plus, funeste. Les réformes étaient basées sur la proportion numérique des chrétiens et des musulmans dans le pays auquel elles devaient s'appliquer.

C'était là une mesure grosse de périls pour les chrétiens si les Puissances ne prenaient pas des mesures immédiates

---

(1) *Livres Bleus :* Affaires de Turquie, n° 1 (1895), pages 27, 29, 32, 33, 39, 40-43, 110, 117, 118, 121-3, 203-4.

(2) *Id.*, n° 1, page 121.

pour arrêter le bras de l'*Assassin*. Mais elles ne firent rien du tout, et l'ordre partit de Yildiz-Kiosk de massacrer les Arméniens, et pour commencer, dans les districts où devaient se faire les réformes. Le résultat, le voici tel que nous le donne le télégramme suivant de l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, adressé à Lord Salisbury le 13 décembre 1895 :

On peut estimer en somme que les derniers troubles ont amené la dévastation, en ce qui concerne les Arméniens, de la *totalité des provinces où devait s'appliquer le projet de réformes,* que sur une étendue de territoire beaucoup plus considérable que la Grande-Bretagne, toutes les grandes villes, à l'exception de Van, de Sassun et de Mush (exceptions qui aujourd'hui n'existent plus), ont été le théâtre de massacres de la population arménienne, tandis que les villages arméniens ont été presque entièrement détruits. D'après une estimation modérée, le nombre des victimes est évalué à 30,000. Les survivants sont dans un état de complète misère et sont forcés en beaucoup d'endroits de se faire musulmans. Les accusations portées contre les Arméniens d'avoir été les auteurs des premières provocations ne se peuvent soutenir. La participation des soldats aux massacres est en beaucoup d'endroits établie de telle façon qu'il n'y a pas place pour le moindre doute.

Remarquez les mots que j'ai mis en *italiques*. Le ministre des affaires étrangères d'Italie m'a dit à Rome, au mois de février dernier, qu'il venait de recevoir une dépêche de l'ambassadeur d'Italie à Constantinople l'informant que le Grand Vizir avait présenté au Sultan un rapport sur l'état de l'Arménie, dans lequel il affirmait au Sultan qu'il n'y avait pas besoin de se préoccuper du projet de réformes « depuis que l'élément musulman était maintenant partout en majorité ». Le Sultan, comme je l'ai prouvé, d'après les *Livres Bleus*, dans ma brochure sur les *Responsabilités de l'Angleterre envers l'Arménie,* avait commencé en 1891 à préparer un de ces massacres de chrétiens qui sont périodiques en Turquie. Il commença par le district de Sassun et, sans le projet de réformes, ce massacre aurait suffi à satisfaire sa passion sanguinaire pour un certain temps ; mais les réformes étant basées sur la proportion numérique entre les deux confessions, il décida d'en détruire les effets en renversant la proportion, et c'est ce qu'il fit non seulement en Arménie, mais encore dans la plus grande partie de l'Anatolie. C'est ce qu'auraient dû prévoir

les auteurs du projet et leur premier soin, sachant à quel homme ils avaient affaire, aurait dû être d'y pourvoir.

La première, la Russie exprima franchement son opinion que la Commission turque ne ferait rien et que le projet de réformes élaboré serait vain ; mais le gouvernement anglais, pour une raison que je ne saurais deviner, donna son adhésion à la Commission et aux projets de réformes, comme s'il croyait trouver là une panacée infaillible pour les maux de l'Arménie. C'est ainsi que Lord Rosebery déclare, dans son discours au *Eighty Club*, en mars dernier :

> Nous avions obtenu avec quelque difficulté du Sultan la nomination d'une Commission d'enquête sur les massacres qui ont eu lieu et sur lesquels l'Europe voulait avoir une opinion autorisée. Avaient-ils eu lieu ou n'avaient-ils pas eu lieu? Avaient-ils pour auteurs les Kurdes ottomans ou étaient-ils causés par les provocations des Arméniens, comme le prétendait la Porte? Jusqu'à ce que nous eussions été renseignés là-dessus, nous n'étions pas en position d'agir. Je quittai le pouvoir alors que les négociations étaient en cours. Nous avions obtenu le concours de la France et de la Russie pour notre politique générale, nous l'avions aussi obtenu pour notre projet de réformes et je puis ajouter qu'un peu moins de deux mois après notre départ du ministère la Russie fit cette solennelle déclaration dont j'ai déjà parlé [contre les mesures coercitives].

La confiance que j'ai dans la sincérité de Lord Rosebery ne me permet pas de très bien comprendre ce passage. C'est — comme son interprétation du discours prononcé à Liverpool par M. Gladstone — un exemple de sa faculté de lire dans les actes ou les paroles non ce qu'elles contiennent réellement, mais d'y trouver ses idées préconçues sur le sujet.

Après avoir été un ardent partisan de « l'action isolée », Lord Rosebery s'imagina tout à coup qu'elle amènerait une grande guerre européenne; aussi, sans prendre le temps de considérer s'il ne pouvait pas exister une forme d'action séparée qui n'amènerait pas une guerre européenne, il attaqua le discours extrêmement modéré et réservé de M. Gladstone, comme s'il y avait lancé un défi pour une lutte à mort avec l'Europe entière.

De même il voit dans la Commission turque et dans le projet de réformes non ce qu'il y avait réellement dedans, mais ce qu'il

voulait y voir. « Nous avions obtenu avec quelques difficultés du Sultan une Commission d'enquête au sujet des massacres qui se sont produits. » En fait il n'avait rien obtenu de la sorte. Ce qu'il avait réussi à obtenir, c'était « une Commission d'enquête sur la conduite criminelle des brigands arméniens » en même temps que l'on niait absolument « la réalité des massacres ». Un conseil de cabinet eut lieu pour répondre au soufflet que l'on avait reçu du Sultan et la réponse prit la forme de l'expression attristée de « la surprise et du regret » du gouvernement anglais. Et quand le Sultan eut refusé péremptoirement de modifier le but et le programme d'action de la Commission, le gouvernement britannique accrédita un envoyé extraordinaire pour l'accompagner et il décida la France et la Russie à suivre son exemple. L'Italie refusa par respect d'elle-même. Le Sultan n'avait-il pas raison après cette expérience de croire que le gouvernement anglais, pour sauvegarder ce qu'il croyait être les intérêts anglais, supporterait tranquillement les camouflets, en nombre illimité?

Cependant Lord Rosebery croit sincèrement qu'une Commission, envoyée par le Sultan avec l'intention publiquement avouée de démentir complètement le récit des massacres et de prouver que les Arméniens étaient seuls coupables, « donnerait à l'Europe le moyen de se former une opinion autorisée sur la réalité des massacres »! Et pendant tout ce temps-là le gouvernement avait les rapports de ses consuls, confirmés par ceux des consuls de Russie, d'Italie et d'Autriche, prouvant, sans laisser place au moindre doute, quels massacres avaient eu lieu! Est-il aussi tout à fait vrai d'affirmer que « le gouvernement obtint le concours de la France et de la Russie pour le projet de réformes »? La France se rangea bien en effet à l'avis de la Russie, mais celle-ci déclara que la Commission était « inutile » et que le projet de réformes « soulevait de nombreuses objections » et qu'il était « impraticable », tout en donnant son consentement pour obliger le gouvernement anglais.

L'erreur initiale, qui compromit tout dans la suite, c'était de ne pas avoir commencé par s'entendre avec la Russie, ce qui, à mon avis, eût été alors très facile. La Commission turque et le plan de réformes n'avaient rien de pratique; ce

n'était pas traiter sérieusement une grave question qui méritait d'être envisagée après mûres réflexions, ainsi que le prince Lobanoff le laissait entendre, avec toute la courtoisie d'un diplomate exercé.

En réalité les *Livres Bleus* le laissent voir, la Commission et le plan de réformes n'avaient tout d'abord d'autre raison d'être que de faire face aux protestations de l'opinion publique anglaise. Quelles étaient les objections de la Russie? Le prince Lobanoff nous les montre très clairement. Dans une dépêche de l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg à Lord Kimberley, datée du 14 juin 1895, je lis :

Le prince m'a répété, avec plus de détails, ce qu'il m'avait dit le 4 courant et dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte dans ma dépêche de cette date. Il déclare que la Russie ne serait que trop heureuse de voir des améliorations dans l'administration turque et une plus grande sécurité assurée aux sujets chrétiens du Sultan tant au point de vue de leurs biens que de leurs vies mêmes, mais que la Russie avait des objections à faire à la formation, en Asie, d'un territoire où les Arméniens jouiraient de privilèges exceptionnels. D'après les projets des ambassadeurs, ce territoire serait très vaste, il embrasserait près de la moitié de l'Asie Mineure... Il comprenait fort bien que l'Angleterre, en raison de la distance qu'il y aurait entre le territoire en question et n'importe laquelle de ses possessions, n'y vît aucun inconvénient, mais la Russie ne pouvait consentir à la formation d'une nouvelle Bulgarie à sa frontière.

Comment concilier cela avec les paroles de Lord Rosebery : « Nous avions déjà obtenu le concours de la France et de la Russie pour notre plan de réformes »! Mais voyons la dépêche du 4 juin à laquelle se réfère l'ambassadeur :

Dans la conversation qu'il eut avec moi cet après-midi, le prince Lobanoff, me parlant très franchement au sujet de l'Arménie, me dit qu'il n'avait jamais considéré la présentation du plan de réformes comme un ultimatum adressé au Sultan et qu'il n'a jamais cru que dans le cas où le Sultan refuserait de l'accepter ou ferait des contre-propositions, les ambassadeurs auraient le droit d'user de menaces. En tout cas la Russie ne prendrait pas part à l'exécution de mesures coercitives... Son Excellence exprima l'espoir que Votre Excellence le consulterait sur les mesures qui pourraient devenir nécessaires, étant donnée la réponse du Sultan.

Dans aucunes circonstances cependant le gouvernement russe

ne prendra de mesures coercitives ni ne consentira à la constitution en Asie Mineure d'un district où les Arméniens auraient des privilèges exceptionnels et qui serait le noyau d'un royaume indépendant d'Arménie, ce qui est évidemment le but poursuivi par les comités arméniens.

Ce même jour l'ambassadeur d'Angleterre exprime plus complètement dans un message envoyé à Lord Kimberley sa conversation avec le prince Lobanoff. L'extrait suivant donnera le point essentiel de cet entretien :

Le prince Lobanoff me déclara qu'il voulait me parler franchement de la question. Il me dit que bien que les trois ambassadeurs à Constantinople eussent élaboré et présenté au Sultan un plan de réformes pour l'Arménie, ceci ne leur donnait nullement le droit d'en venir aux mesures de coercition ou même aux menaces, si le Sultan refusait d'accepter ce plan ou y opposait des contre-projets. Il ne m'avait jamais caché son opinion que le plan en question donnait prise à de multiples critiques et qu'il ne l'avait jamais considéré comme un ultimatum adressé au Sultan et pouvant être suivi de mesures coercitives au cas où il refuserait de l'accepter... Son Excellence espérait qu'en étudiant à fond la réponse du Sultan, les trois gouvernements, qui étaient en meilleure position pour considérer la question avec calme que les trois ambassadeurs à Constantinople, pourraient arriver à une entente, et il était persuadé que Votre Excellence le consulterait sur la conduite à tenir, mais il craignait que le gouvernement de Sa Majesté, pressé par l'opinion publique, ou plutôt par ce qu'on appelait l'opinion publique dans cette question (et qu'il croyait être un courant factice créé par les comités arméniens) ne fût tenté d'adopter une ligne de conduite que la Russie ne pourrait suivre. En fait, les comités arméniens de Londres et d'ailleurs tendaient à la formation en Asie Mineure d'un district où les Arméniens jouiraient de privilèges exceptionnels formant le noyau d'un futur royaume indépendant d'Arménie, et à cela la Russie ne pouvait ni ne voulait consentir.

L'origine et les causes de cet entretien entre l'ambassadeur anglais et le prince Lobanoff, Lord Kimberley nous l'indique dans la dépêche suivante adressée à l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg :

L'ambassadeur de Russie m'a rendu visite aujourd'hui et m'a informé qu'il avait reçu du prince Lobanoff la mission de me faire la communication suivante :

L'ambassadeur anglais à Constantinople avait annoncé à son

collègue de Russie que dans le cas d'un délai dans la réponse de la Porte au projet de réformes pour les provinces arméniennes de la Turquie d'Asie soumis au Sultan par les trois Puissances, le gouvernement anglais, prenant en considération l'état d'excitation des esprits dans ce pays au sujet des Arméniens, serait forcé de recourir à des mesures coercitives. Le prince Lobanoff avait en conséquence télégraphié à M. de Nélidoff qu'en aucun cas la Russie ne s'associerait à de telles mesures.

J'ai déclaré que Sir Philipp Currie avait sondé ses collègues au sujet des démarches qu'il faudrait faire pour exercer une pression sur la Porte, mais le gouvernement de Sa Majesté n'avait pas à prendre de décision sur la conduite à tenir dans le cas où sa demande ne recevrait pas satisfaction.

Le 19 juin, Lord Kimberley télégraphiait à l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, pour l'inviter à proposer au gouvernement russe « que l'on exigât une réponse explicite de la Porte sur le projet de réformes pour l'Arménie dans les vingt-quatre heures ». La réponse fut que « l'Empereur ne pouvait accepter cette proposition, car Sa Majesté ne pensait pas qu'il y eût de suffisantes raisons pour faire une communication d'une telle importance, surtout si l'on considère ce qui pouvait arriver au cas d'une réponse défavorable de la Porte ». Le lendemain, le gouvernement de Lord Rosebery démissionna et les négociations passèrent aux mains de Lord Salisbury (1).

Telle était la situation quand le cabinet de Lord Rosebery quitta les affaires. Le gouvernement anglais avait proposé une commission turque chargée de vérifier les rapports de ses propres consuls et accrédité un délégué anglais auprès de cette commission, après que le Sultan avait officiellement annoncé que la Commission avait été envoyée pour « faire une enquête sur la conduite criminelle des brigands arméniens ». La Russie, tout en considérant que la Commission était à coup sûr inutile et peut-être funeste, accepta d'envoyer un délégué en même temps que les envoyés français et anglais. Mais elle demanda au gouvernement anglais de dire quelles seraient ses intentions lorsque cette grotesque Commission aurait fini sa fantaisiste et lugubre

(1) Voyez *Livres bleus :* Affaires de Turquie, n° 1 (1896), pages 71, 83, 81, 87.

enquête. Le gouvernement anglais n'avait apparemment pas de plan; — en tout cas, la question de la Russie resta sans réponse. Plus tard, elle fit une nouvelle tentative. Alarmée par l'effondrement de la Chine et la victorieuse campagne du Japon, elle sollicita l'aide de l'Angleterre pour régler ensemble les affaires d'Extrême-Orient. Le gouvernement anglais refusa et tout aussitôt on put lire dans les journaux que l'escadre anglaise des mers de Chine allait être renforcée. Naturellement la Russie suspecta les intentions de l'Angleterre et invita la France et l'Allemagne à une action commune, ce qu'elle nous avait offert sans succès.

Les réticences de notre gouvernement, quant à ses intentions sur l'Arménie, alarmèrent le prince Lobanoff et le projet de réformes ne fit que confirmer ses craintes. Il déclara très loyalement qu'il le jugeait impraticable et il arriva à cette conclusion, qu'il donna en toute franchise, que le but réel du gouvernement de Lord Rosebery était de créer une nouvelle Bulgarie sur la frontière russe, qui pourrait devenir éventuellement un royaume indépendant d'Arménie enserrant l'Arménie russe.

C'est en fait, dans son esprit, une continuation habile de la politique anti-russe du Traité de Berlin et de la convention turco-anglaise.

De là son opposition à toutes mesures de contrainte contre le Sultan, qui tendraient à l'obliger d'accepter un projet de réformes que lui, Lobanoff, considérait sincèrement, quoique à tort, comme une espèce de cheval de Troie qui serait funeste à son pays. Et le gouvernement de Lord Rosebery laissait le pouvoir à son successeur juste au moment où il essayait de contraindre le Sultan, malgré l'opposition de la Russie, à accepter un plan de réformes dont le gouvernement du Tsar ne voulait aucunement et qui, sans un contrôle de l'Europe, ne pouvait donner aucuns résultats. Au contraire, comme le prouva l'événement, il était gros de maux terribles pour les Arméniens. Si notre gouvernement avait commencé par inviter la Russie à émettre un projet de pacification de l'Arménie avec l'Angleterre et avait accepté son invitation de se joindre à elle pour arranger les affaires en cours entre la Chine et le Japon, il est difficile de ne pas croire que la

question arménienne eût été réglée il y a dix-huit mois et les horreurs qui se sont produites depuis évitées.

Le prince Lobanoff accepta tout de suite la proposition de Lord Salisbury de modifier d'une manière complète et tout à fait heureuse le projet de son prédécesseur. Au lieu d'une encombrante Commission mixte siégeant à Constantinople, pour surveiller l'accomplissement des réformes faites en Arménie par des fonctionnaires turcs, Lord Salisbury proposa ceci :

Etant donné qu'un pouvoir siégeant à Constantinople ne saurait exercer aucune surveillance effective il faudrait placer un résident local à Van, à Bitlis ou à Erzeroum ou dans quelque autre localité propice, dans la région bouleversée. Si une commission composée de quatre membres turcs et de trois commissaires nommés par les trois Puissances (la Russie, la France et l'Angleterre) était désignée pour résider dans les provinces d'Arménie, munie de pleins pouvoirs pour enquêter et communiquer les résultats de ses enquêtes, quelque sécurité serait obtenue, permettant l'accomplissement des réformes. Il y aurait également une garantie contre le retour des excès du gouvernement.

Cette proposition valait beaucoup mieux que tous les plans de réformes du genre de ceux pour lesquels le gouvernement était prêt apparemment à en venir aux mains avec la Russie. Mais la proposition venait trop tard. Tout en l'acceptant, l'ambassadeur russe à Constantinople fit remarquer au prince Lobanoff « que les autres signataires du traité de Berlin pourraient demander à faire partie de cette commission (de surveillance) ». Or, le prince Lobanoff était opposé à un comité où serait représentée la Triple Alliance.

Nous avons ici une nouvelle preuve de l'erreur initiale qu'on avait commise en ne concluant pas tout d'abord une entente cordiale avec la Russie. Quand cela aurait été fait, le reste se fût arrangé facilement. Mais il semble bien qu'il n'y avait pas chez nos hommes d'Etat la moindre idée d'une politique nettement définie. Ce qu'il faut pour l'Empire ottoman, ce n'est pas d'élaborer sur le papier des projets de réformes longs et compliqués, mais donner plein pouvoir à des fonctionnaires européens pour exécuter les réformes sans cesse promises et jamais accomplies par la Porte. Que l'on donne

force de loi au *Hatt-I-Gulhané* ou au *Hatt-I-Humaioun* et cela suffira. Par chacun de ces engagements solennels les différents Sultans ont placé, théoriquement, les chrétiens de Turquie sur un pied d'égalité avec les musulmans, y compris le droit d'avoir des armes et de faire partie de l'armée. Mais ces décrets sont restés lettres mortes, l'un depuis soixante, l'autre depuis quarante ans. J'en donnerai un exemple. Dans l'*Iradé* que le Sultan a publié tout récemment pour obliger les musulmans à payer un impôt devant servir à l'armement de la population musulmane, les chrétiens étaient également *invités* à contribuer volontairement (nous savons ce que signifie l'*invitation* d'un despote) à leur propre destruction. Il y était dit que les musulmans contribueraient sans aucun doute généreusement « en vertu de la position spéciale qu'ils occupaient, ayant seuls le privilège de servir dans l'armée ». Cependant, dans le *Hatt-I-Humaioun*, le Sultan a promis solennellement d'admettre les chrétiens dans l'armée. Comment a-t-il tenu sa promesse? En doublant la taxe que les chrétiens payaient précédemment pour avoir des remplaçants et en faisant courir cette taxe qui frappe chaque mâle, depuis l'âge de trois mois jusqu'à la mort de l'individu, alors qu'auparavant cette taxe n'était payée qu'à partir de l'adolescence. Les chrétiens sont donc ainsi toujours exclus de l'armée, il leur est interdit de porter des armes et ils ont en plus à payer un lourd impôt; sans doute comme responsables du parjure du Sultan! (1)

Comment peut-il se faire que les Grandes Puissances continuent d'année en année et de génération en génération à supporter ces insultes d'une puissance barbare et décrépite qui ne vit que grâce à leur faiblesse? Et comment peuvent-elles espérer que le Sultan tiendra compte de leurs avertissements avec le nombre incalculable de fois qu'elles se sont laissé tromper soit par lui-même, soit par ses prédécesseurs. Elles n'accepteraient pas de n'importe qui la moitié des insultes qu'elles empochent tranquillement, venant du lâche criminel de Yildiz-Kiosk. Qu'elles insistent seulement pour que les chré-

(1) Voyez les *Eastern Paper* (tome XVIII, page 46) et les *Rapports reçus des Ambassadeurs et Consuls de Sa Majesté sur la condition des chrétiens de Turquie* (1867), page 26.

tiens puissent jouir des droits qu'ils ont d'après tous les traités de porter des armes et ils pourront, pour le moment, ajourner les autres réformes. C'est l'état d'impuissance des chrétiens qui encourage les oppresseurs à les massacrer. S'ils étaient armés, le Sultan y regarderait à deux fois avant d'ordonner un second massacre. Mais, dira-t-on, les Arméniens, une fois armés, se soulèveront? Le témoignage unanime de nos Consuls prouve au contraire que les Arméniens, sous un gouvernement tant soit peu tolérable, seraient les plus loyaux des sujets du Sultan. En possession des moyens de légitime défense ils resteraient paisibles — je ne dirai pas comme des citoyens, puisque des chrétiens ne peuvent être citoyens dans l'Empire ottoman, mais comme des sujets contents et satisfaits de leur sort. En tous cas, il vaudrait encore mieux pour les chrétiens de l'Empire turc que les Grandes Puissances se lavassent les mains de tout et les abandonnassent à eux-mêmes plutôt que de s'engager sans cesse dans des négociations humiliantes dont le résultat est toujours le même : une moisson de promesses nouvelles de la part du Sultan, jamais tenues d'ailleurs, jusqu'à ce que se reproduisent de nouveaux massacres et que se renouvelle solennellement la même comédie.

Pourquoi donc les hommes d'État européens ne veulent-ils pas s'efforcer de comprendre que le Sultan *ne peut pas* donner à ses sujets musulmans les droits, même les plus élémentaires, et qui sont nécessaires à la vie d'une nation moderne, à moins d'y être contraint? Chaque fois que l'on insistera auprès de lui, il fera un nombre incalculable de promesses, mais il ne peut pas, même s'il le voulait, en tenir une seule.

Comme le disait l'année dernière le prince Lobanoff, « la Turquie ne change jamais », à moins que les changements proposés n'aient été imposés au Sultan par la force. Il suffira toujours de mettre simplement en ligne des forces supérieures aux siennes, avec la ferme intention de les faire agir pour qu'il cède. Le Sultan est alors obligé de s'incliner en vertu de la même loi qui l'empêchait de céder auparavant. C'est là un des problèmes politiques les plus faciles à résoudre pour les hommes d'État et les diplomates s'ils voulaient seulement s'affranchir des traditions erronées et considérer la réalité de leurs propres yeux, sans regarder à travers les lunettes

officielles. Tout dernièrement, le chancelier de l'Échiquier a blâmé le clergé anglais de son intervention dans cette question. Il déclarait les pasteurs très compétents, à vrai dire, dans les questions religieuses, mais tout à fait incapables de rien comprendre aux questions politiques. Il oubliait que les solutions de la Question d'Orient sont tout autres que celles qu'il convient de donner aux questions budgétaires, par exemple. Elles sont surtout morales et se ramènent aux principes essentiels sur lesquels repose toute société humaine.

C'est parce que les hommes d'État ont négligé ce fait capital qu'ils ont abouti à un si étrange gâchis. Si le clergé, même ses membres les plus ignorants, avaient eu à agir dans cette question depuis cinquante ans, peut-être bien que le résultat eût été meilleur. En tout cas, il n'eût pu être pire que celui obtenu par les diplomates. Le grand vice de nos diplomates est qu'ils ignorent leur propre ignorance et de là la pire des ignorances. Ils croient tout connaître dans les questions de politique internationale alors que leurs esprits sont cantonnés dans l'étroit horizon de la routine coutumière et sont incapables de voir au delà le monde dans toute sa complexité.

On se rappelle encore qu'un sous-secrétaire du Foreign Office, de beaucoup d'expérience, déclara à Lord Granville, au moment où allait éclater la guerre franco-allemande, qu'il n'avait jamais vu l'horizon politique aussi dégagé de tout « nuage belliqueux ». Les vulgaires mortels, qui n'étaient pas sous-secrétaires d'État, voyaient très clairement les symptômes de la tempête prochaine poindre à l'horizon.

En fait, si l'on fait exception pour les esprits supérieurs et indépendants, l'on constate que les positions officielles ont une tendance à enfermer l'esprit de ceux qui les occupent dans la routine étroite des règles immuables, des formules, et de les empêcher de voir au delà lorsque va se produire une crise. Il y a certaines formules stéréotypées à propos de la Question d'Orient dont chaque ministre semble recevoir le dépôt en même temps que les sceaux de son ministère. Il ne les examine point et les regarde comme des règles sacrées qu'il n'est pas sage de trangresser en aucune façon. Une de ces formules est : *Quieta non movere*.

Pendant les périodes qui s'écoulent entre les massacres, périodiques en Turquie, constituant un système normal de gouvernement, la méthode suivie par les ministres des affaires étrangères d'Europe consiste à laisser les choses dans le même état, de crainte de faire surgir le fantôme de la Quéstion d'Orient. Il serait aussi raisonnable de croire que l'on va empêcher une éruption volcanique en s'asseyant tranquillement près du cratère, tandis que s'accumuleraient, en dessous, les gaz incandescents. Les efforts de nos diplomates pour maintenir les choses dans le même état servent seulement à rendre l'explosion plus violente quand elle se produit, ce qui arrive toujours et doit forcément arriver, à des intervalles de moins de dix ans.

Cette politique de *dolce farniente* aura vraisemblablement pour résultat d'amener une explosion qui fera éclater en mille morceaux l'empire vermoulu du Sultan, laissant les diplomates au milieu des ruines, dans l'impossibilité de rien mettre à sa place et capables seulement de se disputer entre eux pour le partage des débris.

CHAPITRE XVIII

L'ARGUMENT DU MASSACRE

Lord Rosebery a déclaré avec une telle assurance qu'un massacre amenant l'extermination de toute la population arménienne serait le prélude inévitable ou la conséquence fatale de l'emploi de la force contre le Sultan qu'il est nécessaire d'examiner cette opinion. J'ai déjà montré que l'argument était suranné, qu'il a été invariablement réfuté par les événements. Je vais donner de nouvelles raisons qui le prouvent.

Il serait facile de remplir de nombreuses pages d'extraits des *Livres Bleus*, montrant que la menace d'un massacre des chrétiens par les musulmans fanatiques est un des artifices surannés employés par le Sultan et ses ministres pour effrayer l'Europe et l'empêcher de lui imposer des réformes. Trois exemples suffiront.

C'est un des dogmes les plus intangibles de l'Islam, qu'un homme qui a abandonné la religion musulmane est passible de la peine capitale. Après plusieurs exécutions, à la fin de l'année 1843, Lord Aberdeen, alors à la tête du Foreign Office, envoya une dépêche à Sir Stratford Canning en date du 16 janvier 1844, et dont l'extrait suivant indiquera les tendances :

> Elles (les Puissances chrétiennes) ne souffriront pas que la Porte insulte et foule aux pieds leur foi, en traitant comme un criminel un homme qui embrasse la religion chrétienne : le gouvernement de Sa Majesté demande à la Porte d'abandonner une conduite aussi révoltante.

Le comte Nasselrode, au nom de la Russie, connaissant mieux que Lord Aberdeen la base théocratique de la législa-

tion musulmane, « comprit la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité de trouver le moyen d'annihiler définitivement les effets de la loi du Koran relative à l'apostasie ».

Aussi se contenta-t-il de demander à la Porte « de comprendre la nécessité qu'il y avait à laisser tomber en désuétude » une loi « qu'on ne peut conserver qu'au mépris des réclamations unanimes des Puissances ».

C'était fort bien; mais il fallait ajouter que les Puissances tiendraient le Sultan comme personnellement responsable de la première exécution d'un musulman converti au christianisme. En résumé remontrances des Puissances, promesses du Sultan étaient aussi inutiles comme l'événement le prouva, car la loi appartenant à la législation sacrée est immuable, irrévocable, et le Sultan n'a pas le droit de la supprimer à moins qu'il n'y soit contraint; vérité bien simple qui, si elle était connue des hommes d'État, amènerait là solution de toutes les difficultés de la Question d'Orient.

Mais revenons aux menaces de massacre général faites par la Porte dans le cas d'une intervention de l'Europe pour faire abroger la loi sur l'apostasie. Lord Stratford déclarait dans une dépêche à Lord Aberdeen, le 14 mars 1844, « qu'en réalité rien de tel n'était probable » et « il attribuait les rumeurs alarmantes sur l'excitation populaire à Rifaat Pacha (alors ministre des affaires étrangères) lui-même ». Après avoir fait de longues démarches diplomatiques à ce sujet, Lord Stratford de Redcliffe écrivait à Lord Aberdeen, le 23 mars 1844 :

J'ai l'honneur et le plaisir d'annoncer à Votre Excellence que la question des exécutions pour cause d'apostasie est heureusement et, selon toutes les apparences, définitivement tranchée. Le Sultan m'a donné sa *parole impériale* que désormais les chrétiens ne seraient jamais insultés dans son empire pas plus qu'ils ne seraient persécutés à cause de leur religion.

Grand triomphe pour le *Grand Eltchi* (1), n'est-ce pas? Nous allons en juger. Du 17 septembre 1877 nous avons une

(1) Lord Stratford. *(N. du T.)*

dépêche envoyée à Lord Stratford de Redcliffe par Lord Clarendon, alors à la tête du Foreign Office, dépêche dont j'extrais le passage caractéristique ci-dessous :

Le gouvernement turc affirma à Votre Excellence, il y a quelques années, que la loi qui punissait des plus cruels châtiments les musulmans qui se convertissaient au christianisme avait été abrogée.

De graves doutes pèsent sur la véracité de cette affirmation et il y a des cas certains, dont l'un à Alep et l'autre à Andrinople, de musulmans convertis punis de mort et cela depuis les assurances du gouvernement ottoman... C'est là une question qui mériterait d'attirer immédiatement et de la façon la plus sérieuse l'attention de la Porte. Le gouvernement turc ne peut pas espérer que les Grandes Puissances chrétiennes d'Europe qui font en ce moment des efforts gigantesques [on était en pleine guerre de Crimée] et s'imposent d'énormes sacrifices pour sauver l'Empire ottoman de la ruine, supporteront le maintien en Turquie d'une loi qui est non seulement une insulte permanente pour elles mais encore une source de cruelles persécutions contre leurs coreligionnaires. Ce n'est pas cela dont elles vont assurer le maintien par leurs flottes et leurs armées.

Elles sont donc pleinement autorisées à exiger qu'aucune peine ne frappe le mahométan qui se fait chrétien, qu'il soit de naissance musulmane ou chrétienne puisqu'aucune peine ne frappe d'ailleurs le chrétien qui embrasse l'islamisme. Dans tous les cas de ce genre on doit laisser toute sa liberté à la conscience humaine et le pouvoir temporel ne doit pas intervenir pour entraver les opinions religieuses.

Voilà donc ce qu'était devenue la « parole impériale » donnée onze ans auparavant à l'ambassadeur anglais et que celui-ci déclarait au Foreign Office avoir réglé la question « définitivement ».

Une fois encore le *Grand Eltchi* tient son sceptre diplomatique avec la pompe qui lui est coutumière et assure à son ministre crédule que tout va aller pour le mieux :

Il faut s'attendre à des objections et à des difficultés dans la suite, mais je veux croire que la fermeté et la persévérance l'emporteront en fin de compte, sinon pour obtenir l'abrogation formelle de la loi établie, du moins pour savoir à quoi nous en tenir sur les intentions de la Porte et obtenir en fait l'abolition de la peine capitale

et de toutes les sortes de persécutions qui frappent ceux qui abandonnent la religion musulmane.

Ceci était écrit le 2 octobre 1855. Deux mois après, exactement, il écrit :

Le bruit me parvient que les ministres turcs sont très peu disposés à satisfaire aux demandes du gouvernement de Sa Majesté, au sujet des persécutions religieuses, et qu'ils prétendent qu'ils ont tout lieu de craindre un mécontentement grave chez les musulmans dans le cas où ils donneraient satisfaction... Cependant, ce que l'on m'a chargé de demander n'est rien autre chose qu'une confirmation franche et complète des promesses qui m'ont été faites il y a dix ans, tant par le Sultan que par ses ministres. Quant aux craintes d'un mécontentement populaire, je n'y crois pas.

Une nouvelle promesse fut obtenue du Sultan et de la Porte, que les persécutions religieuses cesseraient et elle fut confirmée par ses engagements lors des Traités de Paris (1850) et de Berlin (1878) qui promettaient non seulement l'entière liberté de conscience dans tout l'Empire ottoman mais encore une égalité parfaite entre musulmans et chrétiens.

En 1880, un document parlementaire (*Livre Bleu,* Affaires de Turquie, n° 6, 1880) fut publié contenant une correspondance relative à l'arrestation d'un pasteur anglais accusé d'avoir employé un professeur turc, de Constantinople, à la traduction d'un livre de prières. Le professeur fut sommairement condamné à mort. Il fallut plus de trois mois aux divers cabinets européens pour sauver la vie du malheureux, mais en apparence seulement. Car, banni dans une île grecque, il y aurait été certainement mis à mort s'il n'était arrivé à se ménager une retraite en Angleterre. Mais ce que je retiens, c'est que, dans cette occasion encore, dit l'ambassadeur anglais, Sir Henry Layard, le Sultan et son gouvernement invoqueront l'argument du fanatisme musulman et du massacre des chrétiens dans le cas où la vie du professeur musulman serait épargnée. Il ne s'agissait pas ici d'une conversion au christianisme, l'infortuné avait seulement *traduit en turc un ouvrage chrétien.*

Sir Henry Layard déclara que l'excitation populaire causée par cette affaire était artificielle ; en fait, elle était provoquée par le Palais qui inspirait des articles fanatiques dans la presse

musulmane. Et alors, se reportant à l'époque de Lord Stratford de Redcliffe, il déclare que rien n'a changé :

Au temps de Lord Stratford, comme en ce moment, les ministres essayèrent d'exciter l'opinion publique contre les réformes réclamées par l'ambassadeur anglais, et prenaient ensuite prétexte de cette agitation pour refuser de satisfaire ses demandes.

De même, on agitait l'épouvantail du massacre pour détourner l'Angleterre d'une action en Bulgarie, en 1876-77. M. Forster y fait ainsi allusion dans le discours qu'il prononça à son retour de Constantinople, en 1876 :

Des hommes essaient de vous effrayer — qui veulent laisser les choses en l'état où elles sont — prétendant qu'en exprimant notre sentiment nous faisons courir les plus grands dangers à la civilisation et à la chrétienté et qu'il pourrait en résulter un massacre général des chrétiens. Rien ne prouve plus complètement la faiblesse du gouvernement turc que ce qu'il allègue pour sa défense. Lorsqu'on les met au pied du mur, les avocats du gouvernement ottoman font toujours intervenir l'argument du massacre. Pour moi, je n'y crois pas.

J'ai déjà rapporté comment la Porte avait menacé la France et l'Angleterre, en 1860, dans le cas où elles interviendraient, par la force des armes, en Syrie, d'un autre massacre des chrétiens. L'avis tranquillement donné au Sultan que les deux Puissances l'en rendraient responsable fut suffisant et un semblable avertissement suffira toujours. Ces massacres sont toujours organisés au Palais par la Porte elle-même et peuvent être arrêtés par le simple envoi à Constantinople d'une note diplomatique énergique.

Lord Rosebery s'était alarmé absolument sans raisons. Il n'y a aucun danger de voir se produire un nouveau massacre des Arméniens dans le cas où l'on prendrait des mesures coercitives. Le danger réside tout entier dans la politique d'inaction ou, dans ce qui est plus redoutable encore que l'inaction, dans une activité diplomatique consistant uniquement en « représentations » et en remontrances futiles.

Que les Puissances ne s'occupent plus du tout des chrétiens de Turquie ou qu'elles adoptent les seules mesures effi-

caces. Les réformes sur le papier, sans les garanties matérielles de leur exécution, ne font que provoquer le Sultan à commettre de nouvelles cruautés.

Une des erreurs les plus courantes sur le gouvernement turc, c'est sa réputation de prétendue tolérance envers les croyances autres que la sienne. Voyons ce qu'il en est. D'après la loi immuable de l'Islam, il est interdit aux juifs de bâtir des synagogues, aux chrétiens de faire construire des églises. Ils peuvent réparer de vieilles constructions, mais sur le même plan et dans les mêmes dimensions. Et pour cela même, il leur faut un firman de Constantinople, ce qui suppose une longue série de fonctionnaires à corrompre et un retard de longs mois, sinon d'années. Les églises ne peuvent avoir de cloches, de peur de froisser la susceptibilité religieuse des musulmans, et pour la même raison, on ne doit pas faire entendre dans les églises ou synagogues des chants à haute voix. Le fait d'abjurer l'islamisme entraîne la condamnation à mort à la fois du converti et du convertisseur. D'autre part, c'est un délit pour un juif ou un chrétien de dissuader un de ses parents ou un de ses amis de se faire musulman. Le langage le plus injurieux est employé dans les documents officiels pour parler des chrétiens et des juifs. On les appelle « chiens » et « porcs ». Dans les actes de décès et autres documents légaux, on ne dit pas qu'ils sont « décédés », mais « damnés ». Je pourrais remplir des pages de preuves de tout ceci, avec les rapports des consuls et les dépêches des ambassadeurs anglais. Voici un acte de décès dont l'authenticité est garantie par notre ambassadeur à Constantinople :

Nous donnons permission au prêtre de l'église Sainte-Marie (en Arménie) d'enfouir la carcasse impure, putride et infecte de... damné [lisez décédé] aujourd'hui.

Rien d'étonnant à ce que Lord Clarendon, alors à la tête du Foreign Office, dénonce un tel langage comme une « insulte permanente faite à toute la chrétienté » et demande énergiquement qu'on cesse de l'employer.

Une des innombrables promesses honteusement violées du Sultan promet de l'interdire ; mais, en fait, il fut toujours employé. J'ai vu, en effet, tout récemment, un de ces actes

libellé de la même façon. Au reste, voici ce qu'un de nos consuls rapporte en 1867 :

Les outrages les plus grossiers, les plus violents, sont adressés couramment aux chrétiens avec une entière impunité, les autorités étant elles-mêmes en ce sens les premières à s'en servir. Dans les assemblées et les tribunaux, il n'est pas d'injures de la langue turque, qui pourtant en est si riche, quelque insultantes, quelque grossières et écœurantes qu'elles soient, que l'on n'emploie contre les giaours détestés et méprisés.

Dans un *Livre Bleu* sur les *Persécutions religieuses en Turquie*, publié en 1875, je trouve les faits suivants attestés par l'ambassadeur et les consuls de Sa Majesté en Turquie. La Porte refusa d'une façon définitive de permettre l'établissement d'écoles chrétiennes, interdit la publication de la Bible en langue turque et, par une violation directe du *Hatt-I-Humaioun* de 1856, les enfants non seulement de mahométans mais même ceux nés de parents païens ne pouvaient jamais être reconnus comme chrétiens, même s'ils avaient été baptisés dans leur enfance. « La loi, déclara le Grand Vizir, ne reconnaît nullement à ces hommes la qualité de chrétiens mais voit en eux des musulmans. »

La discussion surgit à propos du cas d'un certain nombre de jeunes gens, fils de païens, convertis au christianisme. Ces jeunes gens avaient été baptisés dans leur enfance ; mais, lorsque leur origine fut connue, ils furent emprisonnés et mis à la torture pour les obliger à se convertir à l'Islamisme.

Ce fut en vain que le chargé d'affaires britannique rappela les promesses de complète liberté de conscience solennellement données par le Sultan dans le Hatt-I-Humaioun. Le Grand Vizir s'étonna beaucoup de ce que l'on ne comprenait pas l'inexistence de promesses arrachées au Sultan grâce aux circonstances et expliqua tranquillement que toute interprétation du Hatt-I-Humaioun, en contradiction avec la loi de l'Islam, devait être une fausse interprétation. D'après la loi turque les enfants de parents non chrétiens ne peuvent jamais devenir chrétiens.

Mais, dira-t-on, il y a vingt ans de cela et les choses ont pu s'améliorer depuis? Les choses ne s'améliorent jamais en Tur-

quie à moins d'une intervention coercitive d'une ou de plusieurs des Grandes Puissances. Si, au contraire, les choses sont laissées à elles-mêmes, elles vont de mal en pis. Ceci, nous pourrions le prouver par de nombreux exemples, mais ce n'est pas nécessaire. Je donnerai une preuve officielle publiée l'année dernière dans un document intitulé : *Violations du Hatt-I-Humaioun, document préparé à la requête de Sir Philipp Currie, ambassadeur auprès la Sublime-Porte.*

Quoique la construction d'édifices pour les cultes soit interdite par la loi sacrée de l'Islam aux juifs et aux chrétiens, les autorités de 1856 à 1891 fermèrent les yeux sur les cérémonies religieuses qui avaient lieu dans les maisons privées. Dans les années ultérieures, les autorités locales s'opposèrent à l'exercice de ce faible privilège et, en janvier 1892, un Edit Impérial parut qui décrétait la « suppression des églises et des écoles non autorisées formellement et non munies de permission après un certain délai ». Ce décret, cependant, ne fut pas appliqué aussitôt. Il n'avait pour but que d'éprouver les intentions des Puissances. Comme il n'y eut pas de protestation d'aucune d'entre elles, contre cette outrageante violation de la promesse de tolérance faite par la Porte dans le Hatt-I-Humaioun, en 1894 la célébration des offices divins dans les immeubles privés fut formellement interdite, étant donné « que tout endroit où un chrétien faisait ses prières devait être considéré comme une église et qu'une église ne pouvait exister sans qu'un firman impérial fut rendu ».

Les résultats de ce décret sont ainsi décrits dans le document rédigé sous les auspices de l'ambassadeur britannique :

A l'heure actuelle, des agglomérations de 150 à 300 chrétiens sont mis dans l'impossibilité d'accomplir les cérémonies de leur culte dans des endroits qui ont été reconnus comme leurs lieux de réunion pendant dix et même vingt ans : à Fatza, dans la province de Trébizonde; Inetzig et Aghn dans la province de Harpoot, Kir Shekir dans la province d'Angora; et Osmanye dans la province d'Adana, sans parler du cas des congrégations de Sidon et de Gedik Pacha à Constantinople.

L'ouverture d'écoles chrétiennes fut également tolérée après la guerre de Crimée jusqu'en 1892 « lorsque le gouverne-

ment commença soudain à supprimer les écoles fondées par les chrétiens ».

La même année, 1892, un autre décret fut rendu retirant l'accès des fonctions publiques à tous ceux qui ont été élevés ailleurs que dans les écoles gouvernementales, c'est-à-dire à tous sauf aux musulmans.

Après avoir déclaré la guerre aux écoles fondées par les chrétiens, la décision suivante consista à détruire et à exclure tous les livres n'appartenant pas à la littérature de l'Islam en concordance avec la parole bien connue du khalife Omar, destructeur des bibliothèques d'Alexandrie et de Perse qui déclarait « que les livres qui disaient la même chose que le Koran étaient inutiles, que ceux qui étaient en contradiction avec lui étaient pernicieux et devaient être détruits ».

C'est un fait normal que de voir des voyageurs dépouillés de leurs livres dans toute ville de l'intérieur de la Turquie où se trouvent des fonctionnaires. L'autorisation imprimée en turc sur la première page du volume n'y fait rien. Le livre doit être envoyé à l'Administration centrale de la province, peut-être à des centaines de kilomètres de là, pour être examiné. Le possesseur du livre peut se considérer comme heureux s'il n'est pas maintenu en état d'arrestation jusqu'à ce que le résultat de cet examen du livre soit connu. Naturellement il abandonne son livre plutôt que d'attendre plusieurs jours.

En fait la méfiance que l'on montre contre tout chrétien qui possède un livre a eu ce résultat que les chrétiens de la Turquie d'Asie sont presque aussi terrifiés à la vue d'un livre que les fonctionnaires placés au-dessus d'eux. La destruction des livres des chrétiens est si complète dans certains districts que les enfants qui grandissent dans ces districts promettent d'être aussi ignorants que leurs plus lointains ancêtres. Les mêmes causes ont amené la ruine du commerce de la librairie.

La censure qui existe sur les ouvrages étrangers ou religieux est tellement rigoureuse qu'elle enlève complètement aux chrétiens de Turquie les moyens de se tenir en contact avec les progrès et le développement de la culture dans le reste du monde. Des classiques anglais, tels que Shakespeare, Byron, Milton, Walter Scott, ne sont pas autorisés. Il en est de même pour les chefs-d'œuvre de toutes les grandes littératures. Aucune histoire classique, aucune encyclopédie, aucun traité de métaphysique d'un caractère sérieux, aucun ouvrage de théologie ou d'exégèse de réelle valeur ne peut obtenir de la censure l'autorisation de pénétrer en Turquie. Et si quelque prêtre ou professeur, désireux de faire honneur à ses fonctions, se risquait à faire entrer par contrebande de tels ouvrages

dans le pays, ou de posséder une bibliothèque rudimentaire, il est certain, tôt ou tard, de voir son cas découvert par quelque mouchard et par suite de subir une condamnation, en punition des crimes auxquels les ouvrages historiques ou théologiques doivent « l'inciter », suivant les autorités musulmanes.

Quant à la censure, à laquelle sont soumis les livres publiés à l'intérieur de l'Empire, elle est encore plus rigoureuse.

Je puis apporter mon propre témoignage quant à la rigueur de cette censure. En 1892 je ne pus trouver un seul volume de Dante, de Shakespeare, ni même le manuel de Murray chez les libraires de Constantinople. Quelque temps auparavant ils avaient en magasins ces ouvrages, mais maintenant ils étaient interdits. La même année M. Brooke Lambert, vicaire de Greenwich, eut même sa Bible confisquée en traversant la frontière bulgaro-turque. Etant parvenu à Constantinople en yacht, j'échappai pour ma part à ces désagréments et à ces vexations.

La Porte n'a même pas cette misérable excuse de pouvoir alléguer que la lecture des ouvrages défendus pourrait ébranler la foi des musulmans puisqu'ils sont écrits dans des langues dont les musulmans, à quelques exceptions près, ne peuvent comprendre un seul mot. En fait, c'est une croisade contre la liberté de pensée et le progrès intellectuel que le gouvernement turc a entrepris. Cette intolérance produit des résultats auxquels on ne croirait pas si l'on n'en avait des preuves authentiques.

Les chrétiens ne doivent pas publier, dans leurs propres journaux, en quelque langue que ce soit, des extraits des Evangiles parce que des doctrines anarchiques pourraient être ainsi insinuées furtivement. Par exemple « un texte qui parle de résurrection (1) ne doit pas être cité parce que le verbe « ressusciter » pourrait suggérer au lecteur le substantif « insurrection ».

Tout passage de la Bible contenant les mots : persécution, courage, liberté, force, droits, union, égalité, étoile (2) (en astro-

---

(1) Ressusciter se dit en anglais *to rise*. Ce verbe signifie également s'insurger.

(2) Les mages furent conduits par une étoile à l'adoration du Christ et l'autorité turque considère que le mot étoile pourrait encourager les chrétiens et les juifs à rechercher un libérateur. *(N. de l'A.)*

nomie on doit employer à la place le terme *astre lumineux*), roi, palais, armes, sanglant, tyrannie, héros, etc... Ces mots sont prohibés dans tous les textes religieux. Un journal chrétien ne peut pas placer sous les yeux de ses lecteurs une hymne ou quelque autre poésie et on a expurgé le livre de cantiques dont on se sert dans toute la chrétienté d'un grand nombre des vieilles hymnes les plus belles et ces suppressions ont été maintenues par le gouvernement de la Porte après que l'on en eut appelé à sa haute autorité.

Des expressions telles que les suivantes sont également proscrites :

« La grâce inspiratrice de Dieu » parce que les musulmans n'admettent pas que les chrétiens aient cette grâce. « Une bonne nouvelle ou l'Évangile » parce que les musulmans n'admettent pas que l'Évangile de Jésus-Christ soit une bonne nouvelle, « Apôtre » parce que le mot implique la mission divine des Apôtres de Jésus-Christ, ce que n'admettent pas les musulmans, d'appeler Jésus-Christ « le Sauveur du Monde » ou de dire « qu'il a répandu son sang pour sauver le monde ».

Il est interdit aux pasteurs de vanter « l'énergie, le courage moral, la résignation dans l'affliction, l'espoir en Dieu en présence de l'adversité ». Toute transgression de ces règlements est sévèrement punie.

Les pasteurs protestants déclarent, de tous côtés, qu'ils sont obligés en choisissant des textes de la Bible et en s'en servant comme d'exemples pour leurs exhortations, d'hésiter longuement, de paraphraser et de peser la valeur des mots de peur que s'ils parlent, par exemple, des consolations du christianisme on ne les accuse d'encourager le mécontentement, s'ils exhortent les fidèles à résister au péché on ne les condamne pour pousser à résister contre le gouvernement turc, ou que s'ils parlent de la nécessité pour un chrétien d'être d'un caractère pur et loyal on ne les accuse de vouloir faire naître des aspirations illégales. Lorsqu'on se plaint de telles restrictions apportées à l'exercice légitime du culte chrétien, les hauts fonctionnaires répondent, qu'alors que les gouverneurs de provinces envoient sans cesse à l'administration centrale des extraits de la Bible pour prouver la nécessité qu'il y a d'interdire ce livre, les chrétiens doivent se considérer comme bienheureux et être reconnaissants de ce qu'on leur tolère la Bible, au lieu de se plaindre de ce qu'ils soient gênés dans les commentaires qu'ils veulent en faire, de vive voix ou par écrit.

J'ai déjà donné quelques exemples des injures qui, selon les paroles d'un consul britannique, sont « ouvertement et sans cesse adressées au giaour méprisé et détesté », dans des documents officiels aussi bien que par les autorités turques, à commencer par les pachas et les juges, pour finir par la police composée de bandits. J'ai moi-même vu un juge dans un soi-disant « tribunal » musulman, réunissant les preuves contre un accusé chrétien en accompagnant et commentant son réquisitoire par de violents coups de poing dans la figure de l'accusé, qui fut ensuite condamné sans qu'on lui eût permis de dire un mot pour se défendre. Lorsqu'il voulut l'essayer, ceci fut considéré comme une insulte au tribunal et puni en conséquence. L'extrait suivant du document dont j'ai déjà cité plusieurs passages jette une vive lumière sur le tempérament « tolérant » et « humain » du despote cruel et sans scrupule dont les manières doucereuses et les affectations d'humanitarisme ont si souvent trompé l'esprit simple de braves touristes anglais :

En 1886, un livre intitulé la *Mudafaa* et, en 1892, un autre ouvrage, le *Resalei Hamidie*, furent publiés à Constantinople. Chacun de ces livres contenait les attaques les plus grossières contre le christianisme et les épithètes les plus méprisantes contre ceux qui professent cette religion. Les auteurs furent décorés par S. M. I. le Sultan et les plus grands efforts furent faits pour répandre le plus possible ces livres. Depuis, et spécialement en 1892 et en 1893, les journaux turcs de la capitale contenaient article sur article destinés à jeter l'opprobre sur le christianisme. Ces articles ont été publiés avec l'approbation de la censure, qui doit, d'après la loi, décider à l'avance si un article peut être publié. Mais en même temps, il a été rigoureusement interdit aux chrétiens de faire aucune réponse à des écrits de mauvaise foi et faux, par lesquels on s'efforçait d'exciter le mépris et la haine de la population musulmane contre les chrétiens qui vivent côte à côte avec elle.

Que le lecteur relise avec soin ce dernier passage du *Rapport, préparé à la requête de Sir Philipp Currie, ambassadeur britannique près la Sublime-Porte* pour renseigner Lord Kimberley au printemps de 1894. Le Sultan y apparaît à la tête de la croisade prêchée contre le christianisme, fomentant partout « les attaques les plus grossières contre le christianisme » et contre les chrétiens, décorant les

auteurs des livres où se trouvaient les attaques dont le but est « d'exciter le mépris et la haine de la population musulmane contre les chrétiens qui vivent côte à côte avec elle ». C'est là une partie des efforts déployés par le Sultan en vue des massacres qui suivirent et qui ne sont nullement terminés si les Puissances n'y mettent pas bon ordre.

J'espère avoir maintenant clairement montré que tout danger d'un massacre général des chrétiens de Turquie a sa source et son existence à Yildiz-Kiosk. De telle sorte que le seul moyen efficace de l'empêcher est d'agir énergiquement à l'égard du tyran irresponsable qui envoie du fond de sa retraite paisible les ordres les plus sanguinaires; tandis qu'au contraire le moyen le plus sûr d'encourager le meurtrier à poursuivre son œuvre sanglante est de l'assurer que les Puissances empêcheront toute action qui pourrait menacer son trône. Ils lui ont donné cette assurance, et c'est ce qui le rassure. Que peuvent lui faire leurs futiles remontrances lorsqu'il commet les pires horreurs, surtout quand elles proclament à la face du Ciel que, quoi qu'il fasse, elles sauveront du démembrement son empire, dans leur propre intérêt? Il ne leur est nullement reconnaissant de leur indulgence. Pourquoi le serait-il, alors qu'il sait qu'elle n'est nullement déterminée par leur affection pour lui, mais par leur croyance sordide que le maintien du système de gouvernement le plus incurablement inhumain qu'il y ait jamais eu est nécessaire à leurs intérêts ? Tranquille, grâce à cette conviction, il a cessé de craindre le moins du monde le concert européen et il a appris à fond l'art de lui résister. A-t-il dû rire dans sa barbe en présence de la confiance ingénue de Lord Rosebery en « l'action diplomatique énergique et désintéressée », en même temps qu'il ajoutait que si celle-ci échouait, « il n'y aurait rien d'autre à tenter »? Abdul-Hamid a mis l'action diplomatique à une rude épreuve, sous les yeux des ambassadeurs, est s'est ainsi rendu compte de son impuissance. Cette action diplomatique s'est, en effet, comme on le sait, bornée « à la remise d'une note terrible » qui n'a été suivie d'aucune mesure effective. Qu'a-t-il à craindre? Certainement pas la Providence de Lord Salisbury, car il croit, en musulman sincère, que la Providence est de son côté, dans sa politique

d'extermination des infidèles, qu'on veut lui faire placer, par une violation de sa foi, sur un pied d'égalité avec les « vrais croyants ».

Tant que les Puissances n'auront pas reconnu ces faits et leur corollaire nécessaire : l'emploi des mesures coercitives, elles feront mieux de ne plus parler de réformes et d'action diplomatique quelque « énergique et désintéressée » qu'elle puisse être, car leur tactique absurde ne sert qu'à irriter le Sultan et à aggraver le sort de ses sujets chrétiens. Qu'elles ne fassent rien du tout ou qu'elles s'entendent pour employer les seuls moyens efficaces, c'est-à-dire pour mettre le Sultan en demeure d'accepter les mesures qu'elles proposeront dans un temps fixé et sous peine de déposition. En dehors de ces deux attitudes tout le reste est désastreux.

Je ne puis approuver Lord Salisbury lorsqu'il tient quitte le concert européen de tout reproche d'égoïsme. L'égoïsme des Puissances pendant ces deux dernières années (1) n'a d'égale que leur absurdité. A n'importe quelle date, pendant cette période, un ultimatum du genre de celui que j'ai suggéré aurait eu pour résultat immédiat, sans qu'il fût besoin de faire bouger un vaisseau de guerre ou un régiment, la soumission servile du misérable tyranneau qui n'a le pouvoir de faire le mal que grâce à la faiblesse des Puissances. A un certain point de vue elles sont plus coupables que lui. Car on peut considérer qu'il croit en un Dieu qui approuve l'extermination des Arméniens. Mais il n'est pas possible de trouver la même excuse aux raisons d'agir des Grandes Puissances. C'est pourtant cette politique de complicité dans les crimes du Sultan qu'a préconisée l'Autriche dans le programme par elle développé devant le concert européen, il y a bientôt un an, et dont j'ai déjà parlé. Tout en admettant que c'était une « perspective lamentable », le gouvernement autrichien envisageait la situation avec un tranquille stoïcisme et déclarait qu'aucune action ne devait être tentée par aucune des Puissances « pour mettre un terme à l'extermination des malheureux Arméniens ». Je ne crois pas que l'histoire de la chrétienté offre un exemple aussi odieux d'égoïsme absolu de

(1) Ecrit en novembre 1896. *(N. du T.)*

la part d'un gouvernement qui se déclare chrétien. Comment peut-il se faire qu'un peuple aussi brave, aussi chevaleresque et sympathique dans la vie privée que les Autrichiens, ait un gouvernement dont la conduite représente précisément le contraire de celle de l'homme à l'*âme haute* (μεγαλόψυχος) dont Aristote fait un si admirable portrait? Ceci me rappelle le passage de la *Vie du Prince Consort* concernant les funérailles du duc de Wellington :

Toutes les Grandes Puissances d'Europe, sauf une, ont envoyé des représentants aux obsèques. Celle-là n'est pas la France. Au contraire, ses gouvernants, que l'on aurait peut-être cru voir s'abstenir de prendre part à une cérémonie où l'on rendait les derniers honneurs au « Vainqueur du Grand Conquérant du Monde », furent parmi les premiers qui manifestèrent l'intention de se faire représenter.

Quelle était donc la Puissance absente? La Reine nous fournit la réponse dans une lettre touchante au Roi de Belgique dont j'extrais ce passage :

Un sentiment unanime de surprise et d'indignation est excité par la conduite de l'Autriche qui choisit ces tristes circonstances pour tirer vengeance contre l'Angleterre de ce qui est arrivé à Haynau et qui ne s'adressait qu'à lui.

Si jamais un homme méritait d'être appelé μεγαλόψυχος, ce fut bien le « Grand » Duc et il était peut-être naturel que l'Etat qui a toujours suivi dans sa politique étrangère les principes opposés aux siens, fût celui qui essaya de se venger sur le cadavre de l'homme qui l'avait délivré de Napoléon, de l'accueil violemment hostile fait par les ouvriers de Londres au général qui avait fait fouetter les femmes italiennes. Mais je laisse au biographe du Prince Consort le soin de fournir les commentaires appropriés :

Il y eut des gens, cependant, qui, se rappelant des événements encore récents, virent seulement un acte de convenance dans l'absence du représentant d'un tel pays aux funérailles du grand général dont les campagnes ne furent souillées par aucune cruauté, ni par aucun crime, et qui, sur son lit de mort, pouvait rappeler ses victoires parmi ses meilleures œuvres (1).

---

(1) *Vie du Prince Consort*, II, p. 471-2.

CHAPITRE XIX

CHYPRE ET L'ÉGYPTE

L'on semble admettre aujourd'hui de tous côtés et dans tous les partis que l'un des principaux buts à atteindre dans notre politique étrangère est l'établissement d'une entente cordiale entre notre pays, la Russie et la France.

Ces trois nations sont peut-être celles qui ont le plus à gagner en Europe à une entente cordiale, le plus à perdre dans une politique de soupçons mutuels et de malentendus. Les allusions que Lord Salisbury a faites à la Russie dans son récent discours de Guildhall confirment ce que j'ai dit dans plusieurs chapitres précédents, sur ses sentiments à l'égard de la Russie. Il a répudié avec mépris « les superstitions d'une antique diplomatie » sur cette question. Il y a eu en effet des superstitions désastreuses là-dessus qui nous ont coûté de l'or et bien du sang versé, qui surtout ont entraîné bien des misères pendant un demi-siècle, pour les chrétiens de Turquie et ont plongé dans la désolation une des plus belles régions du globe. Mais les superstitions meurent difficilement et quoique leur nombre diminue rapidement il y a encore des gens, intelligents et honnêtes, qui sérieusement croient que c'est un projet séculaire et persistant de la politique russe que l'invasion et l'annexion de l'Inde.

Cependant l'histoire du monde, et en particulier celle du Parlement anglais, prouve par de nombreux exemples que la valeur intellectuelle et l'intégrité morale ne préservent nullement des erreurs les plus monstrueuses. Pour prendre un exemple, parmi un grand nombre : Il est difficile de croire, qu'il y a à peine cinquante ans, le vol de tout objet d'une valeur supérieure à cinq shillings était en Angleterre un délit passible

de la peine de mort? Et non seulement il en était ainsi, mais encore l'abrogation de cette loi rencontra une résistance acharnée de la part de la presque totalité des classes possédantes, de presque tous les hommes de loi, de toute la magistrature — qui comprenait cependant à cette époque quelques-unes des lumières de notre Droit, — d'un certain nombre d'évêques et de l'immense majorité de la Chambre des Lords. Un extrait du discours de Lord Ellenborough (ministre de la justice) à la Chambre des Lords montrera que je n'exagère pas l'empire qu'exerçait alors la superstition qui faisait maintenir une telle loi :

Je suis certain que Vos Seigneuries réfléchiront avant de consentir à une mesure grosse de périls pour la sécurité de la propriété individuelle. Les juges les plus savants sont *unanimes* à déclarer que la sécurité publique exige qu'il n'y ait pas abolition de la peine capitale dans cette partie de la loi criminelle. Si nous permettons, Messeigneurs, l'adoption de ce projet de loi, nous ne saurons plus où résider; nous ne saurons plus si nous marchons sur nos pieds ou sur notre tête. Je crois que cette loi est de celles dont dépend tellement la sécurité du genre humain qu'il me semblerait manquer à tous mes devoirs envers la cause publique en n'insistant pas pour son maintien.

Nous savons maintenant que les jurés de toutes les parties de l'Angleterre qui imposèrent l'abrogation de cette loi atroce en refusant de condamner ceux qui étaient poursuivis, — si inférieurs qu'ils pouvaient être en savoir, en culture morale et en connaissances politiques, aux hommes d'État instruits et brillants auxquels on les opposait, — n'en avaient pas moins toute la prévoyance et le sens politique de leur côté.

Je ne suis donc pas découragé en trouvant des hommes éminents qui croient encore à l'invasion russe dans l'Inde. Je laisse de côté les difficultés et les dangers — à vrai dire presque insurmontables — de l'entreprise, et je demande simplement quelle raison la Russie pourrait-elle bien avoir pour envahir l'Inde? Qu'elle doive se servir de sa position dans l'Asie centrale pour nous menacer et nous harceler sur la frontière de l'Inde, aussi longtemps que nous la menacerons et que nous la harcèlerons ailleurs, je le crois volontiers; mais si nous la laissons tranquille, pourquoi irait-elle s'engager

dans la folle aventure que serait l'invasion de l'Inde? A quoi l'Inde pourrait bien lui être utile si, *per impossibile,* elle réussissait? Cela inclurait l'annexion de l'Afghanistan et de tous les autres territoires annexes et probablement aussi la conquête à nouveau de tout l'Hindoustan, après que nous en aurions été chassés. En effet, si une partie des populations de l'Inde se joignait à la Russie pour nous chasser ce ne serait pas pour se placer sous un nouveau joug.

De nouveau je demande quelle raison la Russie pourrait avoir pour courir de gaieté de cœur de pareils risques? La perte de l'Inde serait une grande perte pour nous, au point de vue de notre prestige et de notre orgueil, mais l'on peut mettre en doute que cela pût nous être préjudiciable de quelque autre façon. L'Inde offre, à vrai dire, un débouché pour une certaine partie des membres de nos classes aisées, mais sa possession augmente considérablement nos dépenses, complique beaucoup notre politique étrangère, et il est certain que si nous n'avions pas acquis ce pays, morceaux par morceaux, grâce à l'esprit aventureux de nos commerçants, nous n'aurions pas risqué une guerre avec une grande Puissance pour sa possession. Pourquoi donc alors la Russie le ferait-elle?

Vraisemblablement le résultat serait plutôt l'appauvrissement que la prospérité de ses finances, même si elle entrait en possession de ce pays sans lutte. Car l'Inde n'est pas une contrée riche, étant donnée son énorme population. Ceux qui veulent nous alarmer avec l'invasion russe des Indes devrait bien considérer la statistique des naissances et de l'augmentation de la population dans l'Hindoustan.

Je livre à leurs méditations le passage suivant d'un discours prononcé par Lord Lansdowne, à Leeds, le 29 du mois d'octobre dernier :

> Tandis que j'étais avec Lord Wenlock dans l'Hindoustan, un recensement eut lieu et l'on trouva que pendant les dix années qui venaient de s'écouler la population avait augmenté de *trente-trois millions* d'habitants, desquels le gouvernement avait charge. Ceci représentait la population totale de la Grande-Bretagne.

Une augmentation de trente-trois millions d'habitants en dix ans! Où cela s'arrêtera-t-il? Comment résoudre le problème

quand l'augmentation de la population dépassera les moyens de subsistance, déjà très limités par des famines périodiques? Jadis l'augmentation de la population était arrêtée par les guerres intestines, les exécutions barbares, l'absence de tous moyens pour arrêter la famine, les épidémies et tous ces maux auxquels est sujette la vie des peuples seulement à demi-civilisés.

Nous avons donné la paix à l'Inde et nous lui avons donné tout ce qui pouvait amener cette augmentation maintenant alarmante de la population. Mais nous y sommes et de là découle pour nous un devoir très haut: nous devons donc y rester. « Nous avons été placés là par la Providence divine et nous devons faire pour le mieux, étant donnée notre situation. C'est la situation où il se trouve qui trace à l'homme son devoir » (1).

Mais quel motif pousserait la Russie à prendre notre place dans l'Inde, même si nous offrions de nous retirer et que nous l'invitions à nous remplacer? Je suis certain qu'elle nous remercierait beaucoup, mais refuserait. La Russie n'a pas besoin de débouchés pour une population surabondante. Au contraire, sa population, quelque nombreuse qu'elle soit, est encore beaucoup trop clairsemée sur le vaste territoire qu'elle comprend. Ce territoire est, d'autre part, couvert de richesses qui n'ont pas encore été exploitées et il faudra pour cela des générations.

Cependant des gens, d'ailleurs pleins de bon sens, de clarté d'esprit et peut-être habiles et expérimentés en affaires, ont réussi à se convaincre eux-mêmes que le désir ardent de la Russie est de tourner le dos à ses ressources propres, dont elle n'a pas encore tiré tout le parti possible, pour envahir et conquérir l'Inde!

Je ne prête pas en ce moment à la Russie une générosité transcendante ou une absence extraordinaire d'ambition politique, mais bien des facultés de raisonnement et un bon sens normal. Pour donner quelque raison d'être aux terreurs de russophobes, il faudrait prétendre que les Russes sont une nation de fous, ce que n'iront pas dire même leurs pires ennemis.

---

(1) Discours de Burke sur le projet de loi pour les Indes de Fox. *Œuvres*, III, p. 689.

Si l'on abandonne cette superstition d'une *antique diplomatie* dans nos relations avec la Russie, il est évident que nous n'avons aucun motif de nous quereller avec elle, pas plus qu'elle n'en a si nous ne lui en fournissons pas. La question de savoir qui possédera Constantinople intéresse l'Autriche et l'Allemagne, et on peut les laisser elles-mêmes s'occuper de leurs intérêts particuliers. Nous avons joué pendant beaucoup trop de temps le rôle de chiens de garde de ces Puissances. C'est en vain que le prince de Bismarck aura essayé de persuader réciproquement à la Russie et à l'Angleterre qu'elles sont naturellement antagonistes. Nous n'avons pas à nous soucier de Constantinople si ce n'est au point de vue commercial, et à ce point de vue là n'importe quel possesseur sera préférable au Turc (1). D'ailleurs, commercialement, l'Allemagne est notre rivale dangereuse et non la Russie.

En tant que « place d'arme », selon Lord Beaconsfield, Chypre a été abandonnée par tous ceux qui (c'est-à-dire tout le monde) reconnaissent maintenant que nous n'avons nullement l'obligation de défendre le Sultan contre les attaques russes. Pourquoi alors ne pas abandonner Chypre ?

Je crois donc que la question de Constantinople, pour ce qui est de la Russie, ne présente aucune difficulté. Pourquoi l'Angleterre s'opposerait-elle à ce que la Russie eût libre accès dans la Méditerranée et qu'elle y eût un port? Que nous arrivions à une entente cordiale avec la Russie, et alors une flotte russe dans la Méditerranée sera plutôt quelque chose d'heureux que quelque chose de défavorable à nos intérêts. Ils sont les mêmes que ceux de la Russie dans nombre de cas, et nulle part ils ne sont en opposition.

Oui, mais pour remettre l'île entre les mains de qui? Il ne peut pas être question de la rendre au Sultan. A qui alors?

(1) En mai 1877, le gouvernement russe fit au gouvernement anglais la déclaration formelle que voici : « Pour ce qui est de Constantinople et sans préjuger quelle pourra être la cause et l'issue de la guerre, le Cabinet Impérial affirme de nouveau que la conquête de Constantinople n'est nullement parmi les desseins poursuivis par Sa Majesté l'Empereur. Il admet que de toutes façons la possession de Constantinople est une question d'intérêt commun qui ne peut être réglée que par une entente générale et croit que, si on discutait la question de la possession de cette ville, elle ne devrait être attribuée à aucune des Grandes Puissances européennes. » (*Livres Bleus*, Russie, n° 2 (1877), page 3.)

Soit la rendre à la Grèce, soit la laisser autonome avec un prince régnant sous la protection des Grandes Puissances. Il ne semble pas y avoir d'autre alternative. Mais, dans l'un ou l'autre de ces cas, qui paiera les violons ? qui sera garant du prix d'achat? Pour ma part je répondrai ainsi : Le gouvernement turc est, selon l'expression favorite de feu le professeur Freeman, un « brigandage organisé». Faire bénéficier un tel gouvernement des règles appliquées dans la politique rationnelle des nations civilisées serait absurde. Le droit de conquête n'est pas autre chose que le droit du sabre, qui ne se légitime jamais s'il n'est amendé par un régime équitable. L'Histoire nous montre en effet un certain nombre de nations qui, après avoir vaincu par la force des armes leurs adversaires, ont reçu des vaincus la civilisation, les lettres et les arts. Ce fut ainsi que

Græcia capta ferum victorem cepit et artes
Intulit agresti Latio.

Nous avons aussi des cas où les arts de la paix sont introduits par le conquérant lui-même chez le peuple vaincu, et où il compense ainsi par les bienfaits de la civilisation le mal fait par ses armes.

Au contraire, le Turc a été un destructeur et rien qu'un destructeur pendant toute la durée de sa néfaste domination : destructeur de toutes sciences, littératures, arts, bonheur humain, et dévastateur même du sol que sa présence a rendu stérile. L'Humanité ne lui doit qu'une malédiction prolongée, sans qu'il ait laissé le souvenir d'un seul bienfait.

Je maintiens donc que le Sultan, ayant rompu tous ses engagements, n'a pas plus de droit à une indemnité ou une compensation quelconque pour Chypre qu'un brigand pour un butin produit de ses vols. Il n'y a pas prescription des droits inaliénables de l'homme, et la longue possession n'a jamais légitimé l'acte d'un brigand. Que la propriété privée des Turcs à Chypre soit respectée, mais que le tribut cesse d'être payé au Sultan. Voilà quelle est la décision dictée par l'équité.

Mais si l'on trouve cette solution trop radicale, l'on peut encore suivre le Sultan sur son propre terrain de discussion. Il a en fait répudié une grosse dette que la France et l'Angleterre

ont garantie jusqu'à une somme de près de cent mille livres sterling par an. Elles ont ainsi un droit de gage très évident sur ses biens et pourraient, d'après le droit des gens et l'équité, prendre Chypre comme paiement. Donc en se plaçant sur ce terrain seul, nous avons un droit légal indiscutable, ainsi que la France, de disposer de Chypre comme il nous plaira et sans consulter le Sultan. Dans tous les cas la Convention anglo-turque, de l'aveu de Lord Salisbury et de plusieurs autres membres du gouvernement, est devenue caduque en tant que menace à la Russie et engagement de protéger le Sultan, et tout ce qui en subsiste en dernier ressort est la libre disposition que nous avons de Chypre. Tant que la Convention subsiste, nous avons le droit de mettre le Sultan en demeure de tenir ses engagements, mais si nous ne sommes pas en état de faire valoir nos droits de ce côté-là, ne devons-nous pas dénier dorénavant toute valeur à la Convention et retenir Chypre (pour en disposer dans la suite pour le mieux) en présence de l'insolvabilité du Sultan à notre égard comme à l'égard de la France?

Le cas de l'Égypte est différent. Je me suis toujours efforcé de le considérer sous tous ses aspects et c'est encore ce que je vais essayer ici. Pas un Français qui me fera l'honneur de me lire n'est en droit de me suspecter de sentiments hostiles à l'égard de son pays. Pendant la guerre de 1870 j'engageai, *sous le nom de plume* de « Scrutator », une controverse dans le *Times* avec le professeur Max Müller, pour défendre la France. J'eus d'ailleurs là un des plus chevaleresques adversaires que jamais il m'a été donné de rencontrer. Mes lettres au *Times* furent dans la suite réunies en un volume qui, traduit en français, eut plusieurs éditions successives.

Lorsque je fus connu comme l'auteur de *Who is Responsible for the War?* (1) je reçus les remerciements du gouvernement français par l'intermédiaire du duc de Broglie, l'ambassadeur français à Londres à cette époque, et, depuis, j'ai reçu des marques répétées de sympathie en France.

Avec de tels antécédents je pense pouvoir réclamer le droit de développer franchement ma pensée dans la question d'Égypte

(1) *Qui est responsable de la guerre?*

sans pouvoir être supposé d'aucun autre sentiment que des sentiments amicaux à l'égard de la France.

Que nos voisins et amis Français considèrent donc les faits dans leur ensemble. Ils refusèrent notre invitation de rétablir l'ordre ensemble en Égypte et par là mirent eux-mêmes fin au *condominium*. C'est ainsi qu'eux-mêmes envisagèrent la question à l'époque et il est notoire qu'ils furent surpris lorsque, la rébellion ayant été réprimée, le gouvernement anglais les invita à revenir. Pour ma part je pense que cette invitation était une erreur. La France aurait accepté beaucoup mieux à cette époque une note amicale l'invitant à se retirer — ce à quoi elle était préparée — qu'une invitation à retourner en Égypte dans des conditions autres que le *statu quo ante*.

Voilà le premier point que nos amis de France devraient considérer. Le second point, c'est que nous occupons l'Égypte dans les mêmes conditions que l'Autriche occupe la Bosnie et que nous y sommes avec autant de droits que la France à Tunis.

Nos promesses d'évacuer l'Égypte ne sont pas plus explicites — le sont-elles même autant? — que les promesses de la France de quitter Tunis et de ne pas fortifier Bizerte. Cependant la France a, en fait, annexé la Tunisie, elle a annexé Madagascar sans avoir eu à se plaindre de menaces, ou de reproches de l'Angleterre, qui n'a même pas protesté contre les fortifications élevées à Bizerte. Maintenant je dois dire que les Anglais qui, comme moi, désirent l'établissement de relations amicales ininterrompues entre la France et notre pays, ont le droit de se plaindre de la manière très différente dont les Français envisagent les questions, suivant qu'il s'agit d'eux ou de nous.

A vrai dire je n'ai aucun désir de voir la France évacuer la Tunisie, au contraire je considère que ce serait là de sa part un crime contre la civilisation. Mais que la France soit juste et reconnaisse que notre abandon de l'Egypte ne serait pas un moins grand crime contre la civilisation. Rendre au joug musulman toute contrée qui en a été une fois délivrée serait une faute énorme et une cruauté inhumaine.

J'ai passé deux hivers sur les bords du Nil et j'ai vu le désert « se couvrir de roses », grâce à notre domination

bénigne, tandis que la justice s'affirmait et que la richesse se développait là où auparavant régnait l'anarchie et se commettaient les pires cruautés. Cela vous réchauffait le cœur de voir des officiers anglais, instruits et justes, travaillant avec ardeur à l'éducation et à l'entraînement des régiments d'indigènes, dont ils ont fait d'excellents soldats qui les aiment et qui ont toute confiance en eux.

Qu'arriverait-il si nous quittions l'Egypte? En moins d'une année, de toutes les réformes que nous avons accomplies on aurait fait table rase. La loi de l'Islam aurait graduellement, automatiquement et à coup sûr, repris sa toute-puissance et ce nouvel état de choses serait même pire que celui qui existait lors de notre intervention. C'est en vain que j'aurai écrit ce livre si je ne suis pas arrivé à persuader à ceux qui me liront que les gouvernants musulmans sont toujours placés sous la domination de la loi théocratique de l'Islam, toute puissante dans la sphère temporelle comme dans le domaine spirituel, et qu'ils n'ont pas le pouvoir de rendre justice à leurs sujets non-musulmans ou de leur accorder des réformes contraires à la loi sacrée de l'Islam. On voit donc le sophisme inclus dans cette promesse d'évacuer l'Egypte quand les réformes par nous accomplies seraient définitivement établies. En fait c'est fixer notre départ aux calendes grecques, car ces réformes, pour une large part en opposition avec le Koran, ne seront jamais à l'abri de tentatives de destruction avec un gouvernement musulman indépendant.

Mais pourquoi, dira-t-on, ne pas placer l'Egypte sous le contrôle des Grandes Puissances? A cela je répondrai : Que Dieu préserve l'Egypte du concert européen, après le brillant étalage qu'il a fait de son savoir-faire en Turquie! M. Hanotaux lui-même repousse presque avec indignation l'idée de placer l'Egypte sous une forme quelconque de condominium. Il juge donc que la solution du contrôle européen est impraticable. Quelle garantie la France nous offre-t-elle donc que l'Egypte ne se retrouverait pas dans son ancienne situation lorsque cesserait l'occupation britannique? Je ne vois qu'une alternative qui éviterait ce danger — la constitution de l'Egypte en un état automone, sous le gouvernement d'un prince chrétien, dont l'ensemble des Grandes Puissances garantirait l'indépen-

dance. Cela pourrait résoudre la difficulté. En dehors de cette solution je n'en vois aucune. Que la France expose ses arguments à la pleine lumière de la raison et des faits, de manière à ce que l'on puisse les examiner. Elle ne ferait certainement pas d'objection à la neutralisation du canal de Suez et je ne suppose pas qu'aucun gouvernement anglais serait assez téméraire pour se vouloir servir, pour des opérations militaires, d'un canal dont on peut facilement rendre le passage impossible en y coulant un seul vapeur. Je crois que la plupart des officiers de marine qui ont étudié cette question seront là-dessus d'accord avec Lord Beresford, et la différence au point de vue du temps entre le canal de Suez et la route du Cap est si petite que cela ne vaudrait pas la peine de courir un tel risque. Le canal de Suez n'est donc pas un obstacle à la conclusion d'une entente amicale avec la France et la Russie.

Au point de vue militaire l'occupation de l'Eypte est pour nous une cause sérieuse d'embarras. Elle nous prive d'une partie des avantages de notre position insulaire et nous pourrions être obligés de l'abandonner précipitamment et d'une manière humiliante dans le cas d'événements graves se produisant ailleurs, de la même manière que la France dut abandonner brusquement Rome en 1870. Mais nous y sommes et je ne vois pas comment nous pourrions nous en aller si l'on ne règle pas auparavant le sort des pays après notre départ.

Je crains de ne pas être d'accord avec la plupart des libéraux en approuvant l'expédition de Dongola. Les paysans patients et industrieux de cette partie de l'Egypte souffraient cruellement de la domination tyrannique des Derviches et je ne sympathise pas moins avec eux qu'avec les Arméniens, parce que leur peau est noire et leur foi, l'Islamisme. Avoir brisé le pouvoir des Derviches, c'est avoir certainement rendu un grand service à la cause de la civilisation et de l'humanité. M. John Morley pense que les faits ont réfuté les deux arguments donnés en faveur de l'expédition de Dongola : la délivrance de Kassala et l'état d'insécurité de la frontière égyptienne. Même s'il en était aussi, je jugerais encore que l'expédition a été justifiée par la délivrance d'une riche province, arrachée à la tyrannie des Derviches. D'ailleurs, je crois que M. Morley se trompe. Le fait que l'Italie était à

moitié décidée à évacuer Kassala, après le désastre d'Adoua, n'empêche pas que cette place courait alors un grand danger. J'étais à Rome à cette époque et je puis assurer que le ministère italien considérait le danger comme très réel. Une attaque de toute l'armée des Derviches sur Kassala, à ce moment critique, eût réussi et elle eût amené le massacre de la garnison italienne qui s'y trouvait. Survenant après les défaites d'Abyssinie, un tel désastre eût entraîné la chute de la monarchie. J'approuvais donc le gouvernement lorsque fut décidée l'expédition de Dongola. La diversion ainsi opérée sauva probablement Kassala et il est illogique d'en conclure que cette ville n'avait couru aucun danger.

Pas plus que la faiblesse de la résistance des Derviches à l'armée égyptienne ne prouve que les Derviches n'étaient pas un danger. A vrai dire ils ne pouvaient pas attaquer de front la place frontière de Wady-Halfa. Ils étaient trop prudents pour cela. Mais leur présence continue, leur connaissance approfondie du désert et leurs incursions occasionnelles étaient une cause d'insécurité pour les paysans de la région. Je crois donc qu'au total l'expédition a été utile et je suis persudé que la domination néfaste du Mahdi sera détruite par la capture de sa forteresse, ce qui ne sera pas, semble-t-il, très difficile à réaliser (1). L'élan impétueux des guerriers du désert est impuissant contre des troupes disciplinées, munies de fusils à tir rapide, et commandées par des officiers dans lesquels elles ont confiance. Ayant beaucoup vu les troupes tant égyptiennes que noires, je n'ai aucun doute sur le succès final de l'expédition et sa marche jusqu'à Khartoum. Quoi que l'on décide au sujet de l'Egypte, je me réjouirai de voir un aussi vaste territoire affranchi du joug cruel des Derviches.

---

(1) On sait que les Derviches ont été, depuis l'époque où ce livre a ete écrit, complètement vaincus et détruits. *(N. du T.)*

CHAPITRE XX

CONCLUSION

La Question d'Orient est infiniment complexe et il y a bien des points que je n'ai pas examinés dans ce livre; mais mon but était de borner ma critique à l'étude de la situation présente. Je veux seulement mettre en lumière quelques côtés de la question que j'ai pu négliger ou ne pas développer suffisamment.

Dans une lettre intéressante adressée au *Times*, le 28 octobre, le duc d'Argyll déclare :

> Je suis toujours resté fermement attaché à ce grand principe pour la défense duquel la guerre de Crimée fut engagée — que l'avenir de l'Empire ottoman et la destinée finale des territoires qu'il comprend est une question qui doit être réglée par l'Europe tout entière et non par une seule des Puissances. Si ce principe était juste appliqué à la Russie en 1854-1856, il l'est également aujourd'hui appliqué à l'Angleterre. Si nous avions la prétention d'entreprendre tout seul le règlement de cette grande question, une guerre s'ensuivrait certainement.

J'ai déjà répondu au duc d'Argyll et à M. Gladstone, qui croient que la guerre de Crimée avait été engagée pour réprimer une violation des droits de l'Europe. Certainement c'était là l'opinion générale à cette époque, opinion propagée avec soin par Napoléon III, par Lord Palmerston, par Lord Stratford de Redcliffe, et l'esprit public a été longtemps sous cette impression.

Une étude approfondie des documents officiels autant que

privés, qui était jadis impossible, m'a convaincu que cette opinion était erronée. J'ai déjà essayé de montrer quels furent les véritables auteurs responsables de la guerre de Crimée et ce qui les avait fait agir ainsi.

Avant la guerre de Crimée voici quels étaient les rapports entre les Grandes Puissances, les chrétiens de Turquie et la Porte. Avec le consentement tacite, sinon formel de l'Europe, la Russie avait la protection des chrétiens orthodoxes, la France celle des catholiques, l'Angleterre celle des anglicans et des autres communions chrétiennes. Quant aux autres Puissances, elles n'intervenaient pas dans les affaires de l'Empire ottoman à moins qu'elles n'y fussent invitées par l'une ou plusieurs des trois Puissances que je viens de désigner. Le résultat de cet arrangement était que lorsque quelque attentat était commis, la Porte se trouvait en présence des réclamations d'une Puissance sûre de l'approbation, sinon toujours de l'appui, de l'une ou même des deux autres. Elle ne pouvait dans ces conditions se servir de son habituelle tactique consistant à opposer les Puissances les unes aux autres et elle devait ou céder ou bien, si elle s'y refusait, elle s'y voyait obligée par une coalition des Puissances et parfois même une partie de son territoire lui échappait, comme ce fut le cas pour la Grèce.

Tel était le *statu quo* avant la guerre de Crimée et Napoléon III fut le premier à y porter atteinte, afin d'amener une querelle avec Nicolas Ier dans laquelle il sut mêler l'Angleterre, entraînant une guerre à laquelle il tenait. Après s'être livré à une série d'empiètements vexatoires sur les droits de la Russie, protectrice des chrétiens de l'église orthodoxe grecque à Jérusalem et à Bethléem, Napoléon III obtint du Sultan un firman qui enlevait à la Russie, au profit de la France, sa position traditionnelle et reconnue par tous. Nicolas Ier, l'un des monarques les plus intelligents et les plus clairvoyants des temps modernes, vit que toute la position de la Russie, protectrice des chrétiens orthodoxes en Orient, était en jeu et sur le principe, *principiis obsta*, se détermina à résister sans attendre plus longtemps. C'est là, en fait, le point de départ de tout ce qui suivit, quoique le but réel poursuivi fût déguisé grâce à l'habileté des diplomates de France, d'Angleterre et d'Autriche. La Russie ne faisait en réalité aucune

demande nouvelle. Voici sa position alors, telle qu'elle a été définie par le baron Jomini, pour le compte du gouvernement russe, après des années, alors que l'amertume et l'ardeur de la lutte étaient passées :

En fait nos demandes tendaient à obtenir la confirmation des engagements que la Porte avait contractés à notre égard au sujet du maintien des privilèges et immunité de l'Eglise grecque, de la garantie du *statu quo* sans porter nullement atteinte aux autres cultes, sans demandes aucunes de privilèges nouveaux. Étant donnée la situation qui nous avait été faite, cette demande était rien moins qu'injuste. Cela nous semblait équitable et nécessaire depuis que les anciennes garanties avaient été violées par un acte de mauvaise foi et de partialité du gouvernement turc, au profit de la France.

La Porte n'était pas réellement hostile à nos demandes. Son propre intérêt lui commandait de rassurer ses sujets chrétiens contre la perpétration de nouveaux attentats pour calmer un mécontentement général qui pouvait se traduire finalement par des troubles et des insurrections. Elle pouvait même trouver avantage à se fortifier contre de nouvelles prétentions des Latins, étrangers au pays, et couverts par une protection qui finissait par devenir la cause d'embarras sérieux pour elle.

Mais elle fit des objections quant à la forme de nos réclamations. Elle était prête à faire à ses sujets les promesses exigées et à leur accorder les garanties réclamées. En fait, elle les accorda explicitement dans les divers communiqués qu'elle nous adressa, dans ceux qu'elle fit parvenir aux autres cabinets et dans un *firman* adressé au Patriarche de Constantinople. Mais elle ne voulut pas se lier sur ce sujet auprès d'une puissance étrangère. On lui avait dit que ce serait porter atteinte à son indépendance, ce que l'Europe ne permettrait pas.

Nos adversaires allèrent même plus loin. Les nouvelles garanties que nous demandions n'avaient à nos yeux d'autres raisons d'être que de sanctionner des droits anciens acquis par des traités antérieurs, sans que nous eussions demandé rien de nouveau. Non seulement ils s'opposèrent à ce que les nouvelles garanties nous fussent accordées, mais contestèrent ces droits mêmes dont nous demandions la confirmation. Ils affirmèrent qu'aucun des traités conclus entre la Porte et nous ne nous donnait le droit d'intervenir de quelque façon que ce fût dans les affaires de l'Eglise orthodoxe en Turquie.

L'article VII du Traité de Kainardji enregistrait la promesse du Sultan *de protéger la religion chrétienne dans ses Etats*. On en tira cette conclusion que nous avions le droit de veiller à la protec-

tion des *sujets russes résidents en Turquie,* et au libre exercice de leur culte, mais nullement celui de protéger les *sujets grecs orthodoxes du Sultan.*

Evidemment nous ne pouvions pas admettre de semblables prétentions. Contester le droit de protection qu'en droit et en fait nous exercions sur nos coreligionnaires en Orient, c'est nier toute notre histoire. Le Cabinet Impérial revendiqua ce droit avec fermeté tout en rappelant l'usage qu'il en avait toujours fait. Il n'était pas possible de nier que si les chrétiens de l'Empire turc, plus nombreux que leurs maîtres, avaient donné tant de preuves de résignation et de soumission, cela tenait à ce qu'ils comptaient toujours sur notre protection, établie par tous les Traités. Il était évident que sans notre intervention, essentiellement modératrice et conciliante, les musulmans auraient dépassé toutes les limites et les chrétiens perdu complètement patience. Nous ne désirions rien autre chose que la continuation de cette action tutélaire, seule garantie efficace de la tranquillité de l'Orient et aussi de l'existence même de l'Empire ottoman.

D'ailleurs nous n'étions pas la seule Puissance d'Europe exerçant une telle protection sur les chrétiens de Turquie. De tout temps la France avait réclamé le droit de protéger les Latins. Nous rappelâmes expressément qu'en 1832, quand fut constitué le Royaume Hellénique, le gouvernement français avait formellement renoncé au profit du gouvernement grec au protectorat qu'il exerçait sur les catholiques dans la Péninsule, alors qu'elle était sous le régime turc. Ce droit n'avait plus de raison d'être du moment où la Grèce allait avoir un gouvernement chrétien. Mais du moment où le gouvernement avait cru nécessaire de le transférer d'une manière aussi explicite au gouvernement grec, il le considérait donc comme ayant une existence pleinement légale, constituant en fait une obligation imposée à la France, autant par ses traditions que par sa conscience religieuse.

De même l'Angleterre avait la protection des protestants résidant en Turquie. En vertu de quelles raisons irait-on nous contester des droits similaires? Etait-ce, ainsi que le disaient certains, parce que la protection des autres Puissances ne s'exerçait que sur un petit nombre de chrétiens, qui, en grande majorité, n'étaient pas du pays, tandis que le nôtre couvrait l'immense majorité des sujets du Sultan dans la Turquie d'Europe? Mais il serait absurde de prétendre que les catholiques et les protestants devaient être protégés parce qu'ils étaient peu nombreux, tandis que les orthodoxes devaient être laissés exposés sans défense au fanatisme turc, parce qu'ils étaient plusieurs millions...

Voilà comment nous dûmes défendre toute notre situation en Orient. Dans ces conditions, battre en retraite eût été oublier d'un seul coup toutes nos traditions, toute notre histoire pendant plus

de cent ans et abdiquer au bénéfice de l'Europe des droits si chèrement acquis. La Russie pouvait y être obligée à la suite d'une guerre malheureuse, mais elle ne pouvait pas y consentir sans avoir tiré l'épée (1).

Toute personne qui lira sans parti-pris la correspondance diplomatique de cette époque admettra la justesse absolue de cet exposé du conflit. Le Traité de Paris retira aux sujets chrétiens du Sultan toute protection spéciale et les mit sous le protectorat du concert européen tout entier, ce qui fut de nouveau stipulé par le Traité de Berlin. Le protectorat que la Russie exerçait sur les chrétiens d'Arménie et de Macédoine lui fut également enlevé et ils furent, eux aussi, placés sous la protection du concert européen. On sait quel en a été le résultat.

L'expérience des quarante dernières années prouve clairement que la seule tactique rationnelle consiste à revenir au *statu quo ante* la guerre de Crimée. L'on doit rendre à la Russie la protection des chrétiens de l'Eglise grecque, à la France celle des catholiques, à l'Angleterre celle des protestants. Ces droits étant reconnus mutuellement par les uns et les autres, ce sera l'intérêt de ces trois Puissances de se soutenir entre elles.

Il semble bien évident qu'en somme l'on ne peut rien attendre du concert européen, si ce n'est quelque chose qui est le contraire même de son nom. Un concert, en effet, implique une action combinée et harmonieuse. Le concert européen n'a rien fait pendant ces deux dernières années que de montrer son impuissance, laissant entendre d'une façon plus évidente encore le ton discordant de ses instruments, quand le Sultan avait mis en branle, par quelque nouvelle horreur, l'activité spasmodique et de courte durée de sa diplomatie. Tandis qu'avait lieu la démonstration de Dulcigno, Lord Salisbury, dans un discours qui eut un grand retentissement, parlait ainsi de l'action du concert, non sans une certaine ironie :

Il semble bien que lorsque les vaisseaux des six Puissances furent envoyés sur la côte d'Albanie, il avait été officiellement sti-

(1) *Etude diplomatique sur la guerre de Crimée*, II, pages 187-9.

pulé, si je comprends bien le sens des télégrammes échangés, que les équipages de ces vaisseaux ne devaient jamais débarquer et que leurs canons ne devaient jamais faire feu. Je ne dis pas que telles aient été les instructions données aux commandants des vaisseaux de toutes les Puissances, mais il semble bien que certaines d'entre elles les aient reçues, et quand on voit que Lord Granville a promis que l'Angleterre n'agirait pas sans les autres, l'on comprend facilement pourquoi le Sultan ne s'est pas beaucoup soucié de la démonstration navale.

Qu'il soit possible de persuader aux six Puissances d'user ensemble non de la pression diplomatique, mais de leurs forces militaires et navales, j'en doute beaucoup. Mais que cela soit possible ou non, je suis persuadé en tous cas que l'on n'obtiendra rien par une combinaison des deux moyens, — je veux dire une grande exhibition navale qui n'est, en réalité, rien autre chose qu'une autre espèce de pression diplomatique avec les apparences et tout l'appareil d'une intervention militaire (1).

Ceci est évident. Une démonstration navale, avec des ordres de ne rien faire, aurait beaucoup de chance d'autant effrayer le Sultan — pour se servir des expressions humoristiques de Lord Salisbury — que la vue de six *baignoires* parées des drapeaux des six grandes Puissances. Mais Lord Salisbury a été induit en erreur par la presse française. Il est véridique, ainsi du reste que M. Gladstone l'a fait connaître dans son discours de Liverpool, que quelques-unes des Puissances eussent donné l'ordre que l'on ne se servît pas de la force. Il est également vrai que le Sultan, l'ayant appris, se moqua d'abord de la démonstration. Mais l'amiral anglais n'avait nullement reçu d'ordre de ce genre, et lorsque l'Autriche, l'Allemagne et la France eurent refusé, après quelques hésitations, de se joindre à l'Angleterre pour s'emparer de Smyrne et que le Sultan eut appris que la flotte anglaise n'en continuait pas moins sa route, avec l'assentiment de la Russie, il se soumit aussitôt, même avant que n'eût été reçue la réponse de l'Italie. Un mois après, Lord Granville corrigea l'erreur commise par Lord Salisbury dans son discours :

Je vois que l'on peut supposer, d'après une expression des *Livres Jaunes* français, que j'aurais déclaré que nous n'avions nulle

(1) Le *Times*, 27 octobre 1890.

intention de tirer le canon. C'est une erreur, et cela eût été en contradiction avec toute mon argumentation. Ce que j'ai dit, c'est qu'il était peu probable que l'on y fût obligé.

Evidemment : que le Sultan sache qu'une seule Puissance seulement, avec l'assentiment des autres, *tirera* le canon si c'est nécessaire et la nécessité ne se manifestera jamais. D'où la folie et le mal causés par cette tactique consistant à proclamer partout qu'aucune des Puissances ne s'engagera dans une action isolée, — la seule qu'il craigne, — car l'expérience de deux années l'a persuadé que jamais aucune action efficace ne viendra du concert. Lui dire qu'il n'y aura dans aucun cas action séparée d'une des Puissances c'est, en fait, lui donner carte blanche pour de nouveaux massacres. Plusieurs se produisirent après le discours de Lord Rosebery.

Je suis heureux de ce que Lord Salisbury au moins ait évité de commettre la même erreur fatale dans son discours de Guildhall. Il y a en effet la menace virtuelle d'une action isolée dans le passage suivant de son discours :

Je n'ai jamais poussé, je ne pousse pas maintenant le gouvernement britannique à une action isolée. Cependant je ne *l'exclus pas des moyens possibles*. Ce serait là une grande imprudence. Mais je crois que c'en serait une autre non moins grande que d'y songer comme à une arme à employer en ce moment.

Combien il est rare de voir des citations faites exactement ! Quelques jours après le meeting de Saint-James Hall le 19 octobre dernier, les lignes suivantes parurent dans le *Daily News* :

L'abandon que M. Gladstone semble faire des principes qui président à la politique du concert européen le met de curieuse façon en contradiction avec lui-même. Il s'élève avec indignation, dans sa dernière lettre, contre cette idée que l'Angleterre put se croire obligée à s'arrêter pour attendre les traînards, c'est-à-dire le reste du monde. C'est cependant sur cette nécessité qu'il basait et justifiait sa politique en 1880, par la bouche de son ministre des affaires étrangères. La conception que Lord Granville avait de la situation, à cette époque, était heureusement résumée par lui dans une phrase

simple et concise. Le contraste entre les deux conceptions est si curieux que nous plaçons les deux passages côte à côte :

Je me rappelle le temps, il y a longtemps, où j'entrais dans la yeomanry (1) du Staffordshire. La première chose que l'on m'enseigna, fut que dans toute charge je devais régler l'allure de mon coursier sur celle du cheval le plus lent, monté par le cavalier le plus lourd de l'escadron.

(Discours du Ministre des affaires étrangères du Cabinet Gladstone à Hanley, le 27 novembre 1880.)

Crier d'avance aux oreilles du *Grand Assassin* que notre action en toutes circonstances se bornera à ce que la moins énergique des six Puissances jugera suffisant me semble être un oubli non seulement du devoir mais de toute prudence.

(M. Gladstone, 1895.)

L'auteur de cet article a évidemment copié sa première citation dans un ouvrage de seconde main et sans remonter aux sources. Elle est en tous points inexacte. L'endroit où le discours de Lord Granville fut prononcé, la date qui lui est assignée sont inexacts et la citation s'arrête juste avant une phrase qui est en contradiction formelle avec les conclusions de notre journaliste. Le discours fut prononcé non à Hanley mais à Stoke le 29 et non le 27 novembre 1880 et voici les deux phrases qui suivent celles qui ont été citées :

Si quelques-uns des cavaliers s'arrêtent ensemble une question se pose alors : doit-on abandonner la charge ou au contraire continuer à charger avec le reste de l'escadron ?

En tous cas on nous enseignait que tant que l'escadron chargeait comme un seul homme rien ne pouvait lui résister si ce n'est des troupes formées en carré.

Lord Granville décrivait donc précisément ce qui était arrivé. Les autres Puissances avançaient lentement, selon Lord Granville et M. Gladstone. Mais tant qu'elles remuaient tant soit peu, l'on pensa qu'il était sage de « régler son allure sur celle du cavalier le plus lent ». Mais « lorsque plusieurs des chevaux se furent arrêtés ensemble », M. Gladstone et Lord Granville, au lieu « d'abandonner la charge », décidèrent de « continuer à charger avec le reste de l'escadron ». Et avec un succès complet, car, ainsi que Lord Granville l'annonçait dans ce discours même,

(1) La *yeomanry* est une sorte de milice à cheval constituée par les fermiers et les gentilhommes campagnards. *(N. du T.)*

la « charge » faite par l'Angleterre seule, avec l'acquiescement de la Russie, avait obligé le Sultan à céder.

Ce discours de Lord Granville est donc tout à fait en harmonie avec la pensée de M. Gladstone, telle qu'elle se dégage de la lettre qu'il envoya au meeting de Saint-James Hall. M. Gladstone loue l'action du concert européen lorsqu'il fut prêt à marcher contre l'ennemi et alors que l'Angleterre l'en empêcha. Il la condamne quand il reste inactif et fait son possible pour empêcher les « meilleurs de l'escadron » de galoper au secours d'hommes, de femmes et d'enfants aux mains de meurtriers et d'assassins. Où y a-t-il contradiction ?

Je serais heureux si M. Gladstone et le duc d'Argyll pouvaient trouver le temps de réviser l'opinion qu'ils ont des causes et de l'origine de la guerre de Crimée et, s'ils voyaient des raisons de la modifier, qu'ils rendissent à la Russie la justice qui lui est due. Une telle reconnaissance de leurs torts serait heureuse de la part des deux seuls ministres survivants du Cabinet qui déclara la guerre de Crimée.

De cette guerre et du traité qui la suivit, date tout le mal. A l'abri, grâce à la France et à l'Angleterre, de toute intervention russe en faveur des grecs orthodoxes, la Porte se détermina à se débarrasser de *toute* intervention des Puissances, grâce à cette arme que Lord Stratford de Redcliffe et Lord Palmerston avaient placée si maladroitement dans ses mains. Le Grand Vizir, Fuad Pacha, formula la nouvelle doctrine ainsi, tandis que se discutaient les clauses du Traité de Paris :

Il n'est pas juste que les Puissances amies et alliés de la Sublime Porte, après avoir été, pour soutenir le Sultan dans la défense de son autorité souveraine, jusqu'à prendre les armes pour lui et envoyer leurs soldats mourir côte à côte avec les siens, en luttant glorieusement pour l'intégrité morale et matérielle d'un empire *dont on déclare que l'existence est nécessaire à l'équilibre européen* — il n'est pas juste, dis-je, que ces mêmes Puissances, au nom de l'amitié, demandent à la Sublime Porte les mêmes concessions qu'elles considéraient et qu'elles considèrent encore comme si dangereuses aux mains de la Russie..... La justice, la raison et la prudence s'unissent donc pour repousser des demandes qui introduiraient de dangereux précédents dans les lois internationales de l'Europe (1).

---

(1) *Eastern Papers* (1856), pages 10 et 11.

Dans l'important ouvrage russe que j'ai déjà cité, la Russie proteste ainsi contre cette dangereuse et nuisible doctrine que malheureusement elle a elle-même préconisée l'année dernière, non sans amener, quoique involontairement, des résultats sinistres :

Pour ce qui est de nous, tout en désirant sa conservation [de l'empire Ottoman], nous n'avons jamais caché notre répugnance à nous porter garant de son intégrité, de quelque manière que ce fût. Cette répugnance est justifiée tout d'abord par l'éloignement où se trouvent certaines parties de cet empire de notre centre d'action, ensuite par les conséquences qui pourraient résulter du sentiment de sécurité qu'une telle position inspirerait à la Porte. Certaine de ne perdre aucune de ses possessions, quoi qu'il pût arriver, elle pourrait donner libre carrière aux abus de son administration. Les observations des représentants des Puissances ne produiraient plus aucun effet sur elle et des cas pourraient se produire pourtant où les Puissances se verraient obligées d'intervenir, comme en Grèce, pour mettre un terme à des luttes sanglantes causées par le désespoir des populations exaspérées (1).

Combien ces considérations sont sages et prophétiques! C'est l'assurance continue de sa sécurité et du maintien du *statu quo*, en même temps que la confiance où il était qu'il déjouerait toute action du concert, qui a enhardi le Sultan, et lui a permis d'aller d'excès en excès jusqu'à ce qu'il en arrivât à teindre du sang innocent de 5,000 chrétiens les rues de l'ancienne métropole de la chrétienté orientale.

Un autre résultat déplorable de la guerre de Crimée, c'est qu'elle amena la disparition de la quasi-indépendance dont jouissaient un certain nombre de princes chrétiens, qui tenaient ainsi la Porte en échec et protégeaient les chrétiens contre beaucoup d'extorsions et contre quelques-uns des pires excès que commettent les fonctionnaires du Sultan. Le résultat de la guerre de Crimée fut de permettre aux Sultans de prendre en mains les rênes non seulement du pouvoir militaire mais encore de toute l'administration.

L'usage qu'ils ont fait de cette concentration en leurs mains de toutes les ressources de l'Empire, nous pouvons nous en

---

(1) *Etude diplomatique sur la guerre de Crimée*, t. 1, page 20.

rendre compte par l'article de Murad Bey paru le 13 octobre (1) dans le *Times*. Expliquant les causes de la dissolution du Parlement éphémère de Midhat Pacha, il décrit ainsi les procédés d'Abdul-Hamid.

Abdul-Hamid avait ordonné que de larges sommes d'argent fussent tirées du trésor public et données à divers favoris. La commission financière nommée par le Parlement fit remarquer que ces dépenses n'étaient pas prévues par le budget et refusèrent de les sanctionner. « Quoi, s'écria le Sultan, qu'est-ce que c'est que ces histoires de *budget* et de *commission financière ?* Je ne pourrais pas disposer à ma guise des fonds publics? Je n'admettrai jamais cela.» Peu de temps après, la Constitution, le Parlement, et toutes les commissions qu'il avait nommées étaient supprimées par un *iradé* du Sultan. Il nous reprenait les quelques libertés qu'il nous avait accordées et notre régime parlementaire avait vécu un jour.

Abdul-Hamid monta sur le trône avec des idées très particulières. Il était persuadé de la dissolution imminente de l'Empire turc. Il pensait donc qu'il était désirable avant tout de s'assurer pour lui et les siens des ressources dans l'avenir, autrement dit d'amasser le plus d'argent possible. Accumuler de l'or devint le *mot d'ordre* à Yildiz-Kiosk. La *camarilla* du Sultan et tous les hauts fonctionnaires parasites n'avaient pas besoin d'être deux fois avertis. Les intérêts généraux de l'Empire, de l'armée, de l'administration furent subordonnés à ce seul but : amasser de l'or dans le palais.

En même temps, l'on faisait tout pour que ceci fût ignoré du dehors. Les officiers et tous les fonctionnaires devaient attendre des mois pour leur salaire, on laissait le peuple et l'armée mourir de faim, en même temps *des sommes fabuleuses étaient répandues en Europe pour y travailler l'opinion publique.*

Ce système de la cour de Stamboul consistant à amasser uniquement de l'argent, c'est une des principales causes de l'état de choses désespéré qui caractérise l'administration et toute la vie publique en Turquie.

Il y a un côté de la question que d'une manière étrange on n'a cessé de laisser de côté pendant tous ces débats, dont ceux qui sont responsables des horreurs de ces deux dernières années auront à tenir compte. Nous avons entendu parler de souverains, d'hommes d'État, de diplomates et Celui qui est « au dessus des flots » a vu le massacre de milliers d'innocents, il a entendu les cris des jeunes filles violées, il a vu les tortures

(1) 1896. *(N. du T.)*

prolongées, inimaginables, indescriptibles, infligées à ceux qui n'avaient commis d'autres crimes que de se réclamer du Sauveur crucifié, et les cris n'ont rencontré que la surdité des éléments. La désespérance de voir aucune aide venir de Dieu ou des hommes en a forcé beaucoup — quoique peu dans la noble armée des martyrs — à renoncer au christianisme, et la chrétienté, qui pouvait tout arrêter en adressant une seule parole énergique au tyran, est restée contemplant tranquillement ce spectacle et chacun de ses membres vaquant à ses plaisirs ou à ses affaires, moins émotionné que par la représentation de quelques mélodrames.

Et des hommes d'État qui se déclarent chrétiens viennent nous dire que nous devons moins nous soucier des plaintes de la nation martyrisée que nous nous sommes engagés à protéger, que d'un lambeau de territoire au fond de l'Asie, et que tandis que ce serait un crime de risquer une grande guerre pour la défense de celle-là, c'est notre devoir de courir ces mêmes risques pour la possession de celui-ci!

N'est-il pas permis à ceux qui sont croyants de se demander si c'est dans ce but que Dieu a donné aux habitants de cette petite île qu'est l'Angleterre un empire et des richesses tels que le monde n'en avait jamais vu de semblables? Est-ce ainsi que nous lui montrons notre gratitude, à lui qui a dit : « C'est par moi que règnent les rois et que les princes rendent la justice », et qui la rend selon sa volonté sur la terre et dans les cieux? Quand a-t-on jamais vu une nation périr ou même souffrir un dommage quelconque parce qu'elle suivait le droit chemin et accomplissait la volonté de Dieu? Non, la ruine des nations a d'autres causes. « Mais Israël s'est engraissé et il a regimbé; tu t'es fait gras, gros et épais; il a abandonné le Dieu qui l'a fait et il a méprisé le rocher de son salut » (1). N'y a-t-il pas chez nous de nombreux symptômes de cette dégénération dont parle le grand chef et prophète d'Israël à son peuple, avant qu'il possédât « la terre où coulait le miel et le lait » et vers lequel il le conduisait?

L'on nous a rappelé les vastes acquisitions de territoires que nous avions ajoutés pendant ces vingt dernières années à

(1) *Deutéronome*, XXXII, 15.

notre immense empire et la prétendue impossibilité où nous nous trouvions en conséquence de remplir nos obligations. Si cela était vrai, la « juste nation » serait « devenue obèse » et aurait délaissé Dieu qui l'a faite ce qu'elle est.

Changez quelques expressions dans le passage suivant de Burke et vous trouverez que la description qu'il fait de ceux qui allaient alors dans l'Inde pour y faire de rapides fortunes et revenaient ensuite corrompre la société, la presse et le Parlement, peut facilement s'appliquer à la situation actuelle.

Leur butin est enfoui en Angleterre et les lamentations de l'Inde ne parviennent qu'aux mers et aux vents, se répandant seulement sur l'Océan sourd et lointain. Dans l'Inde ils donnent carrière à tous les vices qui peuvent conduire à une rapide fortune. En Angleterre, les mêmes vantent ces vertus qui donnent la richesse héréditaire. Arrivés en Angleterre, ceux qui ont détruit la noblesse et l'aristocratie de tout un pays seront admis dans la meilleure société de ce pays-ci, aux tables les plus élégantes et les plus hospitalières. Ici l'industriel et l'agriculteur béniront la bonté et l'intelligence de celui dont les mains ont dans l'Inde arraché les tissus du métier où on les travaillait, celui qui a enlevé la misérable ration de sel et de riz au malheureux paysan du Bengale, qui lui a extorqué l'opium même par lequel il trouve l'oubli de son oppression et de ses oppresseurs. Ils se marient dans vos familles, ils entrent dans votre sénat, ils libèrent vos domaines de leurs charges par l'argent qu'ils vous prêtent, ils en augmentent la valeur par leurs achats, ils chérissent et protègent les parents qui sont pour vous une lourde charge et il n'y a pas pour ainsi dire une famille dans le royaume qui ne soit intéressée de quelque manière que ce soit dans leurs affaires, de telle sorte que toute tentative de réforme dans nos possessions de l'Inde apparaît tout de suite sous un caractère antipathique et vexatoire, et blesse ceux qui peuvent, à la fois, être très utiles par leur reconnaissance ou très dangereux par leur ressentiment. Si vous réussissez, vous sauverez des malheureux qui sont à peine en état de vous remercier (1).

Est-ce qu'une grande partie de ces éléments de faiblesse nationale et de décadence que Burke décrivait ainsi ne sont pas aujourd'hui à la racine de notre diplomatie et de notre gouvernement?

Les agioteurs de la Bourse et les aventuriers de la finance

(1) Discours sur le projet de loi de Fox sur les Indes. *Œuvres*, t. III, p. 676.

n'ont-ils pas joué un rôle beaucoup trop considérable dans la direction de notre politique intérieure et extérieure? Le désir du gain et la soif des richesses n'ont-ils pas supplanté les idées de devoir et les obligations de l'honneur?

La nation qui consent à trafiquer de son honneur et de ses devoirs est sur la pente de la ruine, quelque éloignée que la catastrophe finale puisse paraître. Elle a dans ses veines un poison qui amènera tôt ou tard sa mort. Ce à quoi on peut comparer le plus exactement l'Empire britannique tant par son étendue que par son influence, c'est au vieil empire de la Rome païenne et, aux yeux de celui qui voit au delà de l'extérieur brillant, n'y a-t-il pas beaucoup de ces symptômes de mauvais augure qui enflammaient l'indignation de Juvénal et faisaient apparaître à ses yeux perspicaces le déclin inévitable et la chute de cet empire, décrite par un historien anglais ? Le poëte satirique se plaint amèrement que « l'Oronte syrien laisse couler ses eaux dans le Tibre » et noie la Cité aux Sept-Collines dans les flots du luxe et de la corruption de l'Orient; à tel point, que cela ne sert plus à rien à la jeunesse romaine d'avoir, pendant son enfance, respiré l'air de l'Aventin et d'avoir été nourrie des olives sabines (1).

Il revient à ce thème ailleurs et montre le contraste entre les vertus de l'ancienne Rome, alors qu'elle était pauvre, et la dégénérescence qu'ont engendrée l'apport des richesses enlevées à l'univers vaincu :

Une humble fortune conservait autrefois l'innocence des femmes latines : de longs travaux, un sommeil court, leurs mains endurcies à préparer la laine, Hannibal aux portes de Rome et les maris en sentinelle sur la porte Colline, garantissaient leurs cabanes des atteintes du vice. Nous subissons à présent les maux inséparables d'une longue paix : plus cruel que le glaive, le luxe nous accable et

---

(1) *Jam pridem Syrus in Tiberim defluxit Orontes,*
Et linguam, et mores et cum tibicine chordas
Obliquas, nec non gentilia tympana secum
Vexit, et ad circum jussas prostare puellas :
Ite quibus grata est picta lupa barbara mitra !
Rusticus ille tuus sumit trechedipna, Quirine,
Et cerematico fert niceteria collo !

Juvénal, Sat. III, 62-67.

venge l'univers asservi. Tous les crimes, tous les forfaits qu'enfante la débauche règnent ici depuis que Rome vit périr sa noble pauvreté. L'opulence infecta nos collines de la mollesse de Sybaris, de Rhodes et Millet et de Tarente dont les citoyens couronnés de pampres s'enivrent sans cesse (1).

Lord Lansdowne nous a dernièrement assurés que si nous nous croyons réellement obligés de secourir les Arméniens, nous devons préparer nos esprits à l'idée de la conscription et Lord Salisbury a répété l'argument dans son récent discours à Guildhall. Il peut y avoir là une bonne raison pour ne pas conclure toute alliance avec les Puissances du continent et éviter ainsi tout embarras dans l'avenir : pour ma part, je pense que nous n'avons pas plus à nous occuper des affaires politiques du continent que les États-Unis par exemple. Ayons une flotte assez puissante pour défendre nos intérêts — qui ne sont pas moins moraux que matériels — entretenons des relations amicales et cordiales avec nos voisins, et alors il ne semble pas qu'il y ait quelque probabilité que nous soyons jamais obligés de débarquer des troupes sur le continent. Moins nous serons mêlés aux querelles des Puissances continentales, plus elles nous respecteront et même nous redouteront. Mais nous sommes tenus par les engagements les plus formels et par l'honneur de faire tout notre possible pour les Arméniens. C'est nous qui, plus que tous, sommes cause de ce qui leur est arrivé et qui sommes tenus en conséquence de faire le plus d'efforts pour les dédommager des maux qu'ils ont soufferts par notre faute.

Cela certainement peut se faire sans qu'il faille recourir à la conscription. Je suis certainement présomptueux de vouloir critiquer l'opinion de tant d'hommes éminents; mais, de nouveau cependant, je vais me hasarder à la critique de cette partie du discours de Lord Salisbury à Guildhall. « Si, déclare-t-il, vous voulez améliorer par la force et contre la volonté du gouvernement existant, l'état des choses en Turquie, protéger l'industrie et la vie des habitants de ces régions, vous ne le pourrez qu'en les occupant militairement. L'occupation militaire d'un pays est une grosse entreprise qui, pour être menée à bien de-

---

(1) Juvénal, Sat. VI, 287-298.

mande de grandes forces militaires. Il n'est pas de flotte au monde qui puisse y suffire, car il n'est pas de flotte qui puisse franchir le Taurus pour protéger efficacement les Arméniens. »

Cet argument me fait penser au boxeur de Thucydide qui, au lieu de parer les coups de son adversaire et de diriger les siens du meilleur côté, restait à se frotter à chaque endroit du corps où son adversaire le touchait.

Les troubles d'Arménie ont leur racine et leur cause à Yildiz-Kiosk, et il n'est pas besoin de grandes forces militaires terrestres, ni même de forces militaires terrestres du tout, pour atteindre l'auteur responsable de tout le mal. N'importe quelle flotte le peut, même la plus petite, même sans passer les Dardanelles. Il n'est pas de gouvernement au monde qui soit aussi vulnérable sur mer que l'Empire ottoman. Sur une vingtaine de points de son territoire, une occupation navale à laquelle il ne pourrait opposer aucune résistance sérieuse est possible, car le Sultan n'a pas de flotte.

Mais, en fait, aucune occupation, pas plus navale que terrestre, n'est nécessaire si les Puissances (ou même une seule d'entre elles, pourvu que les autres ne s'opposent pas à son action) formulaient leurs demandes et invitaient le Sultan à donner une réponse favorable au bout de quelques jours, s'il ne voulait pas voir quelque portion de son territoire occupée par une force navale. La seule chose nécessaire, c'est de convaincre le Sultan que les Puissances sont décidées à agir. Qu'il en soit persuadé et il se soumettra aussitôt. Que l'on nous laisse tranquille avec les réformes inutiles, à propos desquelles on a fait tant de bruit pendant dix-huit mois et qui n'ont même plus de bases depuis les massacres du Sultan, accomplis pour les éluder, et qu'il soit obligé de choisir avec l'assentiment des Puissances des fonctionnaires européens qu'il ne pourrait déplacer ni révoquer sans leur consentement, qui seraient aidés par une gendarmerie mixte composée à la fois de musulmans et de chrétiens et alors l'Anatolie et la Macédoine seront pacifiées sans qu'il y ait besoin de nouvelles lois.

Les lois promulguées par le Sultan Medjid dans le Hatt-I-Humaioun de 1856 suffiront à tous les besoins, pourvu qu'elles soient observées, et à cela il n'y aura non plus aucune difficulté si ceux qui en sont chargés ne dépendent du Sultan

ni pour leur action, ni pour leur nomination, ni pour le paiement de leurs salaires.

Je crois avoir prouvé qu'il n'y a aucunes raisons de craindre une opposition sérieuse des populations locales. Tous, musulmans et chrétiens également, ne seraient que trop heureux de se trouver en présence d'une organisation qui, tout en les délivrant de la domination rapace et cruelle du Sultan, leur garantirait le libre exercice de leur religion et la possession tranquille de leurs biens. « C'est dans la tête que le poisson est pourri », dit le proverbe turc que j'ai cité au début de cet ouvrage. Le Sultan et sa troupe de fonctionnaires corrompus sont les seuls auteurs de tout le mal. Qu'il règne, mais ne gouverne pas, et l'intégrité territoriale de son empire sera préservée jusqu'à ce qu'un régime meilleur puisse le remplacer. Les difficultés que soulève cette question sont considérablement exagérées par les jalousies réciproques et les craintes déraisonnables des Puissances. Naturellement le Sultan essaie de mettre les Puissances en échec par son fameux argument du fanatisme des habitants. Mais il serait facile de le rétorquer en lui annonçant que les Puissances le considéreront comme personnellement responsable de tous désordres.

FIN

ERRATUM. — Page 39, ligne 13 : Au lieu de « septembre 1876 » lire *septembre 1896*.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE IV

CONSEILS TIMIDES

CHAPITRE V

LA POLITIQUE DE L'AUTRICHE

CHAPITRE VI

HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DE LORD SALISBURY

CHAPITRE VII

LORD SALISBURY ET BISMARCK

CHAPITRE VIII

PRÉCÉDENTS EN FAVEUR DE L'ACTION ISOLÉE

CHAPITRE IX

LA POLITIQUE TRADITIONNELLE DE L'ANGLETERRE

CHAPITRE X

LA NOUVELLE POLITIQUE ET SES CAUSES

CHAPITRE XIV

LE DISCOURS DE LORD ROSEBERY A ÉDIMBOURG

CHAPITRE XV

EXAMEN DE LA POLITIQUE D' « ACTION ISOLÉE »

CHAPITRE XVI

LA PRÉTENDUE COALITION CONTRE L'ANGLETERRE

CHAPITRE XVII

UN MAUVAIS DÉBUT

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

Suresnes. — Imprimerie G.-A. RICHARD & Cie. — 706


GEORGETOWN UNIVERSITY LIBRARY
3 9020 02595649 4

